



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 13913 - 4,50 F

SAMEDI 21 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Erreur judiciaire en Grande-Bretagne

ENFIN libérés ! Il a suffi d'une demi-heure à la cour d'appel de Londres pour reconnaître l'innocence de MM. Gerard Conlon, Patrick Armstrong, Paul Hill et de M^{me} Carol Richardson, emprisonnés depuis près de quinze ans pour deux attentats à la bombe commis par d'autres en octobre et novembre 1974. Le tribunal a entendu, jeudi 19 octobre, comment des enquêteurs avaient falsifié des documents, rédigé de faux aveux et dissimulé des témoignages favorables à ces trois jeunes gens originaires d'Irlande du Nord, et à cette jeune Anglaise.

Les bombes avaient été posées dans deux pubs fréquentés par des soldats à Guildford et à Woolwich, deux petites villes du sud et de l'est de Londres. Bilan : sept morts et quatre-vingt-neuf blessés. La campagne d'attentats lancée par l'Armée républicaine irlandaise en Angleterre même battait son plein, et l'opinion exigeait des coupables. La police de Surrey, le comté où se trouve Guildford, allait s'employer à les lui fournir...

Le plus ahurissant, dans cette affaire, est que les documents innocentant les quatre jeunes gens n'avaient pas quitté les dossiers de la police, mais que personne n'avait jugé bon de les présenter au procès, en 1975, ni lors du premier appel, en 1977. On y voyait pourtant comment les enquêteurs avaient rédigé, après coup, en y ajoutant des éléments à charge, les prétendus « comptes-rendus » des interrogatoires.

Ils s'étaient également bien gardés de communiquer à la cour les témoignages qui confirmaient les alibis des accusés. Aucune preuve matérielle, aucune empreinte digitale n'avait été retrouvée. Tout reposait sur des aveux arrachés dans des conditions suspectes à quatre très jeunes gens, qui s'étaient rapidement rétractés.

Les juges avaient avoué, à l'origine, leur confiance aux policiers, même lorsque les véritables auteurs des attentats, appartenant à l'IRA, avaient reconnu, un peu plus tard, leur responsabilité après avoir été arrêtés pour d'autres actions terroristes. Cinq policiers du Surrey, dont deux à la retraite, sont sur la sellette et devraient être prochainement inculpés. Les « quatre de Guildford » vont également se voir accorder des indemnités financières considérables pour toutes ces années passées en prison.

Le président de la cour d'appel a eu recours à une litote bien anglaise lorsqu'il a parlé d'une « malheureuse affaire ». Le ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, qui est à l'origine de la réouverture du dossier, a été plus franc en admettant devant les Communes qu'il s'agissait d'une « grave erreur judiciaire ». Le coup est rude pour ces deux institutions britanniques si respectées que sont la justice et la police. Mais elles ne sont pas seules en cause. En rendant hommage aux personnalités qui se sont inlassablement battues depuis des années en faveur des « quatre de Guildford », le « Daily Telegraph » constatait que leur campagne s'était heurtée — « y compris, soyons honnêtes, dans [ses] propres colonnes », — à un profond scepticisme.

M 0147 - 1021 0 - 4,50 F
3790147004500 10210

Après le succès de leur manifestation

Les agents des finances accroissent leur pression sur M. Bérégovoy

Après le succès, jeudi 19 octobre, de la troisième manifestation nationale des agents des finances (100 000 participants selon les organisateurs, 40 000 selon la police), M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, devait recevoir les syndicats, vendredi en début d'après-midi, pour leur proposer une prime mensuelle.

Les syndicats des finances ont probablement vu un peu large en affirmant, jeudi, au soir de leur troisième manifestation nationale, que la moitié des agents du ministère des finances venaient de défilé dans Paris. Cependant ce rassemblement apparaît comme un indiscutable succès pour ses organisateurs et un nouveau coup de semonce pour le gouvernement.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, qui devait recevoir les syndicats vendredi en début d'après-midi, ne veut pas néanmoins entendre parler d'une revalorisation indiciaire, qui présenterait le risque d'être étendue à l'ensemble de la fonction publi-

que, mais il s'apprete à proposer une « prime mensuelle ». Mise à part la COT, les syndicats n'y sont plus totalement hostiles, mais ils exigent que la mesure soit « substantielle ».

Quai de Bercy, on se dit disposé à aller « jusqu'au bout de ce qui est possible », et l'on fait valoir qu'un accord ne pourra être obtenu que si les interlocuteurs acceptent de faire preuve de compréhension. Poussés par une base fortement mobilisée, les syndicats pourront difficilement accepter un compromis.

Lire l'article
de Jean-Michel Normand
page 29 - section C

Statut des élus, regroupement des scrutins...

M. Rocard ouvre le chantier des collectivités locales

M. Michel Rocard, s'exprimant à Nantes, le jeudi 19 octobre, devant le congrès des présidents de conseils généraux, a proposé une série de réformes du mode de fonctionnement des collectivités locales, qui, si elles sont loin des souhaits du PS, pourraient progressivement modifier le paysage de l'administration locale.

M. Michel Rocard considère que le temps n'est plus aux vastes réformes ni aux grands débats. Il préfère avancer à petits pas. Cela ne veut pas dire qu'il ne souhaite pas, si nécessaire, bousculer profondément les mécanismes régissant la société française, mais il ne cherche à le faire que progressivement, ce qui peut le mettre, à l'occasion, en contradiction avec les desiderata du Parti socialiste. Ainsi du délicat dossier des collectivités locales.

La méthode qu'a définie, jeudi 19 octobre, le premier ministre s'apparente à celle qu'il a retenue pour l'île-de-France. La solidarité financière entre collectivités riches et collectivités pauvres sera imposée, quoi qu'en pensent les uns et les autres. Un

projet de statut des élus va être mis au point.

La coopération intercommunale sera fermement relancée. De nouveaux droits vont être accordés aux minorités dans les assemblées locales, pour contraindre le goût du pouvoir sans partage de leurs patrons. Les scrutins locaux seront regroupés. Les conseils généraux ne seront plus renouvelés par moitié, mais en une seule fois. Alors, la distorsion entre la couleur politique de ces assemblées et le vote des électeurs créés par le scrutin majoritaire dans des cantons très inégalement peuplés sautera à ce point aux yeux qu'une réforme plus vaste s'imposera.

Lire page 9 l'article
de Thierry Bréhier

Impôt sur la fortune

Les députés créent une nouvelle tranche pour les revenus supérieurs à 40 millions de francs
page 10

Passeports français pour extrémistes chiïtes

Un contractuel du Ouzi d'Orsay entendu par la DST
page 40 - section C

Le cinquantenaire du CNRS

Un demi-siècle de sciences à la française
page 13 - section B

La marine et Dassault

La marine refuse la modernisation des Crusader proposée par Dassault en attendant l'avion Rafale. Elle préfère des F-18 d'occasion
page 8

SANS VISA

La nouvelle carrière de l'Hôtel Continental à Saigon
● Escapes ● Gastronomie ● Jeux
pages 17 à 21 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 49 - section C

Entracte en Allemagne de l'Est

Le nouveau secrétaire général, M. Krenz, recherche le dialogue mais la population l'attend aux actes

Soucieux de désamorcer la déception suscitée par sa nomination à la succession de M. Erich Honecker, le nouveau secrétaire général du PC est-allemand, M. Egon Krenz, s'est efforcé, jeudi 19 octobre, de donner des gages d'ouverture. Il a rendu visite aux ouvriers d'une usine à Berlin-Est et promis, par ailleurs, à Mgr Leich, président de la conférence épiscopale protestante, de « généreuses améliorations » en matière de voyages à l'étranger. L'un des principaux idéologues du

régime, M. Otto Reinhold, a affirmé, pour sa part, que la réunion du bureau politique de mercredi avait été un « tournant décisif ». Cette première journée a été marquée par une manifestation de plusieurs centaines de personnes dans le nord-est du pays, à Greifswald. Membre de Neues Forum, le pasteur Michael Turek, de Leipzig, a souligné que la population attendait des actes concrets, et prédit que les manifestations se poursuivraient. (Lire nos informations pages 6 et 7).

POINT DE VUE L'après-Yalta

Pour une Europe de la liberté de l'Atlantique à l'Oural

par Jacques Chirac

Cette fin de siècle nous offre, à nous Français, à nous Européens, une chance historique de sortir enfin de l'après-guerre. De préparer l'« après-Yalta ». En un mot, de jeter les bases d'une grande Europe, libre, pacifique et prospère qui devrait être celle du vingt et unième siècle.

L'Europe de Yalta craque de toutes parts. Les aspirations trop longtemps réprimées des nations d'Europe centrale, et aussi des peuples qui composent l'Union soviétique, s'expriment désormais ouvertement, devant souvent les réformes lancées, ici ou là, par les gouvernements. Les changements radicaux que nous espérons depuis près d'un demi-siècle se succèdent à l'Est à un rythme sans cesse accéléré : une URSS en plein bouillonnement ; une Pologne qui effectue la première expérience de transition d'un Etat communiste vers la démocratie ; une Hongrie qui lui emboîte le pas ; une RDA, enfin, dont la population, lasse d'attendre les réformes, s'engouffre dans toutes les brèches de liberté.

En vérité, nous sommes entrés dans une extraordinaire phase de mutation, qui fera sentir ses effets bien au-delà de la seule Europe de l'Est. C'est l'Europe tout entière qui est concernée, y compris bien sûr le destin de notre pays, y compris aussi l'avenir de la construction communautaire lancée il y a trente ans.

Le paradoxe dont nous devons tous être conscients, est que si la menace militaire directe contre laquelle nous avions à nous pré-

murer jusqu'ici a objectivement diminué en Europe, elle n'a pas pour autant disparu : l'URSS reste jusqu'à ce jour une formidable puissance militaire surarmée, et elle entre de surcroît dans une période de fortes turbulences. Il nous faudra donc gérer cette double mutation militaire et politique. Nous aurons, je l'espère, la stabilité militaire grâce au rééquilibrage des forces et au désarmement, mais nous n'aurons pas tout de suite, je le crains, sa traduction sous forme de stabilité politique.

C'est à ce grand débat que je voudrais contribuer ici par quelques propositions précédées de deux observations.

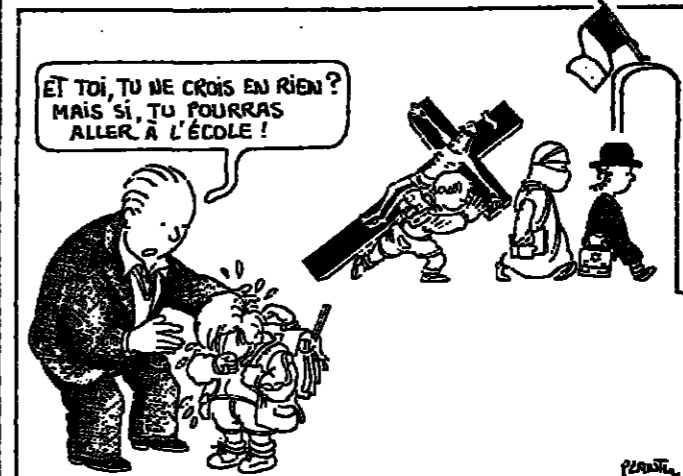
Première observation : il ne sert à rien, comme je l'entends dire ici ou là, de se lamenter sur la fin de l'ordre ancien ou de prôner la passivité.

Depuis quarante-cinq ans, l'Europe échange « sa » paix contre la permanence d'une coupure contre nature, aussi bien pour les Allemands que pour les peuples de l'Europe centrale, épris eux aussi de liberté. A l'évidence, cette situation ne pouvait durer éternellement. Et ce d'autant plus que la reconstruction, puis le succès économique et l'unification de l'Europe de l'Ouest agissent comme un formidable pôle d'attraction sur le reste du continent.

Lire la suite page 2

Islam et laïcité

Le port du foulard à l'école pose le problème de l'intégration



par Robert Solé

L'islam est la deuxième religion de France, et on commence à s'en rendre compte. Il y a eu d'abord l'affaire Rushdie, qui mettait en cause la liberté d'expression. Puis la controverse sur la construction de mosquées, qui concernait la liberté de culte. Et voilà, à la surprise générale, qu'éclate un grand débat sur une question vestimentaire touchant à la liberté privée.

Curieux débat dont l'intimité même prête à controverse. On ne sait trop comment nommer l'objet du scandale : voile ? foulard ? tchador ? hidjab ? Aucun de ces mots n'est satisfaisant,

aucun n'est innocent. Le premier, impropre mais commode, réveille de vieux fantasmes. Le deuxième, au contraire, tend à enlever toute signification religieuse au débat. Si le troisième évoque naturellement l'Iran et ses fanatiques, le quatrième — bien qu'assez correct, semble-t-il — a une sonorité un peu trop arabe... On se rabat alors sur « foulard islamique » ou « foulard coranique », termes inventés pour la circonstance et qui désignent ce fichu couvrant les cheveux, les oreilles et le cou, pour ne laisser voir que l'ovale du visage.

La controverse linguistique en masque une autre, encore plus importante, qui tient à la signification de ce vêtement. S'agit-il, pour celles qui le portent, de respecter les préceptes de l'islam ? Ou, simplement, d'exprimer une appartenance culturelle ? Le font-elles de leur propre initiative ? Ou à la demande de leurs parents ? Par bravade ou par soumission ? Sans doute tout cela à la fois.

Paradoxalement, l'islam, qui effraye tant une partie des Français, s'exprime aujourd'hui à travers la plus fragile et la plus séduisante des populations immigrées : ces adolescentes maghrébines qui n'ont jamais fait peur à personne, n'ont jamais été associées à la délinquance et dont on vante souvent le sérieux et l'application en classe. Cela explique en partie la vivacité du débat.

Lire la suite page 14 - section B

KENNETH R. TIMMERMAN

La grande fauche

La fuite des technologies vers l'Est

"Des révélations surprenantes"

PARIS MATCH

Kenneth R. Timmerman La grande fauche

Plus de 3 000 équipements, plus de 400 000 documents détournés vers l'Est.

Les hommes, les motivations, les réseaux et les techniques employés par les services secrets soviétiques pour s'emparer des technologies occidentales.

PLON

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F. CFA. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (internat.), 2 \$.

DÉBATS

TRAIT LIBRE



AU COURRIER DU Monde

L'ordonnance de Villers-Cotterêts

Le Monde du 5 octobre a publié sous la rubrique « Histoire » un article sous-titré « L'Académie a célébré la victoire du français sur le latin comme langue juridique ».

Le signataire de l'article pose la question de savoir « qui eût pensé à tirer de l'oubli l'ordonnance de Villers-Cotterêts à l'occasion de son 450^e anniversaire sinon l'Académie française ». Sans porter atteinte au prestige de l'auguste institution, je crois pouvoir préciser que la Cour de Cassation avait précédé l'Académie pour tirer de l'oubli l'ordonnance de Villers-Cotterêts d'août 1539.

Dans deux arrêts récents (4 mars 1986 et 11 janvier 1989), ce texte a été non seulement cité par la Cour, mais encore été rappelé, en ce qu'il pose la règle de la formulation des actes juridiques et judiciaires en langue française.

L'ordonnance de Villers-Cotterêts est donc un texte de notre droit positif, encore en vigueur, et appliqué par la plus haute juridiction judiciaire.

Le président de la séance de l'Académie du 28 septembre, ancien garde des sceaux, n'avait-il pas connaissance de cette continuité historique-judiciaire qui, mieux qu'une bataille, marque le seuil de donner la première place à la langue

française dans les rapports de droit ?

Je partage, bien évidemment, les inquiétudes de l'auteur de l'article sur le recul de notre langue à travers le monde et d'abord dans l'ensemble communautaire européen.

J.-D. B. RICHARD
magistrat

Nommer l'Europe

J'ai le regret de constater que l'Europe unie n'a pas de nom. Pas de nom propre en tout cas. N'est-ce point assez qu'on ne sache pas de quoi ni de qui on parle en disant « Amérique » ou « Américains » ? N'est-ce point assez que la « Soviétique » reste inconnue et que la désigne un sigle protiforme, CCCP, URSS ou USSR ? Au sujet de cette soi-disant « Union », il serait facile d'ironiser aujourd'hui...

Les choses seraient plus nettes si, sur la couverture d'un passeport et en lieu et place de « Communauté européenne », chacun pouvait lire — ou que ce soit — un vocable désignant sans équivoque l'entité géopolitique qui est la nôtre.

Dans l'attente d'autres propositions et en toute simplicité, je mets en avant « Euroland » ou « Eurolande »... Qu'une meilleure inspiration l'emporte, et je serai le premier à l'applaudir.

MARCEL ARTHAUD
Marseillais

Suite de la première page

En outre, le système de sécurité hérité de Yalta instaurait une paix imparfaite, puisqu'elle était lourde du risque d'un conflit limité au Vieux Continent et que le protecteur américain de l'Europe occidentale éprouvait des doutes croissants sur la pérennité de son engagement. Les bouleversements à l'Est, les aspirations de tous ces peuples qui ne veulent plus attendre indéfiniment la liberté, la prospérité et la démocratie, nous invitent à dépasser cette situation.

Qu'on se place ici sur le terrain de la morale, c'est-à-dire de nos propres valeurs de liberté, ou sur celui de la « Realpolitik », ce serait une faute de rester les bras croisés devant la formidable mutation à laquelle nous assistons à l'Est. Nous n'avons pas d'autre choix que d'aider à gérer cette transition.

Cette période de transition — et ce sera ma deuxième observation — sera longue.

Les propositions avancées par les Soviétiques et aussi par certains Américains consistent à casser le système actuel pour construire une Europe dénucléarisée et largement désarmée, mais dont on imagine mal les contours politiques, ne paraissent dangereux et irréalistes.

Nous parlons, en effet, de la sécurité de nos peuples : celle-ci ne doit pas se jouer sur un coup de dés, sans que l'on ait au départ une idée précise du processus et de l'objectif vers lequel on veut aller. On ne peut pas, comme le disait joliment — mais à combien légèrement — Willy Brandt dans ses colonnes, « laisser à l'Histoire le soin d'avoir de l'imagination » (1) à notre place.

Une génération au moins...

Par ailleurs, les propositions de « maison commune » ou d'un « nouvel ordre de paix » européen reposent sur une analyse sommaire de ce qui se passe à l'Est. Certains nous disent déjà que le communisme est définitivement vaincu en tant qu'idéologie, que nous vivons la « fin de l'Histoire », et que l'avenir sera même « ambiguë ». Mais qui peut garantir, aujourd'hui, que les changements à l'Est sont irréversibles ?

C'est bien au contraire le début d'une nouvelle phase de notre his-

toire que nous vivons aujourd'hui. Prenons la meilleure des hypothèses : pour que la politique de réforme puisse se poursuivre sans heurts à l'Est, il faut que M. Gorbatchev réussisse à moderniser le parti, à commencer par sa base dans les différentes républiques, à maîtriser les turbulences sociales ethniques et politiques en URSS même, et qu'aucune explosion grave ne survienne en Europe de l'Est.

Si toutes ces conditions sont remplies, il faudra, de l'avenir même des dirigeants soviétiques, une génération au moins avant que les structures économiques de ces pays soient modernisées, que soient formés des « managers », que soit institué un vrai système de prix et de concurrence, que soit menée à bien la conversion des industries militaires.

Une génération : tel est donc l'horizon de temps sur lequel nous devons travailler. Voilà qui nous promet bien des hauts et des bas, et qui nous interdit de jeter par-dessus bord notre système de sécurité, mais qui nous laisse aussi une chance unique, entre la passivité des uns et les chimères des autres, d'imaginer et de conduire une transformation progressive de l'architecture européenne.

Penser l'Europe de l'après-Yalta n'est pas chose facile. Non seulement parce que nous ne nous y sommes guère préparés pendant près d'un demi-siècle, mais aussi parce que les problèmes sont d'une redoutable complexité. Pour ne citer que les principaux : quel statut faut-il concevoir pour les deux Allemagnes ; quel système de sécurité doit-on imaginer ; maintien ou disparition des deux entités ; quel rôle pour la dissuasion nucléaire ; quelle évolution pour les pays d'Europe centrale ; et quant à nous, devons-nous repenser la construction européenne jusqu'ici limitée à l'Europe de l'Ouest uniquement ?

Aucun d'entre nous, bien entendu, ne peut prétendre aujourd'hui apporter toutes les réponses à ces questions. J'ai, en tout cas, la conviction que la France a un rôle essentiel à jouer dans la définition de ces nouvelles règles du jeu.

Il ne saurait être question pour nous, Français, pas plus que pour quiconque en Europe, d'accepter un nouveau partage du monde « au sommet » ou serait décidé le sort de nos pays. Le président Bush, nous le savons, ne le fera pas. Est-ce à dire que la fascination de notre histoire — ou à notre esprit coaccident — de croire qu'en nous dévouant à cette nouvelle croisade, plus que quiconque, nous pourrions en faciliter l'aboutissement ?

Le silence de nos gouvernants

Dois-je dire à quel point je déplore le silence, la passivité, et l'absence d'imagination de nos gouvernants ? Et l'affaiblissement du poids et de l'influence de la France qui en résulte tant dans le débat Est-Ouest qu'à l'Allemagne est devenue l'interlocuteur privilégié des Deux Grands — qu'en Europe de l'Est, où là encore l'influence économique et politique allemande domine de très loin une France largement absente ?

Comment, dans ces conditions ne pas regretter, sur un sujet qui engage l'avenir de notre pays tout entier, l'absence de grand dessein, l'absence de vision d'un gouvernement dont la seule initiative notable a été d'ampuyer gravement notre effort de défense, privant ainsi notre pays des atouts dont il a besoin pour infuser dans les discussions futures. Est-ce bien le moment de donner l'exemple du désarmement unilatéral ?

Venons-en maintenant au fond : quelle Europe nous faut-il imaginer et bâtir pour le vingt et unième siècle ? J'avancerai trois impératifs à partir desquels l'action de la France devrait se développer.

Premier impératif : la nécessité de conserver, aussi longtemps que ce sera nécessaire, les instruments qui ont permis jusqu'ici de préserver la paix. Je veux parler de la dissuasion nucléaire et des alliances, ce qui n'exclut ni la recherche de la réduction du niveau des armements ni la modification graduelle des alliances elles-mêmes. Le désarmement sera la résultante de l'amélioration des rapports politiques entre l'Est et l'Ouest et non pas son préalable. C'est la leçon indéniable de ces deux dernières années, où les progrès du désarmement n'ont été rendus possibles que par la décision de Moscou de renoncer à sa politique d'intimidation.

La réduction progressive des armements au niveau le plus bas possible est un objectif majeur que nous devons nous assigner. Je me réjouis sur ce point de l'évolution récente de la position soviétique, qui après avoir insisté, ces der-

nières années, sur l'idée d'une dénucléarisation totale du continent européen, s'est ralliée, semble-t-il, à la notion d'une dissuasion minimale, en se rapprochant ainsi de la doctrine de la France telle que nous l'a léguée le général de Gaulle. Dans les faits, toutefois, les arsenaux soviétiques et américains demeurent considérables, et nous sommes encore loin d'une situation où l'on pourrait envisager de discuter du niveau des forces nucléaires britannique et française.

Je suis persuadé que les Européens auront à assumer, à l'avenir, des responsabilités beaucoup plus directes dans la mise en œuvre de leur politique de sécurité. Tout nous pousse dans cette direction que j'avais déjà indiquée dans mon discours de décembre 1987 à l'ITHEDE : les progrès espérés en matière de désarmement ; la volonté américaine de réduire — et ce n'est pas anormal — son engagement militaire en Europe, quarante-cinq ans après la fin de la seconde guerre mondiale ; les progrès réalisés, ou attendus, dans l'œuvre de rapprochement au sein de la Communauté européenne.

Un seuil minimal de forces

Le temps est-il venu, comme je l'ai proposé, de donner une autre définition d'un système de sécurité collective occidentale ? Faut-il envisager le renforcement de la coopération nucléaire entre Paris et Londres et, pourquoi pas, la mise en place d'un groupe européen de réflexion sur la dissuasion nucléaire ? Quel rôle, dans cette défense collective, sera pris par les pays européens non nucléaires ? Voilà des questions qui dérangent, mais qu'on ne pourra éviter de poser.

De même nous faut-il d'ores et déjà réfléchir au seuil minimal de forces classiques et nucléaires que nous devrions rechercher dans la phase qui suivra la conclusion, probablement d'ici l'an prochain, de l'accord de Vienne sur le désarmement conventionnel. Un tel seuil, pour ce qui concerne les forces classiques, devra éviter le risque d'une instabilité (attaque surprise ou guerre de mouvement) que l'Europe avait connue avant 1939.

Quant aux armements nucléaires tactiques, la recherche d'un seuil minimal, mais stable, impliquera à la fois une certaine modernisation des systèmes actuels, mais en contrepartie une réduction quantitative de ces armes. Plutôt que le débat stérile et politiquement sans issue que nous connaissons aujourd'hui sur la « modernisation » de certaines armes tactiques américaines, ne serait-il pas plus opportun de viser un plafond global mais aussi limité que possible d'armes nucléaires américaines et soviétiques basées en Europe, des deux côtés, chaque partie conservant la liberté de choix sur son arsenal ?

Le deuxième impératif est de faire en sorte que la construction européenne, d'une part, ne s'affaiblisse pas, d'autre part, ne reste pas limitée à la moitié occidentale de l'Europe.

Le succès de la Communauté en fait aujourd'hui un pôle d'attraction d'une force immense auprès des opinions publiques et des pays de l'Europe centrale. Le succès à l'Ouest est l'un des moteurs du changement à l'Est ; il donne une réalité au rêve de liberté de tous les peuples d'Europe centrale et à leur espérance de prospérité.

Mais l'écart économique croissant entre les deux parties de l'Europe est impressionnant et alarmant. L'Europe de l'Est se « tiers-mondise », et nous ne pouvons pas accepter cette situation sans réagir. Nos démocrates ne peuvent plus se contenter d'une vision étroite de la construction européenne. Il nous faut donc concilier l'œuvre déjà accomplie dans ce domaine avec l'irrésistible aspiration au rapprochement entre les deux parties de l'Europe.

Toute la question est de savoir si, ce faisant, nous ne risquons pas de retarder ou de mettre en péril les processus d'intégration en cours au sein des Douze et de rendre moins attrayants les objectifs que ceux-ci se sont fixés.

Ces risques existent ; ne nous les cachons pas. Mais il faut dépasser ce constat et agir dans trois directions :

— progresser dans la réalisation de l'union économique et monétaire, en espérant que les calendriers électoraux des uns ou des autres ne freineront pas le mouvement engagé ;

— renforcer les mesures de concertation politique entre les principaux États européens afin d'éviter la tentation de chacun pour soi dans les relations avec l'Est. Il ne peut y avoir autant

« d'Ostpolitik » que d'Ests européens. Une stratégie commune implique une réunion d'urgence d'un « sommet de la liberté » entre les chefs d'État européens pour la définition de cette stratégie et la mise en place d'un secrétariat politique pour sa mise en œuvre.

Enfin, et utiliser judicieusement, de puissants moyens pour sortir l'économie des pays de l'Est de l'ornière. Les quelques centaines de millions de dollars débiqués jusqu'ici par les États-Unis et la CEE pour la Pologne paraissent ridiculement insuffisants par rapport aux besoins. Il nous faut très vite trouver les fonds nécessaires (3 milliards de dollars pour soulager le peuple polonais) et procéder à la suspension du paiement du service de la dette polonaise pour une période d'au moins deux ou trois ans.

En dernier lieu, mais c'est déjà une autre étape, il conviendra de réfléchir aux modalités institutionnelles de coopération entre les pays de l'Est et la Communauté économique européenne. Le traité et la pratique communautaire offrent une variété de solutions adaptées à la diversité des cas, de l'association de l'article 238 au simple accord commercial.

Reste un dernier impératif : le domaine essentiel des libertés. Ici plus qu'ailleurs, une Europe rassemblée de l'Atlantique à l'Oural ne doit pas être une Europe des libertés à deux vitesses. La démocratie ne se prend pas à petites doses. Elle forme un tout cohérent de libertés, de droits et de devoirs. Ici aussi il ne faut pas nous dissimuler la complexité et l'extrême sensibilité du sujet. S'il est clair que l'Europe rassemblée ne doit pas se transformer en un champ d'affrontement idéologique où chacun tenterait soit d'imposer son système politique soit de déstabiliser l'autre, il est tout aussi évident que la « maison commune » ne saurait comporter d'un côté des fenêtres et des portes grandes ouvertes, et de l'autre des ouvertures cadenassées ou bardées de barreaux.

La démocratie est un tout

Pendant longtemps, les démocraties occidentales n'ont eu en ce domaine que des ambitions limitées malgré les accords d'Helsinki, et elles n'exigeaient du système communiste que la suppression de ses abus les plus criants.

Ce qui se passe en Pologne, en Hongrie et en RDA bouscule nos habitudes timorées et nous invite à soutenir ces peuples pour que leur transition vers la liberté soit irréversible.

Dans cette perspective, je me situe résolument parmi ceux qui, dans nos démocraties, souhaitent le succès de la politique de réforme actuellement menée en URSS par M. Gorbatchev.

Les dirigeants soviétiques ont compris que l'URSS ne peut pas revenir à « l'ère de la stagnation » sans à se résoudre au déclin. Dans ces conditions, l'URSS se dit prête à « désidéologiser » (la formule est de M. Gorbatchev) ses rapports internationaux et à s'insérer pleinement dans la communauté des nations. Je m'en réjouis. De ce point de vue, la perestroïka est aussi dans notre intérêt, à nous Occidentaux, comme sont de notre intérêt l'ouverture de l'URSS vers le monde extérieur, la fermeture des goulags, le déplacement de la compétition du champ de l'accumulation des armes à celui du commerce, de la culture, des idées.

A nous, par conséquent, d'accompagner ce processus, par essence difficile, en mettant progressivement en œuvre, au niveau de l'Europe entière — Est et Ouest — un ensemble de mesures qui assureront à tous les citoyens les mêmes garanties pour les droits fondamentaux. Cela implique notamment la mise en place d'un ordre juridique conforme aux principes de liberté définis par le conseil de l'Europe : la libération de tous les prisonniers politiques ; la fermeture des camps ; la réforme du Code pénal ; l'instauration de la complète liberté de circulation des personnes entre les deux parties de l'Europe par la suppression des visas de sortie sur une base de réciprocité ; enfin la destruction symbolique du mur de Berlin.

Des rêves que tout cela, pourrions-nous dire. Oui, bien sûr. Mais souvenons-nous. Nous avons connu l'Europe de la terreur, et nous l'avons abattue. Nous avons vécu l'Europe de la peur, et nous l'avons obligée à reculer. Plus forte est ma confiance dans l'Europe de l'espérance.

JACQUES CHIRAC

(1) Le Monde du 19 septembre 1989.

COMMUNIQUÉ DE L'ASSOCIATION DES BIOLOGISTES DE PARIS (ABIOP)

La biologie médicale est, à court terme, menacée.

La santé publique risque bien de ne plus bénéficier de l'aide irremplaçable des laboratoires d'analyse médicale dans le diagnostic clinique et le suivi thérapeutique.

En effet, le gouvernement a l'intention de modifier, de façon arbitraire et brutale, la nomenclature des actes, base de la tarification des analyses.

Une baisse immédiate de 20 % résulterait de cette décision unilatérale et illogique.

Aucun secteur d'activité ne pourrait résister à un tel choc.

Or la biologie française de proximité est reconnue pour sa qualité et sa disponibilité, vis-à-vis des médecins comme vis-à-vis des malades. Elle traduit en services quotidiens les progrès scientifiques et technologiques.

Alors, pourquoi une telle décision totalement injustifiée ?

Pourquoi faire courir de tels risques à la santé de la population ?

Pourquoi mettre en péril la biologie médicale ?

Par ignorance ? Par idéologie ? Par inconscience ?

Les biologistes de Paris entendent défendre une biologie susceptible de continuer à assurer un dialogue permanent et ouvert avec les médecins et à offrir un service efficace et pratique aux malades.

C'est pourquoi, au nom de la santé publique, ils demandent au ministère de la santé de renoncer à son projet dont les conséquences seraient dramatiques pour tous.

Si tel n'était pas le cas, les biologistes de Paris rejetteraient toute responsabilité dans une éventuelle dégradation des soins.

مكتبة فيلادلفيا

ÉTRANGER

AFRIQUE DU SUD : visite à Soweto

Walter Sisulu dans les tourbillons de la liberté

Cinq jours après leur sortie de prison, les sept dirigeants historiques de l'ANC n'ont pas une minute à eux. Pris dans le tourbillon des interviews et des retrouvailles avec leurs vieux amis, ils découvrent peu à peu l'existence d'une nouvelle génération de combattants noirs. Jeudi 19 octobre, dans une église de Soweto, Walter Sisulu et deux de ses anciens co-détenus ont raconté leurs longues années de prison.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Plusieurs fois par jour, les enfants des écoles, vêtus de leur uniforme, viennent saluer « les héros », ils chantent et dansent devant la maison de Walter Sisulu, devenu le carrefour de la liberté à Soweto, le quartier général d'un nouvel espoir. Tous ces jeunes, qui arboraient jeudi 19 octobre, une bannière de la Mandela High School, n'étaient pas nés quand ces hommes, dont ils ont tant entendu parler, furent emprisonnés pour la vie. Andrew Mlangeni s'adresse à eux : « Nous sommes fiers de vous. Vous êtes les futurs leaders du pays, vous devez vous armer, c'est-à-dire acquiescer un bon niveau d'éducation. Nous n'avons pas été relâchés par le gouvernement, mais par vous. »

Ahmed Kathrada poursuit : « La lutte n'est pas encore gagnée. Elle commencera à l'être quand l'ennemi s'assoiera à la table des négociations. » Le plus jeune — soixante ans — des huit prisonniers libérés, d'origine indienne, et toujours communiste, demande à ces deux cents écoliers de penser à tous ceux qui sont encore derrière les barreaux. Chaque intervention se termine par un cri : « Amandla ! » (le pouvoir !). Les enfants répondent : « Awethu ! » (au peuple !). La rue retrouve son calme. Les dirigeants noirs pénètrent dans la maison des Sisulu.

Les visites sont ininterrompues. La va-et-vient est continu, surveillé de près par le service d'ordre du comité de réception. Des infirmières sortent en essayant quelques larmes. D'innombrables gerbes de fleurs s'accumulent sur l'annuaire où trône une photographie de Nelson Mandela, l'ami de toujours. Walter Sisulu, cinq jours après sa sortie de prison, n'a pas encore eu le temps de visiter toutes les pièces de sa demeure retrouvée. Il lui est « impossible » de décrire les retrouvailles. Il est vraiment « impressionné » par le travail accompli par sa femme Albertina » au cours de cette longue séparation forcée.

Depuis dimanche 15 octobre, jour du retour à la vie civile, ces rescapés de l'ailleur pour qui « l'emprisonnement » a une signification « une chose » : la mort en détention », n'ont guère eu le loisir de goûter les parfums de la liberté. Ils n'ont pas même eu le temps de redécouvrir Johannesburg, de croire à ce qui leur arrivait, d'apprécier ce

que pouvait être une vie normale. Pris dans le tourbillon des réunions, des interviews et des visites d'amitié, ils n'ont pourtant pas l'air trop déboussolés. Wilton Mkwayi assure qu'il ne fait pas de cauchemars, qu'il ne rêve pas et que la réadaptation ne lui pose pas trop de problèmes.

De bonne grâce, tous se prêtent aux directives du comité de réception, émanant du Mouvement démocratique de masse (MDM) qui guide leurs premiers pas d'hommes libres et organise leur emploi du temps. C'est tout juste s'ils ont le loisir de s'exprimer à leur guise sur les questions politiques, comme le reconnaît Ahmed Kathrada. Ils sont toujours au service de la cause. Ils ne sont que de simples serviteurs, « sans rôle spécial », dans l'attente de ce que leur dira de faire l'organisation avec laquelle ils n'ont eu d'ailleurs pas encore repris contact. « Tout ce que nous pouvons faire, c'est assister du mieux que l'on peut la direction qui a été élue », précise Walter Sisulu. Plus tard, si le mouvement le décide, ils pourront reprendre un rôle au sommet.

Elias Motsoaledi est prêt à servir de nouveau au sein du bras armé de l'ANC (Congrès national africain), Umkhonto we Sizwe (La lance de la nation) si on le lui demande. Mais il espère qu'on ne le fera pas, car il est désormais trop vieux, dit-il avec un sourire. Aucun ne regrette son engagement, en dépit du prix qui a été payé. Au contraire, ils estiment qu'ils ont été récompensés « par le haut niveau de politisation, par l'esprit de combativité de la jeunesse ».

Souvenirs de prison

« La lutte armée a payé », constate Andrew Mlangeni, puisque aujourd'hui « le pouvoir est contraint d'accepter de négocier ». Il aura tout de même fallu vingt-huit ans, depuis la décision de 1961 d'opter pour l'action violente, pour finalement se voir entendre. « On est revenu pratiquement à l'époque des années 60, à la période de désobéissance civile ». Et encore, il faudra obtenir la légalisation des organisations interdites, la levée de l'état d'urgence, le retour à la liberté d'action politique pour pouvoir commencer à discuter sérieusement.

Enfin, Nelson Mandela est toujours libéré, dans la maison d'un jardinier de la prison de Robben. Ses compagnons s'insurgent quand on prétend qu'il a fait un marché avec le gouvernement. « Il ne demande qu'à sortir maintenant, aujourd'hui. Aucune condition n'a été posée. Sa principale préoccupation est le sort de ses collègues. En tant que leader, il ne mettra jamais son propre nom en avant », affirme avec force Ahmed Kathrada.

Walter Sisulu reconnaît que son frère de lutte est rétrospectivement « en contact permanent » avec les autorités, qu'il discute avec les ministres, que « petit à petit, il réussit à les éduquer », mais jamais il ne demandera de sortir, car un prisonnier n'est pas en position de négocier quoi que ce soit. Alors

quand ? Au début de l'an prochain, peut-être. Walter Sisulu ne sait pas. Tous l'attendent, car sans lui ils sont orphelins.

Il ont passé vingt-cinq ans côte à côte, à se battre pour améliorer les conditions de détention, se serrant les coudes, partageant tout, s'épaulant, même s'ils affirment aujourd'hui qu'ils n'ont jamais été « déçouragés ». Au début, ils ont cru qu'ils allaient rester dix ans, quinze ans. Finalement, après dix-huit ans sur ce rocher battu par les vents austral de Robben Island, ils ont été transférés, à l'exception de l'un d'entre eux, à Pollsmoor, à côté du Cap. De 1964, année de leur incarcération, à 1980, ils n'avaient pas droit aux journaux. Les échos de la révolte de Soweto, en 1976, ne leur sont parvenus que deux mois plus tard. Les radios et la télé ont été autorisées en 1986 seulement.

L'important était de garder la forme physique par des exercices quotidiens. Au début, ils cassaient des cailloux en morceaux de plus en plus petits pour faire du béton. Pas question de parler, encore moins de chanter, ce qui aurait été un moyen de conserver le moral. Ils expliquent que les gardiens les changeaient de cellule très souvent, sans raison. Chaque amélioration était une lutte constante obtenue par des efforts de travail forcé, des grèves de la faim. « J'ai été condamné à six mois d'isolement complet avec la Bible pour seule lecture et l'interdiction totale de parler », raconte Ahmed Kathrada. Le régime, une autre punition, consistait à n'avoir qu'un peu d'eau de cuisson de riz deux fois par jour pendant trois jours avant d'avoir quelque chose de plus consistant. On essayait de nous briser.

Elias Motsoaledi ajoute que les seuls contacts avec l'extérieur se résument en deux visites par an et deux lettres. Ahmed Kathrada n'a cependant pu lire celle de son frère, envoyée en 1984, qu'en 1982. Son rendement hommage à la Croix-Rouge internationale, à Mme Helen Suzman, député libéral qui a pu les rencontrer pour la première fois en 1987. « Chaque visite nous aidait beaucoup » dans ce microcosme de la société qu'était Robben Island où les politiques étaient séparés des droits communs, où la ségrégation régnait en fonction de la couleur de la peau. Mais c'était une formidable école. « La meilleure université pour l'éducation politique qui puisse exister », souligne Walter Sisulu.

Comme on lui demande de quelle chose il avait le plus souvent rêvé en détention et qu'il peut désormais accomplir aujourd'hui, il répond : « Mes pensées vont au mouvement, je me concentre sur le développement de la situation. » Rien d'autre ? Non, rien d'autre. Les désirs intimes ne sont pas pour la presse. Murphy Morobe, dirigeant du MDM, interrogé sur ce qui est programmé pour eux dans les jours à venir a juste ajouté en boutade : « Les emmener à la plage. »

MICHEL BOLE-RICHARD

Malgré l'hostilité de la Grande-Bretagne

Le Commonwealth veut intensifier les sanctions contre Pretoria

Kuala-Lumpur (AFP). — Une proposition australienne formulée, jeudi 19 octobre, au sommet du Commonwealth de Kuala-Lumpur en vue d'intensifier les sanctions contre l'Afrique du Sud a recueilli une large approbation — à l'exception de M^{re} Thatcher — des participants à la conférence qui rassemble la Grande-Bretagne et ses anciennes colonies. Le plan de Canberra a été exposé lors d'une conférence de presse conjointe donnée par le premier ministre australien, M. Bob Hawke, et le secrétaire canadien aux relations extérieures, M. Joe Clark. Tous deux ont exprimé leur déception à l'annonce de l'accord que l'Afrique du Sud vient de conclure avec des banques étrangères pour un rachat de la dette extérieure, rendu public par Pretoria mercredi, le jour même de l'ouverture du sommet de Kuala-Lumpur.

Le plan australien comporte, pour l'essentiel, une intensification des sanctions financières. M. Hawke a jugé que si l'apartheid restait fondamentalement intact en Afrique du Sud, « certains change-

ments étaient survenus » depuis l'entrée en fonction du nouveau président sud-africain M. Frederik De Klerk. C'est en tenant compte de cette situation, a-t-il ajouté, que son plan propose « d'une approche constructive » : d'une part, il prévoit « de nouvelles formes de pressions financières » sur Pretoria, avec notamment des conditions de crédit plus rigoureuses ; d'autre part, il comporte une initiative du Commonwealth pour explorer auprès du Fonds monétaire international (FMI) l'éventualité « d'une aide financière majeure » dans l'hypothèse de réformes politiques.

M. Hawke propose que le comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique austral se réunisse dans six mois pour faire le point de l'évolution de la situation politique en Afrique du Sud. La proposition australienne a fait l'objet de discussions à huis clos jeudi. M^{re} Thatcher a été la seule à en contester le bien-fondé. Elle a recommandé que les sanctions soient levées, éventuellement d'une façon progressive, à mesure que Pretoria démantèlerait l'apartheid.

NAMIBIE : devant l'Assemblée des Nations unies

Le révérend Jackson attaque Pretoria

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

Deux semaines avant les élections organisées en Namibie sous l'égide des Nations unies, les Etats frontaliers manifestent leur inquiétude. Craignant que la SWAPO n'obtienne pas une majorité déterminante, le Zimbabwe, la Zambie, le Mozambique, l'Angola et le Botswana ont commencé une très forte campagne à l'ONU pour soutenir la SWAPO. Leur crainte est de voir ce mouvement contraint de constituer une coalition avec les autres formations politiques si il n'obtient pas la majorité des deux tiers des votants nécessaire à l'établissement de la constitution de ce nouvel Etat.

Selon des sources onusiennes, ces pays frontaliers envisagent d'ores et déjà de préparer le terrain pour une éventuelle annulation de ces élections. Ils ont même réussi à convaincre le président du Kenya, lequel est aussi le président du groupe africain à l'ONU, de demander une réunion d'urgence du conseil de sécurité afin « d'exa-

miner la situation qui prévaut en Namibie ».

Dans un projet de résolution, ils ont demandé au conseil de l'envoyer une mission sur le terrain, et des sanctions contre l'Afrique du Sud si elle ne cesse pas ses manœuvres « subversives ». Face à cette démarche, l'organisation internationale ne cache pas son mécontentement, dans la mesure où, depuis les « arrangements sur l'impartialité », elle « s'interdit » de prendre position en faveur de l'une ou l'autre des parties en présence. Conformément à ces « arrangements », l'ONU a cessé tout soutien à la SWAPO depuis le 1^{er} avril 1989.

Dans le même esprit, l'assemblée générale avait décidé de ne pas mettre la Namibie à l'ordre du jour de cette session. Mais les Etats frontaliers ont invité l'ex-candidat à la présidence des Etats-Unis, le révérend Jesse Jackson, à prendre la parole devant la quatrième commission chargée des questions de décolonisation. D'après le révérend, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et, dans une certaine mesure, la France ont tenté de s'opposer à son intervention. Malgré ces objections, y compris celle du président de l'assemblée, M. Jackson a quand même pris la parole. Déplorant dans des termes violents les obstacles mis par l'Afrique du Sud sur la voie de la transition, il a estimé que « la terre régit sur la Namibie ». Le révérend Jackson a annoncé qu'il allait demander une entrevue avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker au sujet de la Namibie.

AFSANE BASSIR POUR

Sous l'égide de MM. Houphouët-Boigny et Bongo

Une réunion consacrée à l'Angola aura lieu en Côte-d'Ivoire le 30 octobre

Les négociations diplomatiques à propos de l'Angola vont bon train. Tout se passe comme si plusieurs chefs d'Etat africains se livraient à une sorte de concurrence afin de pouvoir tirer gloire, le moment venu, d'une éventuelle relance du processus de paix. Ainsi les présidents Mobutu (Zaire), Bongo (Gabon) et Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire) multiplient les initiatives.

Jeudi 19 octobre, lors d'une visite de quelques heures à Yamoussoukro, capitale politique de la Côte-d'Ivoire, le chef de l'Etat gabonais, M. Omar Bongo, a annoncé la tenue, le 30 octobre, dans cette ville, d'une réunion à quatre chefs d'Etat, à savoir : le Zaire, le Gabon, la Côte-d'Ivoire. Cette rencontre des quatre chefs d'Etat sera un mini-sommet préparatoire avant la réunion du groupe des huit chargée de trouver une solution de paix en Angola qui doit se tenir prochainement au Gabon.

Selon notre correspondant à Abidjan, Robert Minargoy, M. Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA, arrivé la veille en Côte-d'Ivoire, n'avait visiblement pas été directement associé à cette rencontre des chefs d'Etat ivoiriens et gabonais.

D'autre part, le président zairois Mobutu Sese Seko doit rencontrer très prochainement son homologue angolais, M. Dos Santos, à l'annonce, jeudi, à Paris, le ministre zairois des affaires étrangères, M. Karl Ibond. M. Mobutu, qui devait rentrer dans son pays vendredi, recevra chez lui M. Savimbi. Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés dimanche dernier dans le sud de la France en compagnie de M. Herman Colbe, secrétaire

d'Etat américain adjoint pour les affaires africaines.

Le chef de l'Etat zairois, qui joue le rôle de médiateur dans le conflit angolais, s'était entretenu vendredi dernier avec le chef de la diplomatie angolaise, M. Pedro Van Dunem Loy, à qui il a remis un message pour M. Dos Santos, puis, lundi, avec le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « P. » Botha.

M. Karl Ibond, discret sur le contenu des entretiens de M. Mobutu, s'est contenté d'indiquer que le Zaire espérait arriver rapidement à la prochaine étape, la signature d'un cessez-le-feu, avant que les deux parties ne s'assoient à la même table sous les auspices de M. Mobutu pour discuter de la réconciliation nationale. La nouvelle solution proposée à Luanda, avec le soutien des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud, prévoyait la formation d'un gouvernement de transition dans lequel chaque formation garderait son identité et auquel ne participerait pas M. Savimbi, ainsi que l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui garantirait le droit des minorités.

Regroupement des pays « à revenus intermédiaires »

Lors de leurs entretiens de jeudi, MM. Bongo et Houphouët-Boigny ont, par ailleurs, annoncé un regroupement des pays africains de la zone franc à « revenus intermédiaires ». Désormais, la Côte-d'Ivoire sera associée au Gabon, au Cameroun et au Congo pour mieux défendre leurs intérêts. Ces Etats, qui ne sont pas classés dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA), réclament notamment un allègement de leur dette extérieure.

En visite à Paris

Le président tchadien sera reçu par M. Mitterrand

Le président du Tchad, M. Hissène Habré, qui se trouve depuis jeudi soir à Paris en visite privée, devait être reçu samedi matin 21 octobre par M. François Mitterrand. Les deux chefs d'Etat devaient s'entretenir du processus de normalisation tchado-libyenne.

La commission chargée de la mise en œuvre de l'accord-cadre signé le 31 août à Alger s'est réunie il y a quelques temps à Tripoli, mais, fait-on remarquer de source informée à Paris, la concrétisation de cet accord tarde. Le règlement politique du différend territorial sur la bande d'Aouzou n'a toujours pas été abordé, Tripoli dommant l'impression de s'attacher essentiellement à la réalisation d'un des points de l'accord : la libération de ses deux milliers de prisonniers. Un jeu subtil est certes en cours, mais la confiance entre les deux capitales souffre de ces contretemps.

On rappelle dans les milieux tchadiens que la Libye abrite toujours plusieurs opposants tchadiens auxquels elle accorde aide et assistance et qu'elle envoie toujours des armes dans la province désertique soudanaise du Darfour, proche de la frontière est du Tchad, qui ne lie pas l'allègement du dispositif militaire français Epervier — actuellement de 1 300 hommes — au dossier tchado-libyen et n'est pas hostile à sa modulation en fonction de la situation, prêche toutefois la prudence.

Avant de quitter Bruxelles, où il achevait, jeudi, une visite de travail, M. Habré s'est félicité de la « détente et de la stabilité » régnant à l'intérieur de son pays et du « retour du calme aux frontières ». « Les Tchadiens, a-t-il déclaré, se sont enfin réconciliés. » Evoquant le sort de M. Goukouni Oueddei, son opposant de toujours, en exil en Libye, M. Habré a dit : « C'est un frère qui a assumé des responsabilités au Tchad, mais qui, aujourd'hui, ne représente ni une force politique ni une force


militaire », mais seulement « lui-même ». Le président a ajouté qu'il souhaitait néanmoins son retour au pays.

M. Habré a enfin refusé d'accorder crédit à certaines rumeurs

implicites tel ou tel pays étranger dans l'attentat contre un DC-10 de la compagnie française UTA qui a fait 271 morts le 19 septembre dernier. « Pour l'heure, rien, je dis bien rien, ne permet de privilégier telle ou telle piste. »

JACQUES DUQUESNE

Les Vents du Nord m'ont dit



Le roman du Nord de Jacques Duquesne.

Albin Michel

PROCHE-ORIENT

LIBAN : la réunion de Taëf

Les débats des députés sont suspendus aux tractations de Damas

Sobante-deux députés libanais, réunis à Taëf, attendaient toujours, vendredi 20 octobre, le retour du chef de la diplomatie syrienne, le prince Saoud Al Fayçal, à Damas depuis mercredi soir pour des entretiens avec les plus hauts responsables syriens, le président Assad, le vice-président Khaddam et le ministre des affaires étrangères, M. Farouk Charaf.

TAËF (Arabie saoudite)
de notre envoyé spécial

On explique, à Taëf, la longueur de ces conversations par le fait que les dirigeants syriens, absents physiquement, pour la première fois depuis longtemps, d'une conférence interlibanaise de cette importance, tiennent à voir dans le moindre détail tout ce qui a été fait, ce qui, affirme un élu, « nous préservera des mauvaises surprises de dernière heure ». Deux députés, porte-parole des milices pro-syriennes, contestent toujours, par exemple, le chiffre accepté de 108 députés pour le futur Parlement, au lieu des 128 réclamés, et maintiennent leur objection quant au délai requis pour l'abolition du confessionalisme. Il ne fait pas de doute, d'autre part, que Damas

entend bien montrer qu'il n'est pas d'accord possible sur le Liban sans son aval définitif.

Les exigences minimales du camp chrétien, quant à la garantie d'un retrait syrien, non explicitement prévu dans le document d'entente nationale, se sont en tout cas nettement réduites, et les dans du camp chrétien acceptent même aujourd'hui le texte en l'état, à condition qu'à la fin de la réunion le comité tripartite donne des assurances quant à la continuité de son parrainage pour faire appliquer l'accord.

Dans une déclaration remarquée, un élu influent de ce camp, M. Nasri Maalouf, affirme : « Si le document d'entente nationale concernant la souveraineté ne peut être amendé, les appréhensions et les réserves qu'il suscite pourraient être incluses dans un communiqué du comité tripartite ». Et, en se référant explicitement au sommet de Casablanca, la seule référence acceptée par Damas, M. Maalouf ajoute : « La résolution prise alors est rédigée de telle manière qu'elle comporte virtuellement toutes les assurances requises et a un caractère de continuité » quant à l'action arabe.

On peut penser que M. Maalouf fait référence notamment à la phrase de la résolution acceptée par la Syrie, qui souligne que le

sommet arabe « soutient le plein établissement de la souveraineté de l'Etat libanais sur la totalité de son territoire en vue de lui permettre de défendre par ses propres forces sa sécurité et sa stabilité ». La forme de ces « apaisements », pour reprendre l'expression d'un élu chrétien modéré, est aussi l'un des sujets débattus à Damas.

Le « rappel » du général Aoun

Quoi qu'il en soit, les dernières déclarations du général Aoun, jeudi à Beyrouth, demandant aux députés de « suspendre momentanément leurs tractations et de revenir au Liban pour des consultations avec la base populaire », n'ont pas eu de véritables effets sur ceux-ci. Au contraire, dans une déclaration à la presse, M. Pierre Daccache, pourtant considéré comme un proche du général, a rétorqué : « Nous ne sommes pas venus à Taëf pour faire de la surenchère. Si la réponse du tripartite à nos demandes est négative, nous poursuivons le dialogue jusqu'à parvenir à un accord ».

On affirme, à ce sujet, de source informée, qu'au cours d'une réunion, il y a quarante-huit heures, à Beyrouth du général Aoun et de tous les leaders du camp chrétien ceux-ci lui auraient fait savoir qu'ils étaient prêts à accepter le document d'entente nationale proposé par les Arabes contre les assurances de ces derniers. L'essentiel, quant à celles-ci, est sans doute maintenant une affaire de présentation, personne ne voulant paraître céder sur quoi que ce soit.

FRANÇOISE CHIPAUX

IRAK

Londres proteste contre la détention de deux Britanniques

Le gouvernement britannique a protesté officiellement, jeudi 19 octobre, auprès de l'ambassadeur d'Irak à Londres contre la détention depuis un mois, à Bagdad, d'une infirmière et d'un journaliste britanniques, auxquels les représentants de Londres dans la capitale irakienne n'ont toujours pas pu rendre visite.

M. Farzad Bazof, trente et un ans, journaliste d'origine iranienne et travaillant pour l'hébdomadaire *The Observer*, a été arrêté le 15 septembre alors qu'il quittait l'Irak à l'issue d'un séjour qu'il venait d'effectuer à l'invitation du gouvernement irakien. Accusé d'espionnage (il risque la peine de mort), son seul tort est d'avoir voulu exercer son métier en assistant sur les lieux, largement publiés dans la presse internationale, relatifs à une explosion, à la mi-août, au sud de Bagdad, qui aurait fait un très grand nombre de victimes (le *Monde* du 7 septembre et daté 10-11 septembre). Si les Irakiens ont reconnu que cette explosion avait bien eu lieu, ils nient qu'elle ait fait plus que quelques morts.

Quant à M^{me} Daphne Parish, quarante-quatre ans, infirmière dans un hôpital privé de Bagdad, elle a été arrêtée quelques jours après M. Bazof et est également accusée d'espionnage. Les autorités irakiennes n'ont pas caché que les deux affaires étaient liées, et il paraît clair que Bagdad voit en la jeune femme une possible source du journalisme britannique.

Près de deux cents journalistes étrangers avaient été invités en même temps que M. Bazof, et celui-ci est loin d'avoir été le seul à s'être intéressé à cette affaire.

Y. H.

AMÉRIQUES

Selon des sources diplomatiques françaises et américaines

Le Guatemala, nouvelle « plaque tournante » du trafic de la drogue en Amérique centrale

Chargé par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale d'une mission en Amérique centrale, du 13 au 26 septembre, M. Jean Lacombe, député socialiste de l'Hérault, est revenu porteur d'un appel à l'aide de la France et de la Communauté européenne adressé à M. François Mitterrand par le président démocrate-chrétien du Guatemala, M. Vinicio Cerón, confronté depuis plusieurs mois à une situation de plus en plus difficile. Ce pays connaît en effet un développement intense du trafic de la drogue.

Un document adressé au Quai d'Orsay, en date du 1^{er} septembre, par l'ambassade de France au Guatemala s'appuie sur les enquêtes de l'Agence antidrogues des États-Unis (DEA) pour confirmer la part croissante tenue par le Guatemala dans le développement du trafic de la drogue entre les pays d'Amérique latine et les États-Unis. « La détermination affirmée par le nouveau président mexicain, M. Salinas de Gortari, dans la lutte contre le trafic de drogue, ainsi que les coups portés contre ce trafic dans certaines îles des Caraïbes par les autorités locales avec l'appui des États-Unis, ont conduit, dans les derniers mois, les producteurs mexicains de pavot et de marijuana à déplacer leur activité en territoire guatémaltèque et les convoyeurs colombiens à chercher dans la jungle guatémaltèque les pistes d'atterrissage capables de remplacer les voies fermées dans les îles caraïbes, indique notamment ce texte.

« Le Guatemala s'est ainsi converti en un producteur important d'héroïne (1 600 hectares semés en pavot pouvant produire l'équivalent de 15 milliards de dollars par an) et, dans une moindre

mesure, de marijuana (38 millions de dollars). Il est, parallèlement, devenu une plaque tournante pour l'acheminement vers les États-Unis de la cocaïne en provenance de Colombie. Le rapport du DEA note que la position du Guatemala, à mi-chemin entre le pays producteur et le pays consommateur, en fait un lieu idéal pour le transit aérien : l'absence de tout radar dans le pays, y compris dans la capitale, et l'existence, dans le seul département de Retalhuleu (au sud-ouest du pays) de vingt huit pistes d'atterrissage clandestines sont propices aux ravitaillements de petits avions venus de Colombie.

La même note précise que, pour la DEA, rien n'autorise une mise en cause des autorités guatémaltèques dans le trafic de drogue. Ce texte rapporte cependant comment un lieutenant-colonel guatémaltèque, qui dirigeait le bureau de contrôle administratif de la présidence — organisme chargé de lutter contre la corruption dans l'administration — a été invité à quitter ses fonctions, le 20 août dernier, et à « partir aux États-Unis pour bénéficier d'une bourse d'études » après avoir pris la défense d'un saboteur « appréhendé », le 1^{er} août, « alors qu'il présentait à l'enregistrement pour un vol vers Miami une valise contenant vingt-deux kilos de cocaïne ».

L'ambassade de France au Guatemala estime, en conclusion, que le rapport du département antidrogues des États-Unis « est sans doute intervenu à temps pour contrarier une évolution à la colombienne » mais que la situation n'est pas moins « assez malsaine ».

A TRAVERS LE MONDE

CHILI L'avenir du général Pinochet

L'avenir du général Augusto Pinochet après l'élection présidentielle du 14 décembre prochain vient d'être envisagé en des termes peu amènes par le candidat de la droite et ancien ministre des finances, M. Hernan Buchi.

D'après la Constitution, le général Pinochet doit conserver, pour quatre ans, ses fonctions de commandant en chef des forces armées après l'installation du nouveau président élu. Selon l'agence UPI, dans une interview accordée au journal *Las Ultimas Noticias*, M. Buchi affirme qu'il « serait plus opportun pour le Chili qu'il ne garde pas ce poste ». Dans la compétition qui l'oppose au candidat de l'opposition M. Patricio Aylwin, M. Buchi tente ainsi de prendre un peu plus de distance avec le général. M. Aylwin avait, pour sa part, affirmé (*le Monde* du 15 septembre) que le problème du général Pinochet serait « résolu de manière satisfaisante dans le cadre du plein exercice des attributions d'un chef d'État élu ».

Dans l'entourage du général, ces déclarations sont qualifiées de « puramente politiques », sous-entendu de peu d'importance. Elles soulèvent en tout cas avec de plus en plus d'acuité l'un des problèmes majeurs de la future transition démocratique : l'avenir du général.

ÉTATS-UNIS Profanation du drapeau : la Constitution ne sera pas amendée

Le président George Bush a subi, jeudi 19 octobre, un échec dans sa tentative d'obtenir du Congrès — à majorité démocrate — l'adoption d'un amendement constitutionnel interdisant la profanation du drapeau américain. Le Sénat a bien voté, par 51 voix contre 48, en faveur d'un tel amendement, mais une majorité des deux tiers est requise, tant au Sénat qu'à la Chambre, pour amender la Constitution.

Ce vote clot, pour l'instant, le vif débat que la Cour suprême avait provoqué en juin dernier en jugeant que brûler un drapeau lors d'une manifestation politique était un acte couvert par le premier amendement, qui garantit la liberté d'expression, (*le Monde* du 5 juin). Cette décision avait provoqué un tollé dans la classe politique et une bonne partie de l'opinion. Mais, alors que les démocrates majoritaires au Congrès se prononçaient pour une simple loi interdisant la profanation, l'administration Bush et les républicains préféraient modifier la Constitution, craignant qu'une loi ne soit attaquée en justice et invalidée par la Cour suprême. — (AFP.)

LE MONDE diplomatique

Octobre 1989

● **LE BOULEVERSEMENT DES SOCIÉTÉS COMMUNISTES** : En Pologne, en Hongrie, en Union soviétique, des changements rapides et irréversibles se succèdent à vive allure. Dans un important dossier, Ignacio Ramonet, Jean-Yves Potel, Paul Gracvohl et Jean-Marie Chauvier montrent comment les certitudes les mieux établies, dans les domaines politique, économique, social et culturel s'effondrent soudain, tandis qu'explorent les nationalismes et qu'apparaissent de fortes fascinations néolibérales.

● **LE NEW-LOOK DE LA TÉLÉVISION AUX ÉTATS-UNIS** : La télévision américaine fait ses adieux aux valeurs du réagisme. Ses nouvelles séries, écrit notre envoyé spécial Serge Halimi, exaltent « les vertus de la pauvreté, l'esprit de solidarité ». Demain, la société sera-t-elle « plus gentille et plus tendre », comme le souhaitait le président Bush ?

Également au sommaire :

- **ÉCOLOGIE** : Pour une nouvelle conscience planétaire, par Régis Marin.
- **ALGÉRIE** : A la recherche de la démocratie, par Lahouari Addi.
- **INDOCHINE** : Du cauchemar à l'expérience, par Daniel Hénery, Nguyen Duc Nhuân et Roland-Pierre Farinoux.
- **UNESCO** : Peut-on oublier le tiers-monde ? par Jean-Pierre Colin.

En vente chez votre marchand de journaux

En dépit des difficultés

Les négociateurs espèrent parvenir l'an prochain à un accord sur la réduction des armes conventionnelles

Les pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie ont terminé, jeudi 19 octobre à Vienne, sur une note assez positive la troisième session des négociations sur le désarmement conventionnel en Europe.

VIENNE

de notre correspondant

Le pacte de Varsovie a introduit à la dernière séance ses propositions en matière de vérification, d'échange d'informations et de mesures de stabilisation en réponse à celles présentées par l'OTAN le 21 septembre dernier. Les deux alliances ont donc mis sur la table de la conférence, depuis le début des négociations, le 9 mars dernier, le paquet complet de leurs propositions portant sur les six catégories d'armes dont la réduction est discutée à Vienne (chars, pièces d'artillerie, véhicules blindés de transport, avions, hélicoptères de combat, effectifs), les limites géographiques et sous-limites régionales à fixer et les mesures de contrôle et de confiance pour faire respecter les futurs accords.

Le résultat essentiel de la session est un accord sur la définition de ce que les vingt-trois pays membres de deux alliances militaires entendent par « pièces d'artillerie d'un calibre de 100 millimètres et au-dessus ». La définition est accompagnée d'une liste de quelque 40 pièces d'artillerie à prendre en compte pour chaque alliance. L'URSS a finalement rendu possible la « percée » dans cette question en acceptant de ne plus insister pour compter les canons antichars dans cette catégorie.

WALTRAUD BARYLI

Plus de sept ans après l'affaire des Malouines

L'Argentine et la Grande-Bretagne rétablissent des relations consulaires

L'Argentine et la Grande-Bretagne ont décidé, jeudi 19 octobre, soit plus de sept ans après leur affrontement militaire à propos de l'archipel des Malouines, de rétablir des relations consulaires. Les deux pays sont également convenus, lors d'une rencontre à Madrid, de rétablir leurs communications aériennes et maritimes et aussi d'éliminer les « restrictions » commerciales en vigueur entre eux. Leurs représentants se reverront les 14 et 15 février, toujours dans la capitale espagnole, en vue de définir de nouvelles étapes de la normalisation de leurs rapports, dont l'objectif ultime est naturellement la reprise des relations diplomatiques.

Les progrès ainsi réalisés entre Londres et Buenos-Aires ne supposent pas, souligne une déclaration commune, « un changement des

positions concernant la question de la souveraineté » sur les Malouines. C'est, en effet, un différend plus que centenaire entre les deux capitales sur ce sujet qui est à l'origine, d'une part, du coup de main argentin du printemps 1982 sur l'archipel de l'Atlantique sud, approprié en 1833 par les Britanniques, et, d'autre part, de la décision du gouvernement de M^{me} Margaret Thatcher de le reconquérir en y envoyant la flotte. Mais ce problème de la souveraineté pourra être discuté « après le rétablissement des relations diplomatiques », a précisé à la télévision argentine le président Carlos Menem, en annonçant, jeudi, à ses compatriotes les derniers développements de la situation avec la Grande-Bretagne. — (AFP, Reuters.)

La France rappelle aux exilés chinois leur obligation de réserve

Le gouvernement français a « rappelé » aux exilés chinois que la France ne peut « admettre sur son territoire des activités politiques contre un gouvernement avec lequel elle entretient des relations diplomatiques », a indiqué, jeudi 19 octobre, le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas.

Lors d'une audition devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Dumas, répondant à une question de M. Valéry Giscard d'Estaing, « a confirmé que la France n'a pas changé de doctrine à l'égard des réfugiés politiques ». « Terre d'asile, terre d'accueil, la France ne peut pas admettre sur son territoire des activités politiques contre un gouvernement avec lequel elle entretient des relations diplomatiques », a-t-il dit en ajoutant que « cela a été rappelé lors des manifestations et réunions d'exilés chinois à Paris, tendant à constituer une Fédération pour la démocratie en Chine (FDC) ». M. Dumas a précisé que « cela avait également été confirmé » au ministre chinois des affaires étrangères, qu'il avait rencontré en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New-York.

de vraies écoles de langues

USA - Angleterre - RFA

Garantie : un nombre limité de Français

Adultes : Séjours intensifs en Universités.
Juniors : Vacances en Collèges.

Association VELA - 36, rue de Chézy
92200 Neuilly - Tél. : (1) 46-37-35-88

هنا من لاجل

Avec vous,

EUROPE

ESPAGNE : les élections législatives du 29 octobre

Les communistes se refont une santé en rejetant le sectarisme

A quelques jours des élections législatives du 29 octobre, tous les sondages indiquent que les communistes effectueront une percée aux dépens des socialistes.

MADRID

de notre correspondant

M. Julio Anguita ne cache pas sa satisfaction et on le comprend. Par les temps qui courent, quel autre secrétaire général du Parti communiste, en Espagne, pourrait, comme lui, aspirer à dominer, et peut-être plus, sa représentation parlementaire ? C'est, selon les sondages, l'heureux sort qui semble attendre la coalition Gauche Unie, dont le PC est la principale composante, aux législatives du 29 octobre : quinze ou seize députés au lieu de sept.

Conscient d'avoir le vent en poupe, M. Anguita n'y va pas par quatre chemins pour critiquer les socialistes de M. Felipe Gonzalez. « Le véritable débat est entre eux et nous », affirme-t-il dans ses meetings. D'un côté, il y a la politique économique des socialistes, qui est aussi, à quelques nuances près, celle de la



droite, et de l'autre, il y a la nôtre, la seule vraiment différente.

M. Anguita est un bon orateur, qui établit facilement le contact avec son auditoire. Surtout lorsqu'il se trouve parmi les siens, comme l'autre soir à Getafe, traditionnel bastion de la « banlieue rouge » de Madrid, au beau milieu de la « ceinture industrielle » du sud de la capi-

tale. Face à ce public populaire et de laissés-pour-compte, venus pour la plupart en famille, M. Anguita retrouve le ton didactique de l'enseignant qu'il a longtemps été. Il décortique les notions économiques de base, explique avec des mots tout simples ce que signifie inflation, importations, exportations, déficit commercial, afin de démontrer à ce public attentif pourquoi, à l'enten-

dre, « l'Espagne croît mais de manière déséquilibrée ».

« Les socialistes affirment qu'il faut refroidir l'économie parce que les Espagnols consomment davantage qu'ils ne produisent, affirment-ils à la tribune. Mais qui consomme trop ? Certainement pas les habitants de Getafe qui gagnent le salaire minimum. Si le gouvernement veut réellement freiner l'inflation, qu'il commence par exemple par lutter contre cette spéculation immobilière dont vous ne connaissez que trop les effets. »

Face à ces socialistes qui, selon lui, « ont implanté en Espagne le culte de l'argent facile », M. Anguita ne propose pas de solution de rechange radicale. Il évite soigneusement le mot « nationalisation », tout en se montrant favorable à la planification — « non pas étatisée, mais démocratique, avec les interlocuteurs sociaux », précise-t-il — et au renforcement du secteur public. « Le gouvernement prétend que le concept d'entreprise publique évoque l'Europe de l'Est, alors qu'il évoque tout simplement la Suède et la Norvège », prend-il soin d'ajouter. Et, pour terminer, dans son style direct habituel, il tance carrément son auditoire : « Un jour, vous faites la grève générale contre les socialistes, et le lendemain vous votez pour eux. Décidez-vous une fois pour toutes, sinon ne venez pas vous plaindre après les élections ! »

Un appel en partie entendu. Tous les sondages indiquent en effet que c'est aux dépens des socialistes que les communistes sont en train de réaliser leur percée électorale, plus particulièrement dans les grandes villes. Une percée dont M. Anguita peut légitimement s'attribuer une bonne partie des mérites. Lui qui suscitait pourtant le scepticisme lorsqu'il accéda, en février 1988, à la tête d'un PCE qui se relevait à peine de ses dures batailles internes, n'apparaissait-il pas à l'époque comme trop radical, trop antisocialiste, risquant ainsi d'enfermer définitivement son parti dans le ghetto ?

Il avait pourtant déjà démontré son charisme dans son fief de Cordoue. Accédant en 1979 pour le PC à la mairie de la ville, avec l'appui des socialistes, il avait, quatre ans plus tard, infligé à ces derniers une cuisante défaite, permettant ainsi aux communistes de conquérir en solitaire leur seule mairie de capitale de province.

Flou idéologique

Aujourd'hui, il entend mettre en œuvre à un niveau national la stratégie hier appliquée avec succès à Cordoue : celle d'une union sans sectarisme de toutes les forces situées à la gauche des socialistes. Ce qui implique, à l'occasion, un certain flou idéologique.

C'est un domaine dans lequel M. Anguita ne craint pas la contradiction. Lui qui se proclame à la fois « léniniste » (« Parce que j'ai réellement lu Lénine », précise-t-il) et

« fils du Manifeste communiste », n'en affirme pas moins que « le concept de famille communiste n'existe plus ». « Il faut rechercher un nouveau modèle : celui de l'Est est en fin de course, et celui de l'Ouest socialement inacceptable », affirme-t-il, tout en se gardant encore d'aller aussi loin que ses coreligionnaires italiens dans la remise en cause des certitudes d'hier.

Mais l'accès au gouvernement ne passe-t-il pas inévitablement, pour les communistes, par l'alliance avec ces socialistes que M. Anguita critique si durement ? « Soyons francs, rétorque-t-il, mon objectif n'est pas de m'allier avec le Parti socialiste. C'est de mettre sur pied une grande formation de gauche réunissant tous ceux qui sont en désaccord avec la politique actuelle de la direction du Parti socialiste. » S'il est une qualité que personne ne nie à M. Anguita, c'est bien l'optimisme !

THIERRY MALINIAK

(Publicité)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU GAZ DE FRANCE

Préparez-vous à un hiver tranquille

A l'entrée de l'hiver, il est nécessaire, quel que soit le combustible utilisé, de faire vérifier par des professionnels qualifiés que :

- les installations de chauffage et de production d'eau chaude fonctionnent bien - les conduits d'évacuation des gaz brûlés ne sont pas obstrués.
- Si votre chaudière est raccordée à une installation de ventilation mécanique contrôlée (VMC), nous vous rappelons qu'il est obligatoire (arrêté du 25 avril 1985) de faire effectuer :
- chaque année un entretien de l'appareil et de l'installation de ventilation ;
- tous les cinq ans, un contrôle et un réglage des débits permettant d'assurer le maintien de l'hygiène, du confort et de la sécurité.

Assurez-vous auprès du syndic de votre immeuble que le contrat d'entretien prévoit ces dispositions.

Sans attendre la visite d'un professionnel, assurez-vous que les entrées et sorties d'air de ventilation ne sont pas obstruées, que la date limite figurant sur le flexible de votre cuisinière n'est pas dépassée et que celui-ci est bien fixé.

Le débat sur l'objectivité de la télévision au centre de la campagne

MADRID

de notre correspondant

Les Espagnols qui attendaient de la campagne électorale qu'elle définisse les grands enjeux des législatives du 29 octobre ont jusqu'ici tout pour être déçus, une seule question semblant en effet monopoliser aujourd'hui l'attention : le petit écran.

Voilà près de deux semaines que les principales formations de l'opposition concentrent en effet leurs critiques sur la télévision publique — les nouvelles chaînes privées ne commenceront pas à émettre avant la fin de l'année —

qu'ils accusent de manipuler l'information au profit du gouvernement socialiste. Un thème important dans ce pays où on lit peu de journaux et où la télévision constitue donc la principale source d'information.

Les quatre principales formations d'opposition, le Parti populaire, le Centre démocratique et social, la Gauche unie (communiste) et Convergencia i Unió (nationalistes catalans), ont signé un pacte demandant à la « junta electoral », l'organisme judiciaire chargé de superviser les élections, de contrôler directement l'informa-

tion que les deux chaînes publiques donnent de la campagne. Une requête rejetée par les intéressés, qui ont argué que ce serait là outrepasser leurs compétences, et qui se sont seulement montrés disposés à examiner toute plainte portant sur des faits concrets. La bataille s'est ensuite transférée au sein du conseil d'administration de la télévision, chargé de répartir les temps d'antenne entre les différentes formations, et au sein duquel les représentants des différents partis se sont livrés à un interminable pugilat verbal.

Th. M.

MOINS DE CARIES CHEZ LES PETITS, UN GRAND PLUS EN SEINE SAINT-DENIS.



La carie dentaire : 3^e fléau mondial selon les sources de l'OMS. En 1983, une enquête épidémiologique montre que 3 enfants sur 4 en sont atteints en Seine Saint-Denis. Le Conseil Général décide alors de lancer un programme de santé publique associant les enseignants, les chirurgiens-dentistes, les pharmaciens, les élus, les professionnels de la santé et du secteur social, les parents, soit des milliers de personnes. Objectif : faire reculer la carie de 30 % en 5 ans, de 45 % en 8 ans. En 1989, première étape, on fait les comptes : la carie a effectivement reculé de 30 %. 1 enfant sur 2 en est indemne, ou a été soigné, au lieu de 1 sur 4. Une preuve que lorsque tous les intéressés décident d'agir, ils peuvent faire céder la fatalité. Une preuve que des choix positifs en matière de santé, de droits sociaux sont possibles.

CONTINUONS !



Avec vous, pour vous.



Seine Saint-Denis le département
Conseil Général

EUROPE

du Parti communiste

«La RDA restera un Etat souverain» réaffirme à Francfort le vice-ministre est-allemand des affaires étrangères

FRANCFORT

de notre envoyée spéciale

« Nous avons besoin de citoyens responsables, critiques, informés. Nous sommes résolument pour le dialogue », a déclaré, jeudi 19 octobre à Francfort, le vice-ministre est-allemand des affaires étrangères, M. Harry Ott. Et il a ajouté dans le même souffle que la seule condition est que ce dialogue ait pour objectif « le développement du socialisme en RDA ». On ne peut guère attendre d'un appareil d'Etat allemand qu'il change totalement de langage du mercredi au jeudi ; on espérait toutefois un peu plus de M. Ott, qui s'exprimait le 19 octobre devant le public distingué du séminaire qu'organise chaque année l'Institut for East West Security Studies de New-York.

M. Ott n'aura fait finalement qu'exposer, une fois de plus, deux idées fixes du régime est-allemand depuis des années. La première de ces obsessions c'est que tout problème peut et doit être réglé dans et par le socialisme. « Un système évolutif », a dit M. Ott, en convenant « qu'il n'a pas encore résolu toutes les contradictions ». Voilà qui laisse assez peu de place à l'idée de pluralisme, du moins pour la tendance à laquelle appartient M. Ott au sein du PC est-allemand.

Il se confirme toutefois, si l'on en juge par les propos qu'il a tenus ensuite en petit comité, que les nouveaux dirigeants de Berlin-Est sont résolus à lâcher du lest dans le domaine des médias, ainsi que sur l'autre question urgente, celle des voyages à l'étranger. Il semble aussi que les préoccupations prioritaires des nouveaux dirigeants soient d'ordre économique. Un débat virulent est en cours dans le Parti depuis près de deux ans sur ce que les Alle-

mands de l'Est appellent « l'économie sociale », un modèle qu'ils étaient fiers d'opposer au modèle occidental et qui consiste à mener de front une politique de croissance et une politique sociale active. La RDA, semblerait-il, n'en a plus les moyens aujourd'hui.

La deuxième et vieille obsession, qui ressortait du discours du vice-ministre des affaires étrangères, c'est l'idée que tous les maux viennent de la République fédérale. « La RDA est et restera un Etat souverain », a dit M. Ott, qui s'est plaint des ingérences de Bonn et de sa tendance à vouloir dicter à la RDA ce qu'il conviendrait d'entreprendre en matière de réformes. Enfourchant un classique de la propagande est-allemande, M. Ott a aussi reproché à Bonn de « reléguer la RDA au rang d'Etat de seconde zone ». Il finissait allusion à l'attribution automatique de la citoyenneté ouest-allemande aux ressortissants de la RDA qui souhaitaient l'acquiescer. Cette querelle n'est pas nouvelle mais elle pourrait, dans les mois qui viennent, devenir très aiguë, cette pratique constitutionnelle ouest-allemande permettant, dans la situation actuelle, assez autonome de l'éventuel octroi de la liberté de voyage pour les citoyens de la RDA.

Les apaisements de M. Genscher

M. Genscher avait pourtant pris toutes les précautions possibles dans le discours qu'il avait prononcé jeudi matin à Francfort. « Nous ne voulons pas nous ingérer dans les affaires intérieures de la RDA », avait-il dit, mais nous voulons que les gens en RDA puissent s'engager dans les affaires intérieures de l'Etat dans lequel ils vivent. L'usage qu'ils feront des libertés qu'ils conquerront est leur affaire. Personne n'a

besoin pour cela de conseils de l'extérieur, personne n'a besoin d'apprendre la liberté ».

Le chef de la diplomatie ouest-allemande avait souligné que ce sont les Allemands de l'Est qui réclament des réformes et que leur désir de liberté « honore la nation toute entière ». « De jour en jour, il devient plus clair que quarante ans de séparation n'ont fait ni de l'Europe deux Europes, ni de la nation allemande deux nations. Les nations ne sont pas fondées sur les idéologies. Il n'existe ni de nation capitaliste allemande, ni de nation socialiste allemande », a encore déclaré M. Genscher, après avoir rappelé, une nouvelle fois, que la République fédérale ne remettrait pas pour autant en cause les traités qu'elle a signés et, par conséquent, pas non plus l'existence de la RDA.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Die Zeit*, paru mercredi, M. Genscher se défend sur un autre front. Il répond au reproche qui lui est fait en Occident de préférer la perspective d'une « grande Europe » incluant, à terme, des pays de l'Est, mais sans les Américains, à celle de l'intégration européenne occidentale, à savoir la construction à douze d'une Europe monétaire, politique, voire, plus tard, militaire. Il dément sur tous les points, affirme que ni la dissolution des alliances militaires, ni le départ des Américains ne sont pour dessein se présenter comme un fidèle de Jacques Delors et un pionnier de la construction communautaire ; répète que cette dernière n'est pas, à ses yeux, un obstacle, mais, au contraire, une condition nécessaire au développement des relations avec les pays de l'Est et des relations internationales. M. Genscher a, ces temps-ci, bien du travail pour rassurer tout le monde.

CLAIRE TRÉAN

Les déséquilibres de l'économie rendent nécessaires des réformes

L'économie est-allemande, une des plus solides à l'Est, a subi des dégradations importantes au cours des dernières années. Pour autant, les experts des pays occidentaux et socialistes réunis à un séminaire sur les relations économiques Est-Ouest à Malente, dans le nord de la RFA, excluent que les récentes bouleversements politiques puissent être le résultat d'une quelconque urgence économique. Si les dirigeants commencent à reconnaître la nécessité de l'adoption de réformes, ils les veulent totalement différentes de celles conduites par la Hongrie, la Pologne et l'URSS.

MALENTE (Schleswig-Holstein)
de notre envoyée spéciale

Jouissant d'un PNB par habitant relativement élevé — 52.000 francs par an environ — d'une solide infrastructure industrielle et n'ayant qu'une dette extérieure limitée, l'économie est-allemande demeure, à en juger par les chiffres, en bonne santé. Parmi les pays d'Europe de l'Est, estime la commission économique pour l'Europe (1), « le seul dont la croissance de la production matérielle nette (l'équivalent du PNB) s'est accélérée en 1981-1985 par rapport à 1976-1980 est la République démocratique allemande ». Et si, au cours des deux dernières années, la croissance est loin d'avoir atteint les objectifs définis par le plan, elle se situait néanmoins, de source occidentale, à 2,5 % annuellement environ.

Pour l'instant, les échanges extérieurs du pays n'ont pas été visiblement affectés par la détérioration des relations au sein du CAEM (2), et la RDA a considérablement développé ses flux commerciaux avec la RFA depuis le début de 1989. Genscher prudemment se dévot, elle même une politique économique extérieure de « bon père de famille », passant uniquement les contrats qu'elle est absolument certaine de pouvoir honorer. En conséquence, alors que les réserves de change des pays de l'Est engagés dans de profondes réformes (Hongrie, Pologne, Union soviétique) ont fondu, celles de la RDA se sont gonflées, passant de 6,8 milliards de dollars en 1984 à 9,7 milliards en 1988.

Il existe néanmoins d'importants déséquilibres au sein de l'économie, auxquels le nouveau secrétaire général du Parti communiste, M. Egon Krenz, n'a pas manqué de faire allusion, même de manière très évasive, au cours de son discours télévisé du 18 octobre.

Par-delà les mesures spécifiques, le pouvoir doit impérativement résoudre le problème du manque de motivation de la population est-allemande. M. Krenz a insisté sur la nécessité d'améliorer la productivité de la force de travail de la RDA. Quoi de plus naturel que la détérioration inexorable de la motivation des employés dans ce pays où l'échelle des salaires est l'une des plus réduites du monde et où la protection sociale est totalement assurée ? L'un des cadres supérieurs de Robotron, la principale entreprise d'Etat (combinat) dans le secteur de l'électronique, nous confiait que si le salaire ouvrier moyen est de 1.400 marks par mois (environ 4.700 francs environ au cours officiel), celui d'un directeur d'usine avoisine 2.200 marks. Côté dépenses, officiellement, les Allemands de l'Est se logent facilement et pour presque rien (un appartement correct se loue moins de 50 marks par mois. En réalité, malgré des programmes de construction ambitieux, une pénurie grave subsiste. Pour acquiescer une automobile, ils doivent débourser presque un salaire annuel et attendre une dizaine d'années.

Les conséquences de l'exode

Les frustrations issues d'une telle situation, le pouvoir ne peut les ignorer, sous peine de voir partir même ceux qui sont actuellement paralysés par la peur de ne pouvoir s'insérer convenablement en RFA, explique en substance un

économiste ouest-allemand. Les dirigeants peuvent d'autant moins accepter les départs que si le nombre de ceux qui ont jusqu'à présent réussi leur exode est supportable, la main-d'œuvre qualifiée fait désormais défaut.

Et même sans compter l'exode, la population vieillit et diminue. « Nous avons besoin de chacun de nos citoyens, de chacune de nos chercheuses », s'exprime le cadre de Robotron. C'est en effet dans le secteur médical et paramédical, celui de la recherche et des industries de pointe que les départs sont le plus cruellement ressentis, estimant les observateurs. Or la politique d'investissement menée par M. Egon Krenz, et qui a été critiquée dans le discours de son successeur, a assigné plus de 15 % de l'investissement total des entreprises au secteur de l'électronique et des technologies de pointe, alors que les usines automobiles continuent à produire des moteurs deux temps et que l'ensemble de l'appareil industriel vieillit.

Seule mesure que l'on pourrait qualifier de réforme économique au cours des dernières années, celle qui autorise depuis le 1^{er} janvier 1989 certaines entreprises à réinvestir à leur gré 25 % de leurs bénéfices. Mais aucun résultat concret n'a été observé pour l'instant. La politique d'investissement est d'autant plus importante en RDA que la quasi-totalité de la production provient des cent vingt-neuf combinats, ces conglomérats d'Etat gérés presque entièrement en direct de Berlin-Est. Le nombre d'entreprises employant moins de cent personnes qui, par leur petite taille, pourraient offrir davantage de flexibilité, a été réduit de 8.435 en 1971 à 729 en 1985, selon les statistiques de la Commission des Nations unies pour l'Europe.

Sans programme visant à offrir une véritable autonomie aux combinats, voire à les démanteler et à favoriser l'émergence de véritables PME, on voit mal comment le fonctionnement de l'économie de la RDA pourrait être modifié. S'il a maintes fois affirmé son refus de suivre l'exemple des réformes hongroise, polonaise, ou soviétique, le gouvernement n'a pas donné pour l'instant d'indices sur la manière dont il comptait mener à bien sa propre perestroïka.

FRANÇOISE LAZARE

L'église de Gethsemani, cœur de la contestation berlinoise

BERLIN

de notre envoyé spécial

Lorsque le pasteur Gisbert Mangiers parle en chaire dans l'église de Gethsemani, c'est dans un allemand impeccable, raffiné et élégant. Mais lorsque, son prêche terminé, il se mêle à la foule, il reprend son parler de titi berlinois de Prenzlauer-Berg, le quartier des « branches » de la capitale est-allemande.

Son propos reste cependant le même dans l'un ou l'autre langage et est marqué d'un pessimisme lucide sur les conséquences du changement qui vient de se produire à la tête de la RDA : « Le point pour nous essentiel, la question du rôle dirigeant du Parti communiste, a été réaffirmé avec force par Egon Krenz, déclare-t-il. Tant qu'il n'y aura pas de véritable opposition légale dont la vocation est de parvenir au pouvoir, on ne pourra pas parler de véritable changement en RDA. »

Dans la foule d'environ six-cents personnes, venues assister, jeudi soir, à l'office religieux d'intercession en faveur des personnes arrêtées lors des manifestations du 8 octobre, les jugements portés sur le nouveau secrétaire général du parti sont encore plus vifs : « Egon Krenz a toujours été le chien courant de Honecker, chargé de prendre les positions les plus dures et les plus extrêmes. Comment pourrait-il changer du jour au lendemain ? » La contestation complaisance dressée mercredi par M. Krenz sur la situation du pays n'est même pas portée à son actif : « La ficelle est grosse, elle avait déjà servi à Honecker lorsqu'il a remplacé Ulbricht. Tout ce qui va mal, on le met sur le dos de celui qu'on a chassé du pouvoir... »

L'église de Gethsemani est plus que jamais une sorte de supermarché de la contestation berlinoise. Devant l'église, où brûlent de nombreux cierges, ont été disposés les panneaux d'informations sur les prochaines réunions et manifestations des groupes d'opposition que la presse officielle, même encouragée à la critique par M. Egon Krenz, ne se risque pas encore à annoncer. Le panneau devant lequel la foule, jeudi soir, est la plus dense, est celui du nouveau Parti social-démocrate de la RDA (SDP), qui publie ses statuts et le nom de ses responsables locaux dans les divers quartiers de Berlin.

M. Egon Krenz ne cesse de répéter, depuis son accession au pouvoir, que la situation est « compliquée ». Sur ce point, il semble qu'il ait raison. Il n'est pas simple de chercher à se donner aux yeux de la population une image de réformateur sans modifier radicalement le cadre politique dans lequel s'effectue le débat public aujourd'hui en RDA. La situation est également compliquée pour les mouvements d'opposition un peu dépassés par l'ampleur des foules qui les entraînent dans les églises et dans la rue, qui va au-delà de tout ce qui s'est produit dans l'histoire de la RDA.

Avec l'Eglise officielle, le nouveau chef du parti tente de parvenir à un compromis au sommet, à l'image d'ailleurs de ceux qu'avaient, en leur temps, conclus MM. Ulbricht et Honecker. Il a rencontré, dès le lendemain de sa nomination, le président de la Conférence épiscopale est-allemande, l'évêque Werner Leich. Selon le quotidien du parti, *Neues Deutschland*, les deux hommes se sont entretenus des « questions du développement de la démocratie socialiste ». Ils sont tombés d'accord sur le fait que « toutes les catégories de la population doivent participer à l'exercice de la volonté générale comme des citoyens majeurs, dans le respect de leurs droits et de leur devoir, afin que puisse se traduire dans la vie ce qui est écrit dans la loi ». La manière dont cet ambitieux programme devra être mis en œuvre est cependant interprétée de façon fort différente dans les tréfonds de l'église de Gethsemani et dans les couloirs du comité central. La situation est compliquée...

LUC ROSENZWEIG

Le Monde
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR
Tél. : 45-38-70-72

itec

code rural 1990
code de la copropriété 1988
code de l'expropriation 1989
code de la construction et de l'habitation 1988
code de l'urbanisme 1990

LIBRAIRIES
27 place Dauphine
75001 PARIS
tél. (1) 43.25.60.90
26, rue Soufflot
75005 PARIS
tél. (1) 43.29.07.71
ou chez votre libraire habituel

EUROPE

EN BREF

■ **BULGARIE** : 150 militants des droits de l'homme ont manifesté à Sofia. — Pour la première fois, des militants bulgares des droits de l'homme ont pu se rassembler en public, jeudi 19 octobre, à Sofia, sans que les policiers, trois fois plus nombreux, n'interviennent. Selon des dissidents, cette manifestation, organisée par l'Association indépendante pour la défense des droits de l'homme en Bulgarie, a été tolérée par les autorités en raison de la présence à Sofia de nombreux étrangers qui participent à la réunion de la CSCE sur l'environnement. — (Reuters.)

■ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : nouvelles arrestations. — La police tchécoslovaque a interpellé et placé en garde à vue, jeudi 19 octobre, une vingtaine de membres du comité tchécoslovaque de la Fédération internationale d'Heimkehr (FIH). L'objectif de cette opération était d'empêcher les membres du comité de participer à une réunion de travail avec le président de la FIH, qui devait avoir lieu jeudi. Parmi les personnes interpellées figurait M. Jiri Hajek, soixante-seize ans, ministre des affaires étrangères lors du printemps de Prague, déjà interpellé mardi avec quatre autres dissidents. — (AFP.)

■ **URSS** : important cortège funèbre aux obèques de Merab Kostava. — Plusieurs centaines de milliers de personnes ont accompagné vers la cathédrale de Sion à Tbilissi, jeudi 19 octobre, le cercueil de Merab Kostava, 44 ans, indicé de source nationaliste géorgienne. Le dirigeant nationaliste avait trouvé la mort la semaine dernière dans un accident de voiture. — (AFP.)

■ **URSS** : la catastrophe aérienne en Azerbaïdjan. — L'Ilionchine 76 des forces aériennes soviétiques qui s'est écrasé mercredi 18 octobre près d'un aéroport militaire en Azerbaïdjan, faisant cinquante-sept victimes (le Monde du 20 octobre), avait un réacteur en feu, ont indiqué jeudi les Izvestia, l'organe du gouvernement soviétique. — (AFP.)

DÉFENSE

Le remplacement des Crusader avant l'achat des Rafale

La marine refuse la solution d'attente de Dassault

La marine fait donner l'artillerie lourde contre le projet Dassault de moderniser les Crusader embarqués sur les porte-avions Foch et Clemenceau, de préférence à une solution avancée par l'état-major qui consisterait à acquérir d'occasion des F-18 aux Etats-Unis. C'est le vice-amiral d'escadre Yves Goupil, major général de la marine, qui, dans un entretien à paraître dans *Cols bleus*, se déclare hostile à la solution Dassault au motif qu'elle est « opérationnellement mauvaise » et portuse de « tragiques découvertes » à terme.

On savait la marine nationale et le constructeur français à couteaux tirés dans cette affaire. Voilà que la querelle est aujourd'hui mise sur la place publique, à charge pour le gouvernement de trancher, au plus tard, l'an prochain.

L'amiral Goupil n'est pas n'importe qui. C'est, de formation, un pilote de chasse embarqué. Il a, dans le passé, supervisé les essais du Crusader avant son achat par la France aux Etats-Unis du temps du général de Gaulle à l'Elysée. Il a commandé une flotille de Crusader embarquée sur porte-avions. Il est major général de la marine, c'est-à-dire l'homme des programmes et des budgets à l'état-major, après avoir dirigé le cabinet militaire du ministre de la défense entre 1984 et 1988. S'il parle, c'est avec l'accord du chef d'état-major de la marine, l'amiral Bernard Louzeau.

Entre les marins et Dassault, le fond du débat est le remplacement des avions Crusader d'interception à bord du Foch et du Clemenceau avant 1993, date à laquelle ces appareils auront une trentaine d'années, c'est-à-dire l'âge de la retraite, puisque la marine française est la seule au monde à en avoir encore en service depuis que l'armée de l'air philippine s'en est déssaisie, il y a deux ans.

Or, en 1993, la version navale du Rafale de Dassault ne sera pas prête pour prendre la relève des Crusader : elle ne le sera pas avant la fin de 1998. Il faut donc trouver une solution provisoire pour les cinq à six ans à couvrir entre le départ des Crusader et l'arrivée du Rafale. Dassault propose de rénover le système d'armes et la cellule actuels du Crusader. La marine préfère acheter d'occasion une quinzaine de F-18 à l'aéronautique navale américaine.

Le temps des soupçons

Se faisant l'interprète de l'état-major, l'amiral Goupil règle son compte au Crusader rénové dans *Cols bleus*. Avec, d'abord, des

arguments techniques : le Crusader, en son état actuel, présente des critiques (autrefois dit, des fissures) de sa structure, il enregistre de fréquentes pannes de vol, il a des performances inférieures à celles des avions qui lui seraient opposés, il est cher à l'entretien et son constructeur manque des pièces de rechange nécessaires.

Avec, aussi, des arguments militaires qui font réfléchir. « Les menaces auxquelles les Crusader seraient confrontés, explique le major général de la marine, sont de plus en plus à base d'avions modernes et performants (Mig-29 par exemple) capables à la fois d'attaquer à basse altitude ou d'intercepter à grande distance : seul un intercepteur doté d'un système d'arme, en particulier d'un radar détectant à toutes altitudes,

peut désormais y faire face. Ce point souligne à la fois l'obsolescence de plus en plus marquée du Crusader actuel et la médiocrité d'une modernisation à base d'une technologie datant de 1975, comportant un radar incapable de satisfaire les performances de détection requises. »

Exit, donc, la solution Dassault qui consiste à installer sur le Crusader rénové des équipements comparables à ceux qui existent déjà sur l'intercepteur Mirage F-1. Et vive, dans ces conditions, l'achat d'une quinzaine de F-18 d'occasion aux Etats-Unis, le temps d'attendre l'arrivée du Rafale, qui deviendrait l'avion de base de l'aéronautique navale française pour succéder aux F-18 et aux Super-Etendard.

Naturellement, le constructeur du Rafale ne l'entend pas ainsi. Il soupçonne la marine d'être fondamentalement hostile au Rafale et, en vérité, de continuer à s'équiper en avions américains une fois le feu vert donné aux premiers F-18.

Ce que dément formellement l'amiral Goupil dans *Cols bleus*. « La solution préconisée est limitée et intermédiaire, explique-t-il. Elle conforte la décision de la marine de s'équiper à terme du seul Rafale, comme l'atteste d'ailleurs le projet retenu de commander quatre-vingt-trois avions de ce type pour l'ensemble des missions de reconnaissance, d'assaut et d'interception », aujourd'hui accomplies par des Crusader vieillissants, des Etendard IVP et des Super-Etendard.

Une bataille de chiffres

Il y a une semaine (le Monde du 17 octobre), l'amiral Philippe de Gaulle, sénateur RPR de Paris, était intervenu dans le débat en volant au secours de la marine. Il était allé jusqu'à affirmer que la perspective de devoir acheter des matériels étrangers (en la circonstance le F-18) n'avait jamais par le passé retenu le général de Gaulle de le faire, pourvu que la France disposât des meilleures armes.

Devant la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, dont le fils du fondateur de la V^e République est membre, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a tenu à s'expliquer au milieu de cette semaine en invoquant principalement des arguments financiers sans se prononcer sur le fond même du débat qui, au ton qu'il est susceptible de prendre désormais, sera tranché « au plus haut niveau de l'Etat », selon le ministre lui-même.

Grosso modo, a confié M. Chevènement aux sénateurs, « la rénovation des Crusader coûte environ 1,2 milliard de francs quand l'achat de quinze F-18 d'occasion revient à 3,3 milliards de francs, sans compter les armements à leur bord. »

En réalité, ces deux évaluations ne portent pas sur l'ensemble de l'opération. Selon des estimations de la délégation générale pour l'armement, le coût de la modernisation des Crusader est bien de 1 200 millions de francs, mais il faut y ajouter 530 millions de francs pour leurs munitions. Aux mêmes conditions, le coût des F-18 est de 3 360 millions, auxquels s'ajoutent 375 millions pour les armements. Soit un écart de l'ordre de 2 milliards de francs au profit de la solution Dassault si le constructeur réussit à maîtriser ses prix. Cette différence serait moindre, selon les marins, qui la ramènent à 1 milliard, pour peu que l'on imagine que le coût de la formule Dassault a été sous-évalué pendant que celui de la solution du F-18 a été surévalué pour les besoins de la démonstration.

Devant les sénateurs, M. Chevènement a paru laisser à la marine et à Dassault une porte de sortie. Il a, en effet, expliqué que la solution du F-18 reporterait le besoin en Rafale à l'horizon 2004, ce qui permettrait le remplacement simultané de ses Crusader et de ses Etendard par la marine nationale.

JACQUES ISNARD

COLLOQUE
MANAGER
L'EUROPE DES DIFFERENCES

10 novembre 1989 - METZ

Expériences de dirigeants européens et travaux de spécialistes seront confrontés pour analyser l'impact des différences intra européennes sur :

- la stratégie
- le marketing
- le management
- l'environnement de l'entreprise



ESIDEC

ECOLE SUPERIEURE INTERNATIONALE DE COMMERCE

CENTRE EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

3, place Edouard-Brantly - Technopôle METZ 2000 - 57070 METZ

Renseignements inscriptions : Madame MATHIEU - ESIDEC - Tél. 87.56.37.37

**-Je suis très intime avec ma banque,
on a un code secret pour communiquer.**



Téleservice BNP. La BNP sur Minitel.

Votre banque confortablement chez vous. Le Téleservice BNP vous permet 24 heures sur 24 d'accéder directement à vos comptes BNP et d'effectuer à domicile toutes vos opérations bancaires courantes. En toute confidentialité. Il vous suffit de faire 3614 BNP. Vos 3 premiers mois d'abonnement gratuits, si vous vous abonnez avant le 30 novembre 1989*.

*Au lieu de 32,00 F par mois. Offre réservée aux particuliers s'abonnant pour la première fois. Coût de la communication Minitel : 0,13 à 0,37 F la minute.

BNP

C'est gagner.

سكوت في الحظ

POLITIQUE

La démocratie locale aménagée

M. Michel Rocard récusé l'idée d'un redécoupage du territoire mais souhaite une réforme du mode d'élection des assemblées départementales

Une réforme du mode d'élection des conseils généraux est à l'étude, ainsi qu'un possible redécoupage des cantons, la fin du renouvellement par moitié des assemblées départementales et le regroupement des scrutins locaux. M. Michel Rocard l'a confirmé, jeudi 19 octobre à Nantes, en s'exprimant devant le congrès des présidents de conseils généraux. Ces derniers, s'ils sont majoritairement à droite, et attachés au scrutin majoritaire dans le cadre du canton, commencent à mesurer les limites de ce mode électoral, spécialement en milieu urbain. Le premier ministre a, tout au long de son discours, reconnu les réussites de la structure départementale depuis la décentralisation et repris à son compte la notion de « partenariat » entre l'Etat et les collectivités locales, mais il a répondu négativement aux principales demandes institutionnelles et financières de ses auditeurs.

NANTES

de notre envoyé spécial

Un premier ministre socialiste devant des présidents de conseils généraux à majorité de droite : un chef de gouvernement devant des responsables de collectivités locales qui, toutes tendances confondues, se plaignent que l'Etat ne respecte pas les règles du jeu de la décentralisation ; un homme qui fut longtemps un régionaliste convaincu devant des élus qui estiment que le département doit être la pièce maîtresse des pouvoirs décentralisés : M. Michel Rocard savait qu'il n'aurait pas la tâche facile, le jeudi 19 octobre, en venant participer au congrès des présidents de conseils généraux à Nantes.

Le face-à-face promettait d'autant plus que, d'un côté, les élus se plaignent haut et fort d'une évidente volonté recentralisatrice des administrations de l'Etat, que les ministres sont bien loin de toujours freiner, et que, d'un autre côté, M. Pierre Joxe ne se prive pas de dénoncer les abus — tout aussi évidents — des nouveaux maîtres du pouvoir local. Le débat public aurait pu être intéressant, mais il n'a pas eu lieu, le ministre de l'intérieur se contentant d'être le témoin muet du discours du chef de gouvernement et celui-ci ne faisant que répondre à l'intervention de M. Jean Puech, sénateur (RI), président du conseil général de l'Aveyron et président de l'Association des présidents de conseils généraux.

Bilan
globalement positif

L'hôte n'a pas caché toutes les insatisfactions de ses mandants (le Monde du 20 septembre). Il a réitéré que « les départements ont réussi la décentralisation », que leurs présidents sont « prêts à assumer toutes leurs responsabilités », que, pour eux, « le bilan est globalement positif », mais que, pour aller plus loin, il faut un « véritable Etat partenaire » des collectivités locales.

Ces attentes, comme celles de la plupart de ses collègues, ont été déçues. Car, si le premier ministre a fait sienne cette notion de « partne-

riat », s'il a reconnu que « dans l'ensemble, le bilan est très positif », s'il a souhaité que les conseils généraux soient associés aux négociations des contrats de plan Etat-régions — « le chef d'orchestre restant le conseil général » — s'il a estimé que « la décentralisation appelle un nouveau dynamisme », il est resté insensible aux autres demandes des présidents de conseils généraux.

Pas question donc de leur accorder une totale liberté de manœuvre dans l'embauche des personnels d'encadrement de leurs administrations. Pas question de modifier le partage des tâches entre l'Etat et les départements dans la gestion du RMI, car « il est de la responsabilité de l'Etat de veiller à la solidarité nationale ». Pas question de revenir sur le projet gouvernemental faisant le logement des plus défavorisés. Et, surtout, pas ques-

tion d'annuler le sérieux coup de frein à la croissance de la dotation globale de fonctionnement que l'Etat verse aux collectivités locales.

Cet aspect du projet de budget, en cours de discussion à l'Assemblée nationale, est un des points d'accrochage. Or, profitant que, sobriété-dit de ses auditeurs, M. Rocard leur a parlé net. L'Etat ne peut accepter que ses possibilités financières continuent à diminuer, alors que celles des collectivités locales augmentent fortement. « Le mécanisme d'indexation [de la DGF] actuellement en vigueur doit être modifié, sauf à admettre qu'il faille augmenter le déficit budgétaire. » Or, la réduction de ce dernier « est un impératif national : chacun devra se déterminer par rapport à celui-ci et devra assumer la cohérence de ses choix ». Cela étant, le premier ministre a reconnu

qu'il reste « une large marge de créativité » dans la mise au point du nouveau mode d'indexation et il n'a « jamais sous-estimé la créativité parlementaire ».

Les aspects purement institutionnels n'ont pas été oubliés par M. Rocard. Prenant le contrepied des projets du PS et de son premier secrétaire, mais se plaçant dans le droit fil de la pensée présidentielle, il a souligné que le débat sur le nombre et la taille des régions est mal posé, ajoutant : « Je ne crois pas à un nouveau découpage administratif de notre pays, qui serait technocratique ». De même, il estime que le débat régionaliste « n'est pas d'actualité ». Cela étant, il souhaite une coopération entre régions, une « entente » entre départements et une relance de « la coopération intercommunale », qui est « une nécessité ».

Faisant plaisir à ses auditeurs, il a annoncé la création d'une commission, présidée par un élu, chargée d'établir un projet de statut de l'élu. Mais, les prenant à rebrousse-poil, il a jugé qu'il serait « bon de moderniser les règles de la vie politique locale », en améliorant les possibilités d'intervention des minorités dans les conseils municipaux, généraux et régionaux.

Une réforme
indispensable

Le point de divergence essentiel, bien entendu, est une éventuelle réforme du mode d'élection des conseils généraux. Dans son discours, M. Puech avait expliqué que ceux-ci devaient représenter « un territoire et une population, qu'ils devaient avoir « un lien personnel » avec leurs électeurs et donc qu'un scrutin de liste accroîtrait « encore méfiance et indifférence vis-à-vis

des hommes politiques ». Or M. Rocard a, lui, mis en avant « les inégalités de représentation, notamment entre zones urbaines et zones rurales », doutant que la solution soit « seulement dans la création de nouveaux cantons ». Il a donc confirmé qu'il avait demandé au ministre de l'intérieur de « conduire une réflexion, en ayant le souci d'assurer une juste représentation de l'espace et du corps électoral », étant entendu qu'il faut « mettre fin au renouvellement par moitié des conseils généraux, facteur d'instabilité » et regrouper les scrutins locaux.

La discussion qui a suivi, après le départ du premier ministre, a montré que les présidents des conseils généraux ont maintenant pris conscience de la complexité de la situation. Si, dans leur immense majorité, ils restent fermement attachés au maintien du scrutin uninominal majoritaire dans le cadre du canton, s'ils tiennent à l'existence des cantons ruraux même peu peuplés, pour permettre au conseil général d'être l'animateur de l'indispensable coopération intercommunale, ils sont quelques-uns, à droite, à reconnaître que la sous-représentativité des villes ne peut plus être tolérée et, qu'en milieu urbain, le canton a bien peu d'existence réelle. D'autant que M. Jérôme Jaffré, vice-président de la SOFRES leur a expliqué que, si l'élu cantonal est largement connu dans les cantons de moins de vingt mille habitants, il est totalement inconnu dans les plus grands.

Une réforme est indispensable et les présidents des assemblées départementales ne sont pas insensibles à des modifications leur permettant d'asseoir leur autorité sur les élus de base. Aussi, l'idée de M. Christian Proust, président socialiste du conseil général du Territoire de Belfort, d'un scrutin à l'allemande, permettant de combiner une élection majoritaire dans le canton avec une composition proportionnelle de l'Assemblée, si elle a été contestée par M. André Georges Voisin, sénateur (app. RPR) et président du conseil général d'Indre-et-Loire, a été soutenue par M. Paul Girod, sénateur (UDF) et président du conseil général de l'Aisne. Mais M. Olivier Dubame, directeur de la région Pouvance a rappelé aux congressistes que l'application de la proportionnelle pourrait inverser le rapport des forces entre la droite et la gauche. Ce débat-là est trop ouvertement politique pour être conclu facilement. Les socialistes doivent le savoir. M. Michel Rocard est-il prêt à s'avancer sur ce chemin périlleux ?

THIERRY BRÉHIER

M. Baylet est partisan des référendums d'initiative municipale. — Dans une interview publiée par Libération du 20 octobre, M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales se déclare partisan de la formule des référendums d'initiative municipale. Il explique que « sur proposition du maire ou de la majorité qualifiée du conseil municipal, les administrés pourraient être consultés ». M. Baylet souhaite d'autre part, que la réflexion s'engage sur le rôle des minorités dans les conseils régionaux, généraux et municipaux. Il se déclare favorable à un renforcement de leur droit à l'information.

Le colloque sur les îles de l'Europe

La commission européenne affecte 700 millions de francs à la Corse

A l'issue de la deuxième journée, jeudi 19 octobre, du colloque sur « le développement économique et l'identité culturelle des îles de l'Europe », à Ajaccio, M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a annoncé que la Commission européenne a décidé d'affecter, d'ici à 1993, une somme d'environ 700 millions de francs à la Corse, au titre « des cadres communautaires d'appui ».

M. Max Siméoni, ancien dirigeant autonomiste et nouveau député européen, a exhorté le gouvernement à prendre en compte la « logique insulaire » des Corsees, en affirmant : « Attendre n'aurait plus de sens et serait grave de conséquences ».

AJACCIO

de nos envoyés spéciaux

Ce colloque était-il « nécessaire » ? M. Jean-Paul de Rocca Serra, président RPR de l'Assemblée régionale, pense que oui. Il a tenu à remercier M. Pierre Joxe de l'avoir organisé. Sans doute plusieurs invités ont-ils continué à émettre, en privé, des réserves : dans les couloirs d'un des droits à même affirmé que « la montagne a accouché d'une souris ». En fait, cette rencontre a permis de mettre à plat, sans drame, devant un auditoire attentif, une partie de ce que les Corsees ont sur le cœur, dossiers de fond aussi bien que frustrations subjectives.

Les participants à cette réunion, au demeurant, se sont

employés à réduire un « déphasage » largement ressenti. Dans la matinée, les règles du jeu avaient été respectées, puisque plusieurs expériences d'îles européennes ont pu être expliquées. En revanche, les débats de l'après-midi se sont vite circonscrits à un dialogue corse-corse. Au moins les invités étrangers auront-ils pu entendre, une fois dans leur vie, le *lamento* de l'île de Beauté.

Transports, fiscalité, agriculture, tourisme, identité, mais aussi statut politique : voilà les thèmes permanents de cette complainte. Ainsi, à propos du transport, la disette maritime et les opérations portuaires — notamment à Marseille — continuent-elles à relever d'une « organisation coloniale », selon M. Pierre Antonietti, le directeur de l'office des transports. Ainsi, sur un commerce extérieur de 2,7 milliards de francs, 17 % seulement de la valeur ajoutée reviennent-ils à la Corse.

Ainsi, un élu communiste M. Ferracci, souligne-t-il que le tourisme assure « une expansion » et pas un « vrai développement », tandis que le président de Rocca Serra reconnaît que le tourisme est vécu souvent « comme une forme d'agression, rentable, certes, mais une forme d'agression ». Ainsi, M. Subitini, président de la confédération des hôteliers lance-t-il : « Pour les insulaires, la communauté européenne est étrangère ». La moitié des entreprises de tourisme de l'île précise-t-il aussi, sont aujourd'hui en cessation de paiements.

M. Chérèque a cru pouvoir répondre à ce malaise en affirmant que, par le canal de la procédure des contrats de plan et de ce qu'il a obtenu à Bruxelles, la Corse recevra, par habitant, davantage encore de subventions (3 750 francs de la part de l'Etat français, 4 240 francs

venant de la Communauté) que certains départements d'outre-mer. Le ministre a également annoncé que le financement du centre de recherche et de transfert des technologies de Corte, est maintenant assuré.

Le « costume neuf »
et le statut

Toujours sous-jacent, mais jamais, lors du début du colloque, abordé de fond, le débat sur la modification du statut de l'île peut, quant à lui, se résumer dans l'opposition stricte entre M. de Rocca Serra et M. Michèle Salotti, porte-parole de l'association U Levante : « Ce n'est pas, a lancé M. de Rocca Serra, en changeant les institutions que l'on règle des problèmes économiques ou culturels. Lorsqu'un homme est au chômage, on a mieux à faire que de lui offrir un costume neuf. » Lorsqu'on est mal habillé, lui a répondu, en substance, M. Salotti, on a plus de mal à trouver un emploi que lorsqu'on a un beau costume.

An-déjà de la seule question du statut — qui n'a de sens, a-t-il dit, que si le statut est « au service d'une communauté » — M. Max Siméoni, nouveau député européen et ancien dirigeant de l'Union pour le peuple corse (UPC), a, tous en saluant l'« approche pédagogique » du colloque, voulu mettre en garde le gouvernement : « Le développement économique, a-t-il expliqué doit pouvoir s'appuyer sur une logique d'île qui, elle-même, doit veiller à ne pas être captive de la logique continentale ». Pour lui, la communauté corse doit vivre « un développement à partir d'elle-même dans sa logique insulaire ». Le gouvernement doit le comprendre et en tirer les enseignements. « Attendre n'aurait plus de sens et serait

grave de conséquences », a conclu M. Siméoni.

A l'évidence, les chiffres annoncés par M. Chérèque, les manifestations de bonne foi des représentants de la CEE, n'auront pas suffi à rassurer les Corsees présents. A l'issue du colloque, ministres, hauts fonctionnaires de la CEE et hôtes étrangers auront-ils même perçu toutes les dimensions et la complexité du problème corse ? Un échange de propos, sur le thème, controversé s'il en est, du tourisme a pu leur donner, en tout cas, un aperçu du labyrinthe insulaire.

Interrogé, avec les arrières-pensées que l'on devine, sur la « perte d'identité » qu'aurait entraîné le tourisme pour les habitants des Baléares, le représentant de l'archipel espagnol répond en souriant : « Nous avons récupéré toute notre identité, après un moment de crise. Mais la crise était plus importante à cause de la pression du franquisme qu'en raison de la pression du tourisme ». De son côté, la direction de l'INSER-Corse assure que le tourisme tient plus de place dans « les débats passionnés » entre Corsees que dans... l'économie de l'île ! Un membre du cabinet de M. Olivier Stirn, chargé officiellement de promouvoir l'équipement touristique, exhorte les Corsees à la « fermeté sur les projets immobiliers et [à] l'obsession de la qualité, [sinon] il se réalisera des choses que personne n'aurait voulu ». Enfin, dans la salle, un invité au colloque affirme que le développement de l'île doit être défini « pour le peuple corse » ; qu'il faut, en conséquence, d'abord savoir ce que veut ce peuple ; qu'après seulement on pourra, éventuellement, parler tourisme. Retour à la case départ.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI
et FRANÇOIS GROSCHARD

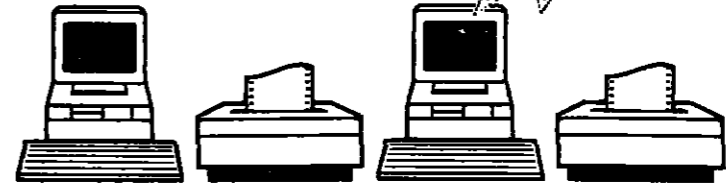
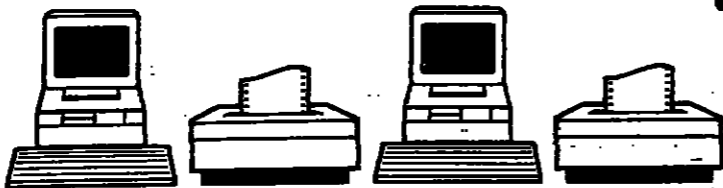
LES MICRO-ORDINATEURS ET LES IMPRIMANTES

LE CHOIX ET LES CONSEILS AU JUSTE PRIX

Realsoft

Le 1^{er} Espace en Europe de
Micro-Informatique

32/36, av. de l'Europe. 78140 Vélizy - 3614 Code Realsoft - Tél. 39 46 71 19



BNP
C'est gagner.

GRIFFITHS & CATTING

POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Les seuils de l'impôt de solidarité sur la fortune sont relevés

Les députés ont poursuivi, jeudi 19 octobre, l'examen du projet de loi de finances pour 1990, présenté par MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances et Michel Charasse, ministre du budget. Trois mesures principales ont été adoptées : le relèvement des seuils de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et la création d'une nouvelle tranche pour les revenus supérieurs à 40 millions de francs ; la baisse de l'impôt sur les sociétés, et celle des taux de TVA. La discussion devait se poursuivre vendredi

« On négocie », confiait, jeudi 19 octobre, dans les couloirs du Palais-Bourbon, M. Jean Anciant, l'un des principaux orateurs du groupe socialiste sur le budget. « Il n'est pas question de négocier », affirmait pour sa part, le même jour, dans les mêmes couloirs, M. Fabien Thiémié (PC, Nord), orateur du groupe communiste. « L'abstention communiste est souhaitable », déclarait M. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne). « Le 49-3, c'est la confort », observait M. Alain Richard (PS, Val d'Oise) rapporteur général du budget. Chacun sa vérité et l'ambiguïté pour tous.

Seul signe infaillible que des tractations étaient engagées, le gouvernement avait décidé de se donner du temps pour aborder l'une des principales dispositions de ce projet de budget, en « réservant » jusqu'à vendredi la discussion de l'article 4 relatif à la taxe d'habitation. C'est notamment sur ce point que le ministre du budget pourrait faire de substantielles concessions aux élus communistes, en abaissant le seuil du plafonnement général des cotisations et en augmentant les dégrèvements dont peuvent bénéficier les ménages modestes. Les négociations portent également sur la dotation globale de fonctionnement, pour laquelle le groupe communiste souhaite obtenir du gouvernement une hausse du minimum garanti.

Abaissement du taux majoré de TVA

Quelles que soient les discussions de couloirs, cette troisième journée de débat budgétaire n'a en tout cas pas créé de surprise en séance publique. Soutenus par les seuls communistes, les socialistes ont obtenu, conformément à leur accord avec le gouvernement, le relèvement des seuils de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Ils ont ainsi adopté un amendement déposé par MM. Raymond Douyère (PS, Sarthe), Dominique Strauss-Kahn (PS, Val d'Oise), président de la commission des finances et Alain Richard, fixant à 1,2 % le taux d'imposition des patrimoines compris entre 20 millions et 40 millions et à 1,3 % celui des patrimoines supérieurs à 40 millions de francs. La discussion de cet amendement a permis à l'opposition de renouveler son hostilité à cet impôt - sur son principe, pour l'UDF et le RPR, sur son inadaptation et sa faible rentabilité pour les contribuables - tandis que le groupe communiste déposait en vain des amendements tendant à introduire les biens professionnels dans le calcul du patrimoine ainsi que les œuvres d'art. Sur ce dernier point, il a d'ailleurs été rejoint par M. François

20 octobre, avec notamment l'examen des articles relatifs à la taxe d'habitation et à la dotation globale de fonctionnement. Le vote final sur la première partie de la loi de finances (les recettes) devrait intervenir tard dans la nuit de vendredi à samedi. Des incertitudes demeuraient jeudi sur les modalités de ce vote. Le gouvernement pourrait avoir recours à l'engagement de responsabilité (article 49-3 de la Constitution) s'il ne parvenait pas à obtenir une majorité, ou l'abstention conciliante des communistes.

d'Aubert (UDF, Mayenne), partisan lui-même de la prise en compte des œuvres d'art afin de lutter contre l'absence de transparence du négoce sur ce marché. Autre mesure d'importance adoptée par les députés, l'abaissement du taux majoré de TVA qui, dans la perspective de l'harmonisation européenne, a été ramené de 28 % à 15 %. Le coût de cette mesure pour le budget de l'Etat a été évalué à près de 5,9 millions de francs. Une dépense nécessaire, mais suffisante, a estimé le gouvernement, en refusant les amendements déposés par les groupes de l'opposition, tendant soit à baisser d'un point supplémentaire le taux majoré, soit à diminuer le taux normal (fixé aujourd'hui à 18,6 %). Ces « enchères » à la baisse n'ont guère impressionné M. Charasse, qui ne s'est même pas laissé ébranler par les amendements de

tation principale sera désormais réservée aux contribuables dont le taux d'imposition par part n'excède pas 49 % (sont par exemple exclus du bénéfice de la réduction d'impôt, les contribuables dont le revenu imposable est supérieur à 210 210 francs pour un célibataire, 420 440 francs pour un couple marié sans enfant, 525 525 francs pour un couple avec un enfant ou 630 630 francs avec deux enfants). Le même article abaisse les taux des déductions forfaitaires sur les revenus fonciers auxquelles peuvent prétendre les propriétaires d'immeubles urbains. Ces deux mesures représenteraient un bénéfice d'environ 16 millions de francs pour l'Etat, qui seront affectés au logement social.

Baisse de l'impôt sur les sociétés

Mercredi 18 octobre, les députés avaient également élevé la déduction fiscale pour frais de garde (de 13 000 francs à 15 000 francs) pour les enfants âgés de moins de six ans. Ils avaient en revanche renoncé à suivre M. Philippe Auberger (RPR, Yonne) qui souhaitait faire bénéficier d'une part supplémentaire tous les couples ayant élevé au moins cinq enfants, quand ce n'est pas devenu majeur. M. Charasse avait estimé que cette mesure favoriserait trop les gros revenus, déjà avantageés par le quotient familial. Déduction encore, au travers d'un amendement déposé par M. Bruno Durieux (UDC, Nord) et sous-amendé par le gouvernement, qui autorise les conjoints, non rémunérés, des professionnels libéraux à déduire des bénéfices d'environ 16 millions de francs pour l'Etat, qui seront affectés au logement social.

L'ISF a rapporté 4,43 milliards de francs en 1989

Les deux mille cent cinquante-huit Français les plus riches de France ont payé en moyenne 761 816 francs chacun en 1989, au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), entré en vigueur cette année.

Le rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le projet de budget 1990, qui publie ces chiffres, estime à cent vingt-cinq mille quarante-deux le nombre de contribuables ayant dû s'acquitter de l'ISF, pour un rendement total de 4,43 milliards de francs.

MM. Louis de Broissia (RPR, Côte d'Or) et Ladislav Poniatowski (UDF, Eure) proposent de taxer au taux réduit (au lieu du taux moyen actuel) les « aliments préparés destinés à la nourriture des animaux familiers ».

Les députés ont également aménagé le dispositif des « stocks options » (qui permettent d'associer les salariés, et notamment les cadres, aux résultats de leur entreprise) en supprimant l'exonération fiscale lors de la levée des options. L'imposition sera alors celle prévue pour les plus-values mobilières. Il s'agit, pour le gouvernement et le groupe socialiste, d'éviter ainsi que le dispositif des stocks options ne soit utilisé pour attribuer des compléments de rémunération très élevés en franchise d'impôt.

Une modification des exonérations fiscales est également intervenue dans le domaine du logement, là encore en dépit de l'hostilité de l'opposition. La déduction d'impôts pour les dépenses relatives à l'habi-

Bouilleurs de cru

La fin d'une tradition

S'il fallait chercher un signe indiscutable que l'Europe est une réalité, on le trouverait dans le bouleversement qui s'est produit, jeudi 19 octobre, à l'Assemblée nationale, lors de la discussion budgétaire et qui a mis fin à l'une des plus longues et des plus célèbres traditions françaises.

Depuis trente-cinq ans, avec une ténacité et une conviction qui lui font honneur, M. François Grussenmeyer, député (RPR) du Bas-Rhin, déposait un amendement tendant à rétablir le privilège des bouilleurs de cru supprimé par Pierre Mendès France en 1954. Coup de tonnerre, jeudi matin : M. Grussenmeyer a annoncé à ses collègues,

qu'exceptionnellement cette année il ne défendrait pas son traditionnel amendement. La raison n'en est certes pas la lassitude car, a-t-il souligné, « on ne se lasse pas de défendre une cause juste », mais le constat que, désormais, « la solution d'un tel problème sera trouvée à l'échelon européen ».

« En Grèce, au Portugal, en Espagne, les bouilleurs de cru ne supportent aucune taxe ; en Allemagne, les bouilleurs artisanaux ont droit à un rabais de 21,5 % sur la taxe officielle », a expliqué M. Grussenmeyer. Tous ces privilèges se justifient. Les bouilleurs de cru sont des gens simples, qui ne disposent que de quelques

artères. En outre, ce sont les dépositaires des traditions de nos provinces. Se battre pour eux, c'est se battre pour la liberté, pour la justice, pour l'économie. »

Et comme on ne saurait enterrer sans panache trente-cinq ans de combats hexagonaux, le député du Bas-Rhin n'a pas hésité à en appeler à... l'esprit de la Révolution française. Dans leur grande sagesse, a rappelé M. Grussenmeyer, les gouvernants d'aujourd'hui ont aboli tous les privilèges, sauf un, en précisant, dans un décret du 19 septembre 1793, que l'eau de vie devait figurer « parmi les produits de première nécessité ».

Après la réunion du comité central du Parti communiste

La direction mobilise ses secrétaires fédéraux contre MM. Fiterman et Le Pors

La direction du PCF a réuni, jeudi 19 octobre à Paris, les premiers secrétaires fédéraux du parti, ou leurs représentants, pour examiner « les moyens de mettre en œuvre les décisions arrêtées lors du comité central » de la semaine dernière marquée par une fronde de MM. Charles Fiterman et Anicet Le Pors.

Dans son rapport introductif, M. Jean-Claude Gayssot, membre du secrétariat du comité central, a évoqué les « divergences réelles » exprimées par les deux anciens ministres portant sur « des questions qui ont déjà été débattues pour l'essentiel par les communistes » et a indiqué que MM. Fiterman et Le Pors proposaient un « retour en arrière ».

M. Gayssot a parlé, encore plus explicitement de ce « retour en arrière », en précisant : « Si nous suivions ces camarades, il faudrait changer de politique, de stratégie, de parti. (...) Il ne faut pas que notre parti se transforme en parti social-démocrate, c'était tout le débat du vingt-cinquième congrès. » Parmi les vingt-cinq intervenants, aucun n'a pris en considération les questions soulevées par MM. Fiterman et Le Pors. Un secrétaire fédéral a affirmé : « Être membre du comité central ne suffit pas pour ne pas être pénétré par les idées des adversaires, même si on est secrétaire du comité central. » Cette remarque très politique a provoqué des rires dans l'assistance. M. Fiterman était membre du secrétariat du comité central. Un autre a judicieusement noté que M. Pierre Bérégovoy, ministre socialiste, avait félicité son « ami, Charles Fiterman » sans que l'intéressé proteste.

« Je ne suis pas du tout décidé à sortir de mon calme et de mon esprit constructif », a déclaré M. Fiterman, jeudi à RMC en récusant les accusations dont il est l'objet. L'ancien ministre qui s'exprimait pour la première fois depuis la réunion du comité central, a expliqué au micro d'Yves Mourousi que son accident lui avait « peut-être donné envie, encore plus, de se faire plaisir, d'être soi-même, de participer à la vie ». Se présentant comme « un communiste français moderne », il a souligné qu'il voulait « faire marcher sa tête, faire parler son cœur ». Après avoir repris les thèmes de sa contribution écrite au comité central (le Monde du 18 octobre), M. Fiterman a appelé, une nouvelle fois, au débat : « Je souhaite que l'on en discute tranquillement, sérieusement », a-t-il dit car « cette discussion, avec d'autres peut-être que les communistes, il faudra bien qu'elle se développe. Mieux vaut plus tôt que plus tard, et surtout trop tard ».

Ce « débat » semble avoir pris des allures d'affrontement, parfois violents, dans certaines fédérations. Dans celle du Rhône, dont M. Fiterman est membre, le comité fédéral ne s'est pas départi de façon aussi idyllique que les dirigeants locaux voulaient le faire croire (le Monde du 20 octobre). Une offensive a été conduite contre l'ancien ministre par MM. Jean-Paul Magnon, premier secrétaire, André Gérin, maire de Vénissieux, tous deux membres du comité central, et René Chevallier, conseiller municipal de Lyon. Devant l'extrême neutralité de Mme Mireille Elmalan, député européen, membre du comité central, adjointe au maire de Pierre-Bénite, et la longueur des interventions soulignant l'intérêt des questions soulevées par M. Fiterman (le comité fédéral a duré plus de cinq heures), les dirigeants locaux auraient renoncé à faire adopter une motion tendant à l'isoler pour se replier sur un simple texte de soutien à M. Georges Marchais.

Dans les Bouches-du-Rhône, M. Guy Hermier, membre du bureau politique et député, avait indiqué devant son comité fédéral qu'un « débat » était effectivement ouvert, ce qui lui aurait valu une réponse sèche de deux intervenants dénonçant une attaque contre le parti : « Le problème n'est pas le débat, c'est d'appliquer la politique du parti. »

OLIVIER BIFFAUD

Du 1^{er} au 31 Octobre :

Voici une offre que vous ne pourrez que louer !

45 CM BLAUPUNKT :

150F* / mois

Anti-reflets

• 40 programmes • Tuner interbande • Tube F.S.T. • Pal/Secam • Télécommande

Loué soit Viséa !

N° VERT 05.23.24.25

VI EA
THORN EMI

LE N° 1 DE LA LOCATION TELE VIDEO

Paris et région parisienne : Paris. Aulnay-sous-Bois. Boulogne. Cergy-Pontoise. Créteil. La Défense. Evry 2. Rosny 2. St-Quentin-en-Yvelines. Vélizy 2. Province : Bordeaux. Cannes. Dijon. Grenoble. Le Havre. Lille. Lyon. Marseille. Metz. Montpellier. Nancy. Nantes. Nice. Rennes. Rouen. St-Etienne. Strasbourg. Toulon. Toulouse.

هاتفنا من اجل

POLITIQUE

Le socialisme en Europe, en Amérique latine et en URSS

La perestroïka et le petit chaperon rouge

De M. Jacques Delors au maire de Sao Paulo, M. Luis Erundino ; de M. Krystof Poslowski, sénateur de Solidarité, à M. Len Karpinsky, éditeur aux *Nouvelles de Moscou*, les dirigeants du PS ont réuni, jeudi 19 octobre, à Paris, un « plateau » alléchant pour illustrer, à cinq mois de leur congrès, ce qu'ils appellent les « autres visages du socialisme ». Le socialisme démocratique est-il la référence commune, avouée ou inavouée, consciente ou inconsciente, des réformateurs qui, à l'Est comme à l'Ouest, au Sud comme au Nord, cherchent à sortir des impasses du vingtième siècle ?

Entendre M. Delors citer Marx n'est pas ordinaire, mais il arrive au président de la Commission européenne de céder à ce genre de coquetterie, surtout devant un auditoire socialiste et loin des oreilles de M. Thatcher. M. Delors, qui ouvrira la discussion par un exposé sur l'état des social-démocraties d'Europe du Nord, a renvoyé, donc, pour la compréhension des problèmes posés par l'évolution du système productif, aux « analyses très intéressantes » produites sur ce sujet par Marx.

Le centre gauche tente de s'organiser

L'organisation du centre gauche relève des serpents de mer de la vie politique française. Les différentes tentatives faites pour structurer cet « espace » n'ont pas été jusqu'à présent couronnées de succès. Envisagé depuis plusieurs mois, le rapprochement des différents clubs, formations, mouvements et partis positionnés à l'intérieur de la majorité présidentielle connaît un début de concrétisation avec la décision prise, jeudi matin 19 octobre, par les délégations du MRG et de l'Association des démocrates. M. Yvon Collin, président du MRG, et Thierry de Beaucé, président délégué de l'Association des démocrates, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, sont en effet convenus d'accélérer le processus de rapprochement.

Ils ont mis en place un comité de liaison dont la première tâche sera de proposer aux prochains congrès des deux formations le calendrier de constitution d'une confédération. Les premiers concernés sont les radicaux de gauche, qui réunissent leur congrès à Toulouse, les 28 et 29 octobre. Le congrès de l'Association des démocrates est, lui, prévu pour début 1990. Entre temps, les deux mouvements prévoient d'organiser des contacts avec leurs éventuels partenaires, qu'ils soient gaullistes de gauche, démocrates de progrès ou écologistes, avec, par exemple, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement. L'objectif est d'organiser le courant non socialiste de la majorité présidentielle en un « vaste rassemblement ».

Prudence et pragmatisme

Pour l'instant, la démarche est entreprise avec un certain pragmatisme et une prudence mesurée. Elle ne prétend pas répondre aux questions qu'elle est susceptible de soulever. Ainsi, les principes d'organisation de la future confédération ne sont pas arrêtés. Conduira-t-elle, à terme, à une fusion ? Est-elle destinée à favoriser la création d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale ? Les intéressés veulent en fait, avec ce premier pas, prendre date pour l'après-congrès du Parti socialiste. Se refusant à interférer dans la compétition interne des courants socialistes, l'Association des démocrates et le MRG souhaitent qu'après Rennes la nouvelle direction du PS engage avec eux la préparation des élections législatives de 1993 et la négociation des investitures.

A. Ch.

Les compromis sociaux-démocrates se sont heurtés, selon M. Delors, à la mondialisation de l'économie — entraînant la « domination croissante de la sphère financière, dont, a-t-il dit, je ne prends pas mon parti » — et à une « contestation individualiste », qui privilégie l'intérêt privé et immédiat par rapport au collectif et au souci de l'avenir. Le président de la Commission européenne estime que, aujourd'hui, l'évolution des sociétés elle-même amène les sociaux-démocrates, du moins ceux qui « ont une identité socialiste », à rechercher un « nouveau modèle de développement », qui intègre « la nature comme capital et le temps comme valeur ». La construction communautaire, pour M. Delors, doit « permettre aux pays européens de retrouver des marges de manœuvre », un « consensus » sur une certaine idée de l'homme et de la société étant possible « au moins en Europe continentale ».

Le pessimisme luthérien

Après que M. Pierre Guidoni, membre du secrétariat national du PS, chargé des relations internationales, eut mis en garde contre un modèle socialiste inspiré par le « pessimisme luthérien » et qui se résumerait à « l'addition du pacifisme, du féminisme et de l'écologie », M. Erundino a résumé les problèmes auxquels doit faire face le maire de gauche de la plus grande métropole d'Amérique latine, Sao Paulo (18 millions d'habitants dans l'ensemble de l'agglomération). Elue il y a un an, M. Erundino, l'une des animatrices du Parti des travailleurs, a expliqué qu'elle lutte contre la « privatisation de l'Etat », mise en œuvre par la gestion précédente, et qu'elle cherche à développer, dans sa ville, une « démocratie directe à côté de la démocratie représentative ». Son discours, très gauchiste, a provoqué l'enthousiasme d'une partie de l'assistance, plus réticente

lorsque M. Alain Lipietz, l'un des principaux théoriciens du parti écologiste français, lui a succédé à la tribune pour marquer les limites du dialogue que peuvent nouer les socialistes et les Verts.

Hommage à Léon Blum « et quelques autres »

Mais qu'en est-il du socialisme qui, pendant soixante-dix ans, s'est présenté comme « réel » ? M. Karpinsky, éditeur aux *Nouvelles de Moscou*, militant communiste et fils de communiste, a dressé de l'entreprise soviétique un bilan sans complaisance. « Le socialisme n'a pas été construit chez nous », a-t-il dit, dénonçant le « colossal imbécile » qu'est une industrie « capable de détourner le cours des rivières, mais incapable de fournir le minimum vital ». Pour M. Karpinsky, « il n'y a pas eu socialisation, mais élitisme », donnant naissance à un « socialisme de caserne », voire « carceral ». Evoquant le Petit chaperon rouge, qui s'étonne de la taille des oreilles, puis des bras de sa prétendue aïeule, M. Karpinsky a conclu : « Il serait plus honnête de dire que ce n'est pas la grand-mère qui est dans le lit ». Autrement dit, plutôt que de s'interroger sur les bizarreries du socialisme soviétique, mieux vaut avouer que ce n'est pas le socialisme.

Evoquant les diverses « stratégies » proposées pour sortir de ce

système, M. Karpinsky a souligné le danger de celle qu'envisagent certains intellectuels, partisans d'un pouvoir fort, exercé par M. Gorbatchev afin d'« éliminer la bureaucratie ».

La sévérité du constat fait par l'intellectuel soviétique s'inspire à M. Pierre Mauroy, dans sa conclusion du colloque, un « hommage à Léon Blum et à quelques autres », qui avaient refusé, en 1920, de céder, comme la majorité des socialistes d'alors, à l'attraction du modèle jénais. Le premier secrétaire du PS estime, toutefois, que les socialistes doivent faire preuve d'« une extrême humilité » en se souvenant des erreurs que leurs prédécesseurs avaient commises dans le passé : celle du pacifisme des années 30, celle du colonialisme des années 50.

« Ne considérons pas comme irréversible ce qui se passe sous nos yeux », a dit M. Mauroy, en soulignant que les socialistes ne proposent pas d'« alternative suffisamment claire au système capitaliste international ». « Nous manquons de la grande idée qui nous permettra d'en opérer la transformation », a dit le premier secrétaire, en affirmant que le renouveau de la pensée socialiste ne peut se trouver que dans la fidélité à la « valeur universelle » de son message.

PATRICK JARREAU

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cet avis paraît à titre d'information uniquement

ECU 2,260,050,000

Debt Financing for The Acquisition of

Avis Europe plc

by

Cilva Holdings PLC

Arranged and fully underwritten by

Citibank, N.A. and Société Générale

Agent

Citicorp Investment Bank Limited

24th August, 1989

CITICORP

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

français

M. Marchand nouveau patron de la Fédération du Val-de-Marne

Le comité fédéral du PCF du Val-de-Marne, au cours d'une réunion, jeudi 19 octobre, consécutive à la session du comité central, a élu saint par la direction du parti du cas de M. Jean Claude Lefort, premier secrétaire de cette fédération qui est celle de M. Georges Marchais. Depuis plusieurs semaines, le remplacement de M. Lefort était évoqué dans la coulisse. Il n'est produit, jeudi, au profit de M. Nicolas Marchand qui est membre, comme M. Lefort, du comité central. M. Lefort avait été secrétaire politique de M. Charles Fiterman. Les dirigeants fédéraux indiquent que les responsabilités occupées par M. Lefort, — député, chargé de la paix et du désarmement au PCF — nécessitent « une plus grande disponibilité » pour « un effort accru du parti ».

Il y a message et message

En conclusion de son rapport devant le comité central, le 12 octobre, M. Georges Marchais avait transmis aux membres de cette instance un message de M. Mikhail Gorbatchev les assurant de « la solidarité du PCUS » et les remerciant pour la leur « à l'égard de notre deuxième révolution ». En l'absence de communiqué commun après la rencontre entre le secrétaire général du PCF et le chef de l'Etat soviétique, ce message de soutien réciproque prenait donc une importance qui avait été soulignée par M. Marchais lui-même au « Grand Jury RTL-Le Monde ».

Il existe au moins deux précédents, au cours des douze dernières années, de messages transmis par les dirigeants soviétiques aux membres du comité central du PCF. En 1977, Moscou s'était adressé à eux, par écrit, pour leur demander de rejeter le ralliement à la force de frappe, préconisé par le rapport Kanapa et se plaindre du manque de soutien de la direction du PCF face aux « campagnes antisoviétiques ». Il s'agissait, donc, d'appels à la défiance envers M. Marchais.

On aura compris que dans le cas présent, M. Marchais, volontairement ou non involontairement, se prévalait d'une démarche diamétralement opposée, de la part de M. Gorbatchev. Renseignément pris, le message dont a fait état M. Marchais n'est pas un document écrit, qui pourrait effectivement, avoir un tel sens. Il consiste en une simple formule de politesse délivrée par M. Gorbatchev à la fin de son long entretien avec le dirigeant français. A dessein, M. Marchais lui a donné un caractère solennel quelque peu usurpé.

O. B.

L'HOMME ET LA TERRE EN PÉRIL

par MARIE FARGUES écologiste en 1971

à découvrir en 1989

278 pages - 81 FF

BRACHESSE 72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

L'ALBUM 89

PLANTU

est paru

ses secrétaires fédéraux Fiterman et Le Pors

ine offre e vous irrez que uer!

LAUPON OF mois

VI EA 660! TELE VIDEO

POLITIQUE

Le Conseil d'Etat accepte de faire prévaloir les traités sur les lois postérieures

L'Assemblée du contentieux du Conseil d'Etat a rendu publique vendredi 20 octobre — soit une semaine plus tôt qu'initialement prévu — l'ensemble de ses décisions relatives au contentieux de l'élection des représentants au Parlement européen du 18 juin dernier (*Le Monde* daté 15-16 octobre et du 18 octobre). Toutes les requêtes, présentées à la suite de ce scrutin, sont

rejetées mais l'intérêt de ces décisions réside dans l'important revirement de jurisprudence implicite par l'une d'elles.

Le Conseil d'Etat a en effet radicalement innové en considérant que la loi du 7 juillet 1977, relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes sur laquelle

il s'est fondé, n'est pas incompatible avec le Traité de Rome du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne.

C'est la première fois que le Conseil d'Etat, inversant sa jurisprudence traditionnelle, accepte de faire prévaloir les traités sur les lois postérieures. A l'avenir, la validité de telles lois qui se trouveraient contraires à des traités pourrait

donc être remise en cause par le juge administratif.

En se conformant aux conclusions de M. Patrick Frydman, commissaire au gouvernement, le Conseil d'Etat a parachevé une interprétation de l'article 55 de la Constitution qui avait été suggérée de longue date par le Conseil constitutionnel.

Un revirement spectaculaire

par Michel Kajman

LA décision du Conseil d'Etat de faire prévaloir les traités sur les lois postérieures qui leur seraient contraires revêt à plus d'un titre une réelle importance. En acceptant, conformément aux conclusions du commissaire au gouvernement, M. Patrick Frydman, d'inverser une jurisprudence qui remontait à 1968, l'Assemblée du contentieux du Conseil d'Etat met fin à une grave incohérence juridique et paracheve une interprétation de l'article 55 de la Constitution qui a mis longtemps à prendre forme et à s'imposer.

« Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie », dispose l'article 55 de la Loi fondamentale. La question de savoir comment et par qui faire appliquer cette prescription complexe et de plus en plus lourde d'implications au fil des années s'est longtemps posée.

Un premier élément de réponse, bientôt controversé, fut donné en 1968 par le Conseil d'Etat. Le Conseil constitutionnel n'était pas encore sorti à l'époque de la période léthargique qui devait, jusqu'au début des années 70, caractériser son début d'existence. Une décision de section de la Haute Assemblée, sur conclusions de M^{me} Nicole Questiaux, avait affirmé l'impossibilité pour le juge administratif d'opposer les traités à des lois postérieures qui leur seraient contraires. Cette vision découlait du dogme jugé intangible au Conseil d'Etat selon lequel il n'appartient pas au juge administratif d'exercer un contrôle sur la validité des lois.

Le débat, exclusivement technique en apparence lorsqu'on le plaçait dans le cadre très général du droit international, devait bientôt prendre une très concrète acuité avec la montée en puissance progressive des institutions européennes et du droit communautaire.

Le 15 janvier 1975, le Conseil constitutionnel avait apporté dans sa décision relative à la loi sur l'interruption volontaire de grossesse un élément de réponse à la fois décisif et insuffisant à propos de l'interprétation de l'article 55 de la Constitution et des conséquences qu'il convenait d'en tirer. En jugeant qu'une loi contraire à un traité ne serait pas, pour autant, contraire à la Constitution, il se déchargeait du même coup de l'examen de la conformité des lois aux traités internationaux lorsqu'il est sollicité d'examiner ces lois selon les procédures de recours que prévoit l'article 61 de la Constitution.

S'agissait alors, mais encore bien ténue, l'idée d'une habilitation implicite donnée par l'article 55 de la Constitution aux juges pour vérifier la conformité aux traités des lois postérieures. Quels juges ? Le Conseil d'Etat avait déjà répondu non pour ce

qui concerne les juges administratifs. La Cour de Cassation, au mois de mai 1975, emboîtait au contraire le pas du Conseil constitutionnel et adoptait sa solution : il appartenait au juge judiciaire de faire prévaloir les traités sur des lois postérieures contraires.

Illogique contradiction

Cette illogique contradiction aura duré près de quinze ans. Le Conseil constitutionnel avait plusieurs fois suggéré d'y mettre fin. Intervenant en octobre 1988, cette fois au titre du juge du contentieux des élections législatives (cinquième circonscription du Val-d'Oise), le Conseil constitutionnel avait même accepté de confronter la loi électorale à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. On ne pouvait suggérer plus fortement au juge administratif d'adopter lui-même une semblable attitude.

La décision du Conseil d'Etat ne fait pas qu'instaurer une cohérence juridique depuis longtemps recherchée. L'ancienne jurisprudence de la Haute Assemblée constituait, avait souligné dans ses conclusions M. Frydman, « un obstacle sensible à l'introduction en France du droit international et plus particulièrement communautaire ». « On ne répète en effet jamais assez, poursuivait le commissaire du gouvernement, que l'époque de la suprématie inconditionnelle du droit interne est désormais révolue. Les normes internationales, et notamment européennes, ont progressivement constitué notre univers juridique, sans hésiter d'ailleurs à empiéter sur le domaine de compétence du Parlement tel qu'il est défini à l'article 34 de la Constitution. Ainsi, certains secteurs entiers de notre droit, tels celui de l'économie, du travail ou de la protection des droits de l'homme sont-ils aujourd'hui très largement issus d'une véritable législation internationale. Or, l'impossibilité de faire prévaloir le traité sur la loi constitue évidemment un frein à cette évolution. La France ne peut simultanément accepter les limitations de souveraineté et maintenir la suprématie de ses lois devant le juge ».

De fait, la décision du Conseil d'Etat dépasse de beaucoup les dimensions d'un simple ajustement jurisprudentiel. Le poids du Parlement français dans un système institutionnel de plus en plus européen et donc de moins en moins national se trouvera désormais un peu plus relativisé encore, si faire se peut. En effet, non seulement les traductions, à l'intérieur de l'Hexagone, des contraintes communautaires ne se sont pas toujours jusqu'à présent accomplies avec une parfaite célérité — c'est une litote — mais le Parlement français a pu jusqu'à présent se croire autorisé à légiférer contre la logique du

traité de Rome et de ses conséquences. La loi Lang sur le prix du livre avait constitué un exemple manifeste de cet état de choses.

La mise en cohérence du système juridique de sanction des contradictions entre des lois et des traités antérieurs devrait mettre fin à cette propension à ignorer, volontairement ou pas, les règles du jeu communautaire.

Plus généralement, le mythe français de la souveraineté de la loi, déjà bien lézardé par l'instauration du contrôle de constitutionnalité, par la logique d'ensemble des institutions de la cinquième République, par la

perspective de l'instauration de l'exception d'inconstitutionnalité ouverte aux justiciables, voit ce qui lui restait de consistance entamé par la décision du Conseil d'Etat.

Nouvel écart

Au-delà du Parlement, c'est le gouvernement, qui si souvent « l'inspire » avec une force de suggestion incontournable, qui va désormais se trouver lui-même astreint à calibrer conformément au modèle européen nombre de ses productions législatives.

Dans le champ clos des luttes d'influence fœtales, mais parfois intenses, des grandes institutions nationales, le Conseil d'Etat peut aussi escompter corriger partiellement l'irrésistible ascension, à son détriment, du Conseil constitutionnel depuis une vingtaine d'années. Voici la Haute Assemblée juge de la conformité de la loi à la norme des normes, le traité. Voici donc brisé ce tabou qui rendait jusqu'à présent inaccessible au Conseil d'Etat le contrôle exercé sur la validité de la loi. Voici l'assemblée du Palais-Royal renforcée dans son rôle de conseiller-surveillant du gouvernement-législateur.

Ainsi, bénéficiant de l'extinction progressive de la souveraineté de la loi et de l'intensité croissante des exigences européennes, le Conseil d'Etat a su — il vient d'en donner une nouvelle illustration — godailler au plus juste au milieu des contradictions juridico-politiques quelquefois inextricables qui accompagnent l'édification de la Communauté européenne. Du coup, il se redonne à lui-même, après une période de somnolence et de difficile adaptation, l'écart que le temps, la routine et les évolutions de la vie publique avaient progressivement terni.

JOURNAL D'UN AMATEUR

LES conflits juridiques rebutent l'opinion. Elle n'y voit, sans qu'on puisse lui donner vraiment tort, qu'une querelle technique qui, comme toutes ses pareilles, n'est compréhensible que par les initiés.

A cela près que cette technicité-là passe plus que toute autre sur la vie des citoyens et de l'Etat ; non seulement pour les grandes orientations qui dessinent le destin d'une nation, mais, pas moins, dans le plus ordinaire de la vie quotidienne. Le droit, c'est l'ensemble des règles de vie, publique ou privée. Qui tient le droit tient l'Etat, et gouverne les citoyens.

Lorsque s'ébauche la monarchie en France (en même temps que le pays lui-même), le roi n'a de cesse de conquérir le pouvoir de légiférer, car, comme tous les autres hauts barons, ses pairs, sur leurs propres fiefs, mais aussi dans les domaines qu'il ne contrôle pas directement.

Lorsque la loi du roi l'emporte sur celle des autres seigneurs, les vassaux sont devenus des sujets et la monarchie est installée, jacobine avant que le mot ne soit inventé, c'est-à-dire centralisatrice, c'est-à-dire dominatrice. Le pouvoir commence et s'arrête au roi.

Pour l'emporter sur lui, les constituants de 1789 s'approprient ce droit de légiférer, ne laissant au monarque que l'obligation d'approuver les lois, ou la faculté (fragile, on l'a vu) d'y mettre son veto. Déposés du droit d'édicter des normes de portée générale, le roi, déjà, régit, régit et le gouverne plus. Le trône est ce « *fautail vide* » dont Louis XVIII ne voulait pas.

Quand, en 1958, naît la V^e République, elle met en place le déséquilibre des pouvoirs, qui sera accentué par ce qu'on a appelé « le fait majoritaire ». Non seulement la Constitution ne concède au Parlement qu'une portion congrue pour voter la loi — dont il n'a même pas, en fait, l'initiative, — mais celui-là étant composé en majorité d'élus partisans de l'exécutif, ce dernier met la main sur le pouvoir qu'il n'est pas le sien, c'est-à-dire qu'il camoufle tout ce qui porte le nom de pouvoir et entretient Montesquieu pour la deuxième fois.

En la personne du président de la République, à plus forte raison quand il se fonde sur le suffrage universel, l'exécutif dispose d'un pouvoir absolu, autrement dit, éternellement, défilé de tout. Même s'il doit tenir compte des défilés, de l'opposition... et de la presse.

Ainsi, il y avait bien le Conseil constitutionnel, mais sa somnolente solennité ne gênait personne. Certes, il s'est, par une décision de 1971, affranchi de la tutelle de l'exécutif. Certes, depuis la réforme de 1974, permettant qu'il soit (de fait) saisi par l'opposition, son champ d'action s'est virtuellement étendu à toutes les lois nouvelles. Certes, il y avait bien le Conseil d'Etat pour annuler la Cour de cassation pour écarter les textes dont l'application eût été illégale. Mais tout cela ne dépassait pas le stade des litiges franco-français et l'Etat, qu'il agisse par la loi ou par le décret, restait maître de lui-même et du contenu des normes qu'il émettait.

Pour ainsi dire au même instant que s'installait la V^e République, l'Europe voyait le jour : d'abord à six, aujourd'hui à douze. Autour de cette entité politique à venir étaient créées des institutions qui singelaient plus ou moins bien celles des Etats membres : outre un début de système judiciaire, une « commission » qui devait tenir lieu d'exécutif, et un Parlement (d'abord dit

Assemblée), qui, de nos jours, a de grands moyens et peu de pouvoirs, sinon moraux.

Bien qu'il porte le nom de Parlement, il n'en a pas les attributions puisqu'il ne vote pas des lois qui seraient alors européennes et s'imposeraient aux Douze ; il ne censure pas l'exécutif, émanation des Etats membres dont cet « exécutif » est cependant grosso modo indépendant.

Pour donner vie à ce super-Etat, dit « l'Europe » par courtoisie et aussi par abus, les Etats se mirent à conclure entre eux des traités et des accords en très grand nombre et qui se traduisaient, logiquement, par des transferts d'attribution.

Droit

Quelle est la portée de ces traités et des pouvoirs qu'ils concèdent ? Ils ont, dit l'article 55 de la Constitution, « une autorité supérieure à celle des lois », principe que l'on trouve déjà à l'article 28 de la Constitution de 1946 qui fonda la IV^e République. Les lois antérieures, si elles sont contraires à ces traités, sont réputées non écrites. Les traités prévalent.

Soit dit par parenthèse, il en va de même pour la Constitution. En cas de contradiction avec celle-là, c'est elle qui doit être révisée. Ce qui revient à dire qu'il est permis de négocier un traité dont on sait *a priori* qu'il ne sera pas conforme à la Constitution.

CETTE « démonétisation » des lois anciennes par les traités est, pour le plus sourcilieux des nationalistes, d'autant moins choquante que cela revient à donner le pas, en connaissance de cause, au nouveau sur l'ancien et que le traité, pour être applicable en droit interne, doit être validé par une loi de ratification que vote le Parlement. Que ce soit, la plupart du temps, une formalité expéditive à la va-vite n'altère pas le principe.

La difficulté, qui n'est pas que juridique, vient de ce que la Constitution de 1958 (pas plus que celle de 1946) ne distingue pas entre les lois antérieures et les lois postérieures aux traités.

Or, en droit interne, une loi peut défaire ce qu'a fait une autre loi. A titre d'exemple incontestable de cette règle, une loi ultérieure devrait pouvoir contredire un traité. Mais alors, quel texte l'emporterait ?

Depuis 1975, la Cour de cassation, sommet de l'ordre judiciaire de la magistrature, juge que c'est le traité. Depuis 1968, le Conseil d'Etat, sommet de l'ordre administratif de la magistrature, se prononce pour la solution inverse.

C'est cette jurisprudence qui devrait être renversée le 27 octobre, à l'occasion de dossiers, eux-mêmes sans grand intérêt (1), que le Conseil d'Etat a examinés le vendredi 13 octobre (*Le Monde* des 14, 15-16 et 18 octobre).

Désormais, si l'arrêt est ce qu'on attend, quand une loi sera votée en contradiction avec un traité antérieur (de nature européenne ou non, bien sûr), elle sera, pour ainsi dire *ipso facto*, nulle et de nul effet. Force est de reconnaître que cette solution est, en droit, la plus logique et, accessoirement, celle qui donne, sur le terrain, une plus grande sécurité, d'autant qu'elle met fin aux divergences d'appréciation des deux cours suprêmes.

PHILIPPE BOUCHER

En va, politiquement, tout autrement. Cela signifie que, déjà bien coincé entre le gouvernement et le Conseil constitutionnel, le Parlement est maintenant soumis sans conteste à une mesure *a priori*, fût-elle silencieuse, des autorités communautaires. Cela non plus n'est pas illogique. S'il n'y a pas cela, il n'y a pas l'Europe « de 93 » qui annonce monts et merveilles. Mais alors le droit de légiférer (au sens large, qui englobe les décrets de l'exécutif français), attribut d'un Etat indépendant, est sérieusement écorné. C'est ce que dénonce le RPR, et le RPR a, de son point de vue, raison.

Dans le cas de la France, cela sonne pour le moins baroque puisqu'elle avait, depuis 1982, entrepris de battre en brèche la centralisation, qui était assurément la caractéristique majeure de ce pays et que s'était religieusement transmise la Monarchie, la Révolution, l'Empire et la République. En 1982, le jacobinisme devait mourir et avec lui l'Etat-Dieu qui décidait de tout pour l'habitant de Cholet (Maine-et-Loire) comme pour celui de Goyave (Guadeloupe).

C'était donc un coup pour rien : assommé à Paris, le jacobinisme reparait au mieux de sa forme à Bruxelles. Mais encore plus étonné de l'administré qu'il n'était auparavant, ce qui n'est pas un progrès, et à quel titre que la démocratie avaliserait ?

Car ce qui fait toute l'interrogation, c'est que l'exécutif de Bruxelles est en situation d'immunité. Les procédures qui pourraient être entamées contre ses décisions sont hypothétiques. Nulle élection ne justifie ses pouvoirs. Nulle assemblée ne peut les lui contester, encore moins le renverser. L'Etat a transmis des pouvoirs, mais débarrassés des facultés de contestation qui les rendent tolérables. Voilà M. Delors plus puissant que Philippe le Bel, Louis XIV et Charles de Gaulle réunis, pour ne rien dire des vivants. C'est beaucoup. C'est trop. C'est le droit qui nous le montre du doigt.

SPECIAL-COPAINS. — Et même, spécialissime-copains, ou spécial-copinissimes. Colette Magny est de retour sur scène. Sous le titre *Kavork ou le Défilé d'errance*, elle donnera vingt-huit nouvelles chansons. Elle est l'auteur des textes et la musique a été composée par Michel Précaud et elle-même. Cinq représentations sont prévues, à 21 heures les 21, 24, 27 et 28 octobre, à 18 heures le 22, qui est un dimanche. Elles ont lieu à l'Espace Gérard-Philippe, rue Louise-Michel à Sartrouville. C'est à cinq (vraies) minutes de la gare du RER. En voiture, il faut rejoindre la RN 308 en direction de Maisons-Laffitte. Après l'entrée dans Sartrouville, il faut tourner à gauche au premier feu de signalisation, puis à droite au troisième. Avec de telles explications, il n'y a aucune excuse à ne pas aller entendre, aimer et soutenir une incomparable dame qui chante.

P.-S. Histoire vraie, bien que de deuxième main. Dans un magasin, une dame remet un chèque au vendeur qui, voyant le nom de la signataire, s'exclame : « *c'est une lettre près, vous avez un nom célèbre !* » « Oui... ? », demande la dame. « *Bien sûr, reprend l'autre tout à son idée, regardez, vous vous appelez Prost ; une lettre en moins et cela faisait Prost.* »

(1) On a tout de même appris qu'aux élections européennes M. Antoine Waechter s'était effublé du titre inexistant d'« ingénieur écologique ». Pour un jeune homme si rigoureux, cela fait désordre.

L'élection de MM. Giscard d'Estaing et Waechter est validée

Dans une autre décision, qui soulève le cas de M. Valéry Giscard d'Estaing élu au Parlement européen alors qu'il est membre de droit, à vie, du Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat a considéré : « L'élection au Parlement européen d'un membre de droit du Conseil constitutionnel fait obstacle à ce que celui-ci siège au sein de ce Conseil (...) ; en revanche, la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel d'un ancien président de la République ne saurait, en l'absence de disposition expresse dans ce sens, priver celui-ci du droit reconnu à tout citoyen, dans les conditions et sous réserves

prévues par la loi, d'être candidat à tout mandat électif. »

Sur conclusions de M^{me} Anne-Marie Leroy, le Conseil d'Etat a considéré que l'utilisation par M. Antoine Waechter, tête de liste des Verts, sur ses bulletins de vote, du titre d'« ingénieur-écologue », qui « ne correspond à aucun titre ou diplôme légalement délivré », n'a pas exercé d'influence « de nature à altérer les résultats du scrutin », pas plus que les nombreuses irrégularités de détail alléguées dans les vingt-six requêtes qui avaient été adressées au Conseil d'Etat.

14 L'affaire du port du voile
15 Le tremblement de terre de San Francisco

16 Formule 1 : le Grand Prix du Japon
17 Théâtre : « Titus Andronicus »

22 Photo : Joël Péter Witkin
28 Un revers pour M. Berlusconi

CNRS : un demi-siècle de science à la française

M. Mitterrand a donné, jeudi, le coup d'envoi aux célébrations du cinquantième du Centre de recherche

Premier président de la République à entrer dans les locaux du Centre national de la recherche scientifique depuis sa fondation, il y a cinquante ans, M. Mitterrand a donné, jeudi 19 octobre, le coup d'envoi de la célébration du cinquantième du CNRS, qui sera marquée par de nombreuses manifestations dans la capitale comme en province, où l'organisme gère de nombreux laboratoires.

« Le CNRS a été associé, dans ce cas comme dans les autres, à tous les grands succès scientifi-

ques remportés récemment par les Français, qu'ils soient ou qu'ils ne soient pas couronnés par le prix Nobel », a déclaré le président de la République, en rendant ainsi hommage au professeur Stohlet. Ce dernier, qui présentait ses travaux récents avec trois autres chercheurs, a rappelé comment il avait isolé le premier oncogène (gène impliqué dans le cancer) en 1976, alors qu'il travaillait avec les professeurs Michael Bishop et Harold Varmus, qui,

pour cette découverte, viennent de recevoir le prix Nobel de médecine.

A Paris, des représentants des cinquante-cinq organismes étrangers ayant des accords de coopération avec le CNRS ont participé à des Rencontres internationales, et ils devaient être reçus vendredi 20 octobre à l'Académie des sciences. Un colloque consacré à l'« Histoire du CNRS » se tiendra les 23 et 24 octobre, et un forum CNRS-entreprises est prévu les 6 et 7 novembre.

Deux manifestations sont destinées plus particulièrement au grand public : au Palais de la découverte, des chercheurs réaliseront pendant deux semaines, du 10 au 23 novembre, des expériences de laboratoire pour initier les jeunes à « La grande aventure de la recherche scientifique », et à la Cité des sciences et de l'industrie, une exposition présente « Cinquante ans de découvertes qui transforment notre société », du 21 octobre au 15 janvier.

19 octobre 1939 : un décret-loi du gouvernement Daladier crée le Centre national de la recherche scientifique. 19 octobre 1989 : le CNRS, avec un budget supérieur à cent milliards de francs, près de vingt six mille salariés (chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs), mille trois cents laboratoires (propres ou associés), est un quinquagénaire florissant.

« Dans un passé encore récent, certains ont voulu fractionner le CNRS, le transformer en une agence subventionnaire d'une Université alors en crise. Cette hypothèse est abandonnée », déclarait, le 27 juin dernier, M. François Kourilsky, directeur général du CNRS, en présentant son « programme de modernisation ». Cinquante ans d'existence aussi passionnée qu'agile ont fait de cet organisme unique au monde un miracle permanent. M. Kourilsky faisait allusion à l'offensive lancée en 1986 par certains responsables RPR et UDF, soutenus par plusieurs syndicats de l'enseignement supérieur.

« Mastodonte ingérable » ou « bête administrative, syndicale et politique », le CNRS devait, selon ses détracteurs, être partiellement démantelé, ses laboratoires rendus autonomes ou rattachés à l'Université. Un projet qui, s'il avait vu le jour sous cette forme, aurait pratiquement renvoyé la communauté scientifique française à la case départ, celle d'avant le 19 octobre 1939.

Encyclopédie et élitisme

Jusqu'en début du dix-neuvième siècle, la France jouit en Europe d'un prestige incomparable. Elle doit cette renommée à la personnalité de ses savants, bien sûr, mais aussi à ses institutions : Collège de France, Muséum d'histoire naturelle, Académie des sciences, Observatoire de Paris, Conservatoire national des arts et métiers, Ecole polytechnique, Ecole normale supérieure. Ces structures sont adaptées à la communauté scientifique de l'époque : des chercheurs peu nombreux, solitaires, pour qui seule compte la science fondamentale.

La création de l'Université française par Napoléon en 1808 aggrave cette tendance élitiste. Les chercheurs deviennent des professeurs de l'enseignement supérieur, et les chaires dont ils sont titulaires représentent la récompense d'une brillante carrière, bien plus que le moyen de poursuivre leurs travaux à l'abri du besoin. L'objectif est la formation d'une élite au travers d'un enseignement très encyclopédique, et non le développement de la recherche.

Pendant ce temps, l'Allemagne crée, dans les universités, mais aussi à l'extérieur, des instituts de recherche spécialisés où — comme aujourd'hui — des équipes d'étudiants se forment par la recherche en travaillant avec leurs professeurs. La défaite de 1870 constitue la première alarme pour le gouvernement français. « Explique par la supériorité du système d'enseignement et de recherche germanique, (elle) renforce la conviction que la science constitue un élément primordial de la puissance nationale », écrivent les historiens Jean-François Picard et Elisabeth Prodours (1).

Pourtant, malgré les efforts d'hommes comme Louis Pasteur — qui aboutissent à la création de l'Institut qui porte son nom en 1887, — la situation n'évolue guère jusqu'au début du vingtième siècle.

Le premier dispositif national d'aide à la recherche ne voit le jour que le 14 juillet 1901. Il s'agit de la Caisse des recherches scientifiques, destinée à « aider les savants capables de réaliser les décou-

vertes appelées à délivrer l'humanité des fléaux qui la déciment », selon les termes mêmes de son initiateur, le sénateur Jean Audiffred.

Cette sorte de mécénat d'Etat sera supplanté en 1924 par le « son des laboratoires », ou « taxe Borel », du nom du député Emile Borel, qui imagine la loi votée par le Cartel des gauches instituant une contribution obligatoire des industriels pour la recherche de 20 centimes pour 100 francs de salaire versé.

La longue bataille de Jean Perrin

Mais, comme en 1870, c'est la guerre et la défaite française qui seront le principal facteur de progrès pour la politique française de la recherche. La guerre, et un homme : Jean Perrin, éminent physicien de l'époque, le « père » du CNRS. En 1915, Perrin travaille avec Paul Langevin — autre physicien entré dans l'histoire — à la « direction des inventions », un service ministériel chargé de mener des recherches sur les techniques militaires.

Jean Perrin ne cessera plus de harceler les pouvoirs publics. Prix Nobel de physique 1926 pour ses travaux sur la structure moléculaire de la matière (sa thèse portait sur la découverte de l'électron), il se forme à la gestion de la recherche et développe ses théories dans ce domaine sur le tas, à la tête de l'Institut Roentgen, sorte de mini-CNRS privé.

Il obtient en 1930 d'Edouard Herriot la création d'une « Caisse nationale des sciences », doublée en 1933 d'un « Conseil supérieur de la recherche scientifique », qui donne à la Caisse une structure de décision organisée en « sections » correspondant aux différentes disciplines scientifiques, comme l'actuel CNRS.

En 1936, c'est le Front populaire. Les scientifiques en pointe ne cachent pas leurs sympathies socialistes, et sont écoutés. Irène Joliot-Curie, puis Jean Perrin se voient confier le poste de sous-secrétaire d'Etat à la recherche, mais ne pourront réaliser leurs ambitions. Et c'est le gouvernement Daladier qui créera le CNRS actuel.

Une naissance formelle, cependant, qui ne se concrétisera qu'après la guerre, avec l'ordonnance de 1945, sous l'impulsion de

son directeur de l'époque, Frédéric Joliot (élève de Paul Langevin et prix Nobel de chimie 1935 avec sa femme Irène Joliot-Curie pour la découverte de la radioactivité artificielle).

La suite ? Une longue croisade, à l'image du développement de la recherche scientifique française. Une succession aussi de réorganisations, réformes, crises. Le CNRS est notamment passé de la tutelle de Matignon à celle du ministère des universités en 1979, puis du ministère de la recherche, en 1982. Jusqu'à la grande secousse de 1986, qui finit bien voir la fin du vénérable organisme.

Perrin, Langevin, les Joliot-Curie, scientifiques brillants, mais aussi hommes et femmes d'action au charisme rayonnant, formaient un groupe très soudé, passant leurs vacances ensemble, en Bre-

Un entretien avec M. Hubert Curien

« La mobilité des chercheurs n'est pas suffisante » nous déclare le ministre de la recherche

Améliorer la coordination, favoriser « le glissement des idées entre les disciplines », la mobilité des chercheurs, et le renouvellement des équipes, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, expose, dans l'entretien qu'il nous a accordé, ses idées sur les forces et les faiblesses du CNRS. Un point de vue doublement autorisé : chercheur de formation, il a dirigé cet organisme de 1969 à 1973, après y avoir occupé les fonctions de directeur scientifique pour la physique pendant les trois années précédentes.

« Pensez-vous que le CNRS ait rempli le rôle que vous lui donnez ses fondateurs ?

— Depuis sa création il y a cinquante ans, le rôle du CNRS a été essentiel dans la recherche. Nous sommes sortis de la dernière guerre dans un état de grande pauvreté. Il fallait pratiquement tout reconstruire. Le CNRS y a participé en

créant ses laboratoires propres et en soutenant puissamment la recherche en milieu universitaire. Un double tournant important a été pris à la fin des années 60. D'abord, la mise en œuvre de « contrats d'association » avec les laboratoires universitaires.

D'autre part, l'apparition de l'idée que le CNRS devait participer plus directement au développement technologique du pays et devait faire en sorte que les résultats de recherche obtenus en laboratoire soient plus complètement et plus rapidement utilisés par l'appareil industriel français. C'était là un sentiment relativement nouveau pour le CNRS, qui ne s'était pas senti jusqu'alors une vocation très forte de ce côté.

Le CNRS a-t-il rempli sa mission ? Sans aucune hésitation, je réponds oui. Je suis tout à fait sûr que, sans lui, nous n'aurions pas la recherche universitaire que nous avons. Nous n'aurions pas non plus les relations entre recherche fondamentale et recherche appliquée qui existent aujourd'hui, qui ne sont certes pas encore parfaites, mais qui sont dans un état convenable et que les directions successives du CNRS s'efforcent d'améliorer.

Le CNRS n'est-il pas devenu un monstre ingérable ?

— Un Etat, pour soutenir la recherche fondamentale, a le choix entre deux formules : agence ou organisme. Une agence distribue des crédits à des équipes ou à des établissements (à charge pour eux de définir et de mettre en œuvre eux-mêmes une politique). La formule de l'organisme de plein exercice, avec ses personnels propres, comme le CNRS, a des avantages certains. L'organisme est au contact du terrain, il est capable de bien sentir les problèmes. Il est garant d'une cohérence. Mais, bien sûr, il faut s'attacher à gérer efficacement un établissement de cette nature dans sa taille actuelle.

« Un patron responsable »

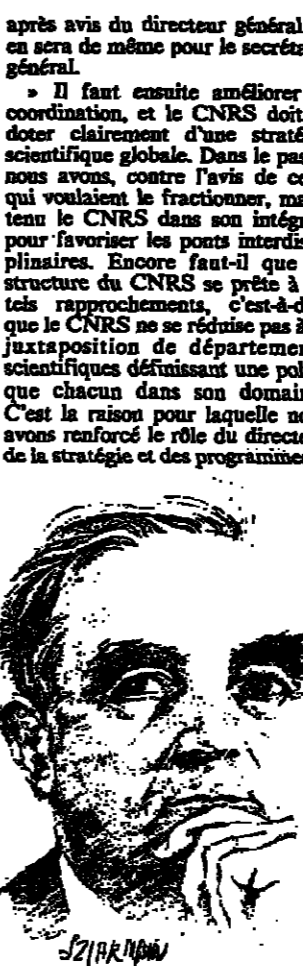
— Un nouveau décret doit bientôt paraître. Une réforme de plus ?

— Ce n'est pas vraiment une révolution, mais un ensemble de précisions utiles et même indispensables qui vont dans le sens que je viens de définir.

Le CNRS doit avoir un patron responsable. C'est le directeur général, dont je veux conforter l'autorité sur l'organisme. Désormais, le ministre nommera les directeurs scientifiques chargés de chacun des grands secteurs sur proposition et non plus seulement



Le physicien Jean Perrin, père du CNRS, dans son laboratoire



« Aujourd'hui, le comité national, qui est le parlement du CNRS, est divisé en quarante-cinq sections spécialisées. C'est trop. J'ai fortement recommandé au directeur général de me proposer une réduction de ce nombre. Il s'agit de favoriser le glissement des idées entre les disciplines. En effet, certaines d'entre elles deviennent désormais difficiles à classer et se trouvent, par exemple, au carrefour de la biologie et de la chimie ou de la chimie et de la physique.

Des découvertes majeures sont rendues possibles par le rapprochement de plusieurs spécialistes de provenance diverse. Dans le même souci de conjuguer coordination et souplesse, je demande donc au directeur général de faire en sorte que certaines sections puissent être suivies par plusieurs directeurs scientifiques. Cela renforcera les recherches interdisciplinaires qui sont l'apanage du CNRS.

Quelles sont, selon vous, les principales faiblesses du CNRS, par rapport à ses homologues étrangers ?

— La mobilité des chercheurs... Il faut hélas le reconnaître, elle n'est pas suffisante. Cela dit, ce n'est pas un obstacle qui nous aide à la développer. Il nous faut convaincre. Il faut que des chercheurs du CNRS soient séduits par des propositions que leur feraient les industriels. Il faut aussi que le jugement de leurs collègues soit beaucoup plus positif à l'égard de ceux qui mènent, ou souhaitent mener des activités industrielles ou, plus généralement, plus ou moins extérieures à la recherche au sens strict. Et là, un certain changement d'esprit est encore à opérer. Cela commence, à vrai dire, à bouger, mais beaucoup de progrès restent à faire.

« Faire la place aux nouvelles pousses »

Autre problème très important, et qui est la clé d'une bonne gestion : il faut lutter contre la persistance indue d'« abonnés » du CNRS. Nous savons bien que certaines équipes ou laboratoires deviennent, au cours des ans, moins créatifs ou productifs et qu'il n'y a pas de raison pour que le CNRS continue à les soutenir mécaniquement.

Le CNRS comporte un nombre considérable de formations : plus de mille. On ne peut pas imaginer qu'il n'y ait pas un renouvellement régulier. Certes, il n'est pas facile de décider qu'un laboratoire qui n'est pas devenu mauvais, mais moins allant, moins prometteur, qu'une équipe plus jeune doit perdre le soutien de l'organisme. C'est difficile. On dit : « Il faut couper les branches mortes ». Mais on hésite, car aucune n'est vraiment morte. Pourtant, faire la place aux nouvelles pousses est tout à fait indispensable.

Les universitaires, pourtant très puissants au sein du CNRS, ont en partie tendance à trouver l'étiquette CNRS un peu omnipotente. Le CNRS a peut-être été, ici et là, un peu trop présent, je ne dis pas pesant, dans son attitude vis-à-vis de ses associés. Mais il me semble qu'il comprend et respecte ses partenaires. On tend aujourd'hui vers un bon équilibre entre une politique d'ensemble menée par le CNRS et une politique d'établissement qui est bien défendue par les universités.

De même, les relations du CNRS avec les industriels se sont approfondies et c'est en continuant qu'elles se multiplient. Le CNRS peut célébrer son cinquantenaire dans la sérénité : il sert bien la nation.

Propos recueillis par JEAN-PAUL DUFOUR

9 DERNIERES LA MORT DE DANTON

GEORG BUCHNER

MISE EN SCENE KLAUS MICHAEL GRÜBER

PRESENTE PAR LE FESTIVAL D'AUTOMNE ET LE THEATRE DES AMANDIERS

THEATRE DES AMANDIERS NANTERRE

LOCATION

47 21 18 81 - 42 96 96 94 FNAC BILLET

SOCIÉTÉ

Sur plainte d'un jeune homme

Deux policiers de Saint-Denis inculpés de coups et blessures

Deux gardiens de la paix de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), ont été inculpés jeudi 19 octobre de coups et blessures par M. Charles Grimaldi, premier juge d'instruction au tribunal de Bobigny, après avoir été entendus longuement par l'inspection générale des services (IGS). Ils ont été laissés en liberté et placés sous contrôle judiciaire.

Les faits qui sont reprochés aux deux policiers remontent au 16 septembre dernier lorsque les secours furent appelés pour porter aide à un blessé, M. Mohamed Sirat, vingt-deux ans, géant inamovible sur le palier d'une cité à Aubervilliers. Transporté par Police-Secours à l'hôpital Avicenne, à Bobigny, puis à l'hôpital Ambroise-Paré, à Boulogne-Billancourt, M. Sirat, victime d'une fracture du crâne et blessé à la face était placé en réanimation. Quelques jours plus tard, le père du blessé venait déclarer au commissariat que son fils lui avait dit avoir été agressé « par des képis ».

Entendu par la PJ le 9 octobre, sur son lit d'hôpital, M. Sirat racontait que, dans la nuit du 15 au 16 septembre, alors qu'il déambu-

lait dans la rue après avoir copieusement arrosé une réunion d'amis, il avait été interpellé par deux « képis » dont il donnait un signalement approximatif. Le jeune homme ne se souvenait de rien d'autre, sinon qu'il avait été roué de coups.

L'enquête, menée conjointement par le service départemental de police judiciaire et par l'inspection générale des services devait aboutir, après l'audition de nombreux policiers du département, à identifier deux d'entre eux. Ces derniers, qui cette nuit-là dans patrouillaient sur la zone où avait été agressé M. Sirat, avaient omis, contrairement aux règles, de signaler être intervenus pour une ivresse sur la voie publique, ce qui a conforté les soupçons portés à leur encontre.

Interrogés par l'IGS, les policiers ont déclaré qu'ils avaient effectivement croisé, cette nuit-là, M. Sirat ivre qui somnolait sur un banc. Ils avaient tenté de le raccompagner chez lui en l'embrassant dans leur voiture de patrouille, mais, devant sa résistance, l'avaient finalement abandonné sur la voie publique. Les deux policiers, qui n'expliquent pas comment M. Sirat s'est retrouvé sur son palier dans la coma, nient l'avoir frappé.

Ancien inspecteur de police au Havre

Un policier entendu par la brigade criminelle dans l'affaire Cons-Boutboul

Les policiers de la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne ont entendu, jeudi 19 octobre, l'un de leurs collègues dans le cadre de l'affaire Cons-Boutboul. Actuellement commissaire de police stagiaire à l'Ecole nationale supérieure de police (ENSP) de Saint-Cyr-an-Mont d'Or (Rhône), Pierre Guillaume était inspecteur de police au Havre en mai 1988 lors de la découverte, dans le port, du cadavre de Bruno Dassac. Représentant de commerce et joueur invétéré, Bruno Dassac était en contact avec Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, belle-mère de Jacques Perrot, avocat parisien assassiné à Paris le 27 septembre 1985.

Jusqu'il y a quelques mois, aucun lien n'avait été fait entre les affaires Dassac et Perrot. Les policiers de la brigade criminelle, qui, dans le cadre de l'instruction du juge parisien Alain Verleone, enquêtaient sans succès depuis plus de trois ans sur le meurtre de Jacques Perrot établissent fortuitement la relation entre ces deux affaires grâce à une écoute téléphonique placée chez une bouchère utilisée

pour ses contacts par Marie-Elisabeth Cons-Boutboul.

Aussi les policiers parisiens seront-ils très ravis d'apprendre que l'un de leurs collègues du Havre, Pierre Guillaume, avait établi un lien entre les deux affaires sans jamais leur transmettre l'information. L'inspecteur Guillaume avait, en effet, obtenu un « tuyau » au lendemain du meurtre de Bruno Dassac, selon lequel celui-ci, familier du monde des jeux, s'était vanté « d'avoir tué » Jacques Perrot. Il avait même évoqué cette piste après d'une journaliste, Isabelle Horlans, placée en garde à vue par la brigade criminelle en juillet dernier.

A la demande du juge Verleone, les policiers de la « crime » ont donc entendu Guillaume pour l'interroger sur l'origine de son « tuyau ». Entretemps, M. Cons-Boutboul, déjà inculpée et incarcérée pour complicité d'homicide volontaire dans le cadre de l'affaire Dassac, instruite au Havre, a été également inculpée avec un chef d'inculpation identique par M. Verleone dans le cadre de l'affaire Perrot.

Aux assises du Loiret

Michèle Curiel condamnée à cinq ans de prison dont un avec sursis

La cour d'assises du Loiret a condamné, jeudi 19 octobre, à cinq ans de prison dont un avec sursis, M^{me} Michèle Curiel, une mère de famille qui avait été inculpée de « privation de soins et d'aliments » après le décès d'un de ses enfants handicapé (le Monde du 19 octobre). L'avocat général, M. Didier Joly, avait requis une peine de trois ans de prison.

ORLÈANS

de notre correspondant

Comment les services sociaux, en particulier ceux de la DASS du Loiret, qui avaient envoyé sur le terrain trois travailleurs sociaux auprès de M^{me} Curiel, n'ont-ils pas perçu sa détresse et l'urgence qu'il y avait à prendre une mesure de sauvegarde pour le petit Sébastien ? La question déjà posée la veille a encore dominé la seconde journée d'un procès qui est devenu celui des services sociaux du Loiret.

Unissant leurs efforts — ces peu ordinaires — la défense et la partie civile représentée par M^{me} Agnès Fichot, agissant au nom de la fédération des comités Alexis Dumas, sont revenues sur des points importants. L'assistante sociale du secteur, M^{me} Mardelaine, stagiaire à l'époque n'a vu en près de quatre mois, qu'une seule fois Sébastien, le 7 avril 1987. L'enfant venait de mourir... La savallence familiale, M^{me} Didon, n'a pas non plus cherché à la voir, ne poussant ses investigations ménagères qu'à la salle à

manger. L'enfant a vécu de longs mois dans une chambre recouverte d'innocentes, près de l'entrée du pavillon.

Après les travailleurs sociaux, la cour a entendu la hiérarchie de la DASS et tout d'abord M. Dominique Lecourieux, inspecteur, qui a affirmé avoir mis en place « une cellule de crise » dès décembre 87, époque où la mère a retiré son fils du centre hospitalier spécialisé. M. Lecourieux a précisé que dans des situations de grande précarité, il pouvait se produire une « accoutumance » de la part des intervenants sociaux. « M^{me} Curiel nous a peut-être dupés... Elle a faussé l'interprétation qu'on pouvait avoir de sa situation familiale ».

M. Yves Dausse, directeur de la DASS du Loiret utilisé le même argument : « Compte tenu du comportement de M^{me} Curiel les travailleurs sociaux n'ont pas su apprécier la gravité de la situation ».

Bref, devant la cour d'assises, la corporation a fait bloc, permettant à M^{me} Agnès Fichot d'évoquer « la pensée du corps constitué qu'est l'institution sociale ». M^{me} Anne Bouilloux-Sourcis, pour la défense, après avoir dit sa surprise devant le fait qu'aucune inculpation n'ait suivi ces « défaillances » de la DASS a estimé que la seule condamnation de sa cliente équivalait « à effacer les fautes des services sociaux ».

Après deux heures de délibérations, la cour, allant au-delà des requêtes de l'avocat général, ont condamné Michèle Curiel à cinq ans de prison, dont un avec sursis.

RÉGIS GUYOTAT

Rebondissement dans l'affaire du port du voile

Les trois musulmanes de Creil de nouveau exclues des cours

La polémique autour du port du voile pour les jeunes musulmanes de l'école rebondit. Au lycée de Creil (Oise). Depuis jeudi 19 octobre, les deux sœurs musulmanes Fatimah et Leila, quatorze et quinze ans, ainsi qu'une autre adolescente, Samira, quatorze ans, n'ont pas été admises dans leurs classes respectives. Malgré le compromis intervenu le 8 octobre entre le principal du collège Havez, M. Ernest Chénier, et les familles, les jeunes filles se sont remises, jeudi, en effet, à porter le voile.

Les collégiennes ont donc été conduites en bibliothèque par le principal. Ce dernier tenait encore, vendredi 20 octobre, de reprendre le dialogue avec les parents, « afin de trouver une solution qui ménage à la fois le respect de la

laïcité et l'obligation d'accueil de l'établissement ». « Ma position n'a pas changé, ajoute le proviseur, le foulard n'est pas un problème en soi. C'est le comportement même de ces jeunes filles qui est en cause. Chaque fois qu'on aborde avec elles le sujet, on se retrouve face à un délire d'invectives et de fanatisme ».

M. Rocard : « Respect d'autrui »

C'est sur l'intervention de la Fédération nationale des musulmans de France, dont la représentativité est contestée par la Mosquée de Paris, que les jeunes filles se sont à nouveau voilées pendant la classe. M. Daniel Youssouf Leclercq, président de l'association Intégrité, au nom de la FNMF dont il est l'ancien président,

a porté plainte contre le principal pour coups et blessures en raison d'incidents qui se seraient produits jeudi.

Visitant une école primaire jeudi 19 octobre, M. Michel Rocard, rappelant son appartenance au protestantisme, a lancé un appel à la tolérance : « Même lorsque l'emperte l'intolérance, il reste des hommes pour s'en tenir fermement à la position juste, qui est celle du respect inconditionnel d'autrui et donc de ses opinions. Cela vaut du point de vue de la conduite de la puissance publique et de la laïcité de l'Etat. Cela vaut aussi à l'intérieur de chacune de nos pensées religieuses », a conclu le Premier ministre.

Les réactions des responsables religieux

Des responsables religieux français sont à leur tour intervenus, jeudi 19 octobre, dans la polémique sur le port du voile à l'école. Interrogé à la sortie d'une entrevue avec le cardinal Lustiger, Cheikh Haddam, recteur de la mosquée de Paris, considéré comme la principale autorité musulmane en France, s'est déclaré « indigné par l'attitude discriminatoire » des proviseurs de Creil et de Marseille. A la question de savoir si le port du voile est une forme de « prosélytisme religieux », il a répondu : « Pas du tout ! » et admis que ce pouvait être « une réaction à certaines tenues qui dépassent la décence. Si des jeunes filles veulent se couvrir les cheveux, c'est leur droit le plus absolu, le plus élémentaire », a affirmé Cheikh Haddam.

« Nous sommes dans un pays où les libertés individuelles sont assurées. C'est le pays de la République française, mais la liberté de l'individu doit s'arrêter au respect de la liberté d'autrui », a poursuivi le recteur de la Mosquée, qui est algérien : « Nous avons chez nous et dans beaucoup de pays musulmans des jeunes filles qui portent ce voile et beaucoup d'autres qui ne le portent pas. Mais aucune n'a jamais été mise à la porte ou traumatisée », a-t-il conclu.

Le cardinal Lustiger a évoqué ce même sujet, en termes beaucoup plus mesurés. Dans un entretien à l'Agence France Presse, il a déclaré que « le port du voile n'a peut-être qu'une signification oppositionnelle, un peu comme la coiffure rasta ». « Ne faisons pas la guerre aux

adolescentes beurs. Halte au feu, a ajouté l'archevêque de Paris. Ne confondons pas le problème de l'islam et celui de l'adolescence. Arrêtons cette discussion tant que les autorités musulmanes ne nous auront pas expliqué de façon précise la signification du voile. Qu'elles nous disent clairement s'il s'agit d'une prescription religieuse et pourquoi ? Ou s'il s'agit d'une prescription d'ordre national et politique et laquelle, de façon à ce qu'on comprenne si oui ou non cela contredit ce qui est la définition française de la laïcité ».

Pour M. Daniel Youssouf Leclercq, ancien président de la Fédération nationale des musul-

mans de France, active dans l'affaire du lycée de Creil où, contre le proviseur, elle soutient les jeunes filles musulmanes et leurs parents, la réponse à cette question ne fait pas de doute : « Le voile est un impératif de pudeur, dit M. Leclercq, interrogé par le Monde. Ce n'est pas d'abord un signe de reconnaissance religieuse, car le voile n'est pas propre à l'islam. La Bible a des prescriptions identiques et la Vierge Marie était habillée comme une musulmane plutôt que comme Madonna ».

Le grand rabbin de Paris, M. Alain Goldmann, est lui aussi intervenu. Dans Jour J, la lettre quotidienne juive, il a déclaré : « Ceux qui refusent aux enfants

musulmans le droit de porter le tchador ou aux enfants juifs la kipa sont intolérants. Aujourd'hui, ce ne sont plus les religieux qui font preuve d'intolérance, comme on le leur reproche si souvent, mais les laïques. L'école laïque doit donner l'exemple de la tolérance. La confrontation pour les petits Français avec la « différence » est une excellente technique pédagogique. Ils apprennent à connaître et à respecter l'autre ». Le grand rabbin de Paris admet toutefois que « si un enfant juif peut vivre pleinement son identité dans le respect de la cacherout [NDLR : les prescriptions alimentaires] et des fêtes, ses parents doivent l'inscrire dans une école juive ».

Que dit le Coran ?

Le Coran fait du port du voile pour les musulmanes une prescription précise. Dans la sourate XXIV, appelée La Lumière, le verset 31 écrit : « Dis aux croyants de baisser les yeux, d'être chastes, de ne montrer que le dehors de leur parure, de rabattre leur voile sur leur poitrine, de ne montrer que leur parure qu'à leur mari, leur père, leur beau-père, leurs frères, leurs neveux, leurs servantes, leurs esclaves et leurs eunuques ou aux impubères, et de ne pas taper du pied pour montrer leur parure secrète ».

De même dans la sourate XXXIII, appelée Les fa-

çons, Le Coran écrit : « Prophète, dis à tes femmes et à tes filles et aux femmes des croyants de se couvrir de leur voile. C'est le meilleur moyen pour elles d'être reconnues et de ne pas être offensées ».

Malgré cette prescription, les exégètes de l'islam sont divisés depuis longtemps sur cette question du voile. Le professeur Mohamed Hamidullah, l'un des principaux traducteurs du Coran, souligne l'obligation pour la femme, en présence d'un homme étranger à sa famille, de se cacher le visage (se cacher en arabe se dit hajibah, d'où le nom hijab

que donnent les musulmans à leur voile, traduit en persan par le mot tchador).

Mais d'autres écoles tolèrent que les femmes découvrent le visage et les mains à partir d'une interprétation du hadith (commentaire du Prophète) dit Asmah, du nom de la belle-sœur de Mahomet. L'islam interdit au mari de prendre pour femmes deux sœurs. D'où la permission laissée à la sœur Aïcha, l'une des femmes du Prophète, de laisser apparaître son visage et ses mains.

H. T.

Islam et laïcité

Suite de la première page

De la même façon, la controverse sur la réforme du code de la nationalité où, là aussi, des enfants étaient en cause, avait été très vive et très troublante, il y a deux ans.

Les frontières traditionnelles se brouillent. Ce débat sur le foulard islamique n'oppose pas la gauche à la droite, ou les « laïques » aux « religieux ». Des discussions passionnées ont lieu depuis une dizaine de jours au sein des partis, des associations et des Eglises. On voit des « laïques » purs et durs se prononcer avec force pour la liberté vestimentaire des musulmans à l'école, tandis que des adversaires traditionnels de l'école publique voient au secours de celle-ci au nom de la laïcité.

La vérité est que chacun, au fond de lui-même, est un peu divisé, malgré ses convictions. Car le débat comporte plusieurs registres et varie selon que l'on réfléchit à une personne ou à des principes, au présent ou à l'avenir. Les circonstances incompressibles de M. Michel Rocard à propos de cette affaire, jeudi, illustrent parfaitement l'embarras de certaines personnes ouvertes et généreuses.

L'affaire est d'ailleurs déjà déformée par son retentissement médiatique. Les adolescentes de Creil, qui vivent depuis deux semaines sous les caméras, ne sont plus tout à fait elles-mêmes. Et, comme par hasard, des affaires semblables éclatent un peu partout en France : des foulards qui, jusque

là, passaient inaperçus, prêtent brusquement à controverse ; d'autres s'affichent alors qu'ils étaient sagement rangés dans les placards...

Dans les pays musulmans, le débat sur le hijab est, à la fois, plus douloureux, plus simple et plus lourd de conséquences qu'ici. Deux camps s'opposent : les musulmans traditionnels ou intégristes qui en sont farouchement partisans ; et les personnes les plus modernes qui ont assisté, avec consternation, au début des années 80, à l'apparition de ce substitut du voile d'antan — un voile, symbole d'aliénation, que des femmes courageuses, en Egypte ou ailleurs, avaient réussi à supprimer par des décennies de combats. A travers le hijab et quelques questions de même nature, il y va parfois de l'avenir politique de ces Etats.

Un débat sur les principes

Naturellement, en France, le foulard islamique se mesure pas aujourd'hui la République. Le débat, ici, porte sur les principes et, en arrière-plan, sur l'intégration de la population immigrée. Ce qui compte avant tout, c'est l'épanouissement de ces adolescentes en tchador, appelées à vivre définitivement en France et à se libérer de certaines pratiques — comme le mariage forcé — qui sont en contradiction avec la loi.

ROBERT SOLÉ

SOCIÉTÉ

Le tremblement de terre de San-Francisco

La difficulté des secours sous le béton de l'autoroute 880

Le président George Bush devait se rendre à San-Francisco dans la journée du 20 octobre. Trois jours après le tremblement de terre, on estime toujours à 270 au moins le nombre des morts et à 1 400 celui des blessés. De nombreux corps ont été retirés de l'autoroute 880 dont la voie supérieure s'est effondrée sur la voie inférieure, dans l'agglomération d'Oakland (située de l'autre côté de la baie).

Le constructeur de l'autoroute a déclaré, jeudi 19 octobre, qu'il s'attendait que le motif de San-Francisco soit détruit avant que son ouvrage ne subisse le moindre dommage. Pourtant, les autorités avaient dû interrompre, faute de fonds, les travaux de consolidation de l'autoroute San-Francisco-Oakland. De son côté, Jerry Oliver, responsable de l'entretien des routes de Californie, a expliqué que trois phases de travaux de consolidation contre les tremblements de terre avaient été prévues et que la première avait été réalisée au début des années 80 mais que l'argent avait manqué pour terminer les travaux.

Depuis le séisme du 17 octobre, et pour encore environ une semaine, toute la zone autour des 2 kilomètres de l'autoroute 880 d'Oakland (Californie), transformée en cercueil de béton pour une centaine de personnes, vit en « zone interdite », obéissant à une organisation minutieuse. Le lieutenant de police, Kevin Traylor, chargé des contacts avec la presse, met en garde les journalistes qu'il

emmène à tour de rôle pour une visite guidée et rapprochée des lieux : l'endroit est « dangereux », avec des liquides inflammables, des câbles électriques en voie de réparation et surtout un risque d'effondrement permanent des structures des deux routes, auparavant superposées et dont l'une s'est affaissée sur l'autre.

Alors que seulement treize corps ont été retirés des décombres depuis deux jours, les services de l'équipement, le 19 octobre, consacraient encore la majorité de leurs efforts à élever tout ce qui doit l'être. Après, ils devraient utiliser massivement de gros engins et peut-être même des hélicoptères pour enlever tous les débris de la voie supérieure.

Dans les endroits consolidés, on peut voir aussi des sauveteurs se glisser avec témérité - étant donné le risque de nouvelles secousses, comme cela a été le cas dans la matinée du 19 octobre - entre les deux dalles d'autoroute, toujours dans le but de découvrir des survivants. L'un des sauveteurs se déclarait jeudi « persuadé » de cette possibilité. Près de la rue des Cyprès, sur une petite place transformée en « cœur des médias » à laquelle n'ont pas accès les nombreux curieux, les officiels viennent rendre compte régulièrement des bilans des recherches. Le 19 octobre, le maire d'Oakland, M. Lionel Wilson, a ainsi précisé que les familles n'avaient signalé que 85 disparus dans la région, ce qui pourrait indiquer que l'estimation de plus de 200 morts que l'on s'attend à trouver sous les décombres pourrait se révéler excessive. - (AFP, Reuters.)

San-Andreas menace San-Francisco

Les premières informations précises, qui ont été publiées par le US Geological Survey sur le tremblement de terre du 17 octobre, confirment ce que nous avait dit, le 18 octobre, M. Ross Stein, un géophysicien du USGS qui est, pour quatre mois, à l'Institut de physique du globe de Paris. Le séisme s'est bien produit dans les montagnes de Santa-Cruz, à environ 80 kilomètres au sud-est de San-Francisco. Le USGS lui a donné le nom de Loma-Prieta, un lieu-dit non loin duquel s'étaient déjà produits deux tremblements de terre, le premier de magnitude 5,1 le 27 juin 1988, le second de magnitude 5,2 le 8 août 1989.

Le communiqué de presse de l'USGS apporte quelques précisions inquiétantes. La faille de San-Andreas a rejoint, le 17 octobre, sur une longueur de 55 kilomètres. Et cette partie est bien la section sud du segment nord de la faille, qui avait joué, lors du séisme de 1906. Section qui n'avait coulé que de un mètre, alors que, près de la zone épiscopale, au nord-ouest de San-Francisco, le compartiment ouest de la Californie - qui fait partie de la plaque « Pacifique » - avait glissé de quatre à six mètres vers le nord-ouest, par rapport au compartiment est, qui appartenait à la plaque « Américaine ».

Mais, le 17 octobre, toute la section sud - celle qui est à la traîne, pourrait-on dire - n'a pas rattrapé son retard. Elle n'a rejoint que sur 55 kilomètres, alors qu'elle est lon-

gue d'une centaine de kilomètres. Il reste donc environ 50 kilomètres, situés au sud-est de San-Francisco, qui sont toujours en retard par rapport à la dérive générale.

Etant donné la progression, du sud-est vers le nord-ouest des épaulements récents le long de la faille, voisine de Calaveras, de 1949 à 1989, on peut craindre que cette partie de la faille de San-Andreas, proprement dite, qui a l'air de s'être réveillée depuis 1988, ne soit le siège d'une progression analogue. Or, vers le Nord-ouest, la faille de San-Andreas arrive dans la plaine de San-Francisco et, pour ce segment, l'USGS a annoncé, en août 1988, que, pour les trente années à venir, la probabilité d'un fort séisme était de l'ordre de 20 %. Tout comme à la même date la probabilité d'un violent tremblement de terre, toujours dans les trente années à venir, était de 30 % dans les montagnes de Santa-Cruz.

En outre, l'USGS a confirmé, par ses enregistrements sismologiques, ce qui est la suite logique d'un tremblement de terre de magnitude 6,9 : les répliques, c'est-à-dire les séismes un peu moins violents, manquant le réajustement progressif de la faille qui a joué lors du choc principal, se succèdent. On en a dénombré déjà plus de mille cinq cents depuis le 17 octobre.

YVONNE REBEYROL

Séismes en Chine du nord : 29 morts

Les trois tremblements de terre qui ont ébranlé le nord de la Chine dans la nuit du 18 au 19 octobre ont fait au moins 29 morts, 34 blessés et plus de 27 000 sans-abris. Les secousses se sont produites dans une région située entre les provinces de Shanxi et Hebei à l'ouest de Pékin. Leur magnitude

était de 5,7, 6,1, et 5,6. En outre, une réplique de magnitude de 5,1 a ébranlé cette même région le 19 octobre à 6 h 29 locale (23 h 29, le 18 octobre, heure de Paris). Les secousses ont été ressenties jusqu'à Pékin, à 200 kilomètres des épicentres. - (AFP.)

Michel Porro
LA TRAVIATA
Dans ce chef-d'œuvre, Verdi donne sa véritable dimension à l'un des plus beaux portraits de femmes de l'opéra. Analysez, acte par acte, ce livre que le compositeur dans le complot de l'opéra italien.
Aubier

SPORTS

AUTOMOBILISME : le grand prix de formule 1 du Japon

Prost-Senna : le combat des monstres sacrés

Quinzième et avant-dernière épreuve du championnat du monde de formule 1, le Grand Prix du Japon, disputé dimanche 22 octobre sur le circuit de Suzuka (à 400 kilomètres à l'ouest de Tokyo), doit être le théâtre d'un nouvel affrontement

entre les deux pilotes de l'écurie McLaren-Honda, le Français Alain Prost, en tête du classement, et le Brésilien Ayrton Senna, tenant du titre. La rivalité entre les deux hommes a pris un tour qui dépasse le cadre habituel de l'attribution du titre au meilleur

pilote de l'année. Des éléments passionnels, réglementaires, techniques, tactiques, économiques, interfèrent, qui donnent à la formidable animosité entre les deux champions la dimension d'un drame antique.

L'incorporation du Brésilien Ayrton Senna au sein de l'écurie McLaren, en 1988 constituait une menace pour le Français Alain Prost. Connu par deux titres mondiaux (1985 et 1986), consacré par le milieu de la formule 1 où il est surnommé le « professeur » et en passe de rejoindre, aux yeux du public, le mythe de Juan-Manuel Fangio dans la légende du sport automobile, le vieux lion avait accepté de partager son terrain de chasse avec un jeune loup débordant d'ambition.

Avait-il alors pécché par orgueil en pensant faire courber l'échine à son jeune rival, comme précédemment à René Arnoux, Eddie Cheever, Keke Rosberg, Stefan Johansson et même à un grand Niki Lauda ? Ou s'était-il simplement rendu aux arguments de son ami et directeur d'écurie, Ron Dennis, qui souhaitait mettre tous les atouts de son côté en disposant des deux meilleurs pilotes et du meilleur moteur avec Honda ?

Quelques courbes avaient suffi à Alain Prost pour vérifier que son coéquipier était redoutable. Défié dès les séances d'essais et de qualification par ce fonceur à risque, tout des circuits, le Français a vite perdu un peu de cette sérénité et de cette superbe qu'il s'était forgées au fil des ans.

Le terme de « collaboration intelligente » bien utilisé par les deux pilotes pour parler de leurs relations laisse bien entendre que les deux hommes n'avaient pas grand-chose à partager en dehors des *briefings* techniques. Alain Prost aime être entouré d'amis et s'efforce, dès qu'il le peut, d'oublier le stress des séances de qualification sur un parcours de golf. Ayrton Senna est un solitaire habité par les démons de la vitesse et de la mécanique qui le poussent à s'arrêter tard le soir dans les paddocks.

Cette ascension auprès des ingénieurs Honda, le Français la qualifiera de « foyotage ». Mais elle expliquera les relations privilégiées entretenues par le Brésilien avec ces autres travailleurs et chercheurs inlassables que sont les moteurs japonais. De là à penser qu'il pourrait ensuite bénéficier d'un traitement de faveur, il n'y avait qu'un pas qu'Alain Prost, sans doute de bonne foi, a bien vite franchi. Pour se rassurer, pour expliquer certaines performances exceptionnelles de son coéquipier.

Une étape décisive dans la dégradation des rapports entre les deux hommes a été franchie lors du Grand Prix du Portugal 1988. Ce jour-là, Prost a pu constater, au péril de sa vie, que son jeune rival était prêt à tout pour devenir, à son tour, le roi de cette jungle de la formule 1.

Après deux départs annulés qui avaient mis à vif les nerfs des pilotes, le Brésilien a pris des risques insensés, serrant à près de 280 km/h le Français contre le mur et en bêtisant que les stands pour le disputer de le doubler en abordant le deuxième tour. Les deux monoplaces rouges et blanc étaient presque venues au contact, la roue avant gauche de Prost intercalée entre les deux roues droites de Senna. Trois panneaux des écuries Larrousse et March avaient dû retirer précipitamment leurs instruments au bord du mur.

Malgré sa victoire, le Français n'avait pas décollé en retrouvant son équipier dans le moteur-homme : « Que t'as-tu pensé dans ta tête ? Es-tu devenu fou ? Si je frappe, il peut y avoir dix morts ». Le Brésilien avait présenté ses excuses, mais le respect professionnel, dernier vernis reliant les deux hommes, avait cédé la place à l'animosité. « S'il veut le titre à n'importe quel prix, qu'il le prenne ! », avait conclu Alain Prost.

L'incident d'Imola

Malgré l'hégémonie manifestée par les McLaren-Honda, qui avaient remporté quinze des seize grands prix en réussissant dix doubles, les deux pilotes étaient pourtant sortis grandis de leur duel. Venu dans l'écurie britannique avec l'intention avouée de se mesurer au « professeur », Ayrton Senna avait confirmé qu'il était bien le durade qu'on présentait. En puisant dans son orgueil de champion pour forcer sa nature, Alain Prost avait fait plus que

tamment leurs instruments au bord du mur. Depuis ce jour, Ayrton Senna refuse d'adresser la parole à son équipier. Il ne prononce même plus son nom et parle de « l'autre pilote ». Alain Prost le qualifie désormais de « pauvre type ». Tout autant que les progrès des autres équipes, comme Ferrari, la dégradation du climat au sein de l'écurie McLaren-Honda n'est sans doute pas étrangère au réajustage des forces constaté en fin de saison.

Tandis que le Brésilien alternait coups d'éclat (six victoires) et KO techniques (sept abandons), le Français réussissait encore à lui voler la vedette auprès des médias, relayant la polémique sur l'indigence des moteurs Honda et en entretenant un interminable feuilleton sur le choix de sa nouvelle écurie. Deux éléments de plus en plus étroitement liés dans son esprit pour justifier le net ascendant pris par Ayrton Senna sur la piste.

Message de Dieu

Face à ces attaques réduisant ses mérites dans les succès et confronté à une invraisemblable série d'abandons (sept en quatorze grands prix), le Brésilien est pourtant resté d'une étonnante sérénité : ses abandons exceptés, il n'a été battu qu'une fois cette saison, par Nigel Mansell en Hongrie.

Sans devenir pour autant un agneau, Ayrton le Lion explique son changement d'attitude par sa « rencontre » avec... Dieu. « Je n'ai jamais été un athée heureux qu'aujourd'hui », confiait-il à des journalistes brésiliens juste avant le Grand Prix du Portugal. « J'ai trouvé dans la parole de Dieu les réponses à mes doutes et une sagesse envahissante (...). Peu importe ce qui arrivera d'ici à la fin du championnat. Je gagnerai si Dieu le veut ». Ayrton Senna affirme même vouloir profiter à l'avenir de son influence d'idole sportive pour prêcher la bonne parole et devenir un « messageur de Dieu ».

Si les Japonais ne cachent pas la vocation publicitaire et commerciale de leur « message » en formule 1, leur culte du secret dans les domaines techniques les a longtemps embourbés pour répondre aux attaques d'Alain Prost. Depuis l'annonce de son départ, font-ils profiter en priorité Ayrton Senna des dernières évolutions (au moins cinq depuis le début de la saison) de leurs moteurs ? La programmation électronique du moteur du Brésilien était-elle plus poussée afin de lui permettre de répliquer aux progrès des Ferrari ? Tout cela expliquerait-il quelques casses inattendues, comme à Monza ? Impossible, bien sûr, d'obtenir des réponses à ces questions.

Après avoir répété que leurs deux pilotes étaient traités sur un « pied d'égalité », les responsables de Honda ont tout de même menacé (1), devant l'ampleur prise par la polémique et les préjudices commerciaux qu'elle entraîne, de rendre publics certains relevés idéométriques qui démontreraient que le Français utilise moins bien le formidable potentiel de son moteur. Il ne garderait « pas assez le pied sur l'accélérateur » et n'utiliserait « pas assez les hauts régimes ».

La publication d'un communiqué qu'il a dû co signer avec Ron Dennis et Yoshi Noguchi, *projet manager* de Honda Motor Company en formule 1 (*Le Monde* du 26 septembre) a mis un terme (définitif ?) à la polémique. Trop tard pour permettre à Alain Prost de finir dignement sa belle aventure de six ans avec McLaren. Trop tard aussi pour effacer l'image d'un champion devenu amer dans la défaite et devant l'irrésistible ascension d'un autre prodige de la formule 1.

GÉRARD ALBOUY

(1) *Auto-Held* du 27 septembre.

GRANDS PRIX	PROST		SENNA	
	Places	Points	Places	Points
BRÉSIL	2 ^e	6	ab	
SAINT-MARIN	2 ^e	6	1 ^{er}	9
MONACO	2 ^e	6	1 ^{er}	9
MEXIQUE	5 ^e	2	1 ^{er}	9
ÉTATS-UNIS	1 ^{er}	9	ab	
CANADA	ab		ab	
FRANCE	1 ^{er}	9	ab	
GRANDE-BRETAGNE	1 ^{er}	9	ab	
RFA	2 ^e	6	1 ^{er}	9
HONGRIE	4 ^e	3	2 ^e	6
BELGIQUE	2 ^e	6	1 ^{er}	9
ITALIE	1 ^{er}	9	ab	
PORTUGAL	2 ^e	6	ab	
ESPAGNE	3 ^e	4	1 ^{er}	9
TOTAUX		76 (81*)		60

(*) Seuls les onze meilleurs résultats sont retenus.

Leurs abandons. - PROST : Canada : suspension cassée (3^e tour). SENNA : Brésil : accrochage avec Berger (départ) ; États-Unis : problèmes électroniques (4^e tour) ; Canada : moteur (6^e tour) ; France : rupture différentiel (départ) ; Grande-Bretagne : boîte de vitesses (12^e tour) ; Italie : moteur (4^e tour) ; Portugal : accrochage avec Mansell (4^e tour).

CYCLISME

Tous les records pour Jeannie Longo

Après avoir amélioré, jeudi 19 octobre, à Paris, le record des 10 kilomètres en salle, Jeannie Longo est désormais détentrice des onze records du cyclisme, sur piste.

La foule était sortie à l'extérieur en raison de la manifestation organisée par les employés du ministère des finances autour du Palais national de Bercy. Il y avait néanmoins de nombreux spectateurs pour assister à la tentative de Jeannie Longo sur les 10 kilomètres, jeudi 19 octobre, dans le cadre de la deuxième soirée des Six Jours de Paris. Une soirée dont elle était manifestement la vedette.

Opération réussie. La championne du monde s'est attribuée l'occurrence d'un onzième record mondial - le sixième en un mois - battant de plus de 18 secondes le temps réalisé l'an dernier par la Finlandaise Teja Viikari-Niemi à Moscou : 12 min 54 s 260 (soit une moyenne de 46,496 kilomètres à l'heure) contre 13 min 12 s 534.

Partie rapidement, Jeannie Longo augmenta régulièrement son avantage, qui atteignait 100 mètres à la mi-course, et à son habitude elle termina très vite, ce qui laisse à penser qu'elle pourrait améliorer sa performance. Elle a d'ailleurs été très applaudie... sauf par les routiers professionnels, qui lui avaient abandonné momentanément la piste et qui ont, semble-t-il, boudé son exploit. Bien des coureurs de

bonne réputation, selon Raphaël Geminiani, seraient incapables d'égaliser cette performance.

La Grenobloise devait mettre un terme à sa carrière à la suite de son nouveau coup d'éclat (*Le Monde* du 30 septembre). Mais elle entend profiter de sa condition physique au maximum et elle a décidé de s'attaquer au record du monde de l'heure sur piste couverte, qu'elle détient avec 44,718 kilomètres. L'essai aura lieu à Moscou le 29 ou le 30 octobre.

VOILE : la Nouvelle-Zélande relance la bataille judiciaire pour la Coupe de l'America. - L'imbroglio juridique dans lequel s'était enlaidie la Coupe de l'America depuis que les Néo-Zélandais ont recouru à l'acte de donation (*dead of gift*) pour lancer en 1988 un défi au San-Diego Yacht Club, n'a pas été dénoué par la dernière décision de la Cour suprême de l'État de New-York (*Le Monde* du 19 septembre) rendant aux Américains le plus vieux trophée sportif du monde. Le Mercury Bay Boating Club du banquier Néo-Zélandais Michael Fay a en effet sollicité le 19 octobre l'autorisation de faire appel auprès de la division d'appel de la Cour suprême de l'État de New-York à Albany. En attendant d'éventuelles autres procédures. Cette situation crée les challenges déclarés de dix pays qui attendent de pouvoir réaliser pour la conquête de l'aigle d'argent.

CULTURE

THÉÂTRE

La magie de « Titus Andronicus »

Daniel Mesguich donne la plus belle présentation de l'une des premières pièces de Shakespeare

« Une espèce de guignol tellement puéril que beaucoup de critiques se refusent à y voir une œuvre de Shakespeare. Une suite de violences sans rime ni raison, qui ne s'explique que par le désir de faire dresser les cheveux sur la tête. Il faut être très jeune pour écrire ces choses-là. »

L'homme qui définit, par ces lignes, *Titus Andronicus*, a été un écrivain d'une grande culture, un esprit posé, avenant. Il s'appelait Louis Gillet, son livre sur Shakespeare date de 1931.

Son diagnostic sur *Titus Andronicus* ne fait que reprendre les propos, et le ton, de la quasi-totalité des critiques et historiens de Shakespeare, jusqu'à une date récente. Cette pièce était humaine.

Depuis une vingtaine d'années, des metteurs en scène de plusieurs pays s'efforcent de rendre justice à cette très belle pièce de Shakespeare (l'une de ses premières pièces, il avait tout de même trente ans quand il l'a écrite), mais la plus belle représentation, de loin, est celle que nous donne aujourd'hui Daniel Mesguich.

Qu'une exceptionnelle sauvagerie soit présente dans *Titus Andronicus*, ce n'est pas niable, Shakespeare en cela suit le goût du temps. Titus Andronicus, général, rentre à Rome, une fois de plus vainqueur. Il vient de battre les Goths. Il ramène, prisonniers, la reine des Goths, ses fils, et son amant noir Aaron.

Le premier geste de Titus est de faire allumer un brasier, et de jeter dedans le corps du fils aîné de la reine captive, découpé en morceaux. (Pour dire « découper », Shakespeare emploie deux verbes un peu équivoques, l'un signifie « égarer », comme pour les chevaux, et l'autre « égarer », comme pour les arbres. Cela pour dire que l'auteur mêle à ses horreurs une pincée de cynisme et d'humour.)

Ce meurtre du fils de Tamora, la reine prisonnière, va provoquer une

vengeance. Les autres fils de Tamora s'emparent de deux fils de Titus. Ils envoient Aaron dire à Titus que, s'il veut bien se couper la main, et la lui remettre, ses deux fils lui seront rendus. Titus se fait trancher la main (gauche, il ne perd pas le nord) par Aaron, qui lui renvoie en échange, non pas ses fils, mais leurs deux têtes, dans un torchon. Et aussi la main coupée, qui ne peut plus servir.

A ce moment Shakespeare y va un peu fort. Il s'agit de quitter le terrain : Titus prend la tête d'un de ses fils de sa main droite restante, demande à son frère Marcus de se charger de l'autre tête. Reste la main gauche, tranchée. Titus demande à sa fille, Lavinia, de la porter, mais les fils de Tamora ont déjà, par représailles, tranché les deux mains et la langue de Lavinia. S'ils lui ont coupé la langue, ils lui ont laissé les dents et les lèvres : Lavinia saisit la main de son père dans ses dents, comme un chien, et le cortège des trois porteurs s'ébranle, en file indienne. Tableau ! Le public brisait presque les gradins, d'enthousiasme ! Cela durait plus d'un siècle ! Plus tard, les érudits ont fait la fine bouche.

Toutes les composantes de la scène

Très étrangement ils ne vivent pas, les érudits, que Shakespeare maniait ses « horreurs » avec une distance souveraine. Qu'il misait sans cesse sur le rire de l'auditoire et aussi sur les rires mêmes de Titus Andronicus et d'autres protagonistes. Ils n'ont pas vu que Shakespeare, par l'entremise d'une tragi-comédie qui n'est pas autre chose que du « théâtre masqué », abordait en sous-main nombre des préoccupations, des soucis, des rêves, qui irriguaient les œuvres majeures, de *Hamlet* à *Macbeth*, de *Lear* à *Le Tempête*, et les autres.

Ils ne vivent pas que Titus Andronicus était aussi une œuvre

au second degré, un peu comme un patchwork de réactions personnelles, d'échos intimes, à tout un monde de lectures, surtout latines et grecques. Ils n'entendent pas non plus que Shakespeare alignait, par moments, des vers d'une saisissante beauté, et notons tout de suite que Daniel Mesguich, traduisant lui-même ces vers, a fait des merveilles.

Mettant en scène *Titus Andronicus*, Mesguich a procédé par une suite de courts regards, de courtes remarques, de touches. Il s'agit moins d'une « reproduction jouée » de l'œuvre que d'une érudite affectueuse, ou d'un parcours amoureux du corps de l'œuvre. Mesguich et le décorateur Louis Bercut domiciliaient cette exploration dans un refuge fabuleux, totalement inventé pour la circonstance, qui rappelle peut-être la serre des jardiniers, les tours des observatoires, la bibliothèque d'un homme comme Montaigne, les blocs opératoires, les gradins des vacances, les autres des ruines de l'Égypte, c'est en tout cas très beau, les lumières y jouent une danse de jours et de nuits torrides ou glacées, la pièce de Shakespeare respire là-dedans à pleins poulmons.

Le mot « poésie » est suspect, entaché, mais il n'est pas remplaçable : Daniel Mesguich est un très grand poète du théâtre. Il a le génie de faire sourdre les « névralgies de conscience » les plus aiguës, en emportant d'un seul vol subtil, toutes les composantes de la scène. Il faut avoir vu cette magie. C'est unique.

Parfaite entente de tous les comédiens, entre autres Catherine Rougelin (Lavinia), Andréa Schieffer (Tamora), Christian Blanc (Titus), Michel Baumann (son frère Marcus), Serge Maggiani (l'empereur de Rome), Emile Abossolo M'Bo (Aaron)...

MICHEL COURNOT

► Théâtre de l'Athénée-Louis Jouvet. Tél. : 47-42-67-27.

Toute la vérité sur l'opérette

Jorge Lavelli monte « Opérette », de Witold Gombrowicz l'un de ses auteurs préférés

Les musiciens entrent en file indienne, devant un rideau rose bonbon et, à l'orchestre, s'installent les pères des metteurs en scène de boulevard ou d'opérette. Les acteurs évoluent dans des décors moitié *Rose-Marie*, de Friml, moitié salons du Second Empire. Ils ressemblent assez à ceux de l'ancien Châtelet. En neuf, bien sûr.

Lavelli ennoblit dans ces deux heures et demie de théâtre en musique les pères des metteurs en scène de boulevard ou d'opérette. Les acteurs évoluent dans des décors moitié *Rose-Marie*, de Friml, moitié salons du Second Empire. Ils ressemblent assez à ceux de l'ancien Châtelet. En neuf, bien sûr.

Lavelli demande l'impossible à ses acteurs. Jouer et chanter, voilà qui n'est pas dans les habitudes des acteurs français. Est-ce la raison pour laquelle certains s'en tirent mieux que d'autres, que Bernard Alane (Agénor), tout droit sorti d'une « berlusconade historici-sante », est plus vrai que nature en séducteur évaporé, qui quémande

BRUNETTE ENGLAND



Les acteurs entrent en fanfare, font les présentations en chantant, plutôt mal, lèvent la jambe pour une danse joyeusement grinçante, tout à la fois parodie de music-hall et de french-cancan, sortent, entrent de plus en plus vite, aspirés dans une roue à billes, soutenus par les fameux citations musicales de Zygmunt Krauze, qui s'est ingénié à inventer des valses, duos, airs, mille fois entendus dans les kiosques à musique des villes d'eau et qui pourtant sonnent comme du neuf. Quelle drôle de bonne mauvaise musique !

Lancé de façon si abruptement grinçante, la mise en scène de Lavelli colle à une pièce, la dernière de Gombrowicz, dont l'humour décalé détonne des rires étouffés et des mauvais senti-

ments. Lavelli ennoblit dans ces deux heures et demie de théâtre en musique les pères des metteurs en scène de boulevard ou d'opérette. Les acteurs évoluent dans des décors moitié *Rose-Marie*, de Friml, moitié salons du Second Empire. Ils ressemblent assez à ceux de l'ancien Châtelet. En neuf, bien sûr.

sa piqure salvatrice comme autrefois les dames leurs seules, que Philippe Fretun (Firolet), fraîchement débarqué de chez Hergé, est hargneux comme un coq de combat, que Rudy Laurent (le professeur) capte parfois à lui seul l'attention au point d'écarter Jean-Claude Jay (maître Fior), visiblement paralysé à l'idée de devoir pousser la chansonnette (dans le second acte, il prend sa revanche), et surtout Murielle Luch (Albertine), trop petite fille pour qu'on ait envie de la séduire, trop saine, blanche et musclée lorsqu'elle aussi se met à nu ?

ALAIN LOMPECH

► Théâtre de la Colline, du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche dimanche à 15 h 30. Tél. 43-66-43-60.

MUSIQUES

Un rocker mélancolique

Chris Isaak, de petite salle en petite salle...

« L'autre soir, je n'arrivais pas à dormir et je me suis mis à penser que je finirais comme Gene Vincent. Que, comme lui, je serais toujours au mauvais endroit, au mauvais moment. » C'est vrai que le créateur de *Be Bop a Lula* restera comme l'un des grands perdants de la légende du rock. Chris Isaak a l'air fasciné par l'idée de prendre sa suite. Et il a quelques raisons de s'inquiéter.

Il est beau comme un Elvis à visage humain. Il a une de ces voix qui transcendent les limites du genre. On a le droit de penser à Roy Orbison en l'entendant, même s'il refuse l'appareillement par modestie.

En sept ans, il a sorti trois albums sur un grand label WEA (le dernier en date est intitulé *Heart Shaped World*, « un monde en forme de cœur »). Ces trois disques ont prouvé à qui voulait les entendre qu'Isaak savait écrire, vivait dans un monde à lui, nocturne, d'une tristesse peu euphorisante à force d'intensité.

Alors, qu'est-ce qui lui manque ? « Un hit », dit Eric Jacobson, son manager. « C'est parce que, quand j'étais petit, j'étais quelque chose de très mal et que maintenant Dieu me punit », ajoute Chris Isaak. Et l'on n'est pas sûr qu'il plaisante vraiment. Il y a deux ans *Blue Hotel*, l'un des titres de son avant-dernier album, est beaucoup passé à la radio, mais le dédicé ne s'est pas produit, et Isaak, qui en serait sans doute capable, refuse d'écrire un succès sur commande.

Quelle que soit son envie d'accéder au panthéon du rock'n'roll, il n'arrive pas à se conformer aux usages. Parce qu'il aime ça, il joue

doize concerts par mois au lieu de six, ce qui l'oblige à se produire dans de petites salles, la loi de l'offre et de la demande étant la même pour tout le monde. Quand il donne une interview, il la commence par une chanson, *Blue Moon* en l'occurrence. Pour qui vient de voir *Mystery Train*, le sentiment est étrange : on se retrouve dans la peau de Nicoletta Braschi croyant voir apparaître le fantôme de King.

Il ne s'est rien passé entre 1956 et 1989

Quelques jours plus tard, à Lyon, Chris Isaak est morose. La climatisation du bus qui promène les musiciens sur les routes d'Europe a eu presque raison de son larynx. Les nouvelles de San Francisco, sa ville natale, ne lui remontent pas le moral.

Et puis, il monte sur scène. Il ne s'agit pas simplement de faire la la « balance ». Chris Isaak et son groupe (James Wilsey à la guitare, Rolfe Selley à la basse et Kenny Dale Johnson à la batterie) répètent pour de vrai avant chaque concert. Ils sont là pour faire de la musique.

Le soir venu, devant un public lyonnais qui fait honneur à la réputation de réserve et de dignité de la ville, Chris Isaak, en costume paillard, évoque les esprits du rock'n'roll. Il ne donne pas l'impression de remonter le temps, il est trop jeune et trop vivant. Il fait simplement savoir qu'il ne s'est rien passé entre 1956 et 1989.

Derrière lui, les musiciens sont en uniforme : costumes gris moiré,

chemise blanche et cravate noire. James Wilsey fait vibrer sa Fender comme si le spectre de Scotty Moore l'habitait. Entre les chansons, Chris Isaak plaisante logiquement comme pour se débarrasser de la mélancolie qui habite sa musique. A la fin de la tournée, il rentrera en studio et finira peut-être par écrire ce fameux « hit ».

En attendant, nous l'avons sous la main. Profitons-en.

THOMAS SOTINEL

► Le 21 à Bordeaux, Grand Parc ; le 22 à Rennes, Ubu ; le 23 à Paris, à La Cigale.

EN BREF

□ « Fureur de lire ». — Les comédiens-français liront des textes dont les auteurs vont de Virgile à Colette en passant par la Bible, le samedi 21 octobre, de 15 heures à 17 heures, dans l'enceinte du Palais-Royal. En cas de pluie, les lectures auront lieu sous les arcades.

□ Danièle Salles, en Français. — Danièle Salles, l'auteur de *Conversations conjuguales* et des *Portes de Gubbio*, a été choisie pour remplacer Pierre Marabru, démissionnaire, au comité de lecture de la Comédie-Française.

□ Record mondial pour un Poliakoff. — Une composition de Serge Poliakoff vient d'être adjugée 3,6 millions de francs, à Paris : un record mondial pour cet artiste. Exécutée en 1966, cette œuvre aux grandes masses de bleu et de blanc cassé a été acquise par un Suédois.

Festival de Jazz de Paris

10^e Anniversaire
24 OCTOBRE, 5 NOVEMBRE 1989

Lauditorium Théâtre Musical de Paris

Tél. (1) 42.36.13.90
Finale le 21 octobre à 18 h
du Concours International
de Piano Jazz Martial Solal.

Théâtre Le Rex

le 24 octobre. Tél. (1) 42.45.11.22
Aydin Esen/
Francis Bourrec Quartet
The Wynton
Marsalis Jazz Band

La Cigale

du 26 au 31 octobre
Tél. (1) 42.45.11.22
Dino Saluzzi, John Surman/
Shankar Group
avec Zakir Hussain/
Tamia et Pierre Favre/
Jan Garbarek,
Nana Vasconcelos,
Rainer Brüninghaus,
Eberhard Weber et
Manu Katché/1^{er} Prix
du Concours Martial Solal/
Geri Allen, Charlie Haden,
Paul Motian/Conversation
avec Elizabeth Kontomanou/
Christian Vander "Offering"

Théâtre des Champs-Élysées

le 28 octobre. Tél. (1) 47.20.36.37
Keith Jarrett,
Gary Peacock,
Jack DeJohnette

Radio France

Tél. (1) 42.30.15.16
Le Trio à Boum/
Le Quintet Fifth Avenue
de Vancouver/
Escoudé Strings Plus/
New Swing String System
de Didier Levallet.

Zenith

Tél. (1) 42.45.11.22
3 novembre
MILES DAVIS
4 novembre
TAKE SIX
Ray CHARLES
&
Dec Dee Brigdewater &
special guest
et aussi des expositions, des vidéos,
des rencontres, etc.

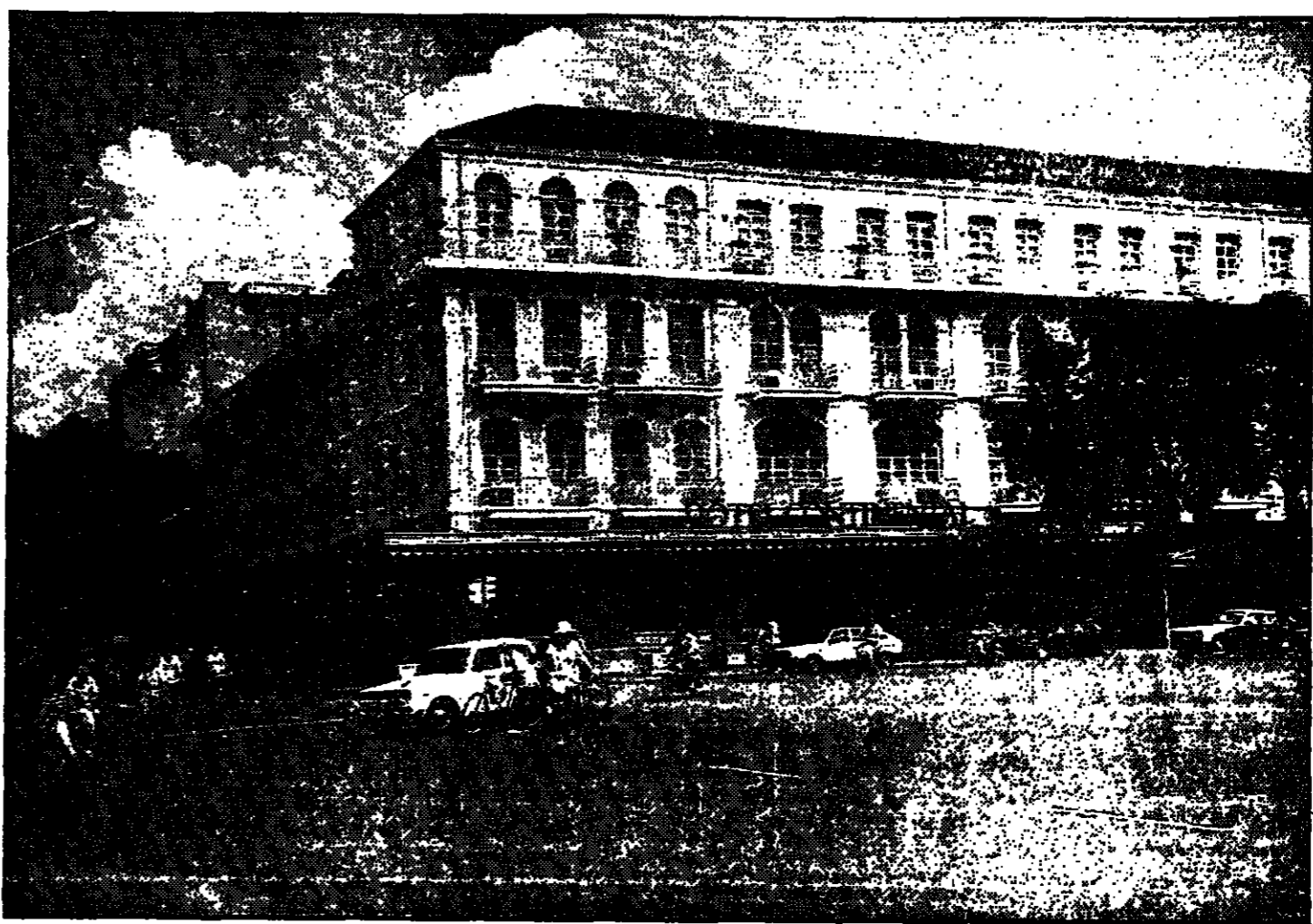
Envoyez le programme sur demande. Tél. (1) 40.56.07.77

هكذا من الأصل

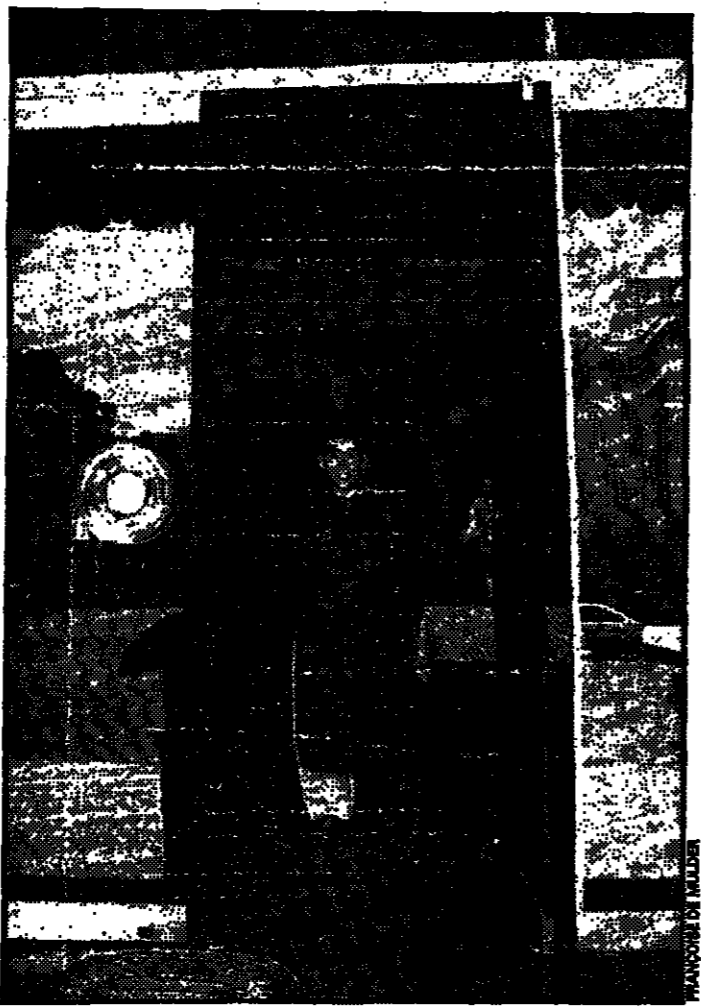
SANS VISA

Du temps de Lucien Bodard, on y prenait l'apéritif sur la terrasse, à même le trottoir. L'hôtel Continental entame aujourd'hui une nouvelle carrière mais veut se souvenir de ses anciens clients.

Le Continental de Saïgon rouvre à Ho-Chi-Minh - Ville



FRANCISCHINI



L'appel d'un oncle surveillant général au lycée Chasseloup-Laubat de Saïgon fera du Continental le centre de la vie sociale saïgonnaise. Les dames de la société coloniale s'habillaient alors en robe longue pour y venir prendre le thé le jeudi et dimanche après-midi. Le samedi, on y dansait sur un plancher monté à l'extérieur, face au théâtre municipal.

La deuxième vie du Palace, grand ouvert sur une rue qui porte encore le nom d'un maréchal de Louis XIV, s'assimile à la première guerre d'Indochine, la française. « L'apéritif se prend obligatoirement sur la terrasse du Continental, à même le trottoir », raconte Lucien Bodard dans l'Humiliation, en poursuivant : « Toute l'Indochine étrange et bigarrée de cette époque, généralement séparée en des milieux distincts, y est confondue. Il y a là le monde militaire de la serviette d'état-major ; il y a tous les mondes de la plume ; il y a toutes les « moustaches » et aussi messieurs les fonctionnaires. Chaque jour de la guerre se déroule là, avec ses secrets, ses turlututes, ses spéculations, ses plans d'opérations, avec ses histoires extraordinaires, ses contes héroïques et ses sordides propos d'avancement et de décorations. »

Vietnam un film sur la bataille de Dien-Bien-Phu, y fait des apparitions. Les bureaux du New York Times et du Washington Post sont dans un immeuble de l'autre côté de la rue Catinat. L'Agence France-Presse se trouve à deux pas. « Radio-Catinat », le moulin à rumeurs de la guerre, siège chez « Givral », un café qui fait face au Continental et où toutes les stratégies se confrontent, en fin d'après-midi, à l'heure de la bière « 33 ».

Comme son père autrefois, Philippe Franchini se retire quand une autre page se tourne pour vivre autre chose ailleurs, en l'occurrence une vie fort active de romancier, historien et scénariste, quand il ne fait pas un dessin pour le Monde ou une chronique pour l'Express. Il rassemble notamment ses souvenirs dans un livre très émouvant, Continental Saïgon.

Confisqué en 1975, l'hôtel se mourait lentement, jusqu'à en fermer ses portes. Argentier et vaisselle se revendait dans les arrière-boutiques de Ho-Chi-Minh-Ville. Il faudra attendre, en 1985-1986, l'ouverture du Vietnam — aux hommes d'affaires, aux Vietnamiens d'outre-mer, aux touristes, aux journalistes — pour que l'Etat songe à donner sa quatrième chance au vieux hôtel, au cœur de la capitale économique du Vietnam.

Coincidence symbolique : si les travaux ont duré deux ans, l'inauguration officielle de l'hôtel a eu lieu le 27 septembre, lendemain même du retrait officiel des troupes vietnamiennes du Cambodge. Pour 17 millions de francs, la bâtisse a été réaménagée avec l'aide de techniciens et d'ingénieurs français.

La ronde des deux-roues

La climatisation centrale et les ascenseurs sont neufs. La cage d'escalier a été déplacée. L'ancien restaurant des journalistes, « la Dolce Vita », a été transformé en galerie marchande. La hall a été agrandi, le mobilier, pour l'essentiel, renouvelé. Les chambres ont perdu en lumière ce qu'elles ont gagné en boiseries cossues.

La circulation n'est pas si dense à Saïgon de nos jours, sauf les soirs où les deux-roues se lancent dans des rondes infernales. L'ex-rue Catinat est cependant en sens unique et interdite aux cyclo-pouses. On la descend pour aller du « plateau », où est plantée la grande cathédrale aux briques délavées, au quai sur la rivière de Saïgon, là même où avait mouillé le Catinat, navire amiral de la flotte française qui avait remonté la rivière au siècle dernier. C'est là que doit s'ancrer bientôt un hôtel — deux cents chambres, tennis et piscine — construit à Singapour

et qui, sur le reef australien, a fait faillite en quelques mois avant d'être racheté à bas prix par les Vietnamiens.

En cachant sa terrasse derrière de larges baies vitrées, en y coulant un air frais artificiel, le Continental s'est comme coupé de son environnement. Dans un décor plus pompeux, qui tranche sur l'intimité qui s'en dégageait autrefois, il s'est replié sur lui-même, comme s'il souhaitait non tourner le dos à la rue, mais lui en imposer au lieu d'être, ce qui fut le cas, ouvert à tous vents.

Cette première impression, cependant, risque de s'évanouir avec le temps. L'humidité fait rapidement son œuvre. Le Continental ne pourra pas longtemps se couper de Saïgon, qui sait si bien tout digérer et faire renaître à sa manière.

Période d'essai

Mme Nguyen Thi Thu, la directrice francophone et épouse d'un membre du comité central du PC vietnamien, ne s'y trompe pas. Elle compte notamment sur une clientèle de journalistes, et c'est pourquoi la bâtisse elle-même n'a pas été touchée. Palace le plus moderne du Vietnam, le Continental n'en est qu'à sa période d'essai. Et les nouvelles moutures, ici, se confondent vite avec des formules sans doute usagées mais qui ont fait leurs preuves.

JEAN-CLAUDE POMONTI

La façade a été repeinte en blanc et ivoire. Une piscine sera aménagée au-dessus du petit bâtiment qui donne sur le jardin intérieur et qui doit bientôt abriter salon de massage et sauna. La climatisation a envahi le rez-de-chaussée, y compris la terrasse. Bref, après une douzaine d'années de pénitence, le Continental a fait peau neuve et rouvert ses portes. L'hôtel, l'un des plus célèbres d'Asie, entame ainsi sa quatrième existence.

Saïgon est devenue Ho-Chi-Minh-Ville en 1975. Déjà réhabilitée, après le départ des Français, rue Tu-Do (rue de la Liberté), la rue Catinat s'appelle depuis quatorze ans rue Dong-Khoi (rue de l'Insurrection Générale). Mais le Continental, la plus célèbre bâtisse de type colonial sur cette artère centrale de Saïgon, demeure le Continental, même quand on le met au goût du jour et qu'il semble ainsi lavé, nettoyé, blanchi de ses nombreux passés. Tout net, avec une petite allure de pâtisserie, privé pour un temps de ses

odeurs et de ses secrets, comme enrobé de nappaline.

Dès 1922, de passage à Saïgon, François de Tressan découvre « la Canebière de l'endroit », la rue Catinat, et « le Continental Palace, où se retrouvent les flâneurs aux heures de repos ».

« L'heure verte à la terrasse »

André Malraux, dans ses Antimémoires, évoque « l'ennui de la Cochinchine, les casques coloniaux, l'heure verte à la terrasse du Continental quand le bief soir tombait sur les caroubiers, sur les victorias qui se croisaient rue Catinat dans le bruit de leurs grelots, et l'extinction des feux dans les casernes de tirailleurs sénégalais ».

Cette époque coloniale, celle des années 30, fut la première d'un hôtel en faillite au lendemain de la dépression et que Mathieu Franchini racheta alors pour une bouchée de pain. Ce Corse vint tenter sa chance à

Graham Greene y rédige, sur la fin de cette première guerre, son fameux roman Un Américain bien tranquille. Le corps expéditionnaire décroche et Mathieu Franchini en fait autant pour regagner la métropole, où il s'installe en 1965.

La page est tournée, et le Continental serait peut-être devenu un hôtel comme les autres si Philippe Franchini, le fils de Mathieu, revenu au Vietnam pour liquider les affaires de son père, n'avait pas décidé de rester quelque temps sur place. Avec cet Eurasien si éclectique, historien de formation, qui vit alors un pinceau dans une main et une caméra dans l'autre, le Continental trouve une âme. Il est le rendez-vous des journalistes de la deuxième guerre d'Indochine, l'américaine.

Les grands hebdomadaires américains s'y installent, Times au premier étage et Newsweek au second. Jean Lartéguy, l'auteur du Mal jaune, y revient presque chaque année. James Jones, l'auteur de Tant qu'il y aura des hommes, erre dans le jardin. Pierre Schoendoerffer, qui tournera l'hiver prochain au

EXPLORATOR

EXPEDITIONS

Du Sahara au Groenland, de l'Ethiopie au Guatemala, du Yémen à la Terre de Feu, du Pamir au Botswana, de la Mauritanie au Ladakh...

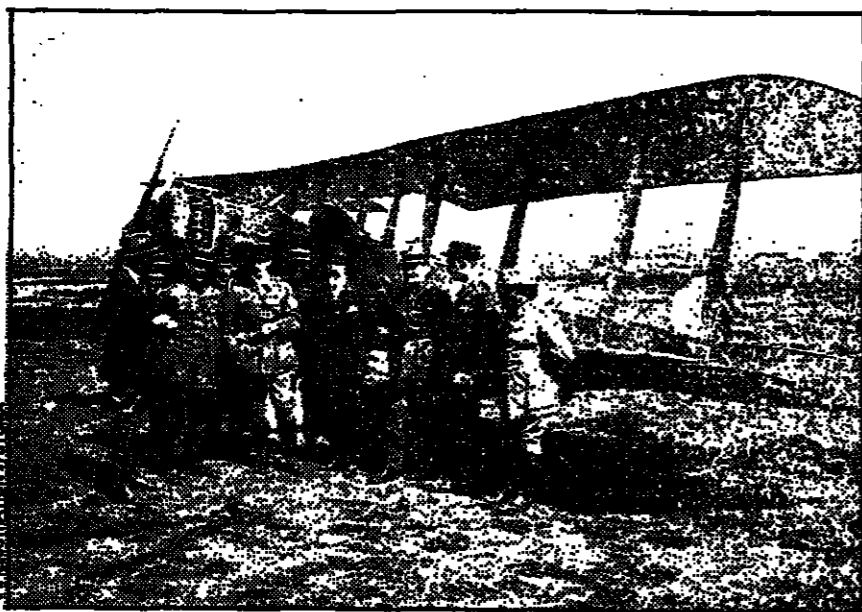
PLUS DE 100 ITINÉRAIRES INÉDITS

Brochure gratuite sur simple demande.

EXPLOADIR 10, PLACE DE LA MADELEINE 75008 PARIS - TEL. (1) 42.66.66.24

SANS VISA

ESCALES



Latécoère et son Breguet-14.

Avec l'Aéropostale

Tapis Rouge Aventure (6, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94) s'envole en DC-3 sur les traces de l'Aéropostale. Georges Latécoère ouvrit la première « ligne » le 1^{er} septembre 1919, de Toulouse à Rabat; Didier Daurat et Pierre Beaudé étaient aux commandes d'un Breguet-14. Les pilotes suivants eurent pour nom Saint-Exupéry, Mermoz, Guillaumet. En février et mars 1990, de Toulouse à Saint-Louis du Sénégal, vingt-deux participants revivront ce qui fut bien alors une épopée.

Un vol à basse altitude mettra le mer, les montagnes et les déserts comme à portée de la main. Escales à Mélega, Essauria (ex-

Mogador), Tarfaya (ex-cas Juby), Dakhla (ex-Villa Cisneros), Nouadhibou (ex-Port-Étienne), Chinguetti et Nouakchott. C'est l'itinéraire de l'Aéropostale avec une exception: Chinguetti. « Nous n'avons pu résister au plaisir de vous faire survoler ce grand paysage saharien, l'Adrar mauritanien, et de vous faire découvrir Chinguetti, ville sacrée en plein milieu du désert dont les ruelles et les maisons sont constamment submergées par les sables », explique le voyageur. Nuit au Grand Balcon à Toulouse, à l'Hôtel de la Poste à Saint-Louis où descendent les pilotes, leur mission accomplie.

Par personne, 26 900 F l'aller, 24 900 F le retour. Chacun de ces prix comprend le transport aérien en DC-3 et un aller ou un

retour Paris-Dakar sur Air Afrique (en classe économique), l'hébergement, la pension complète, les transferts et excursions.

Rappelons le circuit: le Petit Prince dans le désert du Ténéré, qui allie théâtre et désert, du 10 au 17 novembre (19 800 F).

Coups de feu dans la Creuse

Chasse « devant soi » au petit gibier dans la Creuse: faisans, perdrix, lapins, pigeons, bécasses, lièvres et canards. La propriétaire guide personnellement le chasseur sur son domaine. Le forfait de deux jours, proposé par la Maison du Limousin (18, bd Haussmann, 75009 Paris, tél. : 47-70-32-53), comprend un lâcher de dix pièces par fusil durant la première jour-

née, de cinq pièces le lendemain. Le tableau est partagé. Prix par personne: 2 185 F, avec forfait chasse et en pension complète (dîner à la table d'hôte). Jusqu'au début de janvier 1990. Il faut avoir un permis de chasse valide pour la Creuse.

Plus pacifique, la route de Ventadour, en Corrèze, va de Tulle à Argentat-sur-Dordogne, s'arrêtant aux châteaux des troubadours, visitant le vieux quartier de l'Enclon, à Tulle, l'ancienne ville murée de la vicomté de Ventadour, Treignac-sur-Vézère et La Roche-Canillac. Par personne en demi-pension: 800 F pour trois jours.

Un autre circuit, très pittoresque, en voiture toujours, est à composer soi-même, sur les conseils de la Maison du Limousin: la route Richard-Cœur-de-Lion permet de voir les plus beaux châteaux de la région: fortresse de Chalus, dans l'assaut de laquelle le héros fut mortellement blessé, châteaux de Rochechouart, de Montbrun, de Coussac-Bonneval et collégiales de Saint-Junien et du Moutier.

Lyrique à l'Est

Tout bouge à l'Est. Au pays de la perestroïka d'où tout est parti, comme à Budapest ou à Berlin. C'est le moment d'aller prendre le pouls du climat nouveau qui s'installe et de partager la vie musicale de quelques capitales. Avec idées voyages (9, rue de Maubeuge, 75009 Paris, tél. : 42-85-44-04) aucune soirée ne sera perdue.

Musique au nouvel an — c'est le nom de leur der-



nier catalogue — c'est, à Budapest, Tristan et Yseult de Wagner et Un bal masqué de Verdi avant Roméo et Juliette de Gounod. C'est aussi un concert de Noël à l'Académie de musique et un spectacle folklorique. Du 25 décembre au 1^{er} janvier, 7 700 F par personne pour les vols, l'hébergement en pension complète, les visites et les spectacles.

A Berlin, on verra, au Staatsoper notamment, tout l'éventail lyrique: du Prince Igor de Borodine à la Chauve-Souris de Johan Strauss en écoutant aussi la Flûte enchantée de Mozart, la Bohème de Puccini et Lohengrin de Wagner. Sans oublier un concert de l'Orchestre philharmonique de Berlin dirigé par Seiji Ozawa. Du 26 décembre au 1^{er} janvier, 8 900 F dans les mêmes conditions.

Les mélomanes purs et durs pourront se rendre à Londres et faire le tour des

hauts lieux musicaux: Covent Garden donnera alors Cendrillon de Prokofiev et le Freischütz de Weber, et l'English National Opera, l'Amour des Trois Oranges du même Prokofiev. Comédie musicale (Anything Goes) au Théâtre Prince Edward et soirée du 31 décembre au château de Hatfield, qui fut résidence d'Elisabeth I^{re} avant son accession au trône. Du 27 décembre au 1^{er} janvier, 8 500 F.

Les week-ends de Hambourg

Hambourg l'industrielle déploie sur les rives de l'Elbe majestueuse une forêt de flèches et de clochers. La riche cité hanséatique, qui compte, paraît-il, 2 400 ponts (plus que Venise ou Amsterdam), célèbre en ce moment huit cents ans d'histoire.

Pour goûter Hambourg comme elle le mérite, le Marriott, un hôtel quatre étoiles de luxe joliment situé au bord du lac Alster, au centre de la ville, propose deux forfaits, dont un économique. Le forfait « week-end port de Hambourg », les vendredi, samedi et dimanche jusqu'au 31 mars, comprend, pour un prix de 445 F environ à 586 F environ par personne, une nuit en chambre de luxe, un petit déjeuner et un dîner de fruits de mer et de poisson. La nuit supplémentaire: 620 F. La formule week-end, en novembre et décembre prochains, coûte 288 F environ par personne (chambre double et petit déjeuner). Réservation auprès de l'agent général Marriott France: Loisir SA, tél. : 42-96-20-81 ou en utilisant le numéro vert: (19) 05-90-83-33.

PARIS / NEW YORK À PARTIR DE 2395 F A/R

DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.

LOS ANGELES.....A/S 1895 A/R 3590	BUENOS AIRES.....A/S 3695 A/R 6095
SAN FRANCISCO.....A/S 1895 A/R 3590	CARACAS.....A/S 2895 A/R 4595
MIAMI.....A/S 1695 A/R 3190	SANTIAGO.....A/S 3795 A/R 6095
MONTREAL.....A/S 1000 A/R 1890	SEYCHELLES.....A/R 4995
RIO DE JANEIRO.....A/S 3195 A/R 4995	SYDNEY.....A/S 4510 A/R 7995
MEXICO.....A/S 2590 A/R 4695	ANTILLES.....A/S 1490 A/R 2695

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉ DE PLACES EN CLASSE ET CLASSE AVIS. RÉSERVATIONS HÔTELLIÈRES ET LOCATIONS DE VOITURES, CHARTERS ET SÉJOURS À LA CARTE. POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET DE PAIER VOTRE VOYAGE AU DÉPART AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

ACCESS VOYAGES

PARIS: MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES HALLES.
4, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. TÉL. (1) 4013 02 02.
LYON: TOUR CRÉDIT LYONNAIS. LA PART-DIEU. TÉL. 78 63 67 77

COSTA DO ESTORIL

Portugal

SPECIAL PRIX-HIVER 89/90

à partir de **2.320*** départ Paris

* Prix par personne comprenant l'avion (aller/retour) + Hôtel*** sur la base de chambre double et petit déjeuner pour un week-end

Consultez votre Agence de Voyages

100 AIR PORTUGAL

Paris: Tél. 42.06.16 02
Lyon: Tél. 78 37 03 07
Nice: Tél. 93 14 34 30
Toulouse: Tél. 61 23 41 00

Pour toutes les informations sur Lisbonne, contactez le **CENTRO DE TURISMO DE PORTUGAL**

RM FRANCE
Tél. (1) 47 42 56 57
Minitel 3014 Code AAZ

FUGUEZ... VITALITÉ!

à partir de **340 F** par jour

Les « Fugues Lucien Barrière »

DEAUVILLE

HOTEL NORMANDY
HOTEL ROYAL
HOTEL DU GOLF

N° VERT 05-04-00-50
APPEL GRATUIT - RÉSERVATIONS

LUCIEN BARRIÈRE

KENYA

avec Transsafari

18 PROGRAMMES DE 9 À 16 JOURS
POUR TOUTS LES GOUTS ET TOUTS LES BUDGETS AU KENYA ET EN TANZANIE

À PARTIR DE **7600F**
JUSQU'À **23 600F**

DE PARIS À PARIS

13, RUE AUBER, 75009 PARIS - TÉL.: (1) 47.42.15.15

UET

IFAW Un voyage au Canada sur la banquise

L'aventure de votre vie.
En hélicoptère, allez admirer et photographier les majestueux phoques et leurs bébés. Un souvenir inoubliable. Une semaine Paris-Paris tout inclus. Pour tous renseignements complémentaires, écrivez ou téléphonez à

Chantal DERTY
2 bis, rue des Déportés
57070 METZ (France)
Tél. 87-65-30-23

Romantique ballade en train et concert classique.
Magnifique fabuleux site de neige et soleil.
Pratique à 35 m du TGV et de l'autoroute.

RÉSERVATIONS
La Chasse Tour
74220 La Chaux
Tél. 50.02.48.78

la Clusaz
HIVER - ÉTÉ
HAUTE-SAVOIE - FRANCE

(Publicité)

En Méditerranée

CROISIÈRE SUR LES PAS DE SAINT-PAUL

17 novembre - 1^{er} décembre 1989
Paquebot « Azur-Chandris »
Excellent confort
Restauration à la carte

Un itinéraire exceptionnel
Nice, Palermo, Heraklion, Jérusalem, Batoum, Mazarin, Tibérie, Cochinchine, Damas, Antalya, Patmos, Ephèse, Athènes, Corinthe, Rome, Nice.

Conférenciers
P. Henri, D. Saffroy, o.p., etc. mch. au CNRS.
P. Jean-Luc Vercos, o.p., etc. Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem.

Animation par petit groupe, excursions, colloques, projections, soirées spectacles, concerts musicaux classiques.

Forfait croisière, par personne
À partir de 8 500 F (cabine à 2)
Possibilité de cabine individuelle (+ excursions facultatives)

Programme sans frais

terre entière
15, rue du Cardinal Lemoine
75005 PARIS Tél. (1) 43.29.57.40
20, Grande Rue Nazareth
33000 TOULOUSE Tél. 61.53.99.20

derba menzel

Le DJERBA/MENZEL, c'est quatorze maisons djerbiennes sur un cap, ayant huit cents mètres de front de mer et une forêt de palmiers.

C'est aussi le calme, la mer, les criques, une piscine chauffée, une cuisine franco-tunisienne raffinée et un service de grande qualité.

Adresse: B.P. 63 - 4116 MIDOUN - DJERBA - TUNISIE

Téléphone: (05) 57070
Téléc: 51927
Télécopie: (05) 57124

هنا من الجبل

SANS VISA

VOYAGES

Haliburton, le beau pays

Lever des couleurs dans l'automne canadien, en Ontario

À deux cents kilomètres au nord de Toronto, le pays d'Haliburton est posé sur l'eau des lacs. Dans ses forêts, d'abord légères puis plus serrées, au fur et à mesure qu'on s'approche du territoire algonquin, vivent des ours et des loups gris, ceux-ci plus effrayés que les premiers par les maisons des hommes.

Il faut rouler des heures, traverser de mornes régions sans haies et sans labours, supporter des paysages sans passé, pour trouver ce beau pays, lavé par l'eau des lacs, soudainement éclairé aux premiers jours d'octobre par les incandescences de l'automne. Les érables ne sont pas les seules sources de ces lumières oranges, un peu magiques, mais ce sont eux qui éclairent les routes et les sous-bois comme les rues des villes le soir de Noël. Ces grands arbres venus du ciel bordent les villages, les pénètrent parfois, longent les torrents, couvrant de jaune et de rouge, uniformisant en les réchauffant les collines de granit et les vallées lointaines, seulement stoppées par l'eau silencieuse et captive des barages dressés par les castors.

Ici, les animaux se sont faits ouvriers de destruction, sur des dizaines, parfois des centaines d'hectares. En ces marécages naissants ou déjà anciens, ils ont tout tué. Ne subsistent que des forêts de troncs asphyxiés, gris ou blancs, raidis ou brisés, géants à regarder tant la mort y est présente, trop proche des fêtes de l'automne dont les cuivres et les flots d'or émerveillent

tout autour, comme les éclatements de feux d'artifice immobilisés que l'on pourrait saisir.

Au début d'octobre, l'air est froid et le soleil souvent très chaud. Il gèle la nuit et au petit matin de longues traînées de brumes, agitées de courbes rapides, dissimulent les lacs. Cela dure jusqu'au lever du jour. Puis quand la lumière se répand partout avec la chaleur retrouvée, les lacs se découvrent, immenses ou limités, sans mouvement ou agités, glacés probablement, un peu inquiétants par leurs profondeurs dissimulées.

A Drag Lake ce matin-là, un ouvrier avait repris, dès sept heures, le marteau abandonné tard la veille et construisait ou réparait sa maison de l'autre côté de l'eau. Le bruit arrivait de loin, distinct, compréhensible, porteur de bonnes nouvelles : des hommes là-bas préparaient des murs pour passer l'hiver. Sous le toit allaient être rassemblés le maïs, les citrouilles mais aussi, pour Noël, les guirlandes et les pommes de pin piquetées de petits fruits de verre rouges et jaunes. Une porte double et un grillage léger, des fenêtres à glissière, une grande pièce blanche adoncée par des étoffes à fleurs. Et l'attente tranquille.

En ces courtes journées d'octobre, la chaleur d'un soleil déjà modifié n'entame plus l'air devenu froid. Les heures passent, troublantes, sans que se mêlent jamais le chaud et le froid, séparés comme les courants voisins d'une mer multiple, donnant au corps l'impression de vivre un

été et un hiver confondus. Au pays d'Haliburton, les déplacements se font plus lents et plus silencieux, presque recueillis. Des cyclistes passent, enveloppés de couleurs et de laine, suivent la route déserte et lisse puis disparaissent. Leurs voix surprennent d'abord dans le grand silence automnal, puis s'assourdissent sous la galerie multiple des érables et des chênes, plongée douce dans un univers ouaté et protecteur.

On peut aller comme cela à partir d'Haliburton, par la route 19, gagner Fort Irwin, puis Eagle Lake, atteindre West-Guilford, s'arrêter au cimetière de Maple Lake, ombragé par un chêne centenaire, puis continuer sur Carnarvon.

Quand la lumière décline et s'enrichit de rouge, la route doit être reprise en sens inverse, lentement, attentivement. Chaque bosquet, chaque arbre couvre

maintenant sa lumière, détache sa présence nocturne. Il y a aussi les maisons du bord des routes, éloignées ou toutes proches, qui à chaque tournant surprennent par leur perfection. Non pas toutes belles, mais si parfaitement adaptées qu'on ne peut les imaginer autres, chacune semblant avoir trouvé sa juste place. L'envie vient alors de s'arrêter,

d'entrer dans une maison et de demander : « Êtes-vous réellement si heureux ? Est-ce bien ici la terre de félicité que nous cherchons ? »

Au pays d'Haliburton, la terre est très noire, acide et légère comme du sable. On l'imagine facile à travailler, à retourner, à labourer. Les racines doivent s'y glisser rapidement et les troncs s'élargir vite avec les saisons. Le

matin, les feuilles qui commencent à joncher le sol sont ramassées et brûlées le soir. Il y a peu de monde, mais les gens paraissent occupés et guidés par un récit intérieur. Un long magasin blanc vend tout ce qui peut être utile à une vie.

Faut-il ne plus repartir ? Ou bien revenir.

ALAIN VERNHOLES



Repères

Pour aller à Haliburton à partir de Toronto, prendre par Young Street la sortie à Bloor Street puis continuer sur la Don Valley Road, qui devient l'autoroute 404 nord. Aller jusqu'au bout de cette autoroute, et à Ballentrae, au feu rouge, tourner à gauche pour prendre la 48 nord-est.

Gagner la ville de Cobocook. Là, emprunter la 35 nord et filer sur Minden. Le paysage ne devient beau qu'à partir de là. De Minden, prendre la 121 sur Haliburton.

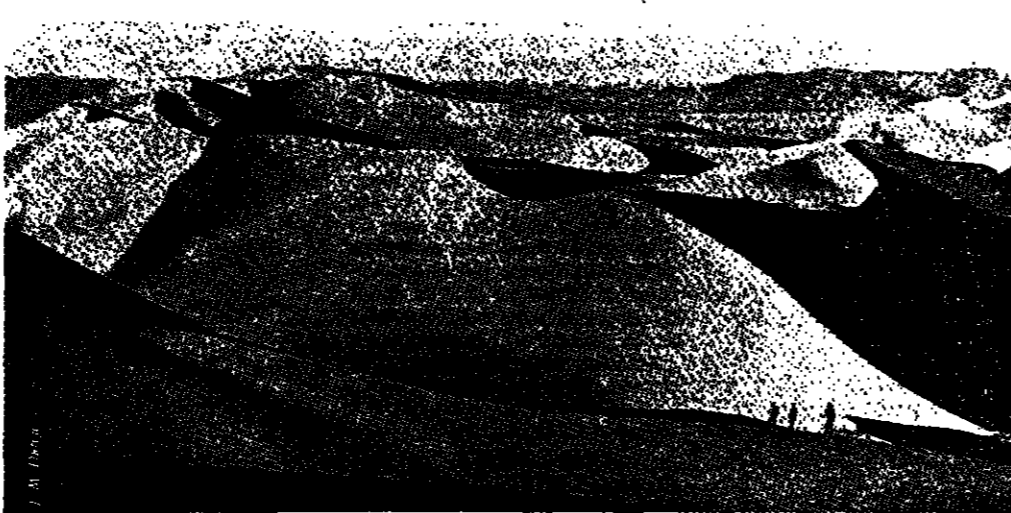
L'unique feu rouge, traverser le pont et prendre, à gauche, Pine Avenue. L'hôtel est à 14 kilomètres. Ski de fond l'hiver. La chasse et le bruit — des moteurs notamment — sont formellement proscrits.

Pour ceux qui ne veulent pas — ou ne peuvent pas — aller dans l'Ontario, les environs de Montréal offrent également de magnifiques promenades. Au nord, les Laurentides (prendre l'autoroute n° 15).

Au sud-est, l'Estrie : prendre l'autoroute n° 10 en direction de Sherbrooke, la quitter à Bromont et gagner Knowlton par Cowansville. Cet itinéraire est le plus long et le plus beau. Auberge Le Viking à Lao-Brome, à 4 kilomètres de Knowlton.

Air-Canada assure des vols quotidiens Paris-Montréal (à partir de 3 000 F environ aller et retour) et le samedi un vol Paris-Toronto (à partir de 3 340 F aller et retour).

140 Marches de Rêve!



Avec Terres d'Aventure, découvrez l'ivresse du marcheur! Le monde entier est à vos pieds, avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée. Sahara et autres déserts, montagnes de France et d'ailleurs, haute montagne et ski d'aventure. Pour tous niveaux même débutant et à tous les prix.

Catalogues gratuits sur demande en renvoyant le bon ci-dessous à T.A. 16, rue Saint-Victor 75005 PARIS ou en téléphonant au 43.29.94.50. Minitel 3615 Code Terdav.

Nom, Prénoms				
Adresse				
Profession	Tél.		Age	
Brouillons	Pays lointains	Sahara	France et l'Amérique	Ski de fond et de montagne
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
LA TERRES D'AVENTURE LE VOYAGE A PIED 16, rue Saint-Victor 75005 PARIS. Tél.: 43.29.94.50. Minitel 3615 Terdav 9, rue des Bains-D'Alsace 69005 Lyon. Tél. 78.42.99.94. Licence A1148				

NOMADE LES GRANDS ESPACES... AVENTURE

Doc gratuite: 50 av. des Terres 75017 Paris - 43.42.45.45

VOYAGES - AVENTURES SAHARA - AFRIQUE - MEDITERRANEE

Foies Gras Promotion Art Village

Pour mieux nous faire connaître, nous vous offrons le Port entièrement Gratuit et un Cadeau pour l'achat de:

1 bloc de Foie Gras de Canard 65 g net (2 parts)
3 blocs de Foie Gras de Canard 100 g net (3 parts par bloc) soit 365 g pour le prix total de 198 F.
(Conservation garantie 4 ans) (1).

A notre tarif normal, ce colis vous reviendrait à 234 F + 39 F pour les frais d'envoi.

Nous sommes une petite équipe (9 personnes) installée dans un tout petit village du Gers. Nous expédions toute une gamme de spécialités savoureuses. Nos clients sont très fidèles et très exigeants: pour les satisfaire, nous améliorons sans cesse la qualité des produits que nous sélectionnons. Art Village, c'est d'abord l'art de bien choisir.

Nous proposons chaque année, depuis plus de 10 ans, une promotion très avantageuse qui encourage les gastronomes à faire connaissance avec notre Maison.

GARANTIE TOTALE ASSURANCE EXCEPTIONNELLE
Commencez par déguster en tête-à-tête le plus petit de vos quatre blocs (65 g) (mettez-le au frais deux jours avant dégustation). Si vous n'êtes pas enthousiasmé par sa qualité, il vous suffit de nous renvoyer les trois autres blocs. Nous vous rembourserons la totalité de votre achat (198 F) par retour.

BON DE DEGUSTATION à retourner à ART VILLAGE- 32120 SARRANT. Adressez-moi votre colis contenant les quatre blocs de Foie Gras de Canard décrits ci-dessus et vos Cadeaux pour le prix total de 198 F port gratuit.

Mon nom _____

Mon adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Ci-joint 198 F par ☐ chèque bancaire ☐ CCP ☐ mandat-lettre ☐ Je règle avec ma carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Crédit Agricole, Eurocard) N° _____ Validité _____

Etes-vous déjà client? ☐ oui ☐ non Signature _____

SI VOUS REPONDEZ VITE, nous glisserons dans votre colis un cadeau: un délicieux pâté de Gascogne à l'Armagnac 65 g (2 parts). Et si vous répondez dans les 10 jours, vous recevrez un deuxième cadeau: un flacon (5 cl) de crème de mûres à l'Armagnac (idéale en apéritif, dans un Kir ou pour napper une pâtisserie, une glace, une crème...)

(1) Impôts: "les gras de canard reconnus" 90%, net, poids. Le prix de notre promotion correspond à 14,24 F pour 100g.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de ppié,
dédié au monde de la cuisine, amoncelant
pour vous, AMATEURS, profitez de nos
cuvées spéciales : REDEMPTEUR, tout
mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur
demande à E.M. DUBOIS P. & F. (S).
« Les Abymes », VITTEUIL,
52200 EPERNAY. 26-55-45-57.

LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE
se sont associés pour que vous puissiez
constituer votre CAVES en une seule com-
mande (bordeaux, champagne, bourgogne,
val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs
au GIE Club des Ecoles
Lycée viticole, 71500 DAVAYE
Tél. : 03-85-82-82.

RÉSIDENCES

CAMPAGNE
MER
MONTAGNE

**VENISE
A LOUER**
Appartements luxueusement aménagés.
SAN MARCO
SÉJOUR MINIMUM :
UNE SEMAINE.
Tél. : 193941/5228933
Téléfax : 193941/5203721.

BOURGIGNON-JALLIEU
20^e DE LYON
VILLA T5 jumelée
Dans lotissement « VERT VILLAGE ».
3 ch., salon, séjour, s. de bains, 2 w.-c.,
garage. 89 m² habitables sur 480 m² de
terrain. A 5^e commerces, école et bus.
420 000 F
Tél. (16) 74-93-68-13.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur
06400 CANNES
HOTEL LIGURE ★★NN
5, rue Jean-Jaures
FAX 93-39-19-48
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
A 150 mètres du Palais des congrès,
climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibus

06400 CANNES
HOTEL LE MISTRAL ★★NN
13, rue des Belges - Tél. : 93-39-91-46
S. de la w.-c. - Tél. TV, insonorisé.
7 JOURS PENS. COMPL. : 1 590 F.
1/2 pers. : 1290 F., y compris 1 cocktail.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Rue Western ★★NN
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-47-02-56 - Tél. 470418
Tél. 93-47-02-56

HOTEL VICTORIA ★★
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE. Tél. 93-88-39-60
Plaisance, calme,
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur.
Téléphone direct, minibus.

Provence
AIX-EN-PROVENCE
HOTEL RESIDENCE
Location d'appartements meublés
pour séjour de courte
ou longue durée.
Prestations de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92

Côte basque
64600 ANGLET
HOTEL de la RÉSIDENCE
de CHIBERT et du GOLF
★NNNN (près de Biarritz)
« Un deux trois à 300 m de l'océan
et au calme de la forêt de pins »
Séjour en studios équipés tout confort
(linge, chauffage, tél. direct, canal + incl.)
Tarifs pour 2 pers. : semaine 1 220 F
quinzaine 1 930 F, mois 3 400 F
Validité du 1/11/1989 au 31/1/1990
(sauf du 26/12/1989 au 31/1/1990)
Possibilité petits déj. et repas
Biarritz-Golf et aéroport à 3 km
104, boulevard des Plages, ANGLET
Tél. rés. : 59-52-15-16
Tél. 573412, Fax 59 52 11 23

Grande-Bretagne
LONDRES
EDEN PLAZA HOTEL, 63 Queens-
gate, South Kensington, Londres SW 7.
Tél. : 19-44-1-370-6111.
Tél. : 916228, Fax : 570 6570.
Hôtel moderne et accueillant près de
Kingsbridge, Harrods, Hyde Park,
musées.
Prix : de £ 53 à £ 72 (petit déj. compris).

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ★★
Saint-Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-03-721.
Tél. : 41-1150 FENICE 1.
VÉRONE
NOVO HOTEL ROSSI
Via Della Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193945/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

TOURISME
SKI DE FOND
HAUT-JURA
3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers.
max) dans ferme du XVII^e s. conforta-
blement rénovée, chamb. av. s. de bains,
w.-c., table d'hôte, cuis. mijotée et légères,
pain maison cuit au feu de bois.
Ambiance sympathique.
De 2 200 F à 2 700 F par pers. et sem.
et compris, pension complète + vin,
moniteur et matériel de ski.
Tél. (16) 81-30-12-51 ou écrire :
LE CRET L'AGNEAU
25690 MONTRENOT

SANS VISA

LA TABLE

Le coup de fourchette du commissaire

Où l'on repart de Simenon et de Maigret, qui tous deux aimaient
la cuisine aussi simple que solide

M AIGRET est mort !
Son ombre, sous le
vieux cèdre du jar-
din de Lausanne où
les cendres répandues
de Simenon ont rejoint celles
de sa fille Mary-Jo, échange-t-elle
avec celle de son créateur des sou-
venirs de table ?

Évoquant les recettes de
M^{me} Maigret, Simenon n'écrit-il
pas, souriant de la nouvelle cuisine
avant la lettre : « La plupart du
temps la cuisine dont on parle est
une cuisine de fantaisie qui s'har-
monise mieux avec les meubles
gonflables en plastique qu'avec
une bonne et solide salade à man-
ger » ? Et Maigret lui répondait :
« Je n'ai aucun goût pour ces petits
plats compliqués aux sauces in-
variablement constellées de truffes
ou de queues d'écrevisses ».

Je me souviens d'un déjeuner, à
Epalinges, où Simenon avait fait
préparer pour mon régal la
fameuse tête de veau en tortue lié-
geoise :

« Maigret s'en régalerait »,
m'enthousiasma-t-il !

Et j'imagine le commissaire,
après un interrogatoire « à la chan-
sonnette » s'installant devant la
pièce de viande du chariot, au Fou-
quet's, et précisant : « Avec des
frites, garçon ! Beaucoup de frites !
Et une bière ! ». Et Simenon de
préciser : « Étranges minutes,
n'est-ce pas ? J'aurais aimé que
l'épouse de Maigret, la femme de
police, après la satisfaction plai-
sante du travail accompli ».

Comme son créateur, Maigret
aime la cuisine simple, solide. Celle
des campagnes et des traditions. Le
devrait écrire « aimait ». Mais
Simenon et son commissaire ne
seront-ils pas toujours vivants dans
le cœur des lecteurs, vite devenus
des amis ? Comme son créateur,
Maigret considère la table comme
le repos heureux du guerrier de la



vie. Comme son créateur, il se
devait d'avoir sa table au Fouquet's
(où en décembre 1922, débarqué
depuis deux jours du train pris à
Liège, il découvrait le lieu de rêve
où il rencontrerait, quelques années
plus tard, ses metteurs en scène et
ses interprètes au cinéma).

Mais il est, dans Paris, d'autres
« Tables de Maigret », des places
qu'honore une plaque de cuivre en
honneur au commissaire autant
qu'à son créateur, Georges Simen-
on. Ce ne sont point des maisons à
flâner, encore moins de nouvelle
cuisine. On s'y régale de plats clas-
siques bien préparés par des arti-
sans de la table. Simenon vient de
disparaître, unanimement consacré
comme un des plus grands roman-
ciers de langue française (ce
qu'André Gide avait assuré, en son

- l'omelette aux peaux de
canard du Restaurant du Marché
(59, rue de Dantzig, Paris-15^e ;
tél. : 48-28-31-55) ;

- le cassoulet de Chez Léon
(32, rue Legendre, Paris-17^e ; tél. :
42-27-06-82) ;

- l'andouillette de Chez Fred,
(190 bis, boulevard Péreire, Paris-
17^e ; tél. : 45-74-20-48) ;

- le coq au vin de Chez Phi-
lippe (106, rue de la Folie-
Méridienne, Paris-11^e ; tél. : 43-57-
33-78) ;

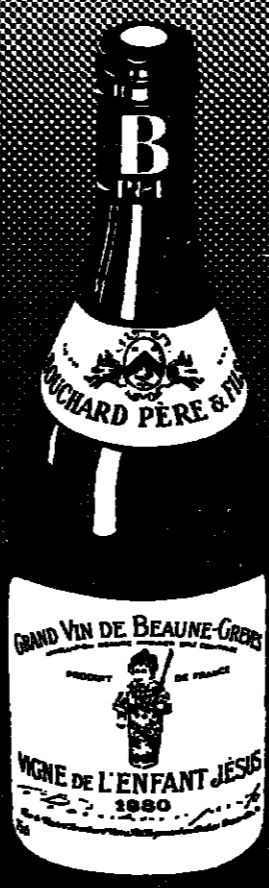
- le saucisson chaud de Chez
Benoît (20, rue du Faubourg Saint-
Martin, Paris-10^e ; tél. : 42-72-
25-76) ;

- le bœuf bourguignon de
L'Impasse (4, impasse Guéméné,
Paris-9^e ; tél. : 42-72-08-45).

LA REYNIERE

250 ans
de grands
vins

Domaines du Château de Beaune
52 hectares dont 71 hectares
de vignes et grands crus
**BOUCHARD
PÈRE & FILS**
Documentation LM
BOITE POSTALE 70
21202 BEAUNE CEDEX
Tél. : (80) 22 14 41
TELEX : BOUCHARD 350 830 F



« A consommer avec modération. »

SEMAINE GOURMANDE

La Table d'Anvers

Ce n'est pas un restaurant — ou
plutôt une cuisine — comme les
autres. Comme pour Sanderens
(Lucas Carton) ou Peyrot (Vive-
rois), on se trouve ici face à autre
chose : accords insolites mais
« médités », trouvailles de bon
goût. Dans un cadre rendu plus
agréable par ses plantes et sa
tonalité, avec un personnel bien
dirigé par un homme de métier,
avec aussi la présence amicale de
Roger Conté, heureux « papa »
de Christian, le chef, et de Phi-
lippe, le pâtissier.

Donc, ici, les plats sont
d'extrême délicatesse, de la soupe
d'ail, tomate et mozzarella au filet
de rouget et à la sauce d'agneau
pralinée au jus de sésoame, accom-
pagnée de haricots confits aux
peaux d'oignon. Mais il faut noter
aussi un menu « Épiques » (ah !
cette galette de sardines sur pâte
de basilic aux pistoles de safran) et,
outre le plateau de fromages
(de chez Dubois, un bon affineur,
et escorté de la double tentation
d'un vin banyuls et d'un excel-
lent port), des « plats » de from-
mage comme le brabais pyrénéen

au cumin accompagné de jambon
Serrano et de fruits secs, ou
encore la tarte au bleu avec
girolles et raisins, ou le feuilleté de
reblochon aux noix.

Outre la carte (compter 250 F à
350 F, selon que vous succombez
à la tentation de la carte des
vins), un menu à 198 F et, superbe
occasion de découvrir la maison,
un menu d'entrée (choix entre
deux entrées, deux plats, fromage,
dessert et une demi-bouteille de
vin) pour 170 F !

► **LA TABLE D'ANVERS**
2, place d'Anvers, Paris-9.
Tél. : 48-78-35-21.
Fermé le dimanche.
Selon : 30 couverts.
Carte bleue.
Chiens acceptés.
Parking : Anvers
(sortie face au restaurant).

Comme chez soi

C'est un rappel, mais que j'ai
plaisir à noter car ce gentil bistrot
de campagne (inconnu de Gauti-
Milieu comme de Labey, mal noté
au Michelin comme au Bottin gour-

mand) devrait enchanter les non-
snobs de la table par la simplicité
de cuisine de J.-C. Meunier et la
gentillesse en salle de son épouse.

Un excellent foie gras maison
son verre de sauternes (92 F), des
escargots bien bourguignons, la
salade périgourdine, la raie beurre
noisette, les poissons aux pâtes
fraîches (maison), un confit de
canard, également maison, aux
pommes fruits, l'andouillette
AAAAA de Duval, des desserts
« de famille » avec des menus
(170 F et 220 F) et, le soir, un
menu à 120 F qui vous permettra
de déguster (entre autres sugges-
tions) la terrine du chef, le confit
de canard ou la truite aux amandes
ou la roulotte de poissons saucés
crustacés, deux fromages et un
dessert (la tartelette normande
chaude et crème fraîche est une
bonne conclusion).

► **COMME CHEZ SOI**,
20, rue Larmarinière, Paris 9.
Tél. : 48-78-00-02.
Fermé samedi et dimanche.
A.E.-D.C.-C.B.
Parking Montholon.
Chiens acceptés.

L. R.

(PUBLICITÉ)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ANTILAISES ZOMBI NELSON 17, rue de la Ville-Neuve, 2 ^e Tél. : 42-33-76-57	FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN , 37, r. François- 1 ^{er} , 42-54-42. Jours 22 à 30. Cuisine délicate. Fermé samedi, dimanche. MAÎTRE CORDEAU 42-27-19-20 6, rue d'Armaille, 17 ^e . Parking assuré. LA COUR COBERT , 12, rue Hôtel- Coibert (5 ^e). 42-54-61-99. T.L.J. Cuisine XVIII ^e ambiant. PMR 200 F. ARTHUR ENDRE 42-25-01-10 13, r. d'Artois, 9 ^e . F. sam. midi, dim.	LYONNAISES LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux. SARLADAISES LE SARLADAIS , 2, r. de Vienne, 9. 45-23-42. Diner péjoratif 150 F à 2. SUD-OUEST LE REPAS DE CANTONNE , 6-10-25-46 à l'ins- tinct de l'écologie (10 ^e). F. sam. midi, dim. CATALANES LA SARDAÑA , 4, rue de Chaligny, 12. T.L.J. 43-43-02-84. Spéc. catalanes et françaises.	ROMAINES ET SCANDINAVES 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41. COFFRAGE , 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agrotique jardin. ETHIOPIENNES ENTOTTO 45-57-08-51. F./dim. 143, r. L.-M.-Nourissim, 13 ^e . Dorowott, Benyinetou av. l'Indjere. INDIENNES MAHARAJAH 43-54-26-07 72, bd St-Germain. M. Maubert. SCR NON-STOP, 23 à 30. Vend. sup. j. l. h. Cuisine luxueuse. Salle climatisée.	SAPNA 160, r. de Charonne, 12 ^e . F./dim. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée. L'un des meilleurs restaurants étrangers de France (G. Millon) LE TAGOR 25, av. du Maine, Paris-13 ^e . T.L.J. 45-44-94-41 ITALIENNES L'APPENNINO , 61, rue Amiral- Mouchet, 13 ^e . 45-89-08-15. F./dim. lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.	PORTUGAISES SAUDAINE , 34, r. des Bourdonnais, 1 ^{er} (Châtelet), 42-36-30-71. Sery. j. 22 à 30. F. dim. Spéc. portugaises. PÉRENNITÉ. PRIX MARCO POLO CASANOVA 88. THAILANDAISES CHUNG-MAI , 12, r. Frédéric-Sanson, 9. 43-25-45-45. F./dim. 06 ^h . Tarif 90,30 F.S.C. VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
---	--	--	--	---	--

سكنا من الأكل

CULTURE

PHOTO

Le piéton de la nuit

« J'ai toujours adoré la pluie », dit René-Jacques, quatre-vingt-un ans, moins connu que Brassai, Ronis ou Doisneau, mais aussi amoureux qu'eux de Paris, de ses pavés mouillés, de l'air particulier qu'on y respire. Nommé « le chambellan » par ses pairs du groupe des quinze, ce puriste économe, à l'humanisme distant, a toujours évolué en marge. Confirmant sa prédilection pour la nuit, la brume, la neige et la fumée, cette vue surréaliste, presque surgie d'un rêve, lui ressemble étrangement. Il s'agit en réalité d'une photo de plateau prise lors du tournage de *Remorques* (1939) de Jean Grémillon, et le personnage saisi dans la tourmente est Jean Gabin. Choisi parmi les mille cent épreuves qu'il a léguées à la Bibliothèque historique de la ville de Paris, elle figure parmi les cent vingt photographies qui, dans un accrochage brouillon mais chaleureux, rappellent tous les aspects de son activité.

P. Ro

► René-Jacques, un illustrateur photographique Paris. Bibliothèque historique de la ville de Paris, hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée, 75004 Paris, jusqu'au 28 octobre.



René-Jacques, Brest, 1939.

Joël-Peter Witkin
un alchimiste de l'enfer

Entre le spectacle de foire et la grande peinture, la figuration rituelle d'un univers baroque et violent

Souriant, barbu, abondamment baigné, Joël-Peter Witkin vient de fêter ses cinquante ans. Rien ne laisse percer derrière cet homme affable, élégamment vêtu de noir, professeur de photographie à l'université d'Albuquerque, le démiurge provocant qui matérialise par des visions d'épouvante l'image des démons qui le hantent.

Violant tous les tabous, ce fils naturel de Bosch, Max Ernst et Goya, tente de faire des ténébreux une lumière pure. Nécrophilie, sodomie, pornographie, auto-érotisme, androgynie, sado-masochisme, constituent les thèmes dominants de cette œuvre barbare et dépravée.

On aurait tort pourtant de ne voir dans ces compositions, aux titres allégoriques, que l'expression exacerbée d'un dévouement horrifiant. Cet univers sulfureux est d'une splendide plasticité. Ces tapenings photographiques, brossés comme des tableaux vivants, font de Witkin un des auteurs les plus représentatifs de la création photographique contemporaine.

« Votre premier souvenir remonterait à l'âge de six ans lorsque, à la suite d'un accident de voiture, la tête décapitée d'une petite fille a roulé à vos pieds. Est-ce une histoire vraie ?

— J'ai réellement assisté à cet accident avec mon frère et ma mère. Je leur ai demandé plus tard s'ils avaient vu la même chose que moi, et ils m'ont répondu : « On a vu l'accident, mais pas cette tête dans la rue ». Mais rêve ou imagination, peu importe. Pour moi, c'est une réalité. Cette tête représente ma découverte de la mort.

— Vous avez une formation de sculpteur. Pourquoi avez-vous choisi de vous exprimer par la photographie ?

— Je faisais déjà de la photographie quand j'étudiais la sculpture. J'y ai renoncé parce que mes photographies sont en soi des sculptures. J'ai pris ma première photo à seize ans. C'était le portrait d'un mûrier qui déclarait avoir vu Dieu. Chaque homme doit trouver sa raison d'être sur terre. La photographie me permet de dire comment je vois le monde.

— Le titre de vos œuvres se réfère souvent à des œuvres picturales. Quel est votre rapport à la peinture ?

— Quand j'étais petit, je n'avais pas pour idole des sportifs ou des acteurs, mais les artistes et les saints. Pour moi, l'artiste est aussi pur qu'un saint. Je les mets sur le même plan. Leur rôle à tous deux est de sublimer notre conscience. Je conçois la création comme un acte de purification. Il ne s'agit donc pas d'un hommage. L'art vise à l'accomplissement de soi. Il est le lien entre le religieux, le spirituel et l'esthétique.

— On ne peut pas aborder votre travail sans parler de vos modèles. Ils sont très différents des gens ordinaires. Comment et où les trouvez-vous ?

— Ce sont des êtres inhabituels, mais ils ne sont pas différents de nous. Nous sommes tous un peu bizarres et, d'une certaine façon, difformes. Je les photographie parce qu'ils représentent ce qu'il y a d'imparfait en moi, physiquement et spirituellement. Je ne les exploite pas et j'ai de la compassion pour eux. Au début, je les trouvais dans la rue. J'ai aussi passé des annonces dans les journaux en demandant de m'envoyer leur photo.

— Comment obtenez-vous d'eux ce que vous désirez ?

— Je commence par leur parler et j'essaie surtout de gagner leur confiance. Ce sont des handicapés de naissance, ou des accidentés, victimes d'un traumatisme violent. On les a souvent exploités et ils ont peur. J'établis avec eux une relation très franche. Nous discutons des situations que j'ai imaginées et nous les réalisons en totale collaboration. Les modèles savent très bien ce qu'ils font et pourquoi ils sont là. Je les tire de leur existence concrète et je les projette dans la scène que j'ai inventée. Ils ont confiance, car ils savent que mon but est de créer l'image la plus forte et la plus vraie d'eux-mêmes.

— Le sexe semble pour vous une malédiction, une expression du mal.

— Il ne s'agit pas d'une malédiction. Il le devient lorsque le désir est pervers sexuellement. Dans l'acte sexuel, il y a une part saine de désir et une part inconsciente de destruction. La frontière entre les deux n'est pas claire. Le sexe est un moyen de découverte de soi, mais il mène aussi au viol et au meurtre. Dans mon œuvre, le sexe n'est pas un signe de dégénérescence ou de dépravation. Il est une preuve de la confusion de notre époque.

— Dans certains tableaux, vous profanez le sacré, la religion. Êtes-vous un blasphémateur ?

— Non. Un blasphémateur est quelqu'un qui injurie la foi. Moi, j'essaie de traduire les drames que je vis dans ma recherche de la vérité. Nous sommes en décadence. Et je crois qu'on ne peut s'accrocher à aucune valeur. En exprimant la lutte du bien et du mal, je tente de renouer avec un sens du sacré et de la religion que nous avons perdu.

— La matière de vos images est capitale. Comment procédez-vous pour arriver à d'aussi somptueux tirages ?

— Quand le film est développé, je tire un négatif, puis un contact. S'il me semble trop banal, je le raye, je le griffe, je le détériore. Dans la chambre noire, j'officie un peu à la façon d'un prêtre. Je passe parfois toute une journée à peaufiner le tirage final. J'applique du papier de soie mouillé et je mélange des produits chimiques qui occultent ou dénaturent des parties du tableau. Il s'agit là d'une transsubstantiation de la matière, une façon de magnifier l'horreur et d'en accentuer le mystère, d'élever la représentation d'un sujet ordinaire, ou même extraordinaire, au niveau d'une œuvre d'art.

Propos recueillis par
PATRICK ROEGIERS

► Rétrospective Joël-Peter Witkin, présentée par le Centre national de la photographie, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e, jusqu'au 20 novembre.

Edition d'un remarquable catalogue, conçu par Alain Dupuy, textes de Joël-Peter Witkin et Antonio Seura, réunissant quatre-vingts photos et dessins préparatoires, 116 p., 220 F.

VARIÉTÉS

Fernand Lagaf

Fernand Raynaud est le modèle d'un nouveau comique burlesque qui triomphe au Grand Edgar

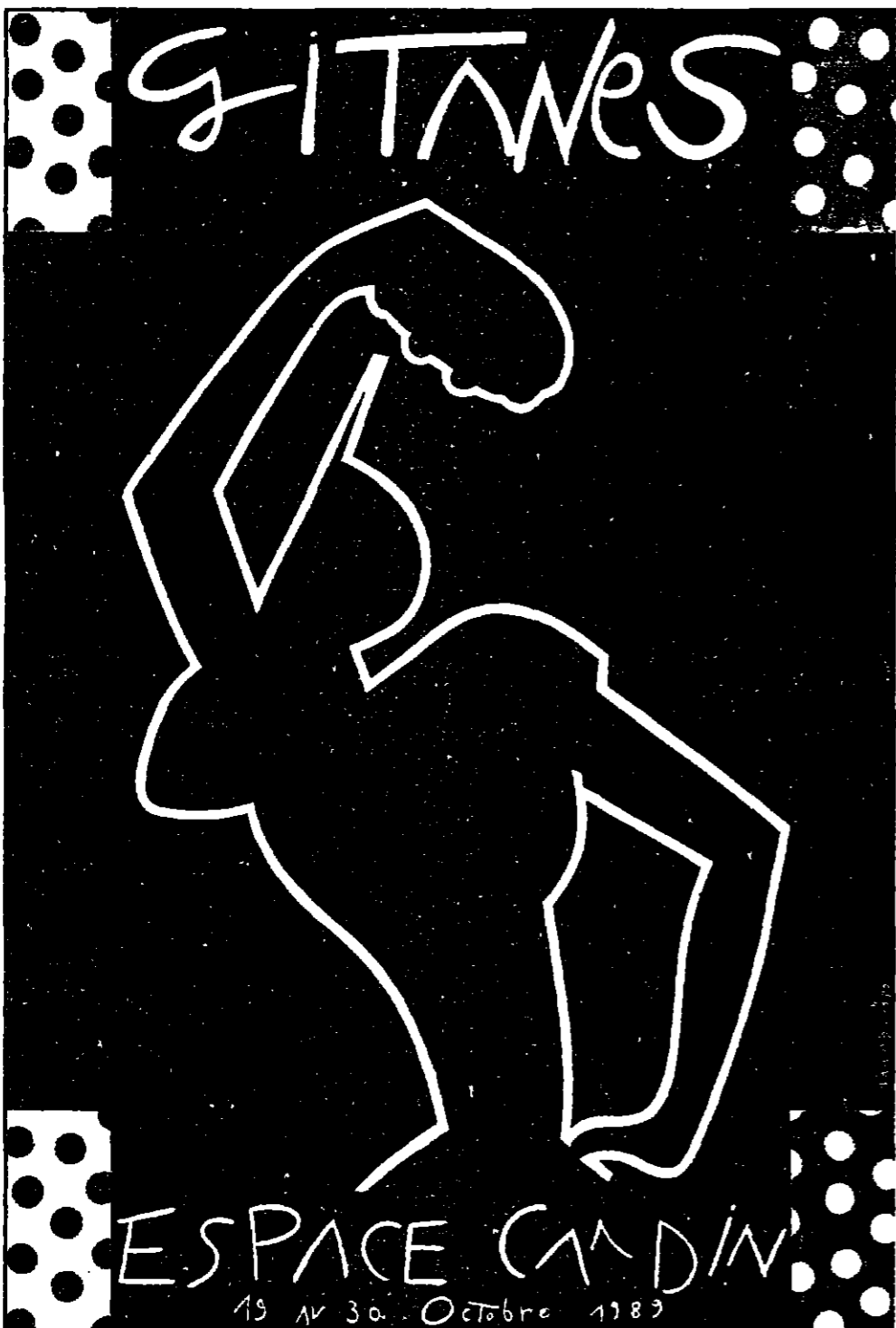
Vincent Rouil est né il y a une trentaine d'années, pas très loin de Rouen, mais c'est dans le Sud qu'il a passé toute son enfance. C'est le Club « Med », où il a débuté, qui lui a offert son pseudonyme, Lagaf. Mais il lui faudra plusieurs années pour dégrossir son style.

Pour son premier vrai spectacle à Paris, Lagaf remporte aujourd'hui un petit triomphe. Première originalité, Lagaf n'est pas un chansonnier mais un comique burlesque. Il exploite une veine populaire générique. Il invente des mots, joue sur les sons, les gestes, les maladroitness, le déguisement. Bref, il fait du music-hall.

Le modèle de Lagaf, c'est Fernand Raynaud. Comme lui, il cherche à être heureux sur scène, à faire passer un trop-plein d'énergie en improvisant à partir d'une trame légère et en développant une histoire sans cesse en mouvement, changeant une phrase, une réplique, rajoutant des détails empruntés à l'absurde. Comme Fernand Raynaud, enfin, il réagit au quart de tour au moindre mouvement dans la salle.

CLAUDE FLÉOUTER

► Grand Théâtre d'Edgar, 20 h 15. Tél. : 43-20-90-09.



31 PEINTRES EXPOSENT

ARROYO, CHAMBAS, CUECO, ERRO,
FANTI, FROMANGER, KLASSEN,
MASELLI, MONORY, RANCILLAC, RIETI,
SCHLOSSER, STAMPFLI, VOSS...

DU 19 AU 30 OCTOBRE 1989
ESPACE CARDIN, ENTRÉE LIBRE

GITANES
L'INSPIRATRICE

LETTRES

L'attribution du prix Nobel de littérature au poète et romancier espagnol Camilo José Cela

La mort conduit le bal !

Le prix Nobel de littérature 1989 a été attribué au poète et romancier espagnol Camilo José Cela, le jeudi 19 octobre, à Stockholm (nos dernières éditions du 20 octobre). Le jury a choisi cet écrivain « pour la richesse et la puissance expressive de son art de prosateur, qui incarne, avec une compassion contrôlée, une vision provocante de la détresse humaine ».

L'homme ne s'est pas fait de ses ans. Un passé lointain vaguement phalangiste, un passé proche de sénateur de la transition démocratique désigné par le roi, un présent sage et libéral. En somme, une cible idéale pour les tirs de tous les bords, en rafales successives. On peut ajouter à ce tableau l'art consommé de se « faire du monde », de jouer les clowns, d'épater le bourgeois... et le culte : « Je me considère comme le romancier espagnol le plus important depuis la génération de 1898. Et je suis stupéfait de constater combien ce fut facile. Je demande pardon de n'avoir pu l'éviter », déclare-t-il en 1953.

Né en 1916, Cela entre en littérature dès 1935, année où il publie deux poèmes dans un journal argentin. Production mineure jamais abandonnée qui cédera vite le pas à la voie royale de la narration. Mais il n'est pas interdit de penser que la géographie enchevêtrée de l'enfance de Cela, faite de sauts répétés de sa Galice natale à Londres, Madrid ou Barcelone, trouve son homologue dans le vagabondage perpétuel à travers les formes de cet éternel « essayeur » toujours insatisfait.

Dans l'atmosphère intellectuelle raréfiée de l'après-guerre espagnole, la *Familia de Pascual Duarte* (1942), son premier roman, que l'on a souvent rapproché de *L'Étranger* de Camus, obtient un succès considérable. Même si une critique moins circonstancielle a remis l'ouvrage à sa vraie place, il n'en reste pas moins qu'elle est au cœur d'un déblocage évident de la production narrative espagnole au lendemain du conflit. Au-delà du constat d'une violence primitive omniprésente, on peut voir dans ce texte une dénonciation de l'aliénation qui pèse sur un individu, sur sa famille, et sans doute plus largement sur l'ensemble de la société espagnole. Mais on y remarque surtout ce réalisme exacerbé, cette violence verbale caractéristique de l'écriture de Cela, en un mot ce *tremendismo*.

Pabellón de Reposo (1943) n'en manque pas. Inspiré par une expérience personnelle de la maladie, le roman évoque l'extrême solitude de quelques tuberculeux enfermés dans un sanatorium, qui attendent une mort cruelle et dérisoire. Même solitude, même fascination/répulsion devant la mort, même évasion vers le néant ou la folie pour *Mrs Caldwell* (1953), adressée à son fils disparu des messages oniriques et passionnés, vaguement incestueux.

Un monde irrespirable

Dans ce monde presque irrespirable, un récit de voyage devient classique, modèle obligé pour les générations suivantes, apporte une bouffée d'air frais. La ville étouffante que l'on quitte au petit matin cède la place aux paysages ouverts de l'*Alcarria* (1948). Mais on est condamné à revenir vers la ville, ses pompes et ses œuvres, vers cette ruche qui donne son titre à l'un des romans les plus élaborés de l'auteur. Livre capital qui grand le contrepied du triomphisme ambiant et décrit le Madrid 1942, dominé par le sexe, la violence et la mort. La *Colmena* (1951) présente une structure éclatée (on songe à *Manhattan Transfer* de Dos Passos) qui souligne l'insommunicabilité régnante d'une société cloquée d'insolites grégaires. Cette œuvre forte, parue à Buenos-Aires — censure oblige — ne sortira en Espagne qu'en 1962, cinq ans après l'entrée de son auteur à l'Académie !

Après une longue accalmie et le naufrage corps et biens du roman social des années 50, dont Cela est sans doute l'un des précurseurs, *San Camilo*, 1936 (1969) essai de répondre à la longue expectative des lecteurs et de la critique. Or cette œuvre n'offre, par rapport à la *Colmena*, aucun renouveau décisif. C'est toujours le même foisonnement éclaté aux personnages sans importance qui passent et disparaissent, le même *tremendismo* souvent à la limite du soutenable. Par ailleurs, l'apollinisme frivolement revendiqué par l'auteur (« On peut se réveiller fasciste un matin et marxiste le matin suivant ») peut apparaître suspect et cautionner une pseudo-réconciliation nationale des conformismes, tout à fait dans la ligne de

l'idéologie officielle de la fin des années 60.

Cet art de la piroquette en tout cas n'a pas réussi à convaincre la critique, qui a réservé à l'œuvre un accueil mitigé en attendant la suivante, *Oficio de Dientesblancos* 3 (1973) : « Roman à thèse écrit pour être chanté par un chœur de malades pour accompagner la liturgie... » Roman ou anti-roman, ce texte composé de 1.194 « monades » n'est-il pas plutôt un poème, une autobiographie onirique ou encore « la purge de mon cœur » ? A-t-on affaire à un « cadavre exquis » de 275 pages fleurant le caméléon de potaches ou à un constat de rupture, pathétique et suicidaire ? Les propos de l'auteur, lors de la présentation du livre, permettaient d'envisager cette double hypothèse et sa conséquence logique : le silence.

Mais, dix ans plus tard, *Mazurca para dos muertos* (1983), premier volet d'une trilogie galicienne à venir, dément ce suicide romanesque et obtient, en 1984, le Prix national de littérature. Une fois de plus, auteur de la guerre civile, « la Mort conduit le bal » au sein d'un monde barbare et primitif où la loi de la jungle et la loi du talion font bon ménage. Les jeux du temps et du souvenir se mêlent à l'entrechassement des points de vue déviés ou escamotés, aux mécanismes narratifs... Métophore de la mémoire et de l'écriture, *Mazurca para dos muertos* est sans doute l'un des sommets de l'œuvre de Cela et l'un des meilleurs romans espagnols de ces dernières années.

JEAN TENA

MADRID

de notre correspondant

« Je paierais volontiers le prix du Nobel pour avoir le prix Nobel. C'est l'un des deux destins naturels de tout écrivain. L'autre est d'être traduit en latin. » Camilo José Cela avait vingt-cinq ans lorsqu'il fit, en 1941, cette déclaration. Il préparait alors le premier de ses ouvrages, la *Familia de Pascual Duarte*, qui allait être publié un an plus tard et révolutionner le monde des lettres espagnole, qui se relevait à peine de l'échec de la guerre civile. Pascual Duarte octroyait ses lettres de noblesse littéraires à ce monde fruste et violent de l'Espagne profonde et rurale qu'il n'était pas à l'époque de bon ton de décrire.

Le second de ces deux vœux de l'écrivain aura été le premier à avoir été exaucé, la *Familia de Pascual Duarte* ayant été traduit dans la langue de Virgile. Quant au premier, sa satisfaction aura été plus lente à venir, puisque Cela aura dû attendre quarante-huit ans avant de devenir le cinquième homme de lettres espagnol à se voir attribuer le prix Nobel (1).

Une nouvelle qu'il a affecté d'apprendre avec « un enthousiasme tranquille » (« laisser percer son émotion constitue un manque d'éducation », a-t-il assuré) jeudi en fin de matinée, dans son

appartement des faubourgs de Guadalajara, à une cinquantaine de kilomètres de Madrid. Après être quand même sorti prendre un peu l'air pour recouvrer ses esprits après le choc, il a regagné son appartement, déjà envahi par un défilé incessant de collègues, d'amis et de journalistes, avec qui Cela a fêté l'événement en trinquant au champagne catalan, tandis que se multipliaient les appels téléphoniques venus du monde.

Les télégrammes de félicitations se sont rapidement accumulés, au premier rang desquels ceux du roi Juan Carlos et du président du gouvernement Felipe Gonzalez. Pendant ce temps, un concert de

pétards secouait l'habituelle quiétude de son bourg natal de Padron, au cœur de la lointaine Galice, tandis que l'orphéon municipal, convoqué d'urgence par la mairie, traversait en grande pompe les rues du village.

Tout en affirmant que la grande nouvelle n'allait en rien affecter sa routine quotidienne, Cela n'en a pas moins donné, jeudi 19 octobre, deux conférences de presse avant d'apparaître à la télévision. Dans le style d'ironie bonhomme, voire un peu rustre, qu'il affectionne, il a tenu à s'assurer qu'il ne retirerait certainement pas le prix à Stockholm « vêtu en torero » et que le choix de l'Académie suédoise ne modifierait pas « sa conception du bonheur » et n'affecterait pas son

principal caprice, qui est apparemment de « manger du caviar à la cuillère ».

Épithaphe prématurée

Cela en a profité pour déplorer « le provincialisme des Espagnols, qui ne reconnaissent pas les mérites de leurs bons écrivains », qui, a-t-il ajouté, sont légion, en soulignant que Gonzalo Torrente Ballester ou Miguel Delibes, notamment, méritaient tout autant que lui le prix. En le lui attribuant, l'Académie suédoise, a-t-il ajouté, a voulu « honorer l'ensemble du monde des lettres espagnol ». Et, pour terminer, il a suggéré à la presse ce qui pourrait constituer son épithaphe : « Ci-gît un homme qui est passé dans cette vallée de larmes en essayant d'enquiquiner le moins possible son prochain. » Une épithaphe sans doute prématurée, car l'écrivain a amplement démontré, jeudi, qu'à ses soixante-trois ans, il avait toujours bon pied, bon œil.

THIERRY MALINIAK

(1) José Echegaray (en 1904, avec Frédéric Mistral), Jacinto Benavente (en 1922), Juan Ramón Jiménez (en 1956) et Vicente Aleixandre (en 1977) avaient reçu, avant lui, cette consécration.

PLUS BESOIN D'ETRE UN MAHARAJAH POUR VIVRE DANS UN PALAIS



Palais de Samol - Rajasthan

FORUM VOYAGES
LE LUXE MOINS CHER.

11050^F
11 JOURS
CIRCUIT INDE.
LE PAYS DES MAHARAJAS.

SEJOURS ET CIRCUITS

CIRCUIT VALLÉE DU GANGE - NÉPAL - CALCUTTA:		SÉJOUR NEW YORK:	
14 jours	15 725 ^F	8 jours - Hôtel Plaza (Grand luxe)	6 870 ^F
CIRCUIT THAILANDE, "ROYAUME DU SIAM":		SÉJOUR MIAMI BEACH-ART DÉCO:	
10 jours	8 990 ^F	8 jours Hôtel Park Central	4 715 ^F
CROISIÈRE EN JONQUE - SUD THAILANDE:		SÉJOUR COMBINÉ ORLANDO-MIAMI:	
10 jours	12 140 ^F	9 jours	6 580 ^F
CIRCUIT BANGKOK - BIRMANIE:		CIRCUIT A LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA:	
10 jours	14 790 ^F	15 jours	13 985 ^F

* Séjours et circuits au départ de Paris, 5 dates fixes. Prix à partir de. Circuits en groupes de 8 à 15 personnes.

A retourner à Forum Voyages: 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 42.89.07.07. 11 avenue de l'Opéra, Paris 1^{er} - 42.61.20.20 / 75, avenue des Terres, Paris 17^e - 45.74.39.38. 1, rue Cassette 71, rue de Rennes, Paris 6^e - 45.44.38.61 / 39, rue de la Harpe, Paris 5^e - 46.33.97.97 / 67, avenue Raymond Poincaré Paris 16^e - 47.27.89.89 / Rouen: 72, rue Jeanne d'Arc Rouen - 35.98.32.59 - Minitel 36.15 code FV.

Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le luxe moins cher.

- ☐ Forum Inde, Népal, Pakistan.
- ☐ Forum Thaïlande, Asie du Sud-Est.
- ☐ Forum Floride.
- ☐ Forum Vols discount.

* Voucher la case de la brochure à vous faire parvenir

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8.80 F en timbres.

Nom: _____ Prénom: _____
Adresse: _____
Code postal: _____ Ville: _____

FORUM VOYAGES
LE LUXE MOINS CHER.

Forum Voyages - Paris

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
Le 12 à colonnes (1942), de Roland Tual, 16 h ; Le Dernier Nébule (1976, v.o. a.s.), d'Elia Kazan, 19 h ; Jean Cocteau, autoportrait d'un inconnu (1983), d'Edgardo Cozzani, 21 h 15.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Hommage à Anatole Daumen : Sind messere (1978), de Michel Bouchet, sans solé (1982), de Chris Marker, 14 h 30 ; Escapade de Vénus (1975), de Vladimir Borovoy, le bébé (1976), de Vladimir Borovoy, 17 h 30 ; Big Blue (1986), de Jean Delfino, Au hasard Balzac (1986), de Robert Brasseur, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-25-34-30)

FPA 1989 : le Mirage de Tortise, de Patrice Vancini, l'Espoir violent, de Nicolas Zingales, 14 h 30 ; Otage, de Marcel Hanoun, Rivel, de Régine Abadie, 16 h 30 ; A corps perdu, de Paolo Norzino, Paroles d'anges, de Patrick Volson et Jean-Claude Raspignat, 18 h 30 ; La Femme de la cathédrale, de Robert Wilson, Big Time, de Jon Eason et Howard Cummings, 20 h 30 ; Prima la figura, d'Adrian Martialis, Johanna Brahms : Concerto n° 1, de Mété Rabinowicz, 14 h 30 ; Pierre Boulez, naissance d'un geste, d'Oliver Niles, Une leçon particulière de musique de Janowski, de Michel Folli, 16 h 30 ; Le Fichier noir, de Darío Viora, Schenck nach Sodom, de Kurt Raab, Hansa Beattie, Hans Hirschmüller, 19 h 30 ; Notes from a lady et a dinner party, de David Angsten, Histoire, de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

LES GRANDES REPRISES

BRAZIL (Br., v.o.) : Studio Galand, 5° (43-54-72-71).

CASINO ROYAL (Br., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6° (43-26-59-00).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5° (43-54-42-34).

CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Reflet Logos II, 5° (43-54-42-34) ; Bienvenue Montparnasse, 15° (44-44-25-02).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinéchos, 6° (43-53-10-21).

L'ESPOIR (Fr.) : Lucerna, 6° (45-44-57-24).

EVE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5° (43-29-44-00).

FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5° (43-29-44-00).

HOLIDAY (A., v.o.) : Action Christine, 6° (45-29-11-30).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6° (45-29-11-30).

HUSBANDS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

JOUR DE FÊTE (Fr.) : Le Champ - Espace Jacques Test, 5° (43-54-51-60).

MONTY PYTHON, LE SEPTIÈME DES BRIT. (v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6° (43-26-59-00).

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 6° (42-78-37-23) ; Les Trois Balcas, 6° (45-21-10-00).

LA PARTY (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5° (43-29-44-00).

PINK FLOYD THE WALL (Br.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15° (45-54-48-88).

QUASIMODO (A., v.o.) : Action Christine, 6° (45-29-11-30).

LES RAISONS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5° (43-54-42-34).

SALAAM BOMBAY I (Indo-Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

STRANGER THAN PARADISE (A.-AIL, v.o.) : Utopie Champollion, 5° (43-26-59-00).

SUR LES QUAI (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : Le Champ - Espace Jacques Test, 5° (43-54-51-60).

VACANCES ROMAINES (A., v.o.) : Reflet Média Logos salle Louis-Jouvet, 5° (43-54-42-34).

THÉÂTRE

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17)

Le 12 à colonnes (1942), de Roland Tual, 16 h ; Le Dernier Nébule (1976, v.o. a.s.), d'Elia Kazan, 19 h ; Jean Cocteau, autoportrait d'un inconnu (1983), d'Edgardo Cozzani, 21 h 15.

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-08-77-71) : La Ritournelle : 20 h 45.

ANLEQUIN (45-89-43-22) : Le Dimanche de la vie : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02) : Plagiat Ditt de messange : 21 h.

ATELIER (46-06-49-24) : L'Avenir : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27) : Salle C. Gérard, d'Eschard Lucille : 20 h 30. Salle Louis Jouvet, d'Eschard Lucille : 20 h 30.

BERRY (43-70-37-02) : Jackpot : 20 h 45.

BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24) : Feuilles sous tous les régimes : 18 h 30. L'Esprit : 20 h 45.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53) : Amistice au pont de Grenelle : 20 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-62-51) : d'Protection Initiatoire... et en plus : 20 h. Cartouches Atelier du Chaudron (43-28-97-04). L'Oiseau-Bridgier : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPE (43-28-36-36) : Salle L. d'Eschard Lucille : 20 h. Salle II. d'Eschard Lucille : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-66) : Les Versets satiriques : 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-23) : Les Deux Voies de Jean Cocteau : 18 h 30.

CENTRE WALLON-BRUXELLES (42-78-37-23) : d'Eschard Lucille : 20 h 30. Collège : 20 h 30.

CINÉ DIAMANTS (45-80-51-31) : La Soirée d'Armelle : 20 h 30. d'Eschard Lucille : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-58) : d'Eschard Lucille : 20 h 30. Collège : 20 h 30.

COLLÈGE NÉERLANDAIS (43-58-79-39) : Les Sincères : 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11) : Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21) : Les Milleux Amis : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22) : Les Délices du balais : 20 h 30.

DAUMOU (42-61-09-14) : Tu m'es assés la vie : 21 h.

DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-50) : Faut de la fûte dans les idées : 20 h 30.

DEUX ANES (48-06-10-28) : Les Tontons farouches : 21 h.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-28-47-71) : Jours-Dictée le Paradis : 20 h 30.

EDGAR (43-20-65-11) : Les Béatitudes : 20 h 30.

EDOUARD-VE SACHA GUTRY (47-42-59-82) : Point de feu sans fumée : 20 h 45.

ELDIADO (42-49-80-27) : d'Eschard Lucille : 20 h 30. Collège : 20 h 30.

ESPACE MARRAS (45-84-09-31) : Le Mouette : 21 h 30.

ESPACE PIERRE CARDIN (42-66-26-75) : La Machine infernale : 20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40) : Tempo : 20 h 45.

GATÉ-MONTPARNAISE (43-22-16-16) : Faut pas tuer maman ! : 20 h 45.

GALERIE 65-THÉÂTRE DE L'ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-28-63-51) : True West : 20 h 30.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-90-08) : Histoire d'est rîe : 20 h 15.

GRAND THÉÂTRE DE LA VILLETTE (SALLE ROSE VIANI) (42-49-77-22) : d'Eschard Lucille : 20 h 30.

GROUPE MONTPARNAISE (43-27-59-01) : Papi Dî : 18 h. d'Eschard Lucille : 20 h 30.

GYMNASSE MARIE-BELL (42-46-75-75) : L'Ex-femme de ma vie : 22 h 15.

HUCHETTE (43-26-39-88) : La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Lapin : 20 h 30.

IMPROVISATION DE PARIS (43-66-42-17) : d'Eschard Lucille : 20 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-48) : Le Bourdon : 21 h.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68) : d'Eschard Lucille : 20 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99) : Mol, Feuerbach : 21 h.

LA VIELLE GRILLE (47-07-22-11) : Les Fils du vent : 20 h 30.

LE BATEAU-THÉÂTRE (42-08-68-88) : Croquez le melon : 20 h 30.

LE BOUVILL (43-73-47-84) : Musio-Hall Folies : 20 h 30.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-23-88-83) : d'Eschard Lucille : 20 h 30.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02) : Gilles de Rai + ou : 21 h.

LUCERNA FORUM (44-44-57-34) : Théâtre noir, Le Petit Prince : 18 h 45.

Le Bâton de la maréchaussée : 20 h. d'Eschard Lucille : 20 h 30.

Mélie de Vercorde : 21 h 30. Théâtre rouge, Simone Weil 1908-1943 : 18 h 30.

La Dernière Bande, Comédie, Pas en attente : 20 h. Dialogues d'été : 21 h 30.

MADELINE (42-65-07-09) : Port-Royal : 21 h.

MARRAS (42-78-03-53) : L'Avenir : 20 h 45.

MARIE STUART (46-05-17-80) : La Sés : 20 h. d'Eschard Lucille : 22 h.

MARGNY (42-56-04-41) : Starman : 21 h.

MARGNY (PETIT) (42-25-20-74) : De Sèche à Gaby : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00) : Les Palmes de M. Schutz : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02) : Vite une femme ! : 21 h 15.

MICHOËNE (47-42-95-23) : Humeur d'amour : 18 h. Pièces détachées : 20 h 30.

MOGADOR (48-78-75-00) : Tango Argentino : 20 h 30.

MONTPARNAISE (43-22-77-74) : La Soupe : 21 h.

MONTPARNAISE (PETIT) (43-22-77-74) : Les hommes naissent tous égo : 21 h.

MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARTRE) (46-06-78-82) : La Butte et l'abbaye (89, rue de Montmartre) : 18 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUTETARD (43-31-11-98) : d'Eschard Lucille : 20 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-78) : Le Grand Stendard : 20 h 30.

OEUVRE (46-74-42-52) : Je ne suis pas Rappoport : 20 h 15.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17) : Serge Pappagallo : 21 h.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-80) : Dans le nuit le l'été : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-67-59-81) : Un si à la patte : 20 h 45.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68) : d'Eschard Lucille : 20 h 30.

POCHE-MONTPARNAISE (45-48-52-97) : d'Eschard Lucille : 20 h 30.

POCHE-MONTPARNAISE (45-48-52-97) : d'Eschard Lucille : 20 h 30.

PROFESSION IMITATEUR... ET EN PLUS : Café de la Gare (42-78-52-51) (dim.).

LE BALADIN DU MONDE OCCIDENTAL : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

LES SINCÈRES : Collège Méridien (43-58-79-39) (dim.).

LORENZACCIO : Comédie-Française (40-15-00-16) samedi, dimanche, mardi à 20 h 30 (21).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42-67-59-81) (dim.).

UN ÉLÉPHANT DANS LE JARDIN : Théâtre de la Main d'Or (42

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

— Christine et Michel COLONNA D'ISTRIA sont heureux de laisser Antoine annoncer la naissance de sa petite sœur.

Elle, le 19 octobre à Paris.

— M. Jacques MIKAELEIAN et M^{me} Eve BOUJAC sont heureux d'annoncer la naissance de Lucie, le 14 octobre 1989.

— Lucette et Martin sont heureux d'annoncer qu'ils viennent d'avoir un petit frère, Mathieu, né le 22 septembre 1989.

M. Ch. JAILLARDON et M^{me} née Capdeville, Le Vieux Logis, 49, chemin de Bockenstein, 69260 Charbonnières-les-Bains.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions de "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Décès

— M. Lef FOSTER, M^{me} née Caroline Bismart et leur fils Les, sont heureux d'annoncer la naissance de Nina, le 18 septembre 1989, à Paris.

— Annie Grimaud, Max et Denise Vergot, Pierre et Jean-Marie Grimaud, Jean-François et Joëlle Vergot, Les familles Choukroun, Cohen, Pariente, Dulung, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Rolande CHOUKROUN, veuve du docteur Henri COHEN, leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur, tante et parente, survenue le 17 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-neufième année. Les obsèques auront lieu le vendredi 20 octobre, à 16 h 15, au cimetière du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, 43, avenue de Verdun, 94000 Créteil.

— Bénédicte Courbevoia, Saint-Cloud, Angers, Versailles, Chaville, Nanterre.

M^{me} Pierre Jaquet, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et M^{me} René Jaquet, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Marie-Thérèse Jaquet, M. et M^{me} Bernard Jaquet, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Michel Jaquet, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Edouard Jaquet, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès, dans sa soixante-seizième année, de M^{me} Germaine JAQUET, rapplée à Dieu le 17 octobre 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 24 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6, suivie de l'inhumation au cimetière de Chaville.

Cet avis tient lieu de faire-part. 27, rue du Calvaire, 92210 Saint-Cloud.

— M^{me} Pierre Peraldi, son épouse, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Germaine SKALLI, née Benayana, survenue à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 20 octobre 1989, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale. 106, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

— Michèle Zivy Hakim, sa fille, Cécile Hakim, sa petite-fille, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Jean ZIVY, née Suzanne Levy, survenue le 15 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 19 octobre, au cimetière de Nancy-Préville. 19, rue Nicole, 75116 Paris.

— Pour le deuxième anniversaire du décès du docteur Maurice BADIE, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

Avis de messes

— Un service religieux à la mémoire du général d'armée Jean FAVREAU, ancien gouverneur militaire de Paris et commandant la 1^{re} région militaire, sera célébré en l'église Saint-Louis des Invalides, le mercredi 25 octobre, à 18 h 30.

— A l'intention de M^{me} Pierre HEPP, Canille Mayran, décédée le 26 avril 1989 et de son petit-fils Olivier HEPP, décédé le 26 octobre 1978.

Une messe sera célébrée par le R.P. Bouley, de l'Oratoire, en l'église Saint-Eustache, le vendredi 27 octobre, à 18 h 30.

— Les cours du collège des études juives de l'Alliance israélite universelle reprendront le lundi 23 octobre 1989 : hébreu, Bible, Talmud, introduction au judaïsme, etc.

Renseignements à l'AIU, tél. : 42-80-35-00.

— Université Paris-Sorbonne, le samedi 21 octobre à 14 heures, 1, rue Victor-Cousin, entrée galerie J.-B. Desmays, escaliers K et N, 2^e étage, salle 503. M. Hassan Al Zaidi : « Les relations internationales des pays arabes avec les pays du Moyen-Orient, de l'Est et les puissances régionales moyennes-orientales, depuis la première guerre mondiale jusqu'à nos jours ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le jeudi 9 novembre, à 14 heures, salle des actes, centre administratif, 1, rue Victor Cousin. M^{me} Claude Matlosky-Cohen : « La société laïque en Palestine aux deux premiers siècles de l'Empire romain : étude prosopographique et sociale ».

— Université Paris-IV-Sorbonne, le vendredi 10 novembre, à 9 h 30, salle Louis-Liard. M. François Piazza : « Anarchisme et symbolisme chez Gian-Petro Lucini (1867-1914) ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouters

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

— Université Paris-Sorbonne, le samedi 21 octobre à 14 heures, 1, rue Victor-Cousin, entrée galerie J.-B. Desmays, escaliers K et N, 2^e étage, salle 503. M. Hassan Al Zaidi : « Les relations internationales des pays arabes avec les pays du Moyen-Orient, de l'Est et les puissances régionales moyennes-orientales, depuis la première guerre mondiale jusqu'à nos jours ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le jeudi 9 novembre, à 14 heures, salle des actes, centre administratif, 1, rue Victor Cousin. M^{me} Claude Matlosky-Cohen : « La société laïque en Palestine aux deux premiers siècles de l'Empire romain : étude prosopographique et sociale ».

— Université Paris-Sorbonne, le vendredi 10 novembre, à 9 h 30, salle Louis-Liard. M. François Piazza : « Anarchisme et symbolisme chez Gian-Petro Lucini (1867-1914) ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris-IV, le vendredi 10 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Françoise de Noirfontaine : « La maison de Bouillon - La vicomté de Turenne. Permanence d'une aristocratie ».

— Université Paris-Sorbonne, Paris

COMMUNICATION

Un revers pour M. Berlusconi

Un tribunal italien conteste la légitimité des coupures publicitaires

« Toute interruption d'un film altère l'identité de l'œuvre et par conséquent porte atteinte à la réputation de son auteur. » C'est en ces termes que les magistrats de la cour d'appel de Rome ont donné raison, le 17 octobre, au fils du réalisateur italien Pietro Germi, choqué par les coupures publicitaires lors de la diffusion par la chaîne Rete 4 du film *Serafino*, tourné en 1971 par son père, trois ans avant sa mort.

Cet arrêt, très attendu en Italie, est un revers pour M. Silvio Berlusconi, propriétaire de Rete 4 et de deux autres réseaux commerciaux de télévision, Canale 5 et Italia 1. Car il remet en question le système actuel, qui permet au magnat italien de la télévision d'entretenir les films de ses chaînes de coupures publicitaires — quatre « seulement » depuis un accord d'autodiscipline entre producteurs et opérateurs de télévision il y a quelques mois. Le groupe Fininvest de M. Berlusconi a d'ailleurs aussitôt réagi, en estimant que le jugement ne vise que le cas d'espèce de *Serafino*, et en dénonçant « la substitution des magistrats au pouvoir législatif ». Le groupe va se pourvoir en cassation.

De leur côté, l'Association des auteurs de cinéma et le Parti communiste italien — en pointe dans le combat contre l'invasion publicitaire — se félicitent du précédent créé par les juges de Rome, qui renverse une décision antérieure selon laquelle ce type d'affaires doit être examiné « au cas par cas en fonction de la nature du film, de la fréquence et de la longueur des coupures ».

Evelyn Prouvost-Berry, « femme d'affaires de l'année »

La réussite d'une discrète héritière

PDG du groupe de presse Marie-Claire depuis 1976, M^{me} Evelyn Prouvost-Berry a reçu, le 17 octobre, le sixième prix Veuve Clicquot, qui désigne « la femme d'affaires de l'année ». Le PDG de Marie-Claire a su, en treize ans, redresser les titres féminins de l'empire Prouvost, implanter Marie-Claire à l'étranger et diversifier l'activité de son groupe.

Discrète, voire timide, Evelyn Prouvost-Berry sait faire preuve d'une ténacité terrible dans les grandes occasions. « Je l'ai vue tenir tête à Jean Prouvost, son grand-père, se souvient une amie d'enfance. « Et Dieu sait qu'il fallait avoir du cran face à « JP », qui n'était guère commode. »

La scène a lieu en 1976. Evelyn Prouvost a trente-sept ans. Depuis neuf ans, armée de son baccalauréat et d'une année de propédeutique, elle ronge son frein dans les journaux du groupe de son grand-père. Avec lui, elle a importé *Cosmopolitan* d'outre-Atlantique. Mais, cette année-là, devant les dettes qui s'amoncellent, le patron de la Lamière de Roubaix, mais aussi de *Paris-Match*, de *Télé 7 jours*, de *Marie-Claire*, etc., décide de vendre son groupe de presse.

Soutenue par François Dalle, PDG de L'Oréal, la blonde Evelyn Prouvost enrôle deux de ses quatre sœurs sous sa bannière et revendique auprès de son grand-père le contrôle des titres féminins, le reste allant chez Hachette. Mais Jean Prouvost, qui considère « qu'une femme n'est pas capable de gérer un groupe », fait la sourde oreille à sa petite-fille.

Sa force de conviction emportera l'adhésion du patriarche. Personne, alors, ne croit à la réussite de cette héritière contrariée. Pourtant, en quelques mois, la jeune PDG réorganise de fond en comble ses journaux, les équipes d'une comptabilité analytique, des départements vente et marketing et les informations. Elle règne en maîtresse abso-

lue — elle possède 17 % du capital, deux de ses sœurs, qui travaillent dans les journaux du groupe détiennent la même part, le reste (49 %) étant aux mains de L'Oréal — mais reste discrète, presque invisible. La plupart de ses 330 collaborateurs (dont deux tiers de femmes) avouent ne l'avoir croisée que rarement au sein du groupe. « Elle est au quatrième étage de Marie-Claire, l'étage directeur, note un journaliste. On la rencontre parfois avec des partenaires japonais ou américains. Elle n'intervient pas dans les rédactions : Elle gère son groupe. »

Si, dans celui-ci, on admet qu'Evelyn Prouvost peut parfois « être près de ses sous », on reconnaît ses résultats de gestionnaire avisée. En 1988, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 560 millions de francs. Son bénéfice avant impôt s'établit à 53 millions de francs.

Un but : l'internationalisation

Fidèle à la mémoire de son grand-père — elle a conservé en l'état, meubles et tapisseries compris, le manoir solognot qu'elle a hérité de lui, — le PDG de Marie-Claire qui confie « avoir vécu de près la chute d'un empire de presse », a patiemment consolidé l'activité de son groupe. Marie-Claire, avec une diffusion 1988 de 604 293 exemplaires, caracole toujours en tête des journaux féminins « haut de gamme ». En 1980, Evelyn Prouvost lui adjoint le bimensuel *Marie-Claire Bis* et lance deux ans plus tard les éditions étrangères de son magazine vedette (au Japon, en Angleterre, en Espagne, etc.), dont le tirage global atteint plus d'un million et demi d'exemplaires. Les années 90 seront celles de l'internationalisation du titre : le chiffre d'affaires des Marie-Claire étrangers représente aujourd'hui le quart du chiffre d'affaires du groupe mais ce taux devrait doubler à court terme.

Evelyn Prouvost négocie actuellement avec Axel Gauss, le patron de *Prima* et de *Femme actuelle* qui l'« effraie pas son talent », une future codition allemande, à laquelle participerait Gruner und Jahr. Mais elle espère aussi implanter son titre aux États-Unis, dans la foulée du *Elle* américain.

Avantages est un des autres sujets de fierté d'Evelyn Prouvost. Lancé il y a un an, sur le modèle du magazine britannique *Essentials*, ce mensuel est aujourd'hui vendu à 609 831 exemplaires. Mais le PDG de Marie-Claire s'est aussi autorisé des incursions en dehors de la presse féminine. Celle qu'une de ses amies décrit comme « aimant la vie et la bonne bouffe » a racheté il y a quatre ans *Cuisine et vins de France*, vendu à 62 673 exemplaires, et qui doit bénéficier l'an prochain d'un coup de pouce promotionnel.

Femme d'affaires désormais expérimentée, la PDG de Marie-Claire s'intéresse aussi à l'audiovisuel. Partenaire de la première formule de la Cinq, aux côtés de MM. Berlusconi et Seydoux, et donc à ce titre « demandeur d'indemnités », Evelyn Prouvost est maintenant présente dans le capital de TF 1. De surcroît, son groupe vient de constituer une société holding de communication audiovisuelle, Syncom. Dotée de 45 millions de francs, elle regroupe des participations dans diverses sociétés de production (Son et Lumière, groupe Image).

Catholique pratiquante, Evelyn Prouvost affirme se « vouloir de se conformer à une éthique » et considère « sa vie de famille comme sa véritable colonne vertébrale ». Peu friande de mondanités, elle connaît le patron de *Paris-Match*, Daniel Filipacchi, mais pas celui d'Hachette, Jean-Luc Lagardère, et ne fréquente l'homme de presse britannique, Robert Maxwell, que par le biais de son mari, Nicolas Berry, qui fut l'éditeur du *Harper's Dictionary*. Le PDG de Marie-Claire n'est pas femme à porter des masques. Elle peut ainsi afficher sereinement son salaire (70 000 F mensuels), son penchant politique (« le centre-droit »), tout en reconnaissant les vertus d'un socialisme « qui a réussi en France à redorer l'image des patrons ».

YVES-MARIE LABÉ

Selon la presse hollandaise

TF 1 et NBC investiraient dans la chaîne privée TV 10

AMSTERDAM

de notre correspondant

La chaîne commerciale TV 10 créée aux Pays-Bas et installée au Luxembourg va-t-elle devenir française ? La presse néerlandaise de ces deux derniers jours affirme unanimement que TF 1 est l'une des trois sociétés étrangères prêtes à participer à un consortium d'exploitation de la « chaîne aux étoiles » conçue par le producteur Joop Van den Ende. Selon nos informations, les studios de ce dernier à Aalsmeer, aux portes d'Amsterdam, ont reçu, le jeudi 19 octobre, la visite de M. Cyril Dupeloux, secrétaire général de TF 1.

Les deux autres sociétés citées sont le groupe suédois Esselte et le réseau américain NBC, qui sont déjà partenaires de l'entrepreneur néerlandais. Esselte qui gère la chaîne payante Filmnet diffusée par satellite en Europe du Nord est le locataire officiel du canal du satellite Astra que doit sous-louer TV 10.

De son côté, NBC a récemment pris une participation minoritaire, mais « notable », dans le capital de la société de production J. Van den Ende. Cette dernière transaction a été annoncée samedi dernier, lors du MIPCOM. C'est également à Cannes qu'un accord de principe aurait été conclu avec TF 1.


La chaîne française deviendrait la société éditrice des programmes de TV 10. Ceux-ci seraient envoyés vers le satellite Astra depuis la France et le Luxembourg, où le nouveau consortium a son siège. A Paris, TF 1 garde le silence. A Amsterdam, M. Harry Severens, porte-parole de TV 10, s'est refusé à « continuer à démentir » ces informations. Il nous a cependant affirmé que la chaîne néerlandaise était effectivement « en pourparlers avec un certain nombre de sociétés ». Tractations qui doivent aboutir « avant le samedi 28 octobre ».

Cette date est celle qu'a constamment annoncée TV 10 pour le lancement de ces émissions. Pourtant, l'accès au réseau câblé des Pays-Bas est théoriquement interdit : le Commissariat aux médias, ordonnateur du paysage audiovisuel, a estimé, le 28 septembre, que TV 10 était une chaîne néerlandaise (par son capital, ses dirigeants et ses programmes) et s'était installée au Luxembourg à la seule fin de contourner la législation nationale prohibant la diffusion de programmes commerciaux.


La création d'un consortium international chargé de son exploitation conférerait à TV 10 le statut de télévision étrangère. Elle pourrait partir à la conquête du câble néerlandais en s'appuyant sur la récente directive « télévision sans frontières », qui connaît ainsi son baptême du feu.

CHRISTIAN CHARTIER

□ Le Sport à nouveau en kiosques. — L'ancien quotidien *le Sport* est à nouveau en kiosques le 20 octobre, mais en formule hebdomadaire. Lancé par le groupe, Entreprendre de Robert Lafont, qui avait racheté le titre du quotidien disparu en juin 1988, le premier numéro de *Sport* a été tiré à 400 000 exemplaires (*le Monde* du 21 septembre). Réalisé par vingt-cinq journalistes dirigés par Hervé Duthu, ex-rédacteur en chef du service des sports de TF 1, le nouvel hebdomadaire (8 F) comporte 64 pages, traitant principalement des « sports leaders » comme le football, le rugby, le cyclisme, le basket, etc., mais aussi des programmes sportifs de la télévision, rassemblés en un cahier de 8 pages. Bénéficiant d'un investissement de 15 millions de francs (51 % aux mains d'Entreprendre, le reste étant détenu par un pool bancaire comprenant le Crédit agricole, le *Sport* compte séduire 50 000 acheteurs et se pose « en complément et non en concurrent » de *l'Equipe*.



Ecoutez en exclusivité sur
NRJ LE 20 OCTOBRE
LE NOUVEL ALBUM DE
TERENCE TRENT D'ARBY
« NEITHER FISH NOR FLESH »



CBS



CLERMONT FERRAND
dans la course!
AVEC
ADRIEN MORILLAS

CHAMPION DE FRANCE OPEN 250 CC

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

31 Tolbiac-St-Lazare : nouvelle ligne de métro
Les journées prospectives du « Monde »

35 Les enjeux de l'ordinateur à l'hôpital
36 Les beaux jours de l'industrie régionale

38 Marchés financiers
39 Bourse de Paris

BILLET

Plaidoirie mexicaine à Paris

Difficile visite que celle entreprise par le négociateur mexicain de la dette, M. Angel Gurría, à Paris. Il venait le jeudi 19 octobre, arracher le soutien des banques françaises au plan Brady de réduction des créances sur le Mexique. Or l'auditoire était loin d'être convaincu. Les financiers français n'ont pas accepté du bout des lèvres l'accord de principe signé le 23 juillet à New-York entre les négociateurs mexicains et leurs créanciers ? et M. Viot, président de la Société générale, n'a-t-il pas récemment affirmé que « les banques commerciales [s'étaient] couchées à cette occasion » et qu'on ne les y reprendrait plus ?

M. Gurría a rappelé à son auditoire parisien la situation importante apportée par le gouvernement français à la résolution du cas mexicain. Soulignant la filiation du programme avec le plan Mitterrand, il a rappelé que l'Etat français proposait un traitement fiscal avantageux, et l'émission d'obligations de garantie, afin de prouver aux banques qu'elles ne travaillaient pas sans fillet.

Même si elles traitent encore les pieds, les banques françaises (qui détiennent 7 % des créances commerciales sur le Mexique) ne joueront pas les francs-tireurs. Parmi les trois options qui leur sont offertes (réduction du principal de la dette, diminution des intérêts ou apport d'argent frais), elles choisiront vraisemblablement dans leur majorité la première de ces solutions. La reprise des prêts au Mexique semble n'avoir séduit personne. Parmi les quelques cinq cents banques créancières, seule la première d'entre elles, la Citibank américaine, s'apprête à s'engager dans cette voie.

Il faudra attendre la fin de la tournée des principales capitales mondiales de M. Gurría et la date-butoir du 31 octobre donnée aux banques pour faire leur choix avant de savoir si la réduction de la dette mexicaine sera réelle.

F.L. et C.M.

Après le succès de la manifestation des agents des finances

Le ministère de l'économie propose une prime mensuelle globale

Les syndicats espéraient de 60 000 à 80 000 agents des finances entre Bastille et Bercy. Il en est finalement venu 100 000 selon eux (40 000 si l'on en croit les estimations de la police). Quels que soient les chiffres avancés, cette troisième manifestation nationale a largement dépassé, jeudi 19 octobre, l'ampleur de la précédente (le 5 octobre, les organisateurs annonçaient 50 000 participants, la police 25 000).

Devant le nouveau ministère de l'économie, des grappes de manifestants ont dû se former sur les parois inclinées du Palais national de Bercy pour permettre au flot continu de fonctionnaires des impôts, du Trésor ou des douanes, de prendre place face à l'imposant bâtiment du ministère. Après cinq mois de conflit, les syndicats CGT, CFTD, FO, CFTC, GPF-CGC et SNUI considèrent avoir plus que jamais le vent en poupe alors que M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, devait les recevoir vendredi à 14 heures.

Épaulant sur leur passage des formulaires de déclaration de revenus, distributeurs de fausses vignettes automobiles à l'effigie de M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, scandant « Béré, ça suffit, assés-toi et négocie », les agents des finances, dont certains s'étaient pour l'occasion déguisés en Père Noël ou en Batman, paraissent parfois surpris du succès de ce rassemblement. « Nous sommes 100 000 à Paris, soit la moitié de l'effectif total du ministère ! », s'envoie-t-il au micro un organisateur.

Pourtant, en dépit de cette démonstration de force, la plupart des dirigeants syndicaux paraissent avoir fait leur deuil des trente points d'indices (700 francs par mois) qu'ils revendiquent depuis le début de la grève. Conscients qu'une mesure judiciaire risquerait fort de faire tache d'huile sur l'ensemble de la fonction publique, ils évoquent surtout la « prime mensuelle » envisagée par M. Bérégovoy.

Le calcul de la retraite ?

Les syndicats sont néanmoins déterminés à obtenir des avantages au-delà de l'enveloppe déjà accordée par le ministre et réclament cette éventuelle prime dans le calcul des retraites. « Nous sommes l'administration qui rapporte le plus d'argent à l'Etat : il serait normal que l'on obtienne une mesure particulière et substantielle », affirme sans aucune hésitation Sylvie, vingt-trois ans, agent des impôts à Vanves (Hauts-de-Seine). « M. Bérégovoy, pronostique-t-elle, va céder sur une prime, ce qui lui permettra de faire croire à l'opinion publique et autres fonctionnaires qu'il n'a pas vraiment lâché. »

Présent dans les premiers rangs du cortège, M. Marc Biondel, secrétaire général de FO, reste dis-

cret sur le contenu de l'entretien qu'il a eu la veille à l'Élysée. « Le président de la République souhaiterait que l'on trouve une solution rapide », souligne-t-il néanmoins.

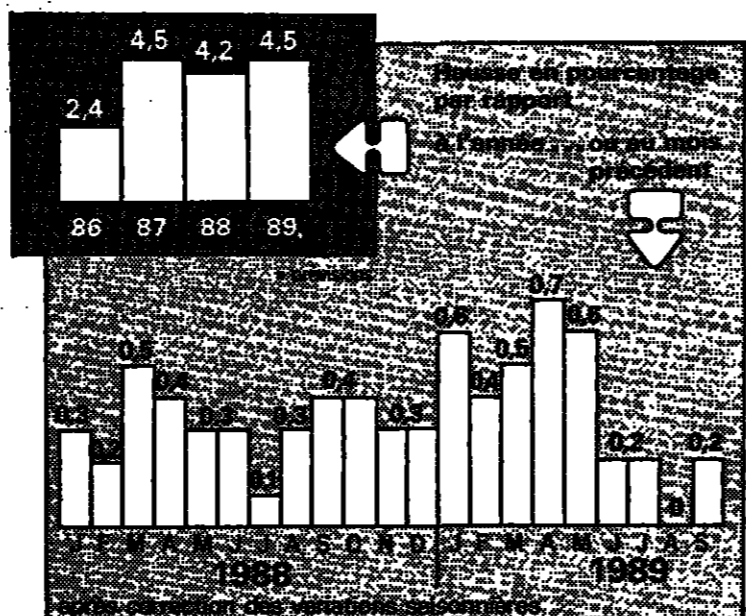
A la CGT, on s'inquiète de la volonté d'un peu trop marquée de certains syndicats d'aboutir prochainement à un accord. « On ne va pas brader cette manifestation pour une prime de 200 ou 300 francs », prévient un cégétiste des impôts.

A 18 h 40, la délégation qui vient d'être repue par des membres du cabinet de M. Bérégovoy et Charasse repart devant les manifestants. « M. Bérégovoy a la volonté de trouver une solution rapidement, pour le début de la semaine prochaine », lance M. Jacky Lesueur (FO), qui annonce qu'une réunion sera organisée vendredi. « Tous de suite, tout de suite ! », répondent en écho des groupes de manifestants. Ceux-ci se dispersent qu'à 23 h 30 alors que des représentants de l'intersyndicale seront reçus dans la soirée par les groupes socialistes et communistes de l'Assemblée nationale.

Le ministre de l'économie devait présenter vendredi une proposition chiffrée de prime mensuelle pour les agents des finances. Si M. Bérégovoy est disposé à accorder quelques concessions supplémentaires, il n'entend pas faire écho « aux surenchères » et ne semble pas décidé à accepter, au moins dans un premier temps, d'intégrer les primes dans le calcul de la retraite.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis redonne confiance aux marchés financiers



Les prix de détail aux Etats-Unis ont augmenté de 0,2 % en septembre, contre un certain ralentissement de l'inflation. La hausse des prix avait été de 0,2 % en août et de 0,2 % en juillet. Ce bon résultat s'explique principalement par la modération du prix des carburants, qui a diminué de 2,2 % en septembre, après avoir augmenté de 21,2 % en janvier et mai. En un an, le septembre 1989 comparé à septembre 1988, la hausse est de 4,3 %. Elle avait atteint ou dépassé les 5 % de mars à juillet.

Pour rester parmi les premiers mondiaux

Cap Gemini Sogeti modifie son capital

Cap Gemini Sogeti, première société de services informatiques en Europe, change son capital. Elle se dote des moyens nécessaires pour rester dans le peloton de tête mondial.

Une des forces de Cap Gemini Sogeti est sa capacité d'analyse du marché informatique. Sa lecture des grands mouvements en cours dans le service informatique est limpide : les perspectives de croissance de ce métier (20 % en 1988), infiniment plus intéressantes que celles du matériel informatique (5 %), sont telles qu'elles suscitent de multiples convoitises. Et en particulier, celle des « gros » : les grands cabinets d'audit, bien sûr, mais aussi les constructeurs informatiques eux-mêmes qui cherchent ainsi une échappatoire au ralentissement de leur spécialité traditionnelle. IBM, n'achète-t-il pas à tour de bras des sociétés de logiciel ? Dans cette perspective, les dirigeants de Cap Gemini Sogeti — qui veulent faire partie du peloton de tête — pensent donc qu'il est indispensable de grossir

La croissance interne n'y suffira pas, selon eux, et des acquisitions seront nécessaires.

« Le marché mondial des services informatiques se chiffre à quelque 40 milliards de dollars en 1989. Nous en détenons 2,5 % mais il faut augmenter ce pourcentage. Dès lors on parle de chiffres d'affaires qui s'expriment en dizaines de milliards de francs. L'échelle de grandeur change », explique-t-on chez Cap. D'où la nécessité d'avoir de l'argent. « Jusqu'ici, j'avais 52 % de Sogeti qui, lui-même, possédait 51 % de Cap Gemini Sogeti. Cette structure pose quelques problèmes », expose M. Serge Kampf, président fondateur de l'entreprise.

En effet, la moindre augmentation de capital, s'il ne la suit pas, risquerait de lui faire perdre le contrôle de l'entreprise. « Nous avons considéré que c'était inacceptable », précise-t-il. Pour résoudre ce dilemme — ne pas perdre le contrôle de l'entreprise sans en entraver la croissance — le groupe a recouru à la technique très traditionnelle de la cascade de holdings : désormais la participation de M. Kampf (51 %) et celle de

la CGIP (49 %) seront localisées dans un troisième holding de tête — SKIP — qui détient 58,5 % de Sogeti (aux côtés, entre autres, de Lazard pour 1 % et de Suez pour 7 %), elle-même actionnaire à 60 % de Cap Gemini Sogeti.

Ce montage permettra la constitution d'un trésor de guerre d'une dizaine de milliards de francs grâce à des augmentations de capital — qui feront entrer de nouveaux actionnaires, baptisés « porteurs ». Ceux-ci devront être, « de préférence, non financiers » et pourront venir de divers horizons sectoriels (les télécoms, par exemple) ou géographiques (même les Japonais sont acceptés). L'aboutissement de cette démarche pourra prendre du temps — entre zéro et cinq ans — mais celle-ci ne devra pas entraver la rentabilité du groupe.

Cap Gemini Sogeti, table cette année sur une croissance de 20 % de son chiffre d'affaires (à 7 milliards) et de son résultat : 520 millions.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Avec la participation du Crédit Lyonnais

Création d'une banque à capitaux mixtes à Moscou

Vendredi 20 octobre, cinq banques occidentales dont le Crédit Lyonnais et trois banques soviétiques ont annoncé à Moscou, la création d'un établissement financier, l'International Moscow Bank (IMB) sous forme de société anonyme au capital de 100 millions de roubles (soit 150 millions de dollars au cours officiel).

Cette banque consorcielle — une première en URSS depuis la révolution d'octobre, fonctionnera en principe selon les règles de l'économie de marché et aura la capacité d'effectuer pour l'ensemble des entreprises industrielles et de services soviétiques et étrangères toutes les gammes des opérations financières et bancaires, que ce soit en roubles ou en devises.

Outre le Crédit Lyonnais, les quatre autres établissements occidentaux sont le Creditanstalt Bankverein (Autriche), le Kansallis Osake Pankki (Finlande), la Banca commerciale italiana (Italie) et la Bayerische Vereinsbank (RFA). Du côté soviétique, on trouve le Vnesheconombank (banque pour les affaires extérieures), le Promstrobank (banque sectorielle de l'industrie) et le Sberbank (banque fédérative des caisses d'épargne).

Les négociations qui ont mené à la création de cette première banque consorcielle auront duré plus d'un an. Ayant accepté le principe au printemps 1988, les autorités soviétiques semblent avoir longuement hésité sur le nombre des établissements autorisés à participer à

l'événement ainsi que sur leur nationalité. En l'absence d'une loi bancaire régulant une activité de marché, les financiers soviétiques et occidentaux ont également du faire preuve d'imagination. Après de longues discussions, il a été décidé que les banquiers occidentaux détiendraient 12 % du capital de la nouvelle entité chacun (soit ensemble 60 %), le reste étant réparti entre les trois banques soviétiques. L'établissement sera dirigé par un conseil d'administration et un directeur. Le Crédit Lyonnais aura droit à un siège au conseil. Les objectifs qui ont été fixés au nouvel établissement concernent le financement de sociétés mixtes d'investissements et de projets industriels ou de services. La banque exercera également une activité de service en matière de conseil financier. Nul doute que les règles qui prévaudront à l'octroi d'un crédit seront calquées sur celles qui prévalent en Occident. L'International Moscow Bank aura donc un rôle pédagogique important dans un système économique qui ignore pour l'instant la notion de rentabilité.

Pour le Crédit Lyonnais, dont la présence en Union soviétique remonte à 1981, cette implantation est aujourd'hui considérée comme prioritaire. « Avec l'avènement de la perestroïka, près de dix mille organismes soviétiques ont accès à l'Occident. Une implantation locale permet d'apprécier la valeur du risque représenté par ces nouveaux intervenants et ouvre un immense marché à nos industriels », explique-t-on au Crédit Lyonnais.

Y.M.

Pour 900 millions de francs de contrats

Alcatel va moderniser les téléphones marocains

RABAT
de notre envoyée spéciale

Alcatel a conclu, vendredi 20 octobre, à Rabat une série de contrats pour l'équipement et la modernisation du réseau marocain des télécommunications d'une valeur de 900 millions de francs. Il s'agit de l'un des plus gros contrats d'Alcatel depuis plusieurs années. L'ensemble représente presque un quart du chiffre d'affaires du groupe à l'exportation. Signé à l'occasion de la visite au Maroc de M. Paul Quilès, ministre français des PTT, ces contrats seront pour une large part financés grâce à des crédits à conditions préférentielles dans le cadre du protocole financier franco-marocain.

Alcatel s'est engagé à fournir, à installer et à mettre en service d'ici 1992 quelque 147 000 lignes téléphoniques (sur un total de 930 000 lignes prévues à cette échéance). Le groupe livrera, pour ce faire, des appareils modernes de type Alcatel E-10 semblables à

ceux installés en France, pour une valeur de 350 millions de francs. Il devra en outre assurer la transmission et le raccordement des lignes jusqu'à l'usage final, cette dernière partie, estimée aux alentours de 500 millions de francs, devant encore faire l'objet d'ultimes négociations. Alcatel fournira également par sa filiale Submarcom les équipements permettant au Maroc de s'associer au projet de câble sous-marin à fibre optique reliant le Maroc au Portugal et à la France, et ultérieurement à la Grande-Bretagne, pour un montant de 85 millions de francs.

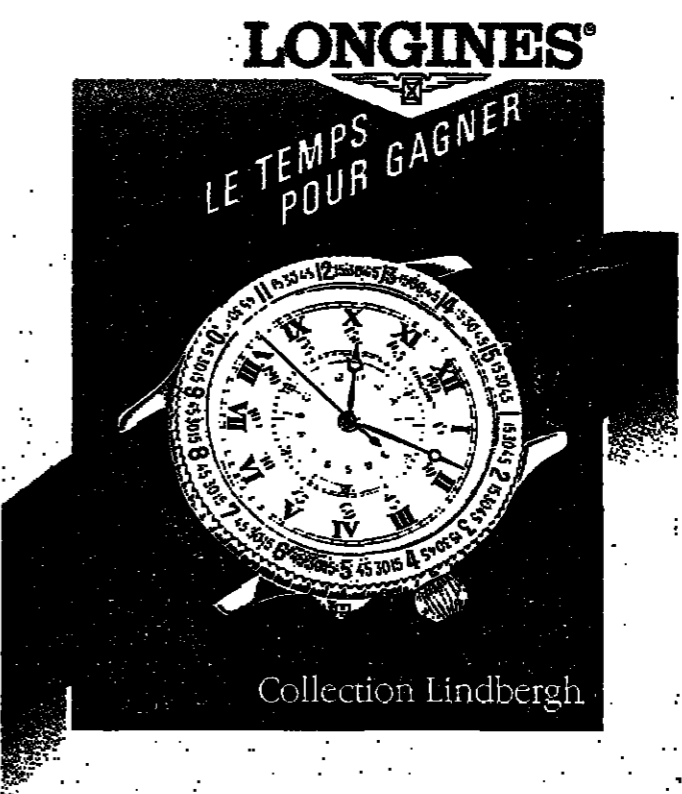
Enfin Alcatel CIT installera (pour 25 millions de francs) le premier réseau marocain de transmission de données par paquet destinées à la clientèle des entreprises équipées d'ordinateurs. Ces contrats largement aidés par la France devraient permettre au Maroc de rattraper en grande partie le retard accumulé dans les télécommunications.

VÉRONIQUE MAURUS

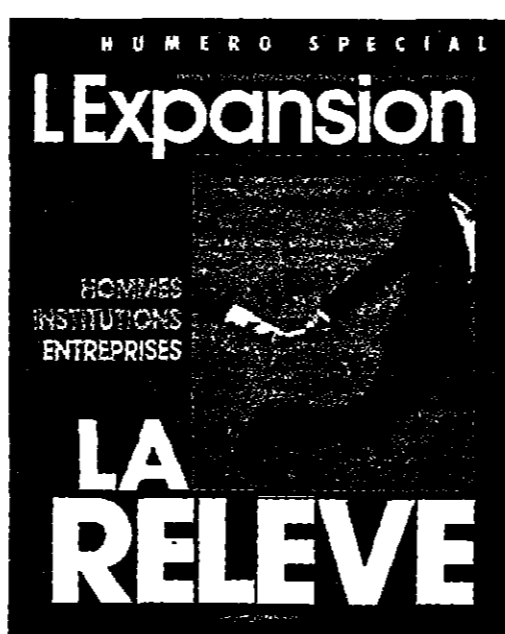
INSOLITE

Une sécheresse salée

Grâce à la sécheresse, la Camargue est en train d'engranger sa meilleure récolte... de sel depuis le début du siècle. L'absence de pluie au cours de l'été a provoqué une évaporation intense de l'eau dans les salines. Le résultat ne s'est pas fait attendre : alors que la Compagnie des salins du Midi a réduit de 7 % le nombre d'hectares exploités elle a récolté 1,1 million de tonnes de sel, soit 200 000 tonnes de plus qu'en temps ordinaire. « Comme les agriculteurs, nous sommes tributaires de la météo », a expliqué un responsable des salins. Mais les paysans, eux, n'ont pas la part si belle. Selon le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, la sécheresse a causé des pertes cumulées d'environ 10 milliards de francs. Dans les campagnes, on trouve la note du ciel un peu... salée.



QUI RELEVE QUI?



La France bouge. Partout la relève se prépare. La relève des hommes et des idées, la relève des entreprises et des institutions. Comment se fait-elle? Qu'apportera-t-elle? Quelles sont les 100 personnalités qui vont compter demain?

Quels sont les hommes nouveaux qui vont réveiller les régions? Quelles sont les idées économiques qui s'imposent? La relève et ses enjeux. Un numéro spécial de l'Expansion. L'Expansion, en vente chez votre marchand de journaux. 35 F.

LE PREMIER JOURNAL ECONOMIQUE FRANÇAIS.

ملف من ايدى

ÉCONOMIE

Malgré un financement imprécis

Le président de la RATP lance la nouvelle ligne de métro automatique Tolbiac-Saint-Lazare

M. Christian Blanc, PDG de la RATP, a voulu, le jeudi 19 octobre, dissiper « la confusion entretenue sur les décisions du conseil des ministres du 13 octobre » à propos de la future ligne de métro automatique Météor qui ira, dans un premier temps, de Tolbiac jusqu'à la gare Saint-Lazare via la gare de Lyon. Il a tenu à ce sujet sa première conférence de presse depuis sa nomination, en février dernier, et il a affirmé avec force : « Météor est décidé et nous nous sommes mis au travail ».

Ce « métro est-ouest rapide » est destiné à mettre fin à la saturation de la ligne A du RER sur son tronçon central entre gare de Lyon et Auber. Météor comprendrait une section de 8 kilomètres entre Tolbiac et Gare-Saint-Lazare, avec six stations intermédiaires (Dijon, Bercy, Gare-de-Lyon, Châtelet, Pyramides, Madeleine), une section de 1,7 km à l'est de Tolbiac vers Maison-Blanche avec une station intermédiaire (Tolbiac-Nationale), une section nord-ouest de 5,4 kilomètres de Gare-Saint-Lazare à Gabriel-Péri.

Assurés-Gennevilliers se raccorderait à la ligne de métro n° 13 bis. La ligne Météor serait exploitée avec un matériel entièrement automatique, sur pneu, composé de rames de sept voitures sans séparation entre elles, qui pourraient se succéder à un intervalle de 85 secondes. La vitesse commerciale serait de 40 km/h et la capacité optimale de 35 000 voyageurs à l'heure. Les sociétés Matra et GEC-Alsthom seront mises en concurrence pour la conception et la fabrication des automatismes. Le coût de la ligne Maison-Blanche-Tolbiac-Saint-Lazare-Gabriel-Péri est évalué à 5,5 milliards de francs ou à 6,7 milliards de francs si le prolongement était assuré jusqu'à Poitevin-Orléans. Le prix du matériel roulant est grossièrement estimé à 1,3 milliard de francs.

Des informations concordantes laissent à penser que le financement de Météor n'est pas bouclé, contrairement à celui de la ligne Eole de la SNCF dont le tunnel entre les gares de l'Est, du Nord et la gare Saint-Lazare, permettra de réaliser une nouvelle liaison RER entre la Défense et la banlieue Est. En effet, le gouvernement, qui a depuis le printemps permis de financer pour 40 % la ligne D du RER de la SNCF entre gare de Lyon et les Halles de Météor, entre Maison-Blanche et gare de Lyon, ne veut pas participer à cette hauteur à la section gare de Lyon-gare Saint-Lazare de Météor qui aboutirait à faire coexister trois tunnels (ligne A, ligne D et Météor) entre la gare de Lyon et Châtelet-Les Halles.

Priorité : la sécurité

On parle seulement d'une contribution symbolique, la quasi-totalité de l'addition étant assurée par la région Ile-de-France et par la Ville de Paris (le Monde du 14 octobre). M. Blanc a répondu à ces allégations en citant les propos tenus le 18 octobre à l'Assemblée nationale par le premier ministre. « Je ne crois pas trahir en le disant la pensée du maître de Paris », a déclaré celui-ci. L'Etat s'associe avec la ville et la région pour le projet Météor (...), un accord de principe est acquis si certains points restent à déterminer.

Interrogé sur ces financements imprécis, le PDG de la RATP a répondu : « Ce n'est pas mon problème ». Il a précisé que l'équipe chargée de superviser Météor avait été constituée et que la RATP serait chargée par la SNCF de la maîtrise d'ouvrage déléguée pour le tunnel de la ligne D du RER qui flanquera le tunnel de Météor. Il souhaite que celui-ci fonctionne en 1995.

M. Blanc a aussi abordé le sujet qui lui tient le plus à cœur : la sécurité dans le métro. Il a précisé le rôle du groupe d'intervention et de protection des réseaux (GIPR) dont il a décidé la création. « Ce groupe sera constitué d'ici dix-huit mois de cent vingt agents recrutés sous le statut de la RATP. Ils seront des gabarits imposants, entraînés aux arts martiaux, d'une courtoisie extrême, en tenue et équipés d'une matraque. (...) Mon objectif n'est pas la répression, ais la prévention ».

Qu'advient-il des ventes à la sauvette dans les couloirs du métro ? « Pas question de laisser le métro se transformer en souk. Le Parlement devrait bientôt examiner un projet de loi autorisant la RATP à saisir les marchandises exposées afin de ramener le phénomène à des proportions raisonnables. » Et les musiciens ambulants ? « J'appartiens à une génération qui les aime bien, mais nous arrivons là encore à l'excès. Nous avons décidé de laisser jouer les musiciens à condition qu'ils n'utilisent pas d'amplificateurs. D'autre part, nous sommes prêts à donner un agrément à certains groupes comme ces latino-américains remarquables qui jouent à la station Saint-Michel en arborant un badge de la RATP ».

Les quêtes et la mendicité ? « Notre action répressive sera dosée », a conclu M. Blanc qui a invité les journalistes à suivre la ligne de métro n° 4 (Orléans-Clignancourt) débarrassée de ses graffitis et de ses dealers, symbole de l'action qu'il entend mener dans les mois à venir.

ALAIN FAUJAS

■ Aéroflot achèterait dix Airbus. — La compagnie aérienne soviétique Aéroflot aurait choisi d'acheter dix exemplaires de l'A320 A-310. Le contrat atteindrait un montant de 620 millions de dollars (4 milliards de francs). Cette vente examinée par le Cocom, organisme multinationnel chargé de vérifier que les exportations de technologie occidentale ne risquent pas d'être utilisées à des fins militaires.

Elle devrait être autorisée, moyennant certaines précautions, puisque la compagnie est-allemande Interflug et la compagnie tchécoslovaque CSA ont acquis des Airbus dont les réacteurs et les ordinateurs sont entretenus par des sociétés occidentales.

■ PRÉCISION. — A la suite de l'article « Les usagers sont victimes de la surenchère entre compagnies » (le Monde du 17 octobre), Air France nous indique qu'il existe un tarif à 685 F entre Paris et Londres (assortis de conditions d'utilisation), du type du Bruxelles-Londres évoqué dans cet article.

Les deuxièmes « Journées prospectives » du « Monde » à Lyon

Trois mille étudiants et cadres à l'affût des changements de comportement

Les deuxièmes « Journées prospectives » du Monde — ouvertes par un colloque sur le thème « Capital humain et efficacité industrielle », auquel ont participé MM. Michel Noir, député du Rhône, maire de Lyon, et Enrique Baron Crespo, président du Parlement européen (le Monde du 19 et du 20 octobre) — ont séduit les étudiants des universités IUT et grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion : plus de trois mille d'entre eux, auxquels s'étaient joints des cadres en activité, ont en effet participé à une ou plusieurs des manifestations organisées mercredi 18 et jeudi 19 octobre à Lyon.

LYON

de notre bureau régional

Certains étaient venus de loin, comme des étudiants d'un IUT du Creusot (Saône-et-Loire) qui avaient affrété un autocar pour l'occasion. De très loin, parfois, puisque plusieurs étudiants de l'université technologique de Compiègne étaient présents. Mais les plus gros bataillons appartenaient évidemment aux grandes communautés universitaires de la région Rhône-Alpes : Lyon, Grenoble, Saint-Etienne et Cham-

béry. En facilitant le déplacement des étudiants de ces villes, la région et la SNCF ne leur rendaient pas seulement un service : elles donnaient une signification concrète à la notion de réseaux de villes si fréquemment mise en avant en ces temps de construction d'une nouvelle identité régionale.

Un « supplément d'âme »

Que venaient-ils chercher dans ces discours et ces débats où foisonnaient heureusement les témoignages ? A l'évidence, un bilan sur les formations qu'ils sont en train d'acquiescer et un aperçu sur les changements, réels ou supposés, qu'ils découvriront peut-être demain en s'engageant dans une activité professionnelle. Les propos qu'ils ont entendus à l'occasion de l'un ou de l'autre des carrefours ont pu leur révéler que certains comportements sont en train de changer.

Un exemple au niveau de la formation : des industriels lancés à la chasse des jeunes diplômés affirment que, s'ils se soucient toujours des compétences techniques, ils voudraient aussi que leurs cadres affichent ce « supplément d'âme » que les sciences humaines, notamment, peuvent leur apporter. Des cadres compétents et épanouis à la fois, capables de communiquer, de dialoguer, de jouer les conciliateurs,

comme l'avait suggéré M. Yves Lasfargue, directeur d'IFG Technologies, dans son introduction.

Des cadres et des techniciens parlant évidemment plusieurs langues, aptes à « comprendre la culture des autres », capables, enfin, de s'adapter aux évolutions géographiques ou professionnelles. Cet autre objectif, tous les participants concernés, universitaires et industriels, se sont déclarés désireux de l'atteindre. Leurs efforts sont manifestes. Reste peut-être encore à convaincre les intéressés : les étudiants français jugés encore « trop pantouflards ».

Même les dirigeants de PME-PMI, du moins celles dont la dynamique est fondée sur les nouvelles technologies ou les services de conseil aux entreprises, rêvent de cadres « motivés, disponibles physiquement et intellectuellement ».

A défaut de pouvoir séduire leurs futurs collaborateurs par le niveau des salaires, elles offrent à ceux-ci la possibilité d'exercer des « responsabilités à risques ». A considérer l'affluence qu'ont connue les tribunes, dans lesquelles plus d'une douzaine de grands groupes industriels — publics ou privés — exposaient leur stratégie de développement pour les prochaines années, les étudiants n'ont manifestement pas tous fait leur choix : entre le « confort » de la multinationale et l'« aventure » de la PMI.

B.E.

Le conflit chez Peugeot

Le 19 octobre, la production de l'usine de Sochaux a progressé de 15 %

La production de l'usine Peugeot de Sochaux a progressé de 15 % au cours de la journée du jeudi 19 octobre, selon la direction, qui assure que mille trois cent cinquante véhicules sont sortis des chaînes, soit 71 % de la production normale. Vendredi matin, des défilés ont eu lieu dans l'usine alors que le nombre de grévistes paraissait stable. A Mulhouse, la situation est confuse. Après une assemblée

générale, le comité d'organisation était toujours en réunion vendredi matin alors que la lassitude paraît de plus en plus visible parmi les grévistes.

Au cours du week-end, les directeurs des deux usines doivent adresser aux grévistes une lettre expliquant les propositions salariales annoncées lundi et priant la « réconciliation »...

■ Crédit-formation : les partenaires sociaux écrivent à M. Laignel. — Les syndicats et le CNPF se sont rencontrés le jeudi 19 octobre pour examiner le dossier du futur crédit-formation pour les adultes, défini dans une lettre par M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle. Le dispositif prévoyant un doublement de l'actuel congé individuel de formation à l'usage des salariés d'un niveau inférieur au CAP, les partenaires sociaux, à l'exception de la CGT, se préoccupent des besoins de financement. Ils ont décidé de constituer un groupe de travail paritaire pour en faire l'évaluation et ont décidé d'adresser, à leur tour, une lettre à M. Laignel, pour demander à l'Etat de prendre en charge le financement des actions.

STYLE 25

NOUVELLES RENAULT 25 CAMARGUE

La Renault 25 Camargue c'est tout le plaisir des grandes limousines. Un velours de haute qualité habille ses sièges. Ses vitres teintées, ses jantes en alliage léger, ses projecteurs additionnels, sa peinture métallisée en font un objet d'une rare perfection. Pour encore mieux vous faire apprécier son confort, la Renault 25 Camargue est équipée d'un auto-radio cassette stéréo 4 x 6 watts. Et pour suivre au plus près vos desirs la Renault 25 Camargue existe en 5 versions, avec direction assistée en série. Amateurs d'objets rares, cette voiture n'est faite que pour vous.

Série limitée - Modèle présenté en version GTS - Prix clés en main au 22/09/89 - Millésime 90 - Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement. Renault et Elf

A PARTIR DE 118 200 F



VIVEZ LE STYLE 25 DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS ILE-DE-FRANCE.

RENAULT DES VOITURES A VIVRE



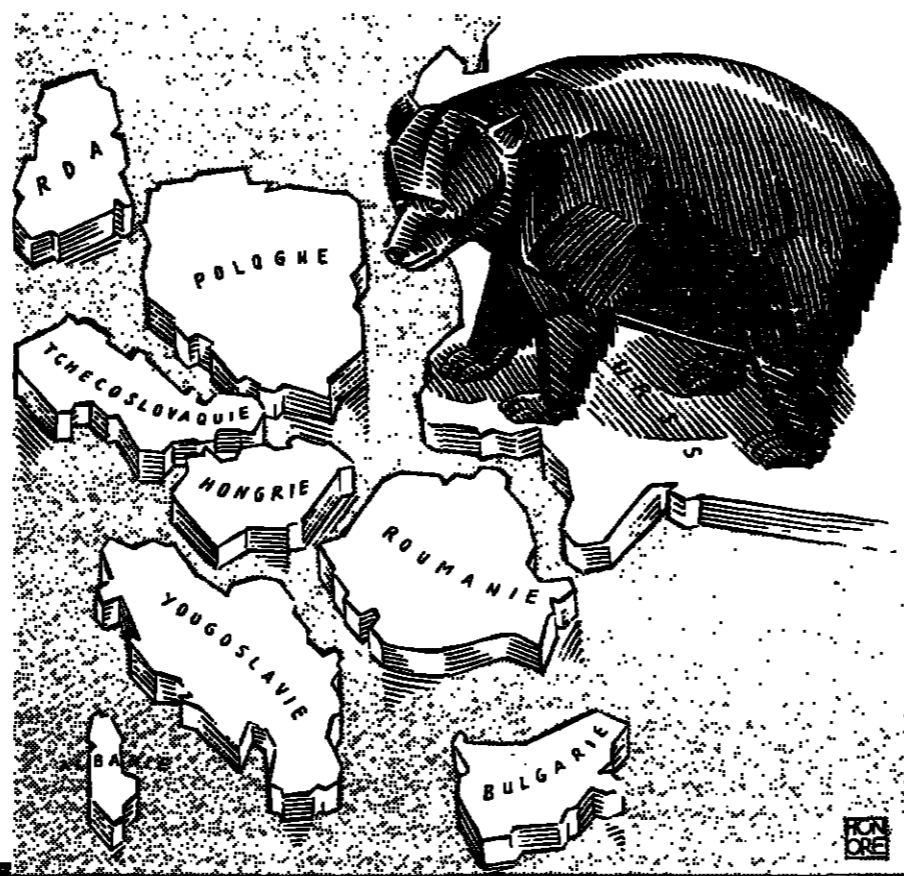
UE FRANÇAIS.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

OCTOBRE 1989

NUMÉRO SPÉCIAL

PREMIER DOSSIER — 12 PAGES



LES PAYS DE L'EST

- ◆ L'explosion du bloc de l'Est.
- ◆ Le nouveau départ de la Pologne.
- ◆ Hongrie : les défricheurs de l'Est.
- ◆ RDA, Tchécoslovaquie : les réfractaires de la perestroïka.
- ◆ L'Albanie et la Yougoslavie : les inclassables.
- ◆ Roumanie : une dictature aveugle et sourde.

SECOND DOSSIER — 4 PAGES

1929-1989 : KRACH ET BOOM

- ◆ L'économie mondiale d'une crise à l'autre.
- ◆ La tourmente boursière d'octobre 1987.
- ◆ Des retombées inattendues : l'envol de la Bourse, l'assainissement financier.
- ◆ L'embellie : la reprise de la consommation et de la croissance.

15 F EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

شركة من الجزائر

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Important organisme de recouvrement

RECHERCHE
pour son secteur contentieux
**TITULAIRES D'UNE LICENCE
OU MAÎTRISE EN DROIT**
(option droit privé)

- Age maximum 25 ans.
- Dégage des obligations militaires.
- Horaire hebdomadaire : 39 heures.
- Avantages sociaux.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé devront être adressées à : U.R.S.S.A.F. de Paris : Direction du personnel, 3, rue Franklin, 93.518 Montreuil Cedex.

AGENDA
IMMOBILIER

Hamilton Osborne King
32 MOLESWORTH ST. DUBLIN 7 D01 760251
763501 - 11 SOUTH MALL, CORK D01 277371



KILLARNEY Irlande

Complexe résidentiel d'été sur les lacs. 3 miles de la ville de Killarney. Idéal pour complexe hôtelier/loisir. 2 300 m² sur 8 hectares de terrain. Vente par O.P.A. le 25 octobre 1989.
Co-agent : Sam Byrne & Co. Ltd, 1, Main Street - KILLARNEY
Tél. : 19-44-353-44-31274

25 APPARTEMENTS TRÈS SOIGNÉS
AU PIED DU TELLER-ROQUE DE L'AIGUILLE DU MIDI

LE MORGANE
A CHAMONIX MONT-BLANC
1035-4807m



RENSEIGNEMENTS ET VENTE
Schmidhauser
GENÈVE 11 21 22 23 24 25
ANNEMASSE 01 21 22 23 24 25

Pratz-sur-Arly

329.000 F
Négociable en main

Au cœur d'une station-village typiquement savoyarde, votre appartement 2 pièces tout équipé proche des pistes et des commerces.
* avec eau, p. au 1^{er} étage
Estate également en studio et appartements 3 pièces.
Financement personnalisé. Gestion locative assurée.

Bon documentation sur PRAZ-SUR-ARLY
Nom : _____
Adresse : _____
Tél. Dom. : _____
Tél. Bur. : _____
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

FERINEL
Vacances

Provence

Piscine et tennis privés
Votre maison 2 pièces tout équipée au calme d'un village typiquement provençal, dans l'arrière-pays de Hyères.



Bon documentation sur FORCALQUÈRE
Nom : _____
Adresse : _____
Tél. Dom. : _____
Tél. Bur. : _____
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

FERINEL
Vacances

Bernard Julhiet Ressources Humaines
en Rhône-Alpes : l'accélération

Les accords Groupe Bernard Julhiet/Groupe Aviso/Réussites, passés à Lyon en juin 88, ont prouvé leur solidité. A l'échelon national et régional se sont développées des synergies :
- au niveau des métiers maîtrisés par des sociétés du Groupe : conseil en développement, recrutement, formation, marketing téléphonique.
- à celui des relations entre les équipes de Paris, Lille, Lyon, Strasbourg, Nice.
Au plan plus particulier du recrutement, le Groupe Bernard Julhiet veut accélérer à Lyon et gagner une position en phase aussi bien avec sa dimension nationale (35 consultants recrutement en France) qu'avec son ambition européenne. Nous recherchons donc trois

Consultants en recrutement à Lyon

Connaisant bien la région, ses entreprises, ses hommes, vous avez idéalement une expérience recrutement acquise en entreprise ou en cabinet, ou bien quelques années passées dans le conseil en développement ou en formation vous ont donné le goût de notre métier. Ou alors, vos responsabilités en entreprises vous ont conduit à recruter, à former, à manager des hommes et notre métier vous attire. Nous sommes très ouverts.

Autonome, responsable, aussi efficace dans la conquête de clients que dans la recherche de candidats par tous les moyens existants, vous pouvez vous appuyer sur un des premiers groupes français de conseil, filiale du premier groupe de communication en France, Eurocom.

Jean Masson, Directeur Général du Groupe Bernard Julhiet, en étroite collaboration avec Michel Rollin, rencontrera à Paris ou à Lyon, ceux d'entre vous dont les candidatures seront les plus convaincantes.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous référence RA-01 (à noter sur courrier et enveloppe) 2, quai du Commerce - 69009 Lyon.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES RHÔNE ALPES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt.
PRX INTÉRESSANT
M^{me} GODELINS
Imm. calme s/verdure,
2 pièces P, entrée, toilet.,
douche, w.c., cuisine,
79, RUE BROCA
samedi/dimanche 14 h-17 h

9^e arrdt.
162 m², très bon état
M^{me} ST-GEORGES
Imm. p. de l., 12 ch., 4 p., liv.,
s. à manger, 4 ch., cuisine,
2 b. s. d., 2 w.c.,
8, RUE CONDORCET
Samedi/dimanche 14 h-17 h

14^e arrdt.
BENFERT
Tous les imp., 1800
VUE AGREABLE
GRAND 6 P. et ch. +
STUDETTE (cuisine à part)
P. 5 500 000 F.
Tél. : 42-20-26-35
MARTINE IMMOBILIER

15^e arrdt.
89, RUE DE JAVEL
Belle m. + 2 ch. s. d.,
3 p., cuisine, bain, toilet.,
Samedi et dimanche 14 h-17 h
Tél. : 46-44-06-07

M^{me} CONVENTION
Imm. rés. et ch. solal,
3 p., cuisine, bain, toilet.,
w.c., balcon,
267, RUE LECOURBE
samedi/dimanche 14 h-17 h

78^e Yvelines
ST-GERMAIN-EN-LAYE
P. à p., 2 ch. s. d., 120 m²,
DUPLEX 105 m² sur jardin
dans hôtel part. style XVII.
Construction récente. Grand
standing. P. 5 500 000 F.
Tél. : 34-81-48-41

fermettes

94
Val-de-Marne
PRX INTÉRESSANT
VINCENNES
M^{me} CHATEAU DU RER
Liv. 2 ch. s. d., entrée, cuisine,
bain, w.c., s. m.,
24, RUE DE L'ESCA
samedi/dimanche 14 h-17 h

ST-MAURICE
Particulier vend. App. grand
STANDARD sur Marne
Rond sur la, très beau état
57 m², balcon + parking.
P. 18 000 F. m. m.
Tél. : 18 000 F. m. m.
Samedi 14 h-17 h

appartements achats

Rach. URGENT 110 à
140 m² Paris 6^e arrdt.
P. 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e,
Tél. : (1) 46-75-35-43

locations meublées demandes

Paris
Séjour. Étudiante ch. claire
chez une famille de 4 p., à
mi 1980 (pas loin de
Sobornel, Gare St-Lazare,
Boulevard St-Germain,
CH-8008 St-Germain.

villas

Proche LANNION. Architecte
moderne, cuisine bois,
6 pose + meub. + office
+ garage. Jardin paysagé.
2 km de la mer. 550 000 F.
Tél. : (1) 95-35-05-05

Vd VILLA 230 m² Provençal,
pers 2 300 m² + permis
construire 2 villas + 230 m²
Tél. : (1) 42-45-00-31

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de Société et
tous services. 43-65-17-50.

ASSOCIATIONS

CHERCHE 200 BÉNÉVOLES

Pour compléter ses équipes d'écoute
et continuer à apporter un secours psychologique par téléphone 24 h sur 24.
(Paris, Boulogne, Bagneux, Evry). Si ce bénévolat vous intéresse,

écrites à :
SOS AMITIÉ BP 100, 92105 BOULOGNE-BILL. CEDEX.

Sessions et stage

JAPONAIS INTENSIF
par le professeur
8 nov. au 1^{er} déc. 89, matin
Cours de 10 h à 12 h
42-35-24-59 / 42-30-35-20

PEUPLE ET CULTURE
RÉGION PARISIENNE organise
un cycle d'écritures
de 10 séances à compter
du 7 novembre, 18 h.
Lieu de l'atelier :
Peuple et culture région
Paris, 109, rue St-Maur,
75011 Paris. Rens. et ins-
cription : 43-38-42-00.

Appels

25 oct. au 1^{er} nov. 1989 : l'Afrique
Recherche ethnographique de
Cassanese. T. : 05-76-42-53.

Conférences

Vendredi 27 octobre
Inhibition et myéline
en Occident. 19h30.
184, bd St-Germain.
Paris 6^e, 20 h 30.

Cours

L'ÉCOLE ET LA VILLE
18, rue Denfert-Rochereau
75011 Paris. Tél. : 42-61-72-42
COURS À PETITS EFFECTIFS
(4^e à terminale)
DES ENSEIGNEMENTS PERSONNELS
UNE PÉDAGOGIE ADAPTÉE
AUX BESOINS DE CHAQUE ÉLÈVE

● Prix de la ligne 44 TTC (25 lignes, lettres ou espaces).
● Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
● Chaque élève à l'École du Monde Publique, en dehors du plus tard
le samedi avant 11 heures pour pendant du vendredi de la semaine
au Monde Publique, 6, rue de Montreuil, 75007 Paris.
La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre
Agenda, dans les pages services-clients.

propositions diverses

INTÉRIMAIRES
MANPOWER:
PARTICIPATION
AUX BÉNÉFICES

Vous avez été intérimaire Manpower
au moins 4 mois entre le 1^{er} mars 1988
et le 28 février 1989.

Vous avez droit
à une participation aux bénéfices.

Vous êtes 25 108 dans ce cas.

Venez vite chercher votre titre de participation
à votre agence, pour encaissement rapide.



DEMANDES
D'EMPLOIS

Juge femme 28 ans
SECRÉTAIRE DIRECTION
BILINGUE ESPAGNOL
Exp. bancaire, emploi.
Sal. dem. 140 000 F/an.
Téléphone : 48-83-48-84.

Homme 30 ans. DUC
JURISTE FISCALITÉ
(4 ans) rech. cabinet en
société pour poste fiscaliste.
31-74-76-69.

Cadre commercial bilingue
français/anglais/allemand
aux négociations avec
Chânes + Département
Stora + au vis. travail, rech.
poste de responsable. Ecrite
sous le n° 0025

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue du Montmartre
75007 Paris
ou téléphoner au
19-1-404-047-0557.
(Sera en France
du 23/10 au 3/11)

automobiles

de 5 à 7 C.V.

Vds ALDI 80
1.8 litre 52, 52000 km, gris pierre
métal. Alarms, 4 vitres.
Équipement radio. 70 000 F.
Tél. : (1) 38-84-34-74

de 8 à 11 C.V.

BMW 520i gris métallisé
Modèle 1984
Moteur 52 000 km
43 000 F
Tél. bur. 42-61-62-63

A vendre DS 20
Année 1988
bordures, int. cuir noir.
119 258 km (origine)
Tél. : 42-35-46-08
(après 19 h) 26 000 F

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAJOUX ROMANTYQUES
en chatoiement chez GILLET

ACHAT OR
actuallement 20 %
de réduction
GILLET 18, rue d'Arcole
75004 PARIS
Tél. : 43-64-00-83

Garde d'enfants

Recherche
ETUDIANT(E)
QUARTIER RÉPUBLICAIN
pour garder enfants 7 ans
Lundi au vendredi de
17 h 30 à 19 h 30, samedi à
18 h 30. Séries, affectueuses,
surveillance travail
soignées. Accompagnement
activités sportives samedi.
Rém. adaptée. Libre de suite.
Tél. 8/e 19 h 30
46-06-11-33

Cours

CONTINENTAL SCHOOL
OF ENGLISH
fondée en 1988
Apprenez à parler et écrire
l'anglais couramment avec
confiance. Petits groupes,
programme culturel complet,
contrôle continu des progrès
de chaque élève
Continental School of
English, 2, Warner Square,
Hastings, C-2.
Tél. : 18-44-424-4444078.

Vacances

Tourisme

Loisirs

SKI DE FOND
HAUT-JURA
3 h de Paris par T.G.V.

Vivez et Liane vous accueillent
dans une maison de charme
dans le Jura, confortablement
équipée, cuisine avec
s.d.b., w.c., table d'appoint,
cuis. mitoyenne et légers, petit
jardin avec feu de bois.
Ambiance sympathique. De
2 200 F à 2 700 F par pers.
et services et compris, per-
sion complète + vin, moni-
teur et matériel de ski.
Tél. : (1) 81-35-12-11 ou
écrite : La Chaî-Agnou,
25650 MONTBENOIT.

Home d'enfants à la monta-
gne (Haut-Jura) 500 m. pers.
front. boisé, TOUSSAINT,
NOËL, FAGUES.










Vivez et Liane accueillent
vos enfants dans une maison
de charme, confortablement
équipée, cuisine avec
s.d.b., w.c., table d'appoint,
cuis. mitoyenne et légers, petit
jardin avec feu de bois.
Ambiance sympathique. De
2 200 F à 2 700 F par pers.
et services et compris, per-
sion complète + vin, moni-
teur et matériel de ski.
Tél. : (1) 81-35-12-11 ou
écrite : La Chaî-Agnou,
25650 MONTBENOIT.

Home d'enfants à la monta-
gne (Haut-Jura) 500 m. pers.
front. boisé, TOUSSAINT,
NOËL, FAGUES.

Vivez et Liane accueillent
vos enfants dans une maison
de charme, confortablement
équipée, cuisine avec
s.d.b., w.c., table d'appoint,
cuis. mitoyenne et légers, petit
jardin avec feu de bois.
Ambiance sympathique. De
2 200 F à 2 700 F par pers.
et services et compris, per-
sion complète + vin, moni-
teur et matériel de ski.
Tél. : (1) 81-35-12-11 ou
écrite : La Chaî-Agnou,
25650 MONTBENOIT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PERFORMANCES MOYENNES ANNUELLES DES SICAV AXA DEPUIS LEUR CRÉATION

SICAV OBLIGATIONS				SICAV ACTIONS				
DROUOT SÉCURITÉ OCT. 1979	DROUOT SÉLECTION MAY 1984	MUTUELLES UNIES SÉLECTION FÉV. 1984	AXA EUROPE DÉC. 1986	DROUOT INVEST. JUN. 1970	DROUOT FRANCE OCT. 1978	MEDITERRANÉE OCT. 1985	AXA INVEST. DÉC. 1986	AXA VALEURS SEP. 1988
								
+16,55%	+12,82%	+12,28%	+11,00%	+15,41%	+23,85%	+20,74%	+11,23%	+20,73%
(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	-
+7,58%	+3,91%	+4,00%	+3,30%	+8,33%	+7,94%	+3,10%	+3,30%	-

(*) INFLATION DEPUIS LEUR CRÉATION

PERFORMANCES MOYENNES ANNUELLES DES SICAV AXA DEPUIS 6 ANS

DROUOT SÉCURITÉ +14,43 %*	DROUOT INVEST. +14,02 %*	DROUOT FRANCE +26,81 %*
------------------------------	-----------------------------	----------------------------



Les SICAV AXA

Des performances sur le long et le moyen terme, la qualité reconnue de l'équipe de gestion financière.

* Au 30/06/89 - coupon net inclus réinvesti.

* Inflation, taux moyen sur 6 ans : +4,59%.

Ces SICAV peuvent être souscrites auprès des Agences Généralistes du Groupe AXA ou bien auprès d'AXA BANQUE 53, rue La Boétie 75008 PARIS

INFORMATIONS

service minitel
3616 AXA

Les SICAV Court terme des Banques Populaires


SITUATION AU 29 SEPTEMBRE 1989

	Valeur liquidative de l'action en F	Dernier dividende versé en F	Actif net en AEF	Performance (taux à 30.12.1988) (coupon net réinvesti)
FRUCTUARI*	4.333,64	238,08 (11.08.88)	1.370,28	+ 5,17%
VALBORG*	1.662,75	49,88 (18.01.89)	889,93	+ 5,30%
FRUIT ASSOCIATIONS*	28,11	1,74 (2.07.88)	7.689,49	+ 5,67%
FRUIT COURT*	111.119,25	7.743,07 (8.07.88)	11.682,08	+ 6,17%

*Sicav ayant opté pour la capitalisation sous réserve de l'approbation des AEF.

Votre objectif : gérer vos liquidités en les gardant disponibles

1855 agences pour vous conseiller



BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

COLAS

Le conseil d'administration, réuni le 17 octobre sous la présidence d'Alain Dupont, a examiné la situation semestrielle au 30 juin 1989.

Le chiffre d'affaires économique (hors taxes) du Groupe Colas réalisé dans le premier semestre 1989 s'est élevé à 4,9 milliards de francs, en progression de 17 % par rapport à celui du premier semestre de l'année dernière.

En Europe, et particulièrement en France, le temps exceptionnellement sec a permis de réaliser les travaux routiers plus tôt dans l'année. En Amérique du Nord, en revanche, la pluviosité a ralenti les chantiers au cours du premier semestre.

L'activité du Groupe continue de s'accroître dans les pays industrialisés, en particulier aux Etats-Unis ainsi qu'en Europe, avec des développements en Espagne et en Belgique, tant par les implantations anciennes que par des affaires nouvellement reprises.

Le Groupe a poursuivi son extension vers les activités liées à l'environnement de la route, entre autres dans les marquages au sol et dans les panneaux de signalisation.

Le bénéfice du premier semestre de la société mère s'est élevé à 71 millions de francs, contre 51 millions de francs au premier semestre de l'année dernière.

Le résultat consolidé à fin juin, qui est de 900 000 F, n'est pas représentatif de l'ensemble de l'exercice du fait du caractère saisonnier de l'activité.

Pour l'ensemble de l'exercice, et compte tenu de l'acquisition à fin mai 1989 de la société américaine L.A.E., le chiffre d'affaires économique (hors taxes) du Groupe devrait s'élever à environ 11,5 milliards de francs, contre 10 milliards de francs en 1988. La progression du bénéfice consolidé, qui avait atteint 298 millions de francs en 1988 (sans consolidation de Cofiroste), pourrait être du même ordre que celle du chiffre d'affaires.

Dans l'ensemble du monde, les besoins de construction et d'entretien des réseaux routiers sont considérables. En France en particulier, le trafic des camions sur les grandes axes a progressé de plus de 40 % au cours des quatre dernières années. Les efforts d'équipement devront être poursuivis sous peine de freiner les échanges interindustriels, de voir dériver les flux économiques vers d'autres pays européens et de diminuer la création d'emploi.

Jacques Darcanges

Contre les fausses valeurs de la modernité

Je vous félicite pour cet ouvrage à une époque qui a perdu le goût de la vérité.

Jean-Paul ARON

DISTRIBUTION DISTIQUE
(1) 46-55-42-14
17, rue Hoche, 92240 MALAKOFF

SC.PO

La première préparation de France depuis 1967

- d'été
- annuelle
- par correspondance

CEPES

57, rue Charles Laffitte
92010 NEUILLY SUR SEINE
47 45 09 19 - 47 22 94 94

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

HAVAS

RÉSULTATS SEMESTRIELS

Le Conseil d'Administration, réuni le 12 octobre 1989 sous la présidence de M. Pierre DAUZIER, a arrêté les comptes consolidés du 1^{er} semestre 1989 dont les principaux éléments sont rappelés ci-dessous :

en millions de francs	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	Variation %	Année 1988
Chiffre d'affaires	8.739,6	7.779,9	+12,3%	15.763
Résultat courant avant impôts	799,8	508,4	+57,3%	1.154,3
Résultat courant après impôts part du Groupe	364,1	237,6	+53,2%	537,3
Résultat exceptionnel après impôt part du Groupe	99,6	208,3	N.S.	208,8
Résultat net part du Groupe	463,7	445,9	N.S.	746,1

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 8.739,6 millions de francs, en croissance de 12,3 % (et de 15,2 % à structure constante) sur le premier semestre de l'exercice 1988, et un résultat courant après impôts consolidé part du groupe de 364,1 millions de francs, en augmentation de 53,2 %, le premier semestre de l'exercice 1989 marque une progression très satisfaisante.

Le résultat exceptionnel après impôts part du groupe du premier semestre 1989 s'élève à 99,6 millions de francs contre 208,3 millions de francs au premier semestre 1988. Compte tenu des opérations engagées, le résultat exceptionnel de l'exercice 1989 devrait être proche de celui enregistré en 1987 et 1988, soit environ 200 millions de francs.

Pour l'ensemble de l'exercice 1989, un résultat net consolidé part du groupe d'environ 950 millions de francs devrait pouvoir être atteint, dont 200 millions de francs de résultat exceptionnel net, contre 746,1 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice 1988, soit une progression d'environ 27 %.

Placez-vous bien pour 1990

Situation au 30.09.1989

	Valeur liquidative (en francs)	Performances (coupons inclus) par rapport au 31.12.1987	30.12.1988
S.I.L. (dynamique)	1.294,02	36,18 %	15,87 %
CREDINTER (International diversifié)	558,05	38,88 %	16,70 %
FRANCIC (CEA, Monop. PER)	505,75	72,36 %	26,06 %
FRANCIC REGIONS (CEA, Monop. PER)	1.288,81	57,36 %	29,47 %
FRANCIC PIERRE (CEA, Monop. PER)	118,71	37,03 %	23,82 %
AVENIRIC (PER)	112,28	-	9,40 %
TECHNOIC (Industrie de construction)	1.200,11	34,78 %	11,71 %
JAPACIC (Industrie du Pacifique)	205,25	40,82 %	12,03 %
AUREIC (Industrie textile à l'étr)	1.417,70	15,80 %	11,83 %
EUROIC LEADERS (Industrie leaders européennes)	1.128,54	-	12,85 %
RENTACIC (Revenu International, PER)	165,42	19,85 %	6,58 %
MENSUELIC (Revenu mensuel)	10.108,82	-	4,42 %
CAPITACIC (Capitalisation long terme)	1.020,37	-	2,04 %
OBELIC MONDIAL (obligations étrangères)	9.226,81	13,85 %	4,99 %
EDUCIC (obligations en E.C.U. et monnaies européennes)	1.133,57	10,82 %	2,44 %
OBELIC-REGIONS (obligations 1 ^{er} catégorie)	1.038,44	19,82 %	5,81 %
JEUNEPIERRE (obligations étrangères)	238,76	20,81 %	7,06 %
SECURICIC (monétaires, part fonders, capitalisation)	5.530,40	13,89 %	6,07 %
EPARICIC (monétaires, part fonders, capitalisation)	2.805,02	14,53 %	6,41 %
THESORICIC (imprimées, investissements immobiliers)	108.122,63	14,72 %	6,49 %
MONICIC (obligations)	5.612,76	16,21 %	5,68 %
ASSOCIC (obligations)	1.156,84	15,59 %	4,91 %

* Créée le 08.08.88 ** Créée le 23.12.88 *** Créée le 01.03.89 **** Créée le 08.07.89

D'autres Sicav court terme sont disponibles dans certaines banques du Groupe CIC.

Banques CIC. En intelligence avec vous.

Pour tous renseignements, adressez-vous à la banque du Groupe CIC la plus proche ou renvoyez ce bon à découper à Christine Joffet, BP 207, 75452 Paris Cedex 09, tél. (1) 42.80.93.20.

Veuillez m'adresser votre documentation sur les Sicav.

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

سيرة من الامور

AFFAIRES

Dans le Jura

Le patronat part à la conquête du pouvoir local

Quelles peuvent être les relations entre les chefs d'entreprise et les pouvoirs locaux ? Le CNPF prend l'initiative et choisit le Jura comme laboratoire.

MORCZ (Jura)

de notre envoyé spécial

Devinez : quel département détient le record du nombre d'entreprises cotées au second marché après la région parisienne ? Réponse : le Jura avec huit entreprises à la Bourse de Lyon.

Autre question : citez un département où le taux de chômage est presque deux fois inférieur à la moyenne nationale. Réponse : le Jura, avec 5,8 %.

Bien sûr, ces données et ces repères ne suffisent pas, à eux seuls, pour faire des 2 000 établissements de production de Dole, Morez ou Saint-Claude des parangons de dynamisme économique. Mais les 31 400 salariés qu'ils emploient à l'abri de toute menace.

Tout n'est pas rose. L'industrie du jouet a traversé récemment une mauvaise passe. Les activités de main-d'œuvre (lunetterie, meubles, travail du bois, pipe) ont tous les jours à déployer des prodiges d'ingénierie commerciale et de productivité technique pour résister à la concurrence du Sud-Est asiatique.

Et puis, les industriels, pour la plupart à la tête d'entreprises familiales (1), se heurtent au débranchage des firmes et commerces suisses et à l'agglomération de Genève, toute proche, redoutablement concurrentielle à trois titres : le niveau des salaires, le taux de change et les cotisations patronales. Dans le seul bassin d'emploi de Morez, capitale de la lunetterie, avec cinquante entreprises, 1 400 personnes partent chaque

jour travailler de l'autre côté de la frontière.

C'est pourquoi parce qu'il considère le Jura comme un bon laboratoire et une vitrine attractive que M. Maurice Pangaud, vice-président du CNPF chargé de l'action territoriale, l'a choisi pour venir, il y a quelques jours, expliquer la doctrine de l'organisation patronale vis-à-vis des élus locaux et des pouvoirs décentralisés. Lyonnais, président de l'Union patronale Rhône-Alpes, M. Pangaud, soixante et un ans, a succédé au début de l'année à une figure quasi permanente de la haute hiérarchie du CNPF, M. Michel Maury-Larivière.

Diplômé de psychologie et titulaire d'une maîtrise acquise dans une université américaine, PDG de Cofradel (gestion de supermarchés) au sein des Docks de France, direct et chaleureux, M. Maurice Pangaud « régit » — car le CNPF couvre par un maillage étroit tout le territoire — sur 117 unions patronales locales et 21 unions régionales. Des organismes qui — à condition qu'ils se montrent actifs, zélés et ouverts — peuvent constituer de précieux relais ou d'utiles chignots pour la diffusion de la doctrine, voire des consignes du CNPF.

Et à l'heure où la décentralisation donne aux maires et aux présidents de conseils généraux et régionaux des pouvoirs toujours accrus dans le domaine économique, le CNPF serait impardonnable de ne pas chercher à adapter, dans le sens d'un plus grand dynamisme, ses ramifications dans le tissu industriel spécifique de chaque région.

Un cas d'école intéressant

Le Jura, précédemment, se présente comme un cas d'école intéressant, et les enjeux de tout prochains mois sont importants. Décédé il y a quelques jours, le président du conseil général, M. Brantès, n'avait jamais voulu mettre en place un comité d'expansion ou une agence de développement économique, à l'image, par exemple, de la dynamique et voisine Agence d'industrialisation du Doubs. Son successeur franchira-t-il le pas ?

Le patronat local, en tout cas, à la tête duquel a accédé l'été dernier M. Pierre Monnez, jeune président du conseil général, le souhaite. Et M. Maurice Pangaud a encouragé ses troupes jurassiennes à prendre les devants et à s'impliquer dans tous les grands dossiers économiques (formation, transports et communication, échanges extérieurs).

S'adressant au-delà des monts et combes jurassiens à tous les chefs d'entreprise du pays, intéressés par l'avenir de leur région, le vice-président du CNPF a lancé : « La solidarité locale de toutes les professions, de tous les secteurs économiques doit se renforcer. Il faut, vis-à-vis des instances politiques locales, que les chefs d'entreprise accentuent la pression et, par tous les mandats qu'ils détiennent, affirment leur capacité d'influence ».

Une « pression » pour que les élus ne soient pas conduits à se substituer aux responsabilités des chefs d'entreprise. « Le CNPF n'est pas du tout favorable à un

projet de loi préparé par M. Jean-Michel Boylet sur l'extension des pouvoirs économiques des collectivités locales que le Sénat va examiner fin octobre, précise le vice-président du CNPF. Il ne faut pas mélanger les genres. D'accord pour les initiatives communes des coopérations, comme la Maison du Jouet à Morez en donne l'exemple, mais, chacun son métier. Quand une collectivité locale commence à prendre une participation dans le capital d'une entreprise, on dérape... »

Le CNPF va, dans quelques jours, rendre public ce que M. Pangaud a appelé « un projet pour les unions patronales ». Ce sera la « charte de qualité » des filiales territoriales du patronat et une sorte de manuel d'insertion des entreprises dans leur tissu économique régional. « Il faut que s'établissent des relations d'utilité entre les entreprises, y compris celles des plus petites bourgades, et leur union patronale locale ou départementale », a encore expliqué le bras droit de M. François Périgot, porte-parole de la base patronale, en reconnaissant qu'entre les chambres de commerce et les Unions patronales — qui ont la même clientèle (les entreprises) et les mêmes vides (les activités économiques), — la symbiose n'était pas toujours exemplaire.

L'Union patronale du Jura, pour sa part, semble répondre à ces « besoins d'utilité et de services » puisque, outre les syndicats et chambres professionnelles départementales, y ont adhéré cent soixante entreprises, individuellement et directement.

Hélas ! Le délégué général de l'Union patronale, M. François Alepin, réputé entreprenant et moderne, va quitter prochainement le Jura et sa fonction.

Devinez : pour quelle ville ? Pour Lyon, dans le sillage de M. Maurice Pangaud précédemment.

FRANÇOIS GROSCHARD

(1) 34 % des entreprises n'ont pas de salariés et seulement 29 % en ont plus de dix.

Au congrès d'Angers

Les nouveaux beaux jours de l'industrie régionale

C'est un ton délibérément optimiste qu'ont adopté les participants au 36^e congrès du Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP) réunis les 17 et 18 octobre à Angers.

ANGERS

de notre envoyé spécial

Pour les responsables des comités d'expansion, des agences régionales de développement, chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, consultants, élus locaux de toutes tendances qui, chaque année, se retrouvent pour un grand rendez-vous de confrontation d'expériences d'aménagement du territoire, la crise est bel et bien derrière nous et l'Europe sans frontières à portée de main.

De ce fait, le développement régional et l'aménagement du territoire sont eux aussi à un tournant. C'est pourquoi le CNERP, que préside M. Maurice Ligo, député et maire UDF de Cholet, avait choisi cette année pour thème de ses travaux : « Retour à la croissance, l'indispensable à la croissance ».

L'INSEE est formel. Non seulement la chute des emplois industriels, qui fut massive pendant les quinze dernières années avec une perte d'un million deux cent cinquante mille emplois, a été stoppée l'année dernière, mais en 1989 on assiste à une reprise sensible des créations nettes de postes de travail dans nos industries. Et si l'on s'inspire de l'exemple américain, où la reprise industrielle date de 1982, il apparaît que celle-ci constitue une cause majeure d'une baisse corrélative du chômage et d'une prolifération d'activités de service liées directement à la production de biens de consommation et au relèvement du pouvoir d'achat.

Mais ce redémarrage industriel, comme le fut d'ailleurs la crise du même nom en son temps, n'est pas, selon le mot du maire d'Angers, M. Jean Monnier, « égalitaire

entre Paris et la province. Et, comme l'on assiste à des mouvements de reconcentration des activités de haut niveau sur la région parisienne, l'Etat doit plus encore qu'à l'époque de la crise affirmer son rôle de régulateur ».

L'Ouest pris au sens large possède d'ailleurs, à l'aube de cette nouvelle période de reprise, des atouts dont ne disposent pas les régions de l'axe nord-est des vieilles traditions industrielles, où les mutations en profondeur de l'appareil de production n'ont pas encore achevé leur cycle aux douloureuses conséquences (on pense par exemple au secteur textile de Roubaix-Tourcoing). Une nouvelle géographie industrielle est apparue entre 1974 et 1987, appuyée sur les PME et les secteurs porteurs comme l'informatique, l'agroalimentaire ou la pharmacie, et alors que la Lorraine ou la Franche-Comté perdaient des emplois dans l'industrie, la Bretagne, la Normandie, la Vendée, le Sud-Ouest en gagnaient.

« Notre congrès doit aussi être celui des solidarités à créer dans toutes les régions de la façade atlantique afin de contrebalancer l'axe lourd et traditionnel Londres-Milan-Barcelone », a insisté M. Ligo.

« Viser une meilleure qualification »

Contrairement à une idée reçue et abondamment entretenue par des campagnes médiatiques répétées et coûteuses, les grandes métropoles de taille européenne n'ont pas une sorte de droit de préemption pour profiter de ce nouvel élan industriel. « Elles représentent, dans l'idéologie actuelle du tout-territoire, une sorte de nouvel Eldorado, à ironiser M. Jean-Pierre Balligand, député socialiste de l'Aisne et maire de Vervins, mais nous devons lutter contre un risque spatial de la part de l'Etat, notamment en réclamant une revalorisation très importante

du budget de 1990 des crédits qui permettent d'attirer en France et de localiser dans des zones prioritaires les investissements étrangers ».

Le budget de l'aménagement du territoire a d'ailleurs été repoussé pour insuffisance de crédits par la commission des finances de l'Assemblée nationale le 13 octobre sur la proposition de M. Balligand lui-même.

De même qu'il existe des marchés nationaux ou européens pour les biscuits, les automobiles ou les produits financiers de plus en plus élaborés, il existe « un marché de plus en plus concurrentiel des sites urbains entre lesquels peuvent choisir les industriels ou les centres de recherche pour retenir les plus compétitifs », a remarqué M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des transports. « La ville est d'ailleurs, et il l'a ajouté, un atout économique vivant et doit, à ce titre, soigner sa qualité sous toutes ses formes ».

C'est un parallélisme comparable qu'a développé en conclusion M. Jacques Chérèque : « Comme les hommes, les territoires eux-mêmes doivent viser une meilleure qualification et une meilleure attractivité », a estimé le ministre de l'aménagement du territoire, accompagné du nouveau patron de la DATAR, M. Jean-Louis Dupont. « Ce qui passe par des efforts dans les domaines de la recherche, de l'enseignement supérieur et des infrastructures notamment, a précisé M. Jacques Chérèque. Aux territoires des atouts doivent se substituer les territoires des intensités ».

C'est donc un nouvel aménagement du territoire appuyé sur la perspective et sur une volonté politique plus nette qu'aujourd'hui qui reste à inventer.

Le coup d'envoi des idées en tout cas a été donné à Angers, où fit ses études un de nos plus célèbres inventeurs, Denis Papin.

F. Gr.

Les huit...

Les huit entreprises industrielles du Jura cotées au second marché de la Bourse de Lyon sont les suivantes :

Smoby (jouets) à Levassier-Saint-Claude ; Bourgeois (lunetterie) à Morez ; Morneret Jouets à Lons-le-Saunier ; Girod (Panneaux de signalisation) à Bellefontaine ; Christian Daloz (lunetterie) à Septmoncel ; Clairbois (jouets) à Clairbois ; L'Armée (lunetterie) à Morez ; Henri Maire (vins) à Arbois.

Morez est le premier centre français de fabrication de montures de lunettes avec 43 % de la production nationale.

Le jouet (la France est le 4^e producteur mondial), la taille de précision des pierres pour bijouterie et bien sûr l'activité pipière de Saint-Claude (1,2 million de pipes par an) sont les principales branches industrielles.

La plus grande usine du département est celle de Solvay (produits chimiques) à Taveaux.

4^{ème} COLLOQUE ENTREPRISE & COMMUNICATION

CHAMBRE D'ENTREPRISE ET COMMUNICATION INTERNATIONALE

AVEC LE MONDE EXPRESSION D'ENTREPRISE SOUS COULE

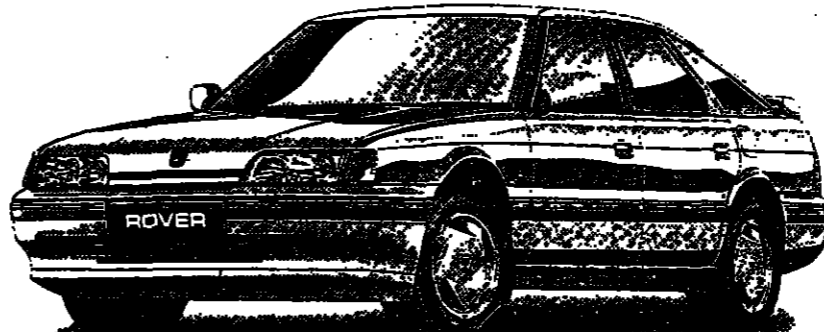
Pour recevoir le programme envoyez votre carte de visite à :

ISIC
Entreprises et Communication
Domaine Universitaire
Université de BORDEAUX III
33405 TALENCE CEDEX
Tél : 56 84 50 68

Formation Continue

marque déposée

L.O.A. "FORMULE" ROVER DES AVANTAGES RENOUVELÉS



JUSQU'AU 11 NOVEMBRE 89 FINANCEMENT EXCEPTIONNEL SUR TOUS LES MODELES ROVER SERIE 800

AVANTAGE n°1

0 F LA PREMIERE ANNÉE

Jusqu'au 11 Novembre 1989, ROVER reprend votre voiture aux conditions générales ARGUS. Si sa valeur couvre le 1^{er} versement de votre location avec Option d'Achat, vous partirez au volant de la ROVER 800 de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an.

Location avec Option d'Achat sur 60 mois :

1^{er} versement : 50 % (*) du prix TTC de votre ROVER 800 (Dépôt de Garantie 15 % + 1^{er} loyer 35 %) pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, ensuite 0 F pendant 1 an, puis 47 loyers de 1,88 % du prix TTC de votre ROVER 800 (hors assurances).

AVANTAGE n°2

COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION SUR 5 ANS SEULEMENT 12,51 % DE PLUS QUE LE PRIX COMPTANT

Au bout des 60 Mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre ROVER 800 sans rien déboursier. L'option d'achat étant couverte par le dépôt de garantie déjà versé.

AVANTAGE n°3

OPTION D'ACHAT EXCEPTIONNELLE A LA FIN DU 13^e MOIS

Si vous ne résistez pas l'envie de devenir propriétaire plutôt de votre ROVER 800, achetez-la au bout du 13^e mois. L'option d'achat à verser, déduction faite du dépôt de garantie initial ne sera alors que de 50 % du prix comptant TTC de votre ROVER 800.

1^{er} versement de 50 % à la livraison + 0 F la 1^{ère} année + option d'achat de 50 % à la fin du 13^e mois : vous ne paierez que 100 % du prix comptant de votre ROVER 800 malgré les 13 mois écoulés.

Cette offre est valable jusqu'au 11 Novembre 89, chez les concessionnaires ROVER affiliés à l'opération, sur tous les modèles ROVER Série 800 et sous réserve d'acceptation de votre dossier par ROVER FINANCEMENT, département de LECTUVIERES, 81 Bd des Dames, 12000 Marseille, SA au capital de 22.000.000 F RCS Marseille B 071 840 130.



1^{er} D'autres propositions de LOA avec apport initial de 30 % ou 40 % peuvent aussi vous être proposées. ROVER Série 800, une gamme de 8 modèles Rover et Fastback à partir de 117.000 F TTC (Taxes en main au 10/09/89) (Modèle 50).

ROVER SERIE 800

VERS UNE AUTRE CONDUITE

Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36-15 ROVER.

AFFAIRES

Le rachat de la division informatique du CNEH

Les enjeux de l'ordinateur à l'hôpital

Le « petit » triomphe des « gros » : la jeune entreprise de conseil en gestion hospitalière Sanesco, associée, il est vrai, à CDFI, filiale de Charbonnages de France, a été préférée à des sociétés plus importantes pour la reprise de la division informatique du Centre national de l'équipement hospitalier. Cette cession, après de longs préparatifs, n'est sans doute que le début de grandes manœuvres dans un secteur appelé à d'importants développements.

D'abord le conflit : créé en 1974 comme un bureau d'études pour le ministère de la santé, mais sous forme d'une association loi de 1901 réunissant des directeurs d'hôpital, le CNEH a servi d'appui pour le développement de l'informatisation des établissements publics, en raison de sa souplesse d'intervention et de recrutement. Jouant le rôle de société de services, sa division informatique est liée à un « club » d'utilisateurs - la « filière STAF » - présents aussi dans son conseil d'administration, bien que la majorité en soit désignée par le ministère.

Comptable ambiguë. En 1985-1986, la direction du budget entend faire rentrer le CNEH dans la fonction publique ou... l'en faire sortir totalement. Un audit confié à Touche Ross confirme le diagnostic fin 1987 : le CNEH doit se concentrer sur son rôle initial de bureau d'études et abandonner le reste. Exécution : le ministère décide de reprendre les tâches d'homologation des matériels et lance un appel d'offres pour la reprise de la division informatique, une soixantaine d'ingénieurs et de techniciens et 33 millions de francs de recettes en 1989, plus de 55 % du personnel et du chiffre d'affaires du CNEH.

Dix-sept candidats vont se présenter, dont quelques poids lourds : CAP Sesa, première société de services informatiques, Stelia, TSI-système, filiale de France-Telecom, la CISI, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, IOS, filiale de la Générale des eaux. Les chiffres sont minimes, mais le marché du secteur public, ouvert par une circulaire de janvier 1989, est prometteur, et les ingénieurs du CNEH sont « des professionnels » : « Hormis les centres régionaux d'informatique hospitalière [voilà] des tâches de production », le CNEH possède la seule

équipe qui ait l'expertise et l'accès à la clientèle », affirme son directeur général, le docteur Jean-Claude Stéphan.

Applications classiques

En effet, l'informatisation des hôpitaux, publics comme privés, balbutie encore. Elle reste limitée aux domaines les plus classiques de la gestion administrative (paie, comptabilité, statistiques nationales). Elle commence à s'étendre à la biologie et aux pharmacies, mais pas encore aux flux considérables de la gestion « hospitalière » et médicale (admission des malades, rotation des lits, consultation, dossiers médicaux, plateaux techniques). Or les administrateurs et une partie des médecins souhaitent disposer de systèmes plus globaux et d'une véritable « aide à la décision ».

La division informatique du CNEH a mis au point les applications nationales utilisées par les hôpitaux publics pour la paie et la facturation et en assure la maintenance ; elle a effectué l'adaptation du système PMSI pour le ministère et travaille avec soixante-dix établissements publics parmi les plus gros. Bref, elle offre une intéressante porte d'entrée.

Parmi les candidats retenus à l'issue d'une première sélection par une commission présidée par le directeur des hôpitaux au ministère de la santé, c'est l'alliance Sanesco-CDFI qui l'emporte, à l'unanimité. Elle a été préférée à CAP Sesa, considérée comme en marge du secteur, et à Kalamazoo, qui travaille avec de petits hôpitaux pour des systèmes micro-informatiques ; la CISI s'est finalement retirée, et IOS, en désaccord avec le cahier des charges ultime, notamment en raison d'incertitudes sur la propriété des logiciels et l'avenir des contrats en cours, n'a pas donné de prix de reprise.

D'abord le prix

Motifs du choix : d'abord le prix proposé, 9 millions de francs, l'offre suivante n'atteignant que 4,7 millions. Ensuite Sanesco abandonne la propriété des logiciels aux utilisateurs, en échange de contrats de gestion sur cinq ans. Enfin les perspectives de développement qu'elle a présentées, appuyées sur une meilleure connaissance du milieu ont paru plus convaincantes, malgré des imprécisions sur les moyens, les tarifs ou le sort des différents produits.

Le président de Sanesco, M. Jean de Kervasdoué, espère par cette acquisition, parvenir à constituer « un pôle de stature nationale » dans un secteur où la France, estime-t-il, a plusieurs années de retard sur d'autres pays européens, comme les Pays-Bas ou la RFA (avec notamment Siemens). Sanesco-CDFI, qui n'a pour l'instant qu'un capital symbolique, doit s'intégrer ultérieurement dans une holding permettant d'associer des partenaires étrangers - américains en fait - et de réunir les effectifs (une centaine de personnes) et l'argent nécessaire pour développer de nouveaux logiciels spécifiques. « Le prix ne compte pas, ajoute-t-il, mais seulement la position sur le marché. Nous devons y entrer. Attendre comporterait plus de risques, notamment celui de voir des sociétés puissantes développer tôt ou tard, à partir de l'information, des activités de conseil. »

Informé le 6 octobre, le conseil d'administration du CNEH n'a pas contesté le choix et devrait le ratifier le 25 octobre, après la consultation du comité d'entreprise. Reste à obtenir, le même jour, l'accord de l'assemblée générale. Sanesco-CDFI se heurte à une forte opposition dans le personnel de la division informatique, qui a

longtemps craint pour son sort, jusqu'à ce que le cahier des charges prévoie explicitement son maintien sur place. Les responsables du CE s'inquiètent encore de la solidité du repère ou d'une possible concurrence de produits nouvellement commercialisés par CDFI.

Mais surtout, ils rejettent M. de Kervasdoué qui, directeur des hôpitaux au ministère de la santé de 1981 à 1986, avait déjà tenté de restructurer l'informatique hospitalière. Mettant en doute la régularité de la sélection, ils y voient le résultat d'influences personnelles et vont jusqu'à parler de « machinerie destinée à faire rentrer des fonds dans les caisses d'un parti politique » (sic) : ils ont écrit aux directeurs d'hôpitaux pour leur demander de refuser le choix de la commission. Pourront-ils encore bloquer la conclusion ?

C'est de ce côté que des difficultés peuvent apparaître, plus que sur le montage financier de la reprise. Celui-ci, cependant, n'est pas encore achevé, car les responsables Sanesco souhaitent conserver le contrôle du nouvel ensemble, avec CDFI, qu'ils mettent sur pied ; avec CDFI, mais aussi avec les actionnaires actuels (CEA, Caisse des dépôts, et... la Mutualité française).

GUY HERZLICH

CONSOMMATION - HABITAT

L'errance de deux bateaux sur les côtes africaines

La balade du bœuf irradié

BRUXELLES

(Communauté européenne)

de notre correspondant

Décidément la CEE a bien du mal à maîtriser sa pollution. Après la balade des fûts de dioxines de Seveso sur les routes françaises, voilà que la viande de bœuf irradiée écume la côte ouest de l'Afrique. La panique est telle dans le golfe de Guinée que les Etats riverains ont interdit le déchargement dans leurs ports à deux cargos - l'un français, le Yolande-Delmas, l'autre, le Batto-Universal, battant pavillon sénégalais - soupçonnés de vouloir livrer la marchandise contaminée.

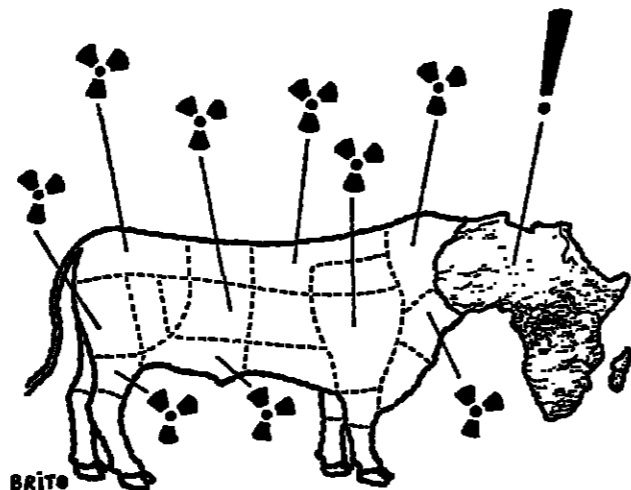
C'est une longue histoire que celle de la viande irradiée européenne.

Avril 1986 : Tchernobyl. Juillet 1987 : 6 000 tonnes de viande originaires du Danemark et de l'Irlande sont refusées par le Venezuela. Le degré de radioactivité dépasse la norme admise (300 becquerels contre 600 dans la Communauté) par la législation vénézuélienne. Un an après, la cargaison est débarquée aux Pays-Bas.

Les autorités néerlandaises font procéder à un examen sanitaire des quantités refusées. Quelques lots tout de même reviennent au seul autorisé par la réglementation communautaire. Ils sont détruits. La Haye annonce que le stock restant se trouve « sous douane dans le port de Flessingue » (dans le sud-ouest du pays).

Une nouvelle année passe. L'affaire est oubliée. Mais voilà que les Verts néerlandais dénoncent la vente de la viande incriminée dans des pays africains. Les responsables de la CEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest) mettent en garde les pays membres contre l'arrivée de cette cargaison douteuse.

Du coup les gouvernements africains prennent de sévères mesures. Le Libéria lance une enquête policière sur toutes les



BRITO

importations sans distinction de nature et d'origine. La Sierra Leone alerte la population contre le déchargement d'ordures. Le Togo interdit toute importation de viande quelle que soit sa provenance.

« Ne pas être la poule de l'Europe »

Malgré les dénégations de Mme Charlotte Menten, porte-parole du ministère néerlandais de l'agriculture, qui affirme qu'aucun lot de la viande stockée dans son pays n'a été expédié, les Africains conservent une position stricte pour autant qu'on s'en tienne aux déclarations des autorités locales.

Dans les milieux diplomatiques des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) associée à la CEE dans la convention de Lomé, on se refuse à donner des réactions officielles. Mais en privé le ton monte : « On attend un peu plus d'un pays qui a la réputation d'être parmi ceux qui sont à la pointe de la défense de l'écologie. »

Il faut dire que les ACP en ont gros sur le cœur. Ils vont en principe obtenir, au terme de la négociation en cours sur le renouvellement du traité avec les Douze, que la Communauté interdise à ses industriels l'exportation des déchets toxiques vers le continent noir.

« Nous avons toutes les peines du monde à ne pas être la poule de l'Europe, ajoute notre interlocuteur, et en plus, on n'hésite pas à prendre le risque de nous introduire avec de la viande irradiée. »

Propos faciles, voire démagogiques peut-être, mais qui sont révélateurs de l'état d'esprit des Africains face à une Europe qui ne fait aucun effort pour dissiper l'impression qu'elle s'intéresse de manière marginale au tiers-monde. L'insulte parfois féroce des incertitudes communautaires pour l'évolution à l'est engendre totalement du dépit.

L'affaire, d'ailleurs, ne suscite aucune émotion à la Commission européenne. N'étant saisi officiellement par aucune autorité, même pas par les ACP, l'exécutif communautaire se contente de rappeler la législation européenne qui, « jusqu'à preuve du contraire, est respectée par les Pays-Bas, la viande commercialisée, quelle que soit sa destination, devant répondre aux normes de la CEE ».

La loi du silence n'est brisée que par lassitude, pour mettre un terme à un mauvais feuillet : « Compte tenu de toutes ces manipulations qu'il subit cette viande et pour couper court aux rumeurs, le mieux serait de la détruire. »

MARCEL SCOTTO

CONVICTIONS

Un entretien avec le président de l'association Economie et Paysannerie

Une nouvelle profession : moléculateur

Michel Leblanc, trente-huit ans, est producteur de porc dans le Nord-Pas-de-Calais et président de l'association Economie et Paysannerie, qui compte parmi ses membres M. Michel Jacquot, l'actuel « trésorier » de la politique agricole commune à Bruxelles. M. Leblanc, qui est aussi membre de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) annonce pour bientôt l'avènement des moléculateurs.

« 100 000 agriculteurs sont descendus dans les rues le 6 octobre. Ils estimaient trop faibles leurs indemnités sécheresse, et trop lourdes leurs charges. Ont-ils été entendus ? »

Ils ont été entendus, mais l'opinion publique ne comprend pas bien ces signaux de désespoir. Le liard dans les poches est, en revanche, utile à l'intérieur de la profession. C'est la preuve que les dirigeants agricoles s'occupent encore des agriculteurs. On leur renvoie des signaux par liard interposé. Ce sont des signaux syndicaux aux adhérents qui n'ont pas perdu. Si on a que ça comme communication, si on est incapable de formuler des phrases de messages, il faudra demander des droits d'odeurs ! La FNSEA négative existe toujours. Regardez, on a du liard, des patates et des poulets. Mais il reste heureusement une FNSEA positive.

La France a décidé pendant l'été d'augmenter de 25 % la prime versée aux agriculteurs qui mettent des terres en jachère. Que pensez-vous de cette mesure ?

La jachère est une solution, car on aura besoin encore pendant quelques années de mieux contrôler la production. Cela ne correspond pas à une nécessité économique. Les régions les plus riches ne se sentent pas concernées. Ces preuves supplémentaires vont encourager les régions les plus pauvres à geler des terres. On aboutira à une augmentation de la désertification. Les agriculteurs, qui hésitent à franchir ce pas, vont sans doute envisager la mise en jachère. S'il suffisait d'augmenter de 25 % les primes pour régler les problèmes de l'agriculture française dans la mutation européenne, ce serait un miracle.

La jachère sous-tend l'idée que l'agriculture a atteint un point d'achèvement et connaît une situation régressive. Je suis convaincu qu'il existe une autre logique à défendre. La jachère est un outil parmi d'autres, on en a fait un modèle. Dans nos pays, la bataille de la sécurité alimentaire est gagnée. Mais il faut maintenant engager celle des molécules. Entre les composants carbonés et les

substances fossiles, il existe de réelles similitudes. Si on investit dans cette voie, on peut encore développer de façon fantastique l'appareil de production.

Vous annoncez l'ère des moléculateurs. Qu'entendez-vous par là ?

Le terme de moléculateur indique une rupture avec celui d'agriculteur. C'est une profession nouvelle, qui n'entre pas dans le circuit des productions agricoles à destination alimentaire, mais à destination industrielle uniquement. Dans le Nord-Pas-de-Calais, entre 3 000 et 5 000 hectares ne vont pas être mis en jachère, mais au contraire plantés en colza pour l'entreprise chimique onest-allemande Haenkel. A partir de ce colza, celle-ci fabriquera de l'énergie pour les plates-formes offshore et des lessives propres sans phosphates. C'est une approche concrète et vérifiable. Le moléculateur produira beaucoup pour offrir des molécules bon marché indispensables dans la bataille des produits de substitution de l'agrochimie et de l'agrosynthèse.

Les moléculateurs se trouveront parmi les anciens céréaliers d'origine, car les molécules d'origine animale sont plus chères que celles issues du végétal. Les mieux placés sont les producteurs de sucre, de céréales et d'oléagineux. Les hommes du maïs appartiendront demain à la famille des moléculateurs. En matière d'élevage, certaines vaches produiront du lait pour les yaourts, d'autres pour l'industrie. Des spécialistes de la chimie étudieront l'utilisation des produits laitiers pour alléger l'acier. Il faut rester prudent. Mais le principe des quotas est inacceptable si je sais que, demain, les vaches pourront travailler pour me nourrir comme pour ma carcasse de voiture. J'ai proposé qu'on associe auprès du grand public un grain de maïs et la 205 Peugeot. 80 % de nos produits agricoles ont des débouchés dans les isolants, les bureaux, les fils électriques, les sachets biodégradables.

Quelles seront les fonctions des agriculteurs dans les années à venir ?

On ne peut pas répondre sans poser le problème de la société européenne. S'agit-il de la société des villes, comme aux Etats-Unis ou au Japon ? Ou s'agit-il d'une société qui gère harmonieusement son espace ? L'agriculteur doit sortir de sa tâche alimentaire spécifique. Être le nourricier du monde, ça ne veut rien dire. Les paysans du Maghreb sont aussi des nourriciers. Dans l'avenir, l'agriculteur devra remplir cinq tâches : produire des terres alimentaires de qualité à condition qu'il investisse dans l'agroalimentaire ; fournir de l'énergie, des molécules ; entretenir la nature ; redéfinir la structuration de l'espace européen ; l'habitat, le cadre de vie à la campagne ; ouvrir de nouveaux territoires marchands, comme la santé et l'accueil en milieu rural.

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, s'apprête à proposer des « contrats nature » aux exploitants s'engageant à préserver et entretenir l'environnement. Ce nouveau rôle des agriculteurs vous paraît-il souhaitable ?

C'est le bon sens. Nous devons montrer aux écologistes que nous sommes capables d'exercer une agriculture productive, très diversifiée, mais aussi respectueuse de la nature. On dispose pour cela de tous les moyens endogènes et biotechnologiques nécessaires. Mais les contrats dont parle M. Nallet doivent s'accompagner d'une campagne d'information sur le rôle des paysans. Sinon, il s'agira d'un effet d'annonce qui les prendra à revers.

L'Europe se fait-elle contre les agriculteurs ?

L'Europe se fera sans les agriculteurs. Demain, 30 000 suffiront pour satisfaire nos besoins alimentaires. Mais l'Europe ne se fera pas sans les paysans s'ils acceptent d'élargir leur champ d'action à des tâches « sociétales ». Ils deviendront sinon une fraction marginale de la société européenne.

Propos recueillis par ERIC FOTTORINO

Nouvelle réglementation pour les additifs

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a annoncé, mardi 10 octobre, que la réglementation française est désormais prête à se mettre en conformité avec le droit communautaire. Un décret, paru au Journal officiel

du 18 septembre 1989, le permet en effet. Dans la future directive, il subsistera cependant deux « clauses de sauvegarde » : un Etat pourra provisoirement suspendre, pour des raisons de sécurité, certaines dispositions des directives

communautaires ; inversement, il pourra autoriser temporairement un nouvel additif. Par ailleurs, la DGCCRF révèle les résultats d'une enquête qui montre que les valeurs moyennes d'ingestion d'additifs sont inférieures aux doses journalières admissibles.

Le Monde microfilms et index

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.

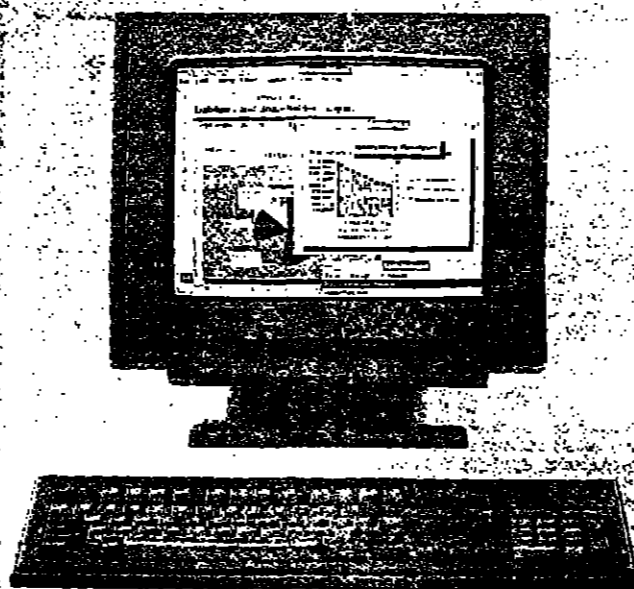
TP research publications

P.O. Box 45, 8250 St. Pierre, St. Pierre, Martinique

Tél. +594 754 7000, Telex 813535, Fax +594 754 50100

لبنان من أجل

Simple
comme un PC.
Puissant
comme un mini.
Universel
comme un standard.



Parce qu'aujourd'hui le tout nouveau logiciel de télécommunications de MICRO-SOFT, le CP 486 est tout à fait capable d'assumer les fonctions d'un serveur de données local. Assure la rapidité de l'INSTRUM 486 (9 fois plus puissant que le 386 - avec une capacité de traitement de 15 millions d'opérations par seconde) et exploite pleinement les performances du nouveau bus 32 bits

La technologie informatique au présent, au futur, au passé, conjuguée pour la première fois sur un seul et même système : la Computing Platform d'Olivetti.

Notre force est votre énergie

olivetti

MARCHÉS FINANCIERS

Après un an de conflit autour de l'assureur britannique

L'UAP et Transatlantic définissent leur cohabitation dans Sun Life

Les deux principaux actionnaires de la compagnie d'assurances britannique Sun Life, l'UAP (à 23 %) et Transatlantic Holdings (29,8 %), filiale du groupe sud-africain Liberty Life, ont conclu, jeudi 19 octobre, un accord qui doit mettre fin à leur situation conflictuelle existant entre eux depuis un an.

A l'époque, l'UAP avait prévu une participation croisée avec le britannique Sun Life. Transatlantic, qui était en mauvais termes avec la direction de Sun Life, avait bloqué ce projet. L'UAP avait alors acheté des titres Sun Life jusqu'à porter sa participation à 23 %. Depuis les deux principaux actionnaires de Sun Life se regardaient en chiens de faïence, chacun redoutant une initiative de l'autre.

L'accord devrait permettre une coexistence pacifique. L'UAP a le droit de lancer une OPA sur Sun Life alors que Transatlantic ne peut le faire sans l'aval de l'UAP (ce qui revient à abandonner un tel projet). A tout moment, Transatlantic peut décider de vendre sa participation à l'UAP en fixant le prix. L'UAP a alors la possibilité d'accepter, en lançant par ailleurs une OPA sur le reste du capital (en Grande-Bretagne, l'OPA est automatique au-delà du seuil de 29,9 %), ou de refuser s'il juge le prix trop élevé. Ce sera alors à Transatlantic d'acquiescer, au prix qu'il aura lui-même fixé, la part de l'UAP. S'il souhaite réellement se retirer, Transatlantic a donc intérêt à ne pas placer la barre trop haut.

Quant à l'UAP, si elle souhaite porter sa participation jusqu'à 29,9 %, elle déclare ne pas vouloir recourir à une OPA. Une façon d'économiser dans l'immédiat ses moyens financiers pour d'autres opérations de développement, et notamment pour son projet d'entrée dans le groupe d'assurances Victoire, actuellement négociations avec Suez qui en a désormais le contrôle.

C. B.

Le britannique Lonrho s'associe à Paribas pour restructurer la SCOA

Paribas et le britannique Lonrho ont décidé de s'associer pour déterminer ensemble le contrôle de la SCOA, Société commerciale pour l'Ouest africain, dont le groupe français est l'actionnaire principal avec environ 30 % du capital.

Ensemble, ils devraient participer au plan de restructuration de la firme décidée, jeudi 19 octobre, après la perte de 328,6 millions de francs enregistrée au premier semestre.

Paribas fera donc apport de sa participation dans la SCOA à une nouvelle société dénommée Holding franco-britannique, dont le siège sera situé en France et dont le capital sera détenu à parts égales par les deux entités. Ce holding contribuera aux efforts financiers indispensables pour redresser la firme de négoce. Une assemblée générale de la SCOA devrait « très prochainement » décider d'une augmentation de capital de 730 millions de francs, correspondant à l'émission de trois actions nouvelles pour deux anciennes au prix de 36 francs chacune. Cette opération sera accompagnée d'une émission d'obligations convertibles de 270 millions.

Cet apport d'un milliard de francs de fonds propres s'accompagne du désengagement du groupe dans certains secteurs, comme le commerce textile, les pièces détachées et accessoires automobile. « Quart de Tour » en France, et de la distribution de biens d'équipement électroménagers Séguin Unigros, également en France, ainsi que de la cession du négoce de cycles aux Etats-Unis, et de certaines activités en Afrique.

EN BREF

■ Rachat de Connaught : Mérieux prêt à faire une nouvelle offre. — Mérieux ne se décourage pas. Malgré l'opposition de l'Agence fédérale canadienne des investissements au projet de l'Institut français de racheter Connaught, quatrième fabricant mondial de vaccins, son directeur général, M. Jacques-François Martin, a immédiatement rencontré à Ottawa les membres de l'organisme canadien. « Suite à ces discussions très constructives, franches et positives, l'Institut Mérieux proposera des changements à son offre, en fin de semaine prochaine, au plus tôt », a déclaré M. Richard Wertheim, porte-parole canadien de la firme lyonnaise.

■ L'Institut Mérieux, qui voulait obtenir des éclaircissements de la part de l'agence chargée d'examiner les prises de contrôle étrangères sur des sociétés canadiennes, s'était vu accorder un délai de trente jours pour peaufiner son offre de 942 millions de dollars canadiens (5 milliards de francs). Avant la fin du mois, l'offre cana-

dien des investissements étrangers étudiera l'offre présentée conjointement par le groupe suisse Ciba-Geigy et la firme américaine Chiron, d'un montant de 764 millions de dollars.

■ Le groupe Whitbread veut revendre ses spiritueux. — Dans le cadre d'un plan de restructuration, le groupe britannique a annoncé son intention de vendre sa filiale James Burrough Distillers (gin Beefeater, whiskeys Long John et Laphroaig), la société américaine Buckingham Wile qui distribue entre autres le gin Beefeater, le whiskey Cutty Sark, ainsi que les vignobles Atlas Peak en Californie. Selon les analystes de la City, l'opération pourrait rapporter de 300 à 400 millions de livres. Elle devrait permettre à Whitbread de se recentrer sur ses activités dans la brasserie, les pubs, l'hôtellerie et la restauration. Whitbread a aussi annoncé une réorganisation de sa direction. A partir du 1^{er} mars 1990, M. Peter Jarvis remplacera M. Sam Whitbread à la tête du groupe.

NEW-YORK, 19 oct. ↑

Forte remontée

Wall Street a célébré jeudi en fanfare le deuxième anniversaire du krach boursier d'octobre 1987. Annoncé peu après l'ouverture, le mouvement de hausse s'est poursuivi durant presque toute la séance. A la clôture, l'indice des Industriels s'établissait à 2 683,20 (+ 39,56 points), après avoir, durant un court instant, repassé la barre des 2 700 points. Depuis le début de la semaine, le Dow a ainsi regagné plus de la moitié des pertes subies au cours de la journée noire du 13 octobre (- 189 points). Sans retrouver la folle atmosphère du début de semaine, la Bourse américaine a été nettement plus active que les jours précédents avec 198,12 millions de titres échangés (contre 167 millions la veille).

L'annonce d'une hausse beaucoup plus faible que prévue des prix de détail pour septembre (+ 0,2 % au lieu du 0,4 % attendu) a donné une forte impulsion au marché, qui a vu à une bonne occasion à saisir par la Réserve fédérale d'assouplir sa politique de crédit, d'autant que cette bonne nouvelle, après plusieurs semaines de pessimisme, révélait un ralentissement de la croissance. Premier signe de détente : les taux ont fléchi sur le marché obligataire.

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 19 oct.
Alcoa	71,60	73,12
A.T.T.	42,50	43,37
Bell	57,82	58,62
Coca-Cola	39,87	40,26
Du Pont de Nemours	114,37	115,87
Exxon	44,37	44,76
Ford	46,52	46,76
General Motors	48,75	49,00
IBM	101,67	102,12
ITT	59,00	59,50
Johnson & Johnson	56,87	57,26
McDonald	67,76	68,26
Merck	42,75	43,87
Pharmacia	51,60	52,12
Union Carbide	131,75	132,12
U.S. Steel	34,50	34,12
Westinghouse	54,12	54,50
Yarn Corp.	62,50	62,80

LONDRES, 19 oct. ↑

Net progrès

Les cours des valeurs ont terminé en forte hausse jeudi au Stock Exchange dans le sillage de Wall Street. L'indice Footsie s'est apprécié de 19,2 points à 2 189,3. Le volume d'opérations était cependant plus réduit avec 382,9 millions de titres échangés. Les investisseurs se sont montrés réservés dans l'attente des discours dans la City jeudi soir du chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson. Ce dernier a par ailleurs déclaré ne pas avoir l'intention de réduire le taux d'intérêt, dont le niveau de 10 % est maintenu. Les secteurs se sont améliorés, notamment les alimentaires, les électriques, les magasins, les pétroliers, les assurances, les textiles et les communications et les immobilières. Le groupe d'assurances Sun Life a bondi après l'annonce d'un accord entre ses actionnaires Transatlantic et UAP, selon lequel Transatlantic s'engage à ne pas lancer d'OPA sur Sun Life sans l'aval de l'UAP. La chaîne de magasins Dixons a grimpé sous l'effet d'une demande spéculative à la suite de rumeurs d'OPA prochaine lancée par Rank Organisation. BAT s'est envolé après l'appel donné par les actionnaires sur le projet de restructuration du conglomérat britannique. Les fonds d'Etat se sont affaiblis, alors que la plupart des mines d'or ont gagné du terrain.

FAITS ET RÉSULTATS

■ IBM rachète ses propres actions. Quelques jours après avoir annoncé des résultats trimestriels décevants (Le Monde du 17 octobre), IBM a décidé de racheter l'équivalent d'un milliard de dollars (6,3 milliards de francs) de ses propres actions. Ce n'est pas la première fois que le champion de l'informatique mène ce genre d'opération : depuis mai 1986, il a racheté 42 millions d'actions, l'équivalent de 5 milliards de dollars. Au troisième trimestre 1989, on dénombrait 577 millions d'actions IBM. C'est le bon moment pour le groupe d'acheter : le cours est actuellement inférieur à 40 % au prix de 175 dollars qu'il avait atteint avant le krach boursier d'octobre.

■ Schneider : rapport d'activités de Jean-Marie Schneider à Mérieux. — Le groupe Schneider a annoncé jeudi 19 octobre une réorganisation de sa filiale Jeumont-Schneider qui prévoit notamment des masters à Mérieux-Gérin de différentes activités. Selon le communiqué de Schneider, dans un premier temps, les activités de Jeumont-Schneider (J-S) ont été regroupées au sein de trois filiales : J-S Industrie pour le matériel électromécanique et nucléaire et pour l'électronique de puissance, J-S Transformatrice et J-S Automatismes pour les automatismes, mais aussi les systèmes industriels pour industries métallurgiques et sidérurgiques. Le groupe projette maintenant d'apporter des participations dans

PARIS, 19 octobre ↑

Poursuite du redressement

Le redressement amorcé mercredi s'est confirmé, voire amplifié, jeudi rue Vivienne. Après avoir enregistré 1,24 % la veille, le marché ouvrait la séance en progression de 0,97 %. L'indice CAC 40 s'appréciait ensuite de 1,2 % et le mouvement allait en s'amplifiant après l'annonce des prix de septembre aux Etats-Unis. L'induction a été de 0,2 %, un niveau inférieur aux prévisions de 0,4 % attendu par les investisseurs. Cette nouvelle a donc été bien accueillie sur l'ensemble des marchés, et, à Paris, l'indice CAC s'appréciait de 1,74 % quelques instants après sa publication. Le mouvement s'accroissait ensuite, l'indice CAC 40 clôturait la journée sur un gain de 2,57 %. A l'image de Wall Street et de l'ensemble des places européennes, la Bourse française tente donc d'effacer les pertes enregistrées lundi dernier. Certains investisseurs voient une liquidation légèrement positive pour octobre. L'échec de ce terme boursier est prévu pour lundi, et, pour l'instant, elle est encore négative de 4 %. Toutefois, malgré ce renversement de tendance, le sentiment général n'est pas à l'euphorie. La prudence domine, même si la nervosité des deux premiers jours de la semaine s'est atténuée. Le volume des échanges, qui a dépassé les 6 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel lundi et mardi, est revenu à 4 milliards de francs. Il était modéré jeudi. Les situations spéciales ont à nouveau stimulé la journée, avec le Bon Marché, Fromageries Bel.

Parmi les autres hausses, figuraient, avec des volumes réduits, Epéc-Bertrand Faure, Fichet-Bauché, SGE et Plastic Omnium. Du côté des baisses, on notait le BHV, Locomotives, GTM et Laboratoire Roger Bellon.

TOKYO, 20 oct. ↑

La hausse se poursuit

Fortes animations vendredi à Tokyo où les investisseurs ont, en grand nombre, pris des positions sur l'impulsion donnée par Wall Street.

Pour la quatrième journée consécutive, les cours ont monté. A la clôture, l'indice Nikkei enregistrant une nouvelle avance de 112,16 points (+ 0,32 %) à 35 486,38.

Le maintien à un niveau très bas de l'inflation aux Etats-Unis a été jugé comme un élément très positif.

Les prévisions des professionnels, qui tablent sur des ventes bénéficiaires dans l'après-midi à la veille du week-end, ont finalement été tournées.

L'activité a porté sur l'échange de 900 millions de titres environ contre à peine 700 millions jeudi.

VALEURS	Cours de 19 oct.	Cours de 20 oct.
Alfa Romeo	255	260
Bridgestone	1670	1670
Cummins	1950	1950
Daewoo	1850	1850
Hyundai Motor	1850	1900
Isuzu	2380	2380
Manitex Heavy	1050	1070
Sony Corp.	1780	1800
Toyoko Motor	2670	2680

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Associés	...	285	Montaberg, Médias	...	239
Aspid	...	138	Mitsubishi	...	178 80
B.A.C.	...	276 50	Mitsubishi Bank	...	14 50
B. Denochy & Associés	...	585	Nobel	...	221 20
Banque Thomson	...	190	Novartis	...	1143
B.C.M.	...	820	Novartis-Orléans	...	240
Bolton	...	389	Novartis-Logistics	...	240
Bouvier-Lyonel	...	304 80	Novartis-Pharm	...	478 40
Châlon de Lyon	...	2280	Novartis-Pharm	...	587
Colson	...	955	P.F.A. S.A.	...	745
Conif	...	835	Praxair Inc. & Co.	...	91
C.D.M.E.	...	745	Praxair Inc. & Co.	...	715
C. de la P. (C.L.P.)	...	1781	Praxair Inc. & Co.	...	810
C. de la P. (C.L.P.)	...	380	Praxair Inc. & Co.	...	712
C. de la P. (C.L.P.)	...	358	Praxair Inc. & Co.	...	310
C. de la P. (C.L.P.)	...	741	Praxair Inc. & Co.	...	242 50
C. de la P. (C.L.P.)	...	650	S.C.P.M.	...	...
C. de la P. (C.L.P.)	...	258	Ségis	...	284 10
C. de la P. (C.L.P.)	...	1185	Sélection Inc. (Lyon)	...	104
C. de la P. (C.L.P.)	...	408	S.E.P.	...	460
C. de la P. (C.L.P.)	...	180	Sévis	...	471
C. de la P. (C.L.P.)	...	829	S.M.T. (Lyon)	...	460
C. de la P. (C.L.P.)	...	1180	S.M.T. (Lyon)	...	252
C. de la P. (C.L.P.)	...	579	S.M.T. (Lyon)	...	282 50
C. de la P. (C.L.P.)	...	184 80	S.M.T. (Lyon)	...	331 50
C. de la P. (C.L.P.)	...	165	S.M.T. (Lyon)	...	164 80
C. de la P. (C.L.P.)	...	15 40	S.M.T. (Lyon)	...	510
C. de la P. (C.L.P.)	...	223 10	S.M.T. (Lyon)	...	203
C. de la P. (C.L.P.)	...	500	S.M.T. (Lyon)	...	1080
C. de la P. (C.L.P.)	...	308	S.M.T. (Lyon)	...	...
C. de la P. (C.L.P.)	...	985	S.M.T. (Lyon)	...	...
C. de la P. (C.L.P.)	...	281	S.M.T. (Lyon)	...	...
C. de la P. (C.L.P.)	...	284	S.M.T. (Lyon)	...	...
C. de la P. (C.L.P.)	...	141	S.M.T. (Lyon)	...	...
C. de la P. (C.L.P.)	...	230	S.M.T. (Lyon)	...	...
C. de la P. (C.L.P.)	...	1049	S.M.T. (Lyon)	...	...
C. de la P. (C.L.P.)	...	370	S.M.T. (Lyon)	...	...
C. de la P. (C.L.P.)	...	280	S.M.T. (Lyon)	...	...
C. de la P. (C.L.P.)	...	141	S.M.T. (Lyon)	...	...

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 19 octobre 1989

Nombre de contrats : 28 494.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Accor	800	55	-	32	-
CGE	440	48	-	8	20
Elf-Aquitaine	448	85	-	6	10
Evotrans SA-PLC	60	6,50	11	6,85	-
Lafarge-Coppée	1 408	205	-	11	30
Michelin	180	11	17	9	-
Mif	1 590	72	-	112	-
Paribas	640	46	75	44	-
Peugeot	850	75	109	34	-
Saint-Gobain	680	23	43	47	-
Société générale	560	7,50	-	75	-
Thomson-CSF	230	5	11	37	38
Source Perrier	2 000	185	230	110	160
Suez Financière	400	24	35	19,90	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 octobre 1989

Nombre de contrats : 53 102.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 89	Mars 90	Jun 90
Dernier	106,66	106,66	106,80
Précédent	106,70	106,66	106,72

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90
106	-	1	0,81	0,32

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,27 ↑		PARIS (NSEE, base 100: 30-12-88)	
Le dollar s'inscrivait en légère hausse le 20 octobre, s'échangeant à Paris à 6,27 F contre 6,2475 F la veille à la cotation officielle. Le cours de la devise américaine n'a pas été affecté par l'annonce d'une hausse modérée des prix de détail aux Etats-Unis en septembre (+ 0,2 %) et a été stimulé par la progression des cours à Wall Street.		18 oct. 19 oct.	
		Valeurs françaises : 1224 124,9	
		Valeurs étrangères : 111 111,9	
		(SBE, base 100: 31-12-81)	
		Indice global CAC 519,9 523,9	
		(SBE, base 1000: 31-12-87)	
		Indice CAC 40 1 828,13 1 875,05	
		(OMF, base 100: 31-12-81)	
		Indice OMF 50 582,52 516,81	
		NEW-YORK (Indices Dow Jones)	
		Industrielles : 2 643,65 2 683,28	
		LONDRES (Indices Financial Times)	
		Industrielles : 1 758,5 1 772,1	
		Mines d'or : 199,6 195,2	
		Fonds d'Etat : 94,66 94,70	
		TOKYO	
		19 oct. 20 oct.	
		Nikkei Dow Jones : 35 374,22 35 486,38	
		Indice général : 2 665,66 2 679,72	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MON		DEUX MON		SIX MON	
	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut
SE-IL	6,270	6,281	6,270	6,281	6,270	6,281
Son	5,348	5,359	5,348	5,359	5,348	5,359
Yen (100)	4,457	4,468	4,457	4,468	4,457	4,468
DM (100)	3,972	3,997	3,972	3,997	3,972	3,997
Flote	3,981	3,991	3,981	3,991	3,981	3,991
FR (100)	16,154	16,175	16,154	16,175	16,154	16,175
RS (100)	4,451	4,461	4,451	4,461	4,451	4,461
L (100)	4,451	4,461	4,451	4,461	4,451	4,461
F (100)	10,891	10,901	10,891	10,901	10,891	10,901

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	8 9/16	8 13/16	8 9/16	8 11/16	8 9/16	8 11/16	8 3	8 1/2
DM (100)	7 5/8	7 7/8	7 13/16	7 13/16	7 13/16	7 13/16	7 13/16	7 13/16
FR (100)	7 3/4	8	8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
L (100)	9 1/2	9 1/2	9 9/16	9 15/16	9 9/16	9 9/16	9 7/16	9 13/16
F (100)	16 1/2	15 3/4	17 3/8	17 3/2	17 1/2	17 5/8	17 5/8	17 3/4
SE-IL	14 7/8	15 3/8	15 3/8	15 3/4	15 3/4	15 3/4	15 1/8	15 1/8
DM (100)	14 7/8	15 3/8	15 3/8	15 3/4	15 3/4	15 3/4	15 1/8	15 1/8
FR (100)	9 13/16	10 1/16	9 13/16	10 1/16	9 13/16	10 1/16	9 13/16	10 1/16

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

سكوت في الحول

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 19 OCTOBRE

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection

VALUES	Emission Frais Ind.	Rechat net	VALUES	Emission Frais Ind.	Rechat net	VALUES	Emission Frais Ind.	Rechat net
A.A.A.	1117.38	1090.15	France-Germany	268	267.47	Poland-Germany	91.70	90.79
Austria	240.48	234.04	France-Greece	174.04	172.48	Poland-Poland	178.91	178.91
Autos France	575.49	554.65	France-Invest.	498.47	497.28	Portugal	671.03	670.82
Autos electronics	699.51	642.42	France-Italy	459.24	454.89	Praxis Placement	256.83	254.96
Bedford	865.93	832.23	France	400.87	407.73	Praxis Insurance	773.97	776.09
B.G.F. Autos (ex-CP)	1218.88	1189.15	France France	1207.01	116.81	Praxisnet A	1180.20	1167.08
B.G.F. 5000	128.18	665.55	France-Highway	128.00	1260	Praxisnet on-train	2163.37	2160.63
B.G.F. EDU	1004.41	1062.77	France-Highway	28.23	28.23	Praxisnet S	9160.35	9565.47
B.G.F. Fordor	127.72	118.75	France-Spain	29.78	29.78	Praxisnet Transit	577.94	576.94
B.G.F. Fordor	404.25	412.42	France	34.11	35.61	Praxisnet Transit	1181.52	1122.23
B.G.F. Fordor	135.67	122.36	France	34.11	35.61	Praxisnet Transit	1062.07	1061.25
B.G.F. ORU	1082.58	1083.05	France	11589.65	11584.18	Praxisnet Transit	112.45	108.44
B.G.F. Sliced	1082.75	1082.75	France	944.49	931.57	Praxisnet Transit	2317.15	2317.15
B.G.F. Sliced	861.42	674.56	France	31.70	30.33	Pvt Association	125.94	122.74
B.G.F. Sliced	205.99	201.44	France	4359.48	4349.51	Romantic	69.18	69.14
B.G.F. Sliced	178.67	172.21	France	5372.85	526.24	Romantic Transilvania	549.12	555.47
B.G.F. Sliced	636.54	610.63	France	10025.28	10703.82	Romantic Transilvania	1118.12	1123.04
B.G.F. Sliced	650.01	634.84	France	1154.20	1115.25	St-Honard-Highway	246.05	246.05
B.G.F. Sliced	1602.83	1612.39	France	5877.40	5862.83	St-Honard-Highway	236.46	225.76
B.G.F. Sliced	215.38	119.08	France	1973.22	197.72	St-Honard-Highway	634.11	605.36
B.G.F. Sliced	370.49	359.65	France	1218.14	1182.65	St-Honard-Highway	530.00	534.08
B.G.F. Sliced	147.20	133.45	France	10348.45	10367.19	St-Honard-Highway	1594.16	1580.85
B.G.F. Sliced	1142.73	109.45	France	1215.88	1169.38	St-Honard-Highway	539.91	519.14
B.G.F. Sliced	1535.95	125.68	France	189.35	189.35	St-Honard-Highway	646.72	637.47
B.G.F. Sliced	125.54	117.94	France	189.35	189.35	St-Honard-Highway	539.91	519.14
B.G.F. Sliced	131.35	127.30	France	241.10	237.44	St-Honard-Highway	1104.98	1104.98
B.G.F. Sliced	133.29	127.86	France	248.10	238.85	St-Honard-Highway	717.71	707.71
B.G.F. Sliced	2671.62	2565.92	France	295.18	291.79	St-Honard-Highway	1488.42	1486.42
B.G.F. Sliced	1038.95	1032.24	France	236.37	234.94	St-Honard-Highway	723.73	702.07
B.G.F. Sliced	1888.28	188.28	France	370.82	353.81	St-Honard-Highway	681.00	680.00
B.G.F. Sliced	35.06	35.06	France	269.65	267.81	St-Honard-Highway	856.37	827.13
B.G.F. Sliced	147.20	133.45	France	498.45	475.75	St-Honard-Highway	681.00	680.00
B.G.F. Sliced	1047.68	1032.21	France	142.11	135.67	St-Honard-Highway	213.08	213.08
B.G.F. Sliced	551.64	550.18	France	198.28	197.38	St-Honard-Highway	434.64	473.34
B.G.F. Sliced	112.21	106.94	France	4303.41	365.12	St-Honard-Highway	1294.20	1246.80
B.G.F. Sliced	410.52	394.73	France	1157.85	1157.85	St-Honard-Highway	32.16	34.12
B.G.F. Sliced	556.10	537.90	France	286.68	284.07	St-Honard-Highway	1169.14	1114.97
B.G.F. Sliced	1039.44	1010.24	France	773.91	765.25	St-Honard-Highway	1031.41	1035.25
B.G.F. Sliced	816.38	807.88	France	2144.30	2123.07	St-Honard-Highway	1228.45	1228.45
B.G.F. Sliced	1172.38	1119.20	France	542.48	535.89	St-Honard-Highway	1228.45	1228.45
B.G.F. Sliced	2		France	740.31	718.75	St-Honard-Highway	1369.73	1367.70
B.G.F. Sliced	146.06	138.44	France	201.19	198.78	St-Honard-Highway	642.01	618.98
B.G.F. Sliced	1144.59	1128.01	France	100.18	100.00	St-Honard-Highway	529.24	518.16
B.G.F. Sliced	205.75	203.45	France	44.80	44.77	St-Honard-Highway	68.22	67.47
B.G.F. Sliced	403.79	392.03	France	559.07	559.77	St-Honard-Highway	163.10	162.62
B.G.F. Sliced	62398.46	62398.46	France	6290.40	6290.40	St-Honard-Highway	1130.35	1130.35
B.G.F. Sliced	3094.15	3094.15	France	6294.82	6294.82	St-Honard-Highway	6294.85	6294.85
B.G.F. Sliced	3094.15	3094.15	France	10745.69	10725.24	St-Honard-Highway	10820.45	10820.45
B.G.F. Sliced	21764.90	21764.90	France	155.87	149.80	St-Honard-Highway	500.43	492.34
B.G.F. Sliced	266.94	263.98	France	14126.48	13965.51	St-Honard-Highway	100.76	105.75
B.G.F. Sliced	2816.90	2816.90	France	8305.38	8282.77	St-Honard-Highway	116.39	116.39
B.G.F. Sliced	4278.61	4284.95	France	22181.7	22181.7	St-Honard-Highway	560.47	577.88
B.G.F. Sliced	22607.37	22689.88	France	225.78	112.82	St-Honard-Highway	163.10	162.62
B.G.F. Sliced	8605.27	8620.07	France	121.02	200.12	St-Honard-Highway	134.88	134.88
B.G.F. Sliced	59.45	59.47	France	56.94	54.74	St-Honard-Highway	3399.18	3322.48
B.G.F. Sliced	37.32	37.32	France	154.18	160.34	St-Honard-Highway	2049.01	2020.58
B.G.F. Sliced	188.05	188.05	France	694.97	698.19	St-Honard-Highway	181.45	181.45

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 10/10	COURS DES BILLETS	
			Achats	Ventes
Euro-U.S. (5 1)	6 277	6 247	6 040	6 540
ECU	8 962	8 962		
Belgique (100 franc)	330 700	330 600	328 500	350
Allemagne (100 DM)	16 177	16 183	15 800	16 800
Payes (100 francs)	31 100	30 700	281	310
Denmark (100 kron)	67 137	67 137	64	
Norvège (100 kr)	80 820	80 760	85	94 500
Grèce (100 drachmes)	8 983	10 025	9 650	10 450
Italie (100 lire)	3 804	3 796	3 550	4 250
France (100 francs)	6 614	6 614	4 400	4 600
Suède (100 kron)	97 720	97 600	376	369
Autriche (100 sch)	26 235	26 230	46 800	49 800
Europe (100 pms.)	48 590	5 323		5 800
Portugal (100 esc.)	3 368	3 368	620	650
Spain (100 pes.)	4 384	5 332	5 150	5 650
Finland (100 mark)	4 455	4 426	4 300	4 620

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 19/10
Or fin (à la onze)	74500	74600
Or fin (au long)	74850	74800
Pièce française (20 fr)	433	433
Pièce française (10 fr)	268	268
Pièce suisse (100 fr)	498	498
Pièce suisse (20 fr)	433	433
Pièce de 20 dollars	544	544
Pièce de 20 dollars	2680	2750
Pièce de 10 dollars	1300	1300
Pièce de 5 dollars	850	850
Pièce de 50 pence	2805	2800
Pièce de 10 livres	450	449
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

Hors-cote

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55 91 82, poste 4320

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

A Bruxelles

Succès de la manifestation
des syndicats européens

M. Ernst Breit (DGB) président de la Confédération européenne des syndicats (CES) a dressé jeudi 19 octobre le bilan de la semaine d'action en faveur de l'Europe sociale.

BRUXELLES
(Communiqués européens)
de notre correspondant

Fort du succès de la manifestation sur l'esplanade du Cinquantenaire, qui a rassemblé, selon lui, 17 000 personnes (autour de 10 000 selon les autorités), le syndicalisme allemand a demandé au prochain conseil européen (8 et 9 décembre à Strasbourg) « de promouvoir une politique sociale basée sur une législation communautaire ».

« Je n'y crois pas », commentait, visiblement désabusé, M. Jacques Pél, secrétaire confédéral de FO après la conférence de presse de M. Breit. C'est vrai que, malgré les affirmations du président de la CES, la détermination des syndicalistes ne semblait pas évidente. Dans leur communiqué ils appellent pourtant à l'élaboration d'une charte contraignante devant permettre « le recours juridique contre la violation des droits sociaux fondamentaux des travailleurs et de leurs représentants ».

Or la Commission européenne souhaite limiter la charte à « une déclaration solennelle » des chefs d'Etat ou de gouvernement, assortie d'un programme d'action encore flou. L'exécutif communautaire tente à tout prix de rallier les Britanniques en allégeant son texte initial afin que le sommet de Strasbourg sur l'union économique et monétaire ne soit pas perturbé par la question sociale, ce qui explique la prudence de M. Jacques Delors.

M. Vasso Papandreou, commissaire chargé du dossier, est allé mardi dernier aux Communes pour tenter de rassurer les parlementaires britanniques. Malgré la bonne volonté de Paris, la pression s'exerce avant tout sur la France. « Le Conseil européen portera une lourde responsabilité si la question de la charte n'est pas réglée par la présidence française », a déclaré M. Breit. Pressé de questions sur les conséquences d'un éventuel échec, le président de la CES n'a pas exclu, mais du bout des lèvres, l'engagement d'actions revendicatives au lendemain du sommet des Douze. Mercredi, le syndicalisme européen a fait la démonstration qu'il pouvait faire reculer. Cinq cents manifestants de la CGT, conduits par M. Louis Vianet, étaient même venus apporter leur « soutien ».

MARCEL SCOTTO

L'ESSENTIEL

SECTION A

Visite à Soweto

Walter Sisulu dans les tourbillons de la liberté 3

Les élections du 29 octobre en Espagne

Les communistes se refont une santé en rejetant le sectarisme ... 5

Les îles de l'Europe

La Commission européenne affecte 700 millions de francs à la Corse. 9

Les traités et les lois

Modifiant sa jurisprudence, le Conseil d'Etat accepte de faire prévaloir les traités sur les lois postérieures 12

Le journal d'un amateur

« Droit », par Philippe Boucher 12

SECTION B

Les cinquante ans du CNRS

M. Mitterrand a lancé la célébration du cinquantième du CNRS. A cette occasion, M. Hubert Curien, ministre de la recherche, dresse, dans un entretien qu'il nous a accordé, un état des lieux 13

Condamnation de Michèle Curiel

La cour d'assises du Loiret a condamné à cinq ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, Michèle Curiel, la mère d'un enfant autiste mort de faim au domicile familial, en avril 1988 14

San-Francisco : la difficulté des secours

Le président Bush visite la région de San-Francisco où les sauveteurs ne savent toujours pas combien de corps sont encore prisonniers de l'autoroute-cariculi 15

L'affrontement Prost-Senna

Avant-dernière manche du championnat du monde de Formule 1, le Grand Prix du Japon pourrait être décisif, dimanche 22 octobre, pour l'attribution du titre 1990 que se disputent éperamment les deux pilotes de McLaren, Alain Prost et Ayrton Senna 16

« Opérette » de Gombrowicz

Jorge Lavelli, au théâtre de la Colline, remonte, vingt ans après sa création, la dernière pièce du père de Ferdynand, son auteur fétiche 16

« Titus Andronicus » à l'Athénée

Cette tragédie de Shakespeare a mauvaise presse auprès des critiques. Trop boursoufflée, trop sanguinolente. Daniel Mesguich nous en donne une mise en scène exceptionnelle 16

Photo : entretien

avec Joël-Peter Witkin

Un photographe hanté par des visions d'épouvante expose une partie de son œuvre au Centre national de la photographie 22

La « Femme d'affaires de l'année »

Elue « femme d'affaires de l'année », Evelyn Proust-Barry, la PDG du groupe de presse magazines « Marie-Claire », a redressé et développé les titres féminins de l'ancien empire de presse de son grand-père, Jean Proust 28

SANS VISA

Le Continental de Saigon rouvre à Ho-Chi-Minh-Ville

Du temps de Lucien Bodard, on y prenait l'apéro sur la terrasse, à même le trottoir. L'hôtel Continental entame aujourd'hui une nouvelle carrière, mais veut se souvenir de ses anciens clients 17

Haliburton, le beau pays

Lever des couleurs dans l'automne canadien, en Ontario 19

SECTION C

Le Crédit lyonnais à Moscou

L'établissement français participe à un consortium destiné à implanter une activité bancaire en URSS 29

Restructuration de Cap Gemini Sogeti

La société grenobloise modifie son capital pour faire face aux problèmes de développement 29

Métro automatique à Paris

Le président de la RATP lance la nouvelle ligne Tolbiac - Saint-Lazare 31

Affaires

Les enjeux de l'ordinateur à l'hôpital. Dans le Jura, le patronat à la conquête du pouvoir local. Le congrès du Conseil national des économistes régionaux 36 et 36

Services

Abonnements 28
Annonces classées 33
Carnet 25
Jeux 21
Loto 26
Marchés financiers 38 et 39
Météorologie 26
Philatélie 26
Radio-Télévision 27
Spectacles 24

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 20 octobre 1989
a été tiré à 547 404 exemplaires

Soupçonné d'avoir fourni des passeports français
à un réseau chite extrémiste en GuinéeUn employé contractuel du Quai d'Orsay
est entendu par la DST

Un ancien vice-consul contractuel français à Conakry (Guinée) a été interpellé, jeudi 19 octobre, par la direction de la surveillance du territoire (DST). Toujours en garde à vue, vendredi 20 octobre, M. Pierre Lebert est soupçonné par le contre-espionnage français d'avoir fourni un lot de passeports français authentiques à un réseau chite extrémiste implanté en Afrique. Fonctionnaire de l'éducation nationale, enseignant en Guinée, M. Lebert avait été engagé comme contractuel avec le titre de vice-consul par l'ambassade de France. Apparaissant, il aurait été pendant plusieurs années enseignant à Beyrouth.

Cette affaire de « vrais-faux » passeports français récupérés par un réseau chite d'origine libanaise a pour point de départ la mort d'un homme, qui serait d'origine libanaise, déchu par sa propre bombe dans une chambre du Beverly House Hotel, à Londres, dans le quartier de Paddington, le 3 août dernier (le Monde du 5 août). Les « Moujahidins de l'islam » avaient, depuis Beyrouth, « revendiqué » cet homme comme l'un des leurs, en le nommant « Charib ». Or ce chite qui résidait en Côte-d'Ivoire avait pénétré en Grande-Bretagne avec un passeport français authentique portant le faux nom de « Mustafa Maseh » et délivré par le consulat de France à Conakry.

Dans les semaines qui suivent, il était rapidement établi que le vice-consul contractuel, qui n'appartient donc pas au corps diplomatique, avait ainsi délivré une cinquantaine de passeports de complaisance. Pour autant, M. Lebert n'était pas inculpé par les services de police. La DST, laissant filtrer l'information dans la presse — notamment dans l'Express du

22 septembre, — a préféré le placer sous surveillance et suivre ses réactions. Après cette enquête préliminaire, une information judiciaire était ouverte, il y a une semaine, contre au juge d'instruction parisien Gilles Boulouque, habitué à travailler sur des dossiers suivis par la DST. C'est dans le cadre d'une commission rogatoire délivrée par M. Boulouque que M. Lebert a été interpellé, jeudi, à Toulouse.

Selon les milieux de l'enquête, il semble que la vénérité soit à l'origine du comportement de M. Lebert, qui avait, dans ses attributions, le contrôle de la délivrance des passeports. M. Lebert, dont les enquêteurs de la DST auraient noté le train de vie élevé à Toulouse, plaiderait la maladresse et assurément avoir simplement agi par bienveillance. La DST est surtout préoccupée par la destination des passeports ainsi obtenus par des milieux chites africains qui, selon elle, abritent le principal réseau terroriste lié au Hezbollah libanais. Ce réseau se serait réparti sur ce continent après le démantèlement du groupe terroriste établi en Europe par Mohamed Ali Hamedel à Francfort et Fouad Ali Saleh à Paris.

M. Lebert devrait être inculpé à l'issue de sa garde à vue, qui peut durer quatre jours dans les affaires de terrorisme. L'instruction ouverte à Paris est ainsi qualifiée : « association de malfaiteurs en liaison avec une activité terroriste, obtention indu de documents administratifs et falsification ». Pendant que se déroulait l'enquête préliminaire de la DST, une enquête parallèle a été menée par l'inspection du ministère des affaires étrangères. Il semble qu'elle conclut aussi à un comportement lié à des motivations financières.

EN BREF

ISRAËL : L'UNRWA dénonce les opérations de l'armée israélienne dans ses centres. L'organisation de l'ONU chargée de coordonner l'aide aux réfugiés palestiniens au Proche-Orient (UNRWA) a protesté jeudi 19 octobre, contre les descentes faites la veille dans quatre de ses bureaux. Les troupes israéliennes avaient interpellé plusieurs agents de l'UNRWA et saisi des documents au centre d'approvisionnement de Deir el-Balah, à Gaza, et dans les bureaux des camps de Dheisheh, Fawwar et Jalazoun, en Cisjordanie occupée. — (AFP)

Trois pendaisons en Afrique du Sud. — Trois condamnés de droit commun — un métis et deux Noirs — ont été pendus vendredi à la prison centrale de Pretoria, ce qui porte à quarante-cinq le nombre d'exécutions capitales cette année en Afrique du Sud, a annoncé le ministère de la justice. Deux autres condamnés ont bénéficié à la dernière minute d'un sursis.

TURQUIE : un nouveau candidat à l'élection présidentielle. — M. Fethi Celikbas, député du Parti de la Mère Patrie (MHP, au pouvoir) a déposé, jeudi 19 octobre, sa candidature à l'élection présidentielle du 4 novembre prochain. Il est le seul concurrent du premier ministre, M. Turgut Ozal, qui s'est officiellement déclaré candidat à la

magistrature suprême mardi dernier (le Monde du 19 octobre). Dans les sondages, M. Celikbas est nettement distancé par M. Ozal ; il estime lui-même qu'il n'a pratiquement aucune chance d'être élu par le Parlement. L'opposition, qui boycotte ces élections, n'a pas présenté de candidat. — (AFP)

Mort de la journaliste Madeleine Garrigou-Lagrange. — Journaliste formée à l'Ecole supérieure de Lille, Madeleine Garrigou-Lagrange, spécialiste des questions religieuses, est morte à Villejuif le 17 octobre à l'âge de cinquante-neuf ans. Elle collaborait à Ouest-France depuis 1968, plus épisodiquement aux publications du groupe de la Vie catholique, ainsi qu'à Témoignage chrétien. Elle avait collaboré au Monde à l'occasion du concile Vatican II. Ses obsèques auront lieu vendredi 20 octobre à l'église Saint-Merri à Paris.

METRAGE ET
"COUTURAGE" SONT
LES DEUX MERVEILLES
DE LA MODE

COUTURE + COURAGE =
"COUTURAGE" c'est-à-dire votre robe, jupe ou ensemble faits par vous, à votre goût, à votre idée, etc.
MÉTRAGE, aucun problème, il y en a des milliers chez Rodin, de toutes les matières, couleurs, dessins, fantaisies.
Les Nouveaux Métrages, depuis 30F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Délicate...
Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.
AUX ARMES DE BRETAGNE Paris 14^e

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois
TIRELLI inclinable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale
CAPÉLOU
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 57 36 35 - MÉTRO PARENTIER

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

On brade

C'EST vraiment le dernier des métiers, journaliste, surtout là, en ce moment. Ils arrêtent pas de nous tirer par la manche, les gens : Qu'est-ce que t'attends pour parler de nos problèmes ?

Tiens, hier encore, coup de téléphone. C'est mon amie Simone, une biologiste. Elle bosse dans un labo :

— Dis donc, je voudrais bien savoir, qu'est-ce que t'attends pour...

Ah non, chérie, pas ça, pas toi, pas moi !

Si, parfaitement. Toi, moi, ça. Tes analyses d'urine, tes prises de sang, à toi, faudra plus venir me les demander, à moi.

Pourquoi ? Qu'est-ce que je t'ai fait ?

Toi, rien. Evin. Il a décidé de baisser la cotation des actes. 17,60 francs au lieu de 52,80 francs pour un dosage de triglycérides et 52,80 francs au lieu de 95,80 francs pour un frottis de dépistage du cancer. Résultat : nos bénéfices, bézaf. Ils vont chuter de 60 à 70 %, et ma boîte aura plus qu'à mettre la clé sous la porte.

Tu voudrais tout de même pas que j'éclate en sanglots parce que ton labo...

— Mon labo, je sais pas : ton front, je sais. Tu penses pas qu'à ce prix-là on va pouvoir continuer à passer une demi-heure le nez dessus. Va falloir sacrifier la qualité à la quantité.

— Alors, là, je vais te dire, c'est déjà souvent le cas. Ils te bécotent ça en cinq minutes, et ils se plaignent deux fois sur trois. Au point qu'aux Etats-Unis on commence à se demander à quoi ça sert, les frotis.

— Crois-moi, un dépistage bien fait et ici ça existe encore, ça sert. Simplement, ils s'imaginent qu'en cassant les prix ils vont ramener tout un tas de naines qui savent même pas ce que c'est. Complètement débile. Ça ne profitera qu'à celles qui en font tous les deux mois.

— C'est bien pour ça qu'elle doit faire des économies, le Sécu. Tu te rends compte de ce que ça lui coûte, toutes ces angioses du cancer ?

— Et toutes les malheureuses qui vont se retrouver en cancérologie dans un lit d'hôpital à 4 000 balles la nuit, ça va lui revenir à combien, d'après toi ?

— Pas tellement plus qu'une suite à l'Hôtel Maurice, et bon, ça...

M. Jacques Delors invité
du « Grand Jury
RTL-le Monde »

M. Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes, sera l'invité, au direct de Bruxelles, de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 22 octobre, de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'économie et des finances du gouvernement Mitterrand, co-président de la commission Mitterrand pour le congrès du Parti socialiste, répondra aux questions d'André Prosser et de Philippe Lemaître du Monde, et de Jacques Perriand et Pierre-Henri Christel de RTL, le direct étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Le Centre-Pompidou
toujours fermé

La grève du personnel d'entretien se poursuivait, vendredi 20 octobre, au Centre Pompidou. Il y a eu plusieurs alertes à la bombe depuis samedi. Le Centre était toujours fermé. Bien qu'il soit impossible d'obtenir des informations, il semble que les négociations entre les syndicats et la direction soient au point mort. Les officiels inaugureront dans les prochains jours l'exposition — L'invention d'un art et la rétrospective Bran van Velde (le Monde du 21 octobre) — que le public ne peut pas voir.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 octobre

Calme

Après deux séances particulièrement vigoureuses, le mouvement s'est calmé rue Vivienne. L'indicateur instantané s'appréciait de 0,31 %. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par CCMC (+ 6,9 %), CCF (+ 4,3 %), Fichtel-Bauche (+ 4,2 %) et UIC (+ 4,1 %). En baisse on notait MMB (- 3,5 %), Sogefip (- 3,3 %), Frimtemps (- 2,6 %) et Locafiance (- 2,6 %).

(Publicité)

Chintz de toute
beauté ? Où ?
Chez Artirec

OÙ TROUVER du chintz et du satin imprimé à 39,50 F le mètre linéaire en 140 traits anti-salissures ? Je crois que c'est impossible. Normalement c'est 150 F.

— Oui, mais chez Artirec, c'est 39,50 F qualité "siège" parfait aussi pour murs et rideaux.

Incrovable mais vrai. Tant qu'il y a du stock à l'entrepôt secret du 8 Impasse St-Sébastien 11^e, tél. : 43.55.66.50. Agréé FNAC.

Ne pas se tromper : arrivant par le bd R. Lenoir, à la hauteur du 87 prendre la Rue St-Sébastien puis 1^{re} à gauche (r. Alp. Baudin) puis 1^{re} à gauche Impasse St-Sébastien. Artirec Tissus est au 8, Park. grat. cour. 5 % lecteurs Le Monde.

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30

Bazaar Cappadoce
Tél. : (16-1) 40-43-10-02
SPÉCIALISTE DES TAPIS ET KILIMS TURCS
présentera sa nouvelle collection
ESPACE ORION
4, rue des Innocents, Paris 1^{er},
les 21 et 22 octobre 1989
(avec le concours de la coopérative de Cappadoce)
Ses clients, leurs amis et les Parisiens sont invités...

1^{er} SALON DE LA VOITURE DE COLLECTION
EXPOSITION VENTE : 20 AU 29 OCTOBRE
ESPACE CHAMPERRET - PORTE CHAMPERRET PARIS 17^e
OUVERT TOUS LES JOURS DE 11 H à 22 H
250 VOITURES A VENDRE - 150 EXPOSANTS
LES PLUS BELLES VOITURES DU MONDE

الجزيرة